

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°495

JUIN 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **IRAN : UN PROTOCOLE D'ACCORD FAVORABLE AU RÉGIME IRANIEN**
- **TURQUIE : DUEL RHÉTORIQUE ENTRE ERDOGAN ET NETANYAHOU À PROPOS DE GÉNOCIDES**
- **IRAK : LUTTE CONTRE UNE CORRUPTION ABYSSALE**
- **SYRIE : LE PRÉSIDENT PAR INTÉRIM NOMME SES 70 « DÉPUTÉS »**

IRAN : UN PROTOCOLE D'ACCORD FAVORABLE AU RÉGIME IRANIEN

Après des semaines de négociations ponctuées de menaces réciproques et d'accrochages divers, les États-Unis et l'Iran ont signé le 17 juin un protocole d'accord mettant fin aux hostilités. Le document a été signé par le président Trump au château de Versailles, au cours d'un dîner offert en son honneur par le président Macron à l'issue du sommet du G7 d'Évian-les-Bains. Côté iranien, c'est le président Massoud Pezeshkian qui l'a paraphé en ligne.

Le protocole annonce la fin des hostilités sur tous les fronts, y compris au Liban, dont l'intégrité territoriale est mentionnée. L'Iran doit ouvrir le détroit d'Ormuz à la circulation tandis que les États-Unis lèveront leur blocus naval contre les navires iraniens. Les États-Unis s'engagent à dégeler

les fonds iraniens immobilisés dans des banques étrangères. Ils organiseront aussi la levée de toutes les sanctions contre l'Iran de façon progressive. Grâce à un aménagement temporaire des sanctions financières, l'Iran pourra, pendant 60 jours, exporter librement son pétrole. Le protocole mentionne aussi la création d'un fonds de 300 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Iran, dont l'origine et les éventuels contributeurs ne sont pas précisés. Une promesse qui n'est pas sans rappeler celle d'un fonds de 1 000 milliards de dollars pour la reconstruction de Gaza qui devait être collecté et mis en place par un *Board of Peace* présidé par Donald Trump lui-même et qui n'a pas connu un début de concrétisation.

En contrepartie, l'Iran s'engage notamment à ne pas développer

ni acquérir la bombe, ce qu'il avait déjà fait dans l'accord conclu en 2015 avec les Occidentaux, dénoncé en 2017 par le président Trump. Lors de son intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2025, le président iranien avait, la main sur le cœur, réitéré cet engagement qui n'a pas empêché l'Iran d'accélérer son programme nucléaire et d'enrichir environ 420 kg d'uranium, de quoi fabriquer, le moment venu, en quelques mois une bonne dizaine de bombes.

Dans le protocole d'accord, un seul paragraphe sur quatorze est consacré à la question nucléaire. L'Iran s'engage à diluer ses 420 kg d'uranium enrichi sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans un délai de 60 jours. Les experts affirment que le proces-

sus de dilution n'est pas irréversible et l'Iran n'a pris aucun autre engagement sur le démantèlement éventuel de son vaste arsenal de centrifugeuses et sur le sort de ses sites nucléaires. La guerre lancée pour mettre fin au programme nucléaire iranien et, éventuellement, au régime des mollahs, s'achève sur un renforcement politique de ce régime et sur de grandes incertitudes sur l'avenir du programme nucléaire iranien qui doit, en principe, faire l'objet de nouvelles négociations au cours des deux mois à venir. Le protocole ne prévoit aucune mesure contre l'arsenal balistique iranien, que le président américain se vantait, à tort, d'avoir détruit à 85 %. Aucune mesure non plus pour mettre fin au financement et à l'armement des milices pro-iraniennes au Liban (Hezbollah), en Irak et au Yémen (Houthis).

La navigation dans le détroit d'Ormuz qui était, conformément au droit international, libre avant la guerre, pourrait être soumise à un péage ou à des « frais de services maritimes » à l'issue de la période de 60 jours du protocole.

Dans une analyse publiée dans son édition du 18 juin, *Le Monde* relève que « malgré une économie en lambeaux et des capacités militaires largement atteintes, l'Iran triomphe et ne renonce à rien. Malgré la supériorité écrasante de son armée, Washington n'a d'autre choix que d'acter son errance stratégique ». On est assurément loin de la capitulation de l'Iran exigée encore il y a peu par le président Trump.

Le protocole d'accord est dénoncé par les démocrates américains comme une « catastrophe stratégique ». La plupart des conservateurs américains voient également dans ce document un renforcement du régime iranien. Un « apaisement », selon le mot de l'ancien vice-président

républicain Mike Pence : « L'histoire nous apprend que donner des milliards de dollars à des dingues théocrates qui veulent nous assassiner n'est pas une bonne idée. Je pense que le président reçoit de très mauvais conseils sur cet accord », affirme le sénateur Ted Cruz (Texas) sur le site *The Hill*. Son collègue Bill Cassidy, sur X, parle du « pire échec en politique étrangère depuis des décennies. Reagan se retourne dans sa tombe. Les ambitions nucléaires de l'Iran n'ont pas été freinées. Il a appris qu'agiter la menace d'un blocage du détroit d'Ormuz fonctionne — et exploitera sans aucun doute ce levier à l'avenir ».

Les alliés arabes des États-Unis sont déçus par un tel accord. Certains, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, s'efforcent de renouer avec l'Iran. Leur confiance dans le bouclier américain pour les défendre contre les visées belliqueuses de la République islamique est entamée mais ils semblent n'avoir guère d'autre choix.

Les critiques les plus virulentes contre le protocole d'accord viennent des responsables israéliens et des élus et médias américains pro-israéliens. Pour eux, la guerre avait bien commencé mais elle a été interrompue par une administration américaine pressée et les yeux constamment fixés sur les cours de la Bourse et ceux du baril de pétrole. Une préoccupation économique à court terme qui a empêché toute vision stratégique.

Critiques qui ont provoqué l'ire de Donald Trump et de son vice-président J. D. Vance. Celui-ci a rappelé que les États-Unis étaient le dernier allié qui restait encore à Israël et que les deux tiers des armes qui ont protégé Israël étaient payés par les contribuables américains.

« Donald Trump est le seul chef

d'État dans le monde entier qui a des sympathies pour la nation d'Israël en ce moment et il se trouve être le leader de la superpuissance mondiale. Si j'étais dans le cabinet du gouvernement israélien, je n'aurais pas attaqué le seul allié puissant qu'il lui reste dans le monde entier », a déclaré le vice-président américain dans une rencontre avec la presse à la Maison-Blanche (*New York Times*, 18 juin).

Ces fissures dans l'alliance Israël-États-Unis ne peuvent que réjouir les dirigeants iraniens qui ont abordé le nouveau cycle de négociations en Suisse avec assurance.

Le 22 juin, à Bürgenstock, un palace situé sur une montagne de la Suisse centrale et appartenant au Qatar, la délégation américaine dirigée par le vice-président J. D. Vance a rencontré les négociateurs iraniens dirigés par le président du Parlement Mohammad Bagher Ghalibaf, homme clé du régime, entouré du ministre des Affaires étrangères, du ministre du Pétrole et du directeur de la Banque centrale.

« Avant toute concession sur le nucléaire, le régime iranien compte obtenir des Américains le dégel de dizaines de milliards d'avoirs gelés afin de renflouer des finances exsangues », souligne *Le Monde* du 23 juin, qui cite une source iranienne évoquant une négociation « au pas de charge, à la manière trumpienne » : « Les négociateurs iraniens ne cherchent pas à gagner du temps. Au contraire, ils veulent aller très vite. »

Il s'agit d'une fenêtre d'opportunité évanescence. Le président américain semble désirer limiter la casse et croit avoir affaire à une nouvelle génération de dirigeants iraniens « très rationnels », « agréables, forts et intelligents » et « pas radicalisés ». « Ils cherchent à aider leur pays. » Ces

compliments ne l'ont pas empêché de menacer de nouveau de frapper l'Iran quand les négociations n'avançaient pas assez vite à son goût. La délégation iranienne s'est dite offusquée et a menacé de se retirer. Puis les négociations intenses ont repris et ont, selon la délégation américaine, permis d'avancer.

L'objectif premier de l'Iran étant l'argent, le 23 juin, le Trésor américain a émis une première *wai-ver*, une levée d'une ampleur jamais vue depuis quatre décennies des sanctions imposées à la vente de produits pétroliers iraniens, et ce jusqu'à la fin de cette période de négociations prévue au 21 août.

Dès le 21 juin, le président iranien avait affirmé que « 6 milliards de dollars de fonds iraniens au Qatar seront dégelés ». Selon le vice-président américain, les fonds dégelés serviraient exclusivement à l'achat « de soja, de maïs et de blé américains » au bénéfice du peuple iranien. Cependant, Téhéran affirme qu'il utilisera ces fonds à sa guise.

Au terme de dix-huit heures de discussions intenses, J. D. Vance affirme avoir obtenu un accord de principe permettant le retour « assez rapide » des inspecteurs de l'AIEA en Iran qui pourraient se rendre sur les sites sensibles.

La médiation du Qatar aura permis aussi d'établir une ligne d'urgence directe entre Téhéran et Washington, un téléphone rouge censé permettre aux hauts échelons sécuritaires de juguler une escalade incontrôlée dans le détroit d'Ormuz.

Aucune date n'a été annoncée pour le prochain cycle de négociations qui vont sans doute se poursuivre en coulisses via les intermédiaires qataris et pakistanais, du moins jusqu'à la fin des funérailles de l'ayatollah Khamenei qui doivent débiter le

4 juillet, le jour des festivités célébrant les 250 ans de l'indépendance américaine.

L'aile radicale des Gardiens de la révolution critique aussi le processus de négociations avec l'ennemi américain et veut continuer la guerre pour « venger la mort de l'ayatollah Khamenei ». Le 26 juin, un navire commercial transportant des conteneurs de marchandises a été attaqué dans le détroit d'Ormuz par des tirs de drones iraniens. L'armée américaine a répliqué en bombardant des rampes de lancement de missiles et des systèmes de défense anti-aérienne iraniens situés sur des sites bordant le détroit d'Ormuz. Et grâce aux efforts des intermédiaires qataris et pakistanais, l'incident a été provisoirement circonscrit (New York Times, 26 juin). Mais le cessez-le-feu précaire pourrait être à nouveau rompu à tout moment par les gardiens de la révolution qui comptent sur une guerre d'usure dans la durée.

Sur le plan intérieur, comme le note *Le Monde* dans son édition du 26 juin, « l'Iran intensifie la répression interne depuis la guerre ». Les ONG alertent sur la poursuite des exécutions et des arrestations massives. Le 16 juin, Javad Zamani et Abolfazl Saeidi, deux manifestants arrêtés en janvier dernier, ont été exécutés à Shahroud, dans le nord du pays. Ils étaient accusés de « guerre contre Dieu » et de corruption sur terre. Le 1er juin, deux autres manifestants de janvier, Mehrdad Mohammadi-Nia et Ashkan Malek, avaient été pendus, accusés d'avoir « incendié une mosquée à Téhéran ». Le 5 juin, Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a annoncé que l'Iran avait exécuté depuis le début de l'année environ 40 personnes accusées d'« atteinte à la sécurité nationale », dont la moitié en lien avec les manifestations de janvier dernier. Selon l'organisa-

tion *Center for Human Rights in Iran*, au moins 75 personnes sont actuellement menacées d'une exécution prochaine. En 2025, l'Iran a exécuté 2 159 personnes, soit plus du double par rapport à l'année 2024.

Parmi elles, huit prisonniers politiques kurdes, dont un adolescent de 16 ans. D'autres ONG ont, lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 10 juin, ont affirmé que 749 personnes ont été exécutées au cours des cinq premiers mois de l'année et 55 000 manifestants ont été arrêtés et emprisonnés pendant la même période. Zahra Tabani, ingénieure en électricité âgée de 68 ans, a été condamnée à mort le 14 avril pour avoir écrit sur un tissu « Femme, Vie, Liberté ». Des jeunes diplômés, des intellectuels et 24 personnalités sportives figurent parmi les milliers de personnes arrêtées (*Libération*, 11 juin). Le 7 juin, une cour iranienne a confirmé la condamnation à un an de prison du cinéaste Jafar Panahi, Palme d'or 2025 à Cannes avec son film *Un simple accident*. Il est accusé de propagande contre l'État (*Le Figaro*, 8 juin).

Au Kurdistan iranien, selon un bilan parcellaire établi par des ONG kurdes, 26 civils kurdes ont été arrêtés, dont plusieurs mineurs à Mahabad, Kamyaran, Malekshahi (Ilam), Dehloran, Bokan. Le 10 juin, Zakaria Khezri-Mezhad, prisonnier kurde originaire de Mahabad, a été exécuté. Le 15 juin, Aram Zarei a été exécuté à Sanandaj (Sine). Le 16 juin, Mohammad Ahmadi, âgé de 23 ans, a été exécuté.

D'autres prisonniers kurdes, dont Karim Karami, originaire de Kermanshah, ont également été exécutés au cours du mois. Deux prisonniers kurdes, Ashkan Maleki et Mehrdad Mohammadinia, originaires de Qorveh, arrêtés lors des manifestations de janvier, ont été exécu-

tés secrètement début juin.

Le 11 juin, Matlab Kheyberi, un modeste colporteur (kolber) kurde, père de deux enfants et originaire de Baneh, a été tué d'une balle près de la frontière du Kurdistan irakien. Selon les témoins, il ne transportait aucune

marchandise de contrebande au moment où il a été abattu. Le même jour, Nash Khodaei, jeune kolber marié et père d'un enfant, a été grièvement blessé à la jambe.

La population iranienne vit l'une des périodes les plus pénibles de

son histoire récente, sans perspective ni espoir de changement. Selon l'hebdomadaire *Le Point*, après les massacres et les bombes, la population reprend contact avec le monde en constatant amèrement que « personne ne se soucie du peuple en Iran ».

TURQUIE : DUEL RHÉTORIQUE ENTRE ERDOGAN ET NETANYAHOU À PROPOS DE GÉNOCIDES

Longtemps alliés, la Turquie et Israël sont devenus ces dernières années deux puissances régionales hostiles, du moins sur le plan rhétorique. Le président turc s'est imposé comme l'un des plus virulents critiques de la guerre à Gaza, comparant à maintes reprises les dirigeants israéliens à des responsables nazis. De son côté, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a régulièrement riposté à ses attaques, le qualifiant de « dictateur antisémite qui commet un génocide contre les Kurdes ».

La tension est montée d'un cran à la suite de la reconnaissance par le gouvernement israélien du génocide des Arméniens perpétré en 1915 par les dirigeants Jeunes-Turcs de l'Empire ottoman. Le 28 juin, le gouvernement israélien a approuvé à l'unanimité la proposition du ministre Gideon Saar de reconnaître le « génocide arménien », a annoncé dans un communiqué le ministère israélien des Affaires étrangères, qualifiant la décision d'« historique ». Répondant à des critiques sur cette reconnaissance tardive, le ministre Saar a répondu : « Il n'est jamais trop tard pour faire ce qui est juste (...). C'est à la fois un devoir moral et un devoir historique » (AFP, 28 juin).

Cette décision a, comme l'on pouvait s'y attendre, provoqué l'ire du président turc qui l'a

dénoncée comme « une basse manœuvre politique pour détourner l'attention de l'opinion publique mondiale du génocide en cours à Gaza » et qualifié « le gang d'assassins au pouvoir en Israël de pire que le régime nazi ». Il avait déjà, le 11 juin, accusé le Premier ministre israélien de « marcher sur les pas d'Hitler ». Affirmant qu'Israël s'est mué en une « usine à créer de la souffrance » se nourrissant « de sang et de larmes », R. T. Erdogan a à nouveau comparé B. Netanyahu à Adolf Hitler, lui prédisant « le même sort que celui des autres tyrans de l'histoire » et dénonçant « le réseau génocidaire sioniste dirigé par Netanyahu ». L'AFP, qui rapporte ces polémiques, titre sa dépêche du 11 juin : « Génocide toi-même ! Erdogan et Netanyahu s'écharpent sur le Proche-Orient ».

La Turquie ne reconnaît pas le génocide des Arméniens et continue de parler « des événements de 1915 » au cours desquels beaucoup de civils ont perdu la vie. Ceux qui en furent les planificateurs sont toujours célébrés comme des héros de la guerre ; certains d'entre eux sont inhumés sur la Colline de la Liberté (Hürriyet Tepesi) à Istanbul. De nombreux autres ont fait de belles carrières politiques et ministérielles dans la Turquie d'Atatürk et ont joué un rôle de premier plan dans la politique de négation et de massacres des Kurdes des années 1920-1930. Loin de se considérer comme un

dictateur et un tyran, le président turc se présente comme « le défenseur des opprimés à travers le monde », sauf évidemment les opprimés kurdes.

Ses opposants kurdes et turcs sont d'un tout autre avis. Le 31 mai, dans une déclaration commune, 262 écrivains turcs, dont Aslı Erdoğan et Buket Uzuner, dénoncent « un système judiciaire aux ordres du pouvoir » qui a destitué le 21 mai le dirigeant élu du principal parti d'opposition : « Le parti au pouvoir a une nouvelle fois porté un coup à nos droits constitutionnels fondamentaux par le biais d'un système judiciaire qu'il contrôle », affirment les signataires de cette déclaration (*Le Monde*, 1er juin).

Le Parti républicain du peuple (CHP) est, à la suite de cette décision judiciaire, plongé dans une crise existentielle. Le dirigeant élu mais destitué par la justice, Özgür Özel, bénéficie du soutien d'une bonne centaine de députés qui l'ont élu président du groupe parlementaire du CHP à l'Assemblée nationale. Le dirigeant « légal », l'ancien chef du CHP Kemal Kılıçdaroğlu, occupe avec les siens le siège du parti et contrôle sa riche trésorerie. Invoquant des procédures juridiques en cours devant la Cour d'appel, il refuse de convoquer rapidement un congrès extraordinaire du parti afin que les délégués puissent élire la nouvelle direction et les instances du parti.

Devant cette impasse, de nombreuses voix s'élèvent chez les partisans d'Özgür Özel pour la création d'un nouveau parti démocratique rompant avec les dogmes du CHP hérités de l'époque de son fondateur Mustafa Kemal Atatürk. L'issue de ces querelles intestines qui déchirent ce vieux parti, qui a plus de 1,5 million d'adhérents, reste incertaine. Mais le président Erdogan savoure, en toute discrétion, sa victoire tactique de division de la principale formation d'opposition qui menaçait sa mainmise sur le pouvoir. Il prépare déjà le coup d'après : le moment opportun pour convoquer des élections anticipées qu'il espère gagner face à ses adversaires divisés ou neutralisés.

La conjoncture régionale semble aussi favoriser la main du président turc qui espère connaître son moment de gloire avec le sommet de l'OTAN qui se réunira les 7 et 8 juillet à Ankara. Son « ami » Donald Trump, qui semble avoir apprécié son rôle d'intermédiaire dans l'accord de cessez-le-feu à Gaza entre Israël et le Hamas, protégé turc, a confirmé sa participation à ce sommet et déclaré qu'il ne se rendrait pas à Ankara les mains vides. À sa demande, la procédure en cours depuis 2019 contre la banque d'État turque Halkbank, accusée d'avoir massivement violé les sanctions américaines contre l'Iran, a été classée sans suite par un juge fédéral de Manhattan (*Le Figaro*, 17 juin). La vente éventuelle des F-35 à Ankara est également à l'ordre du jour, mais elle nécessiterait un vote au Sénat où la Turquie compte de nombreux et influents adversaires. En attendant, l'administration américaine s'est dite prête à vendre des moteurs de jet à l'industrie d'armement turque.

Les Turcs ont l'ambition de produire leurs propres avions de combat avec des équipements électroniques et optiques ache-

tés assez librement auprès de leurs alliés de l'OTAN. Pour les moteurs de jet, ils coopèrent plus ou moins discrètement avec les Britanniques et les Ukrainiens, si l'on en croit certaines sources. Les Italiens et les Espagnols ont développé avec Ankara des programmes de coopération en matière de défense pour la fabrication de drone et des navires de guerre. La livraison des moteurs de jet américains ne peut que combler le président turc dont les relations avec son autre « ami », Vladimir Poutine, semblent quelque peu battre de l'aile (*New York Times*, 8 juin). La Turquie n'a toujours pas dit ce qu'elle ferait des systèmes de défense antiaérienne S-400 achetés à la Russie qui avaient suscité de vives réactions aux États-Unis.

Jouant sur tous les tableaux, mais à ses conditions, la Turquie demande à présent d'intégrer les structures européennes de défense (RFI, 29 juin). Elle qui n'a appliqué aucune sanction occidentale contre la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine, qui a multiplié les échanges commerciaux avec Moscou en servant de plaque tournante régionale dans le contournement des sanctions, prétend participer à la défense de l'Europe. Contre qui ? Pas contre, la Russie, dont elle dépend lourdement pour son approvisionnement énergétique, ses exportations et ses millions de touristes ? Ni contre l'Iran d'ailleurs.

Sur le plan intérieur, le processus de « désarmement » du PKK n'a guère avancé en juin. Les députés kurdes réclament un cadre juridique afin de transformer la fin du conflit armé en un règlement politique durable. Le 24 juin, le président turc a annoncé que le gouvernement préparait un cadre juridique qui sera soumis au Parlement sans indiquer de calendrier. Selon lui, cette législation accélérera la dissolution du PKK.

Mais la société civile kurde multiplie les conférences et les colloques pour formuler les revendications linguistiques et culturelles kurdes. Les 27 et 28 juin, une conférence réunissant des responsables politiques, des universitaires, des juristes, des représentants du monde culturel kurde s'est tenue dans la capitale kurde Diyarbakır. La conférence a réclamé une protection constitutionnelle de la langue kurde, son enseignement dans les écoles publiques ainsi que la suppression de nombreux obstacles juridiques limitant l'usage du kurde dans les institutions publiques. Les intervenants affirment que la question kurde ne saurait être résolue tant que la langue kurde sera absente de l'enseignement officiel et ne bénéficiera pas d'un statut juridique protégé. Le 4 juin, ce député kurde d'Ağrı (Ararat) Sırrı Sakık a été reçu par le président Erdogan. Au cours de cette audience, le député, vétéran de la politique kurde qui a déjà passé plusieurs années derrière les barreaux pour délit d'opinion, a exposé les attentes et espérances de la population kurde pour une paix durable. « Le processus actuel a besoin de mesures concrètes. Les Kurdes ont des demandes de démocratie et de justice légitimes. Il faut avancer vite. Les députés devraient ajourner leurs vacances pour que l'Assemblée nationale adopte cet été les lois nécessaires. Les Kurdes mais aussi les Turcs aspirent à la paix, à la fin de l'effusion de sang et des larmes. Vous avez une immense responsabilité pour régler cette question qui persiste depuis un siècle », a plaidé devant le président turc le député. Il lui a cité un proverbe kurde : « L'eau qui stagne dans la mare finit par se putréfier » (*Rudaw*, 5 juin).

Du fond de sa prison où il est embastillé depuis dix ans, le leader kurde Selahattin Demirtaş a également appelé à des «

mesures concrètes » pour la paix (AFP, 24 juin).

Témoignage d'Ahmet Türk

Le doyen de la classe politique kurde, l'ancien député et maire de Mardin, Ahmet Türk, a livré un témoignage saisissant sur son parcours qui illustre le sort des Kurdes en Turquie.

Intervenant lors d'une conférence organisée à Istanbul le 14 juin, Ahmet Türk a partagé son expérience des périodes passées, Ahmet Türk, qui a passé une dizaine d'années dans les prisons turcs pour délit d'opinion, a déclaré :

« Nous avons été contraints de démissionner du CHP parce que nous avons participé à la Conférence kurde de Paris d'octobre 1989. Nous avons ensuite œuvré à la création d'une nouvelle formation politique. Lorsque nous avons fondé le HEP, les Kurdes nous ont soutenus. Depuis le HEP jusqu'à aujourd'hui, huit partis kurdes ont été dissous. Depuis cette époque, qu'avons-nous défendu ? Nous avons toujours plaidé pour que les peuples kurde et turc se retrouvent autour des valeurs démocratiques. Nous avons défendu un avenir libre et démocratique. Depuis la création du HEP, nous avons toujours défendu la même chose : la politique démocratique. Nous n'y avons jamais renoncé. En particulier durant les années 1994-1995, nous avons été confrontés aux assassinats non élucidés. Nous avons perdu des camarades précieux comme Musa Anter et Mehmet Sincar. Mais nous sommes restés déterminés. Nous étions convaincus que la solution résidait dans la politique démocratique. Afin d'assurer la paix sociale, nous avons décidé de mener une lutte commune avec les mouvements démocratiques de Turquie. C'est encore

ainsi que nous agissons aujourd'hui. »

Affirmant que « tous les processus sont très importants pour nous », Ahmet Türk a poursuivi :

« Dans son ensemble, le mouvement kurde a exprimé clairement ses positions en faveur d'une paix digne. Je souhaite maintenant partager quelques souvenirs de cette période. En 1993, nous avons annoncé que nous nous rendrions à Damas afin de rencontrer M. Öcalan. Après cette déclaration, nous avons rendu visite au regretté Turgut Özal. Le président Özal nous a dit : "Le fait d'y aller ou non vous appartient. Mais si vous y allez, dites-lui (à Abdullah Öcalan) ceci : 'Il n'y a pas de solution par les armes. Il faut développer la politique démocratique. Il faut rechercher une politique de compromis. Je ne suis pas un homme peureux comme Süleyman Demirel. Chacun viendra déposer une requête qui restera sous enveloppe scellée. Si, pendant cinq ans, ils ne commettent aucune infraction, ces enveloppes seront détruites.'" »

« Pourquoi est-ce que je raconte cela ? Parce qu'à une époque où aucun processus n'était encore engagé, il essayait déjà d'expliquer ce qu'il serait possible de faire et quelles pourraient être les propositions concrètes. Pourtant, depuis le 27 février, depuis les déclarations de M. Öcalan, malgré les rencontres de haut niveau, nous ne savons toujours pas quelle est la feuille de route, quelles sont les attentes ni ce que les responsables eux-mêmes envisagent réellement.

Bien entendu, pour que ce processus débouche sur une paix durable, nous, les Kurdes et la représentation politique kurde, continuerons à attendre avec patience. Ce ne seront pas les Kurdes qui feront échouer ce processus. Nous continuerons à le

suivre avec patience. Cependant, nous constatons également que la méfiance grandit au sein de la société. J'espère que ce processus aboutira et que les obstacles qui empêchent la paix sociale seront levés.

Pour que ce processus fonctionne correctement, nous avons besoin des démocrates et des socialistes de Turquie. C'est ensemble que nous pourrions surmonter cette épreuve. J'espère qu'à l'issue de cette conférence, nous saisirons cette dynamique et que, tous ensemble, nous deviendrons une force de pression importante pour pousser la classe politique et le gouvernement à agir. »

« Ils parlent des administrateurs nommés par l'État (kayyım). Le Conseil électoral suprême (YSK) a pourtant déclaré, à trois reprises, qu'aucun obstacle ne s'opposait à ma candidature. J'ai été candidat à trois reprises à la mairie métropolitaine de Mardin, et à chaque fois, j'ai été élu maire mais un administrateur turc a été nommé à ma place.

Ils demandent ce que veulent les Kurdes ; je prends mon propre exemple. Je suis issu d'une famille possédant de vastes terres au Kurdistan. Pourtant, je n'ai pas d'identité. Je n'ai pas de langue. Mon peuple est nié. Voilà, la question kurde, c'est moi. Je dis : la question kurde est ici. »

« Tout au long de notre vie, nous n'avons jamais été des séparatistes ; nous avons toujours cherché à être des rassembleurs. Nous avons défendu la fraternité des peuples. Malgré toutes les politiques d'oppression, nous continuons à défendre cette idée. Nous n'avons jamais renoncé à la politique démocratique. Nous avons toujours cru que les problèmes pouvaient être résolus par la politique démocratique. Nous ne voulons pas perdre cette conviction.

Je souhaite lancer un appel à tous les acteurs qui conduisent ce processus : c'est un drame pour le peuple kurde, c'est un drame pour le peuple turc. Soyez des rassembleurs, ouvrez les bras à tous les peuples et présentez des projets qui garantissent l'avenir. »

Le président turc écoute les uns et les autres mais poursuit sans broncher son propre plan. En attendant, la répression des opposants kurdes et turcs se poursuit aussi sans relâche. Le 19 juin, un tribunal de Diyarbakır a condamné l'ancienne maire kurde de Nusaybin, Ayşe Gökkan, à 19 ans et six mois de prison à l'issue d'un nouveau procès portant sur des accusations liées au terrorisme. Elle a présenté sa défense en kurde et déclaré que les poursuites visaient son identité de femme kurde et son engagement en faveur de la philosophie « Jin, Jiyan, Azadî » (Femme, Vie, Liberté). Ses avocats ont soutenu que les éléments retenus contre elle reposaient essentiellement sur des rapports de police.

À l'approche du sommet de l'OTAN des 7-8 juillet à Ankara, la police turque a arrêté fin juin 209 personnes au cours d'opérations de grande ampleur visant des journalistes, des avocats, des universitaires, des syndicalistes, des militants écologistes ainsi que des figures de l'opposition. 181 personnes ont été placées en détention provisoire.

Le racisme envers les Kurdes en Turquie ne connaît ni âge ni statut social. En témoignent les propos racistes et sexistes d'un milliardaire turc de 95 ans contre une femme kurde qui ont provoqué de vives réactions. Rahmi Koç, héritier de l'un des plus grands conglomérats du capitalisme de connivence turc, Koç Holding, a cru devoir faire une plaisanterie lors de l'inauguration d'un hôpital à İzmir, dans l'ouest du pays. Selon cette plaisanterie de mauvais goût, une femme kurde consulte un médecin turc qui, après un entretien préliminaire, lui demande de se déshabiller. La femme kurde lui répond : « C'est à vous de vous déshabiller en premier ! »

D'Istanbul à Diyarbakır, les entreprises du milliardaire turc, dont la banque Yapı Kredi et la branche automobile Otokoç, ont subi des attaques de Kurdes outrés. À la demande du parti DEM, le parquet a ouvert une enquête qui sera, bien sûr, classée sans suite.

Le ministre de la Justice Yılmaz Tunç a indiqué sur X que l'enquête portait sur des « propos jugés visant les femmes et les citoyens d'une identité ethnique particulière (...). Prononcer de tels mots sous couvert de blague ou d'humour n'atténue en rien l'impolitesse manifestée à l'égard de nos femmes et d'une partie spécifique de notre société ».

Rahmi Koç a fini par présenter de brèves excuses publiques par Koç Holding sur X, affirmant que ses propos « n'avaient pas pour but de viser un groupe particulier ». « Je souhaite exprimer sincèrement mes regrets », a-t-il écrit (AFP, 6 et 8 juin).

IRAK : LUTTE CONTRE UNE CORRUPTION ABYSSALE

Le nouveau Premier ministre irakien, Ali al-Zaidi, investi mi-mai, veut marquer les esprits tant en Irak qu'à l'étranger en lançant une vaste opération contre la corruption endémique et systémique dont le pays est victime depuis des décennies.

Nul ne connaît encore l'ampleur exacte de cette corruption qui s'apparente d'ailleurs à une véritable prédation. Une évaluation prudente est avancée par le représentant en Irak du Programme des Nations unies pour le développement, Titon Mitra : « Les experts internationaux et même les responsables officiels du gouvernement irakien estiment qu'environ 20 % des

fonds publics du pays ont été perdus à cause de la corruption. Selon lui, entre 150 et 450 milliards de dollars d'avoirs ont pu être transférés à l'étranger ou cachés en Irak, ce qui rend impossible leur recouvrement » (Rudaw).

De son côté, le conseiller juridique du Premier ministre irakien, Munir Haddad, dans un entretien accordé le 31 mai à la chaîne de télévision d'Etat Al Iraqiya News Channel affirme que le montant des fonds publics détournés depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003 s'élève en réalité à plus de deux trillions de dollars et que la probabilité d'en récupérer même une partie significative est très faible.

À quoi rime alors l'opération « Aube », lancée le 28 juin par le Premier ministre ? Elle a permis l'arrestation d'une soixantaine de bureaucrates, dont un ex-secrétaire d'Etat du ministère du Pétrole, et Adnan Al-Jumaili et une douzaine de députés sunnites et chiites.

Le gouvernement du Kurdistan a remis aux autorités de Bagdad huit suspects arabes résidant ou se trouvant à Erbil. Des arrestations ont également eu lieu dans la Zone verte où sont situées la plupart des ambassades étrangères et des ministères.

D'autres pourraient intervenir dans les semaines à venir mais, pour l'instant, ne sont visés que

des responsables mineurs, les cartels des milices chiites pro-iraniennes et les parrains de certains partis politiques qui ont mis les ressources du pays en coupe réglée sont épargnées.

À noter que cette opération « Aube », contre le menu fretin de la galaxie de la corruption en Irak, intervient deux semaines avant la visite du Premier ministre irakien à Washington.

Lors de sa visite à Bagdad, le 16 juin, l'ambassadeur américain Tom Barrack, également envoyé spécial du président Trump pour la Syrie et l'Irak, a remis à Ali al-Zaidi une invitation officielle à la Maison-Blanche à la mi-juillet.

Au menu de leur rencontre : le désarmement des milices armées pro-iraniennes qui n'ont eu de cesse de s'attaquer aux bases et représentations diplomatiques américaines en Irak tout au long de la guerre opposant les États-Unis à l'Iran.

Washington attend de Bagdad des « mesures concrètes » avant de reprendre la livraison de dollars à l'Irak, suspendue depuis avril dernier, et de discuter de partenariats sur d'autres sujets.

Le Premier ministre irakien a réaffirmé à cette occasion l'engagement de son pays « à approfondir les relations commerciales et d'investissement avec Washington ». Après des conflits qui ont dévasté ses infrastructures, l'Irak cherche à attirer les investisseurs, en particulier dans le secteur énergétique. Le géant américain Chevron est, depuis plusieurs mois, en négociations pour développer les champs pétroliers de West Qurna 2 et de Nassiriya. Mais l'absence d'un État de droit digne de ce nom et l'ampleur de la corruption découragent la plupart des investisseurs étrangers.

Selon les médias irakiens, le

Trésor américain aurait communiqué une liste de près d'un millier de particuliers et d'entités irakiennes impliqués dans le vaste réseau de corruption qui sévit dans le pays.

On ne sait si l'opération « Aube » s'inspire de cette liste, si elle va s'inscrire dans la durée ou si elle va finir en queue de poisson comme une opération similaire lancée par son prédécesseur en 2022 contre le « casse du siècle », où une poignée d'individus bien connectés ont pu détourner 2,5 milliards de dollars des caisses du Trésor public irakien, somme qui s'est évaporée ; certains complices arrêtés dans un premier temps ont été libérés pour qu'ils aillent récupérer les fonds détournés là où ils les avaient cachés. Ils se sont évaporés à leur tour !

Autre promesse ambitieuse du Premier ministre irakien avant son voyage à Washington : il donne jusqu'à fin septembre aux milices armées pour qu'elles remettent leurs armes à l'État.

La milice de l'influent leader chiite Moqtada al-Sadr a déclaré qu'elle déposerait ses armes mais deux puissantes milices pro-iraniennes refusent de se plier à cette injonction sous prétexte que leur désarmement affaiblirait la résistance.

Le pillage des ressources du pays continue et affecte lourdement la population qui souffre depuis des décennies de l'état piteux des services publics (eau, électricité, écoles, routes, hôpitaux).

Au Kurdistan, le ministère des Finances du gouvernement régional a affirmé, chiffres à l'appui, que pendant ce pillage en règle à Bagdad, le gouvernement fédéral n'a payé que 42 % de la dotation budgétaire du Kurdistan pendant la période de 2019-2025.

Dans un rapport détaillé, chiffré et documenté, le ministère a établi que pendant cette période de sept ans la dotation budgétaire du Kurdistan devait s'élever à plus de 79 trillions de dinars irakiens, soit environ 60 milliards de dollars.

Bagdad a versé 48,7 trillions de dinars, utilisant le reste des fonds pour le paiement des salaires des fonctionnaires et employés du service public sans verser de fonds pour les dépenses opérationnelles et d'investissement.

Selon ce rapport, le budget total de l'Irak pour cette période de sept ans était de 1 155 trillions et 733 milliards de dinars irakiens, soit environ 881 milliards de dollars.

Sur ce montant, 12,67 %, soit 118 milliards de dollars, devaient revenir à la Région du Kurdistan mais Bagdad n'en a déboursé que 55 milliards, prétextant des dépenses fédérales de « souveraineté » et de gouvernement exorbitantes et non justifiées pour amputer substantiellement la part qui, d'après la Constitution, doit être allouée au Kurdistan (*25 juin 2026, Rudaw*).

Les discussions sur les contentieux financiers entre Bagdad et Erbil ont continué en juin. Le 10 juin, le Premier ministre kurde Masrour Barzani a proposé la création d'un comité permanent de haut niveau réunissant des ministres et de hauts responsables des deux gouvernements. Les négociations semblent avoir marqué quelques progrès sur trois dossiers majeurs : les exportations de pétrole, l'audit financier et les recettes non pétrolières.

L'objectif affiché est d'établir des mécanismes prévisibles pour le calcul des recettes et le paiement des salaires afin de réduire les crises récurrentes que connaissent les relations entre Bagdad et Erbil.

Le 18 juin, un accord en 16 points a été signé entre responsables kurdes et irakiens sur le système douanier ASYCUDA, destiné à numériser et à harmoniser les procédures douanières dans l'ensemble des postes-frontières irakiens.

L'accord prévoit notamment l'application de tarifs douaniers unifiés, l'intégration de la langue kurde dans les procédures ainsi que la création d'un comité conjoint chargé des postes-frontières qui ne sont pas encore officiellement reconnus par Bagdad.

Les discussions sur le pétrole ont également progressé.

Le ministre de l'Intérieur du Kurdistan, Reber Ahmed, a déclaré que Bagdad et Erbil étaient parvenus à un accord concernant les garanties de sécurité destinées aux champs pétroliers, condition exigée par les compagnies énergétiques internationales avant toute augmentation de la production et toute reprise des exportations.

Les compagnies pétrolières demandaient des garanties concernant tant la sécurité physique de leurs installations que la protection de leurs droits contractuels et financiers.

Le 24 juin, plusieurs compagnies pétrolières, dont la britannique Gulf Keystone, ont annoncé la reprise progressive de leurs opérations au Kurdistan, suspendues depuis mars dernier.

La société américaine Hunt Oil reprendra ses opérations le 8 juillet.

D'après un porte-parole du gouvernement du Kurdistan, cité par l'AFP, le retard dans la reprise de la production est dû aux « dégâts considérables causés par les attaques contre les installations ».

Quant à l'Irak, qui avant la guerre

exportait environ 3,5 millions de barils de pétrole par jour, dont la majeure partie transitait par le détroit d'Ormuz, le retour de la production à ce niveau d'avant-guerre ne pourrait intervenir que « d'ici un à deux mois », selon le ministère irakien du Pétrole (AFP, 24 juin).

Malgré ses difficultés à obtenir sa part du budget fédéral, le Kurdistan continue de tirer avantage de sa position géographique de point de passage incontournable vers la Turquie et, dans une moindre mesure, vers l'Iran. L'essentiel du commerce de l'Irak en provenance de Turquie et d'Europe passe par le Kurdistan. Le volume de ce commerce s'est élevé à 173 milliards de dollars au cours des sept dernières années et les revenus des douanes à 6,8 milliards de dollars pour cette même période, soit près d'un milliard de dollars par an, selon un rapport du ministère kurde des Finances (Rudaw, 26 juin).

Les retombées de ce commerce sont importantes pour l'économie locale, tout comme les revenus du tourisme et, bien sûr, le secteur en fort développement de la production de pétrole, de gaz et d'électricité.

Les centrales électriques kurdes, fonctionnant au gaz devraient couvrir les besoins du Kurdistan d'ici fin 2026.

Les réseaux d'adduction d'eau ont été largement rénovés et modernisés.

Le prochain objectif ambitieux du gouvernement du Kurdistan est de verdir davantage les grandes villes pour lutter contre le réchauffement climatique.

Ainsi, la capitale Erbil devrait être entourée d'une large ceinture boisée représentant environ 25 % de sa superficie.

Les projets sont conçus et mis en

œuvre par un gouvernement qui, en principe, est chargé de la gestion des affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement de coalition.

Celui-ci tarde à se concrétiser.

Les discussions n'ont pas abouti en juin. La proposition de l'Union patriotique du Kurdistan, qui s'est alliée au parti Nouvelle Génération pour former un gouvernement de coalition avec le PDK sur la base d'un partage égalitaire des portefeuilles, n'a toujours pas reçu de réponse favorable.

Le PDK dispose de 39 sièges au Parlement du Kurdistan et l'alliance UPK–Nouvelle Génération de 38.

À signaler aussi que, malgré le cessez-le-feu entre l'Iran et les États-Unis, les groupes d'opposition kurdes iraniens établis au Kurdistan irakien ont continué de subir des bombardements iraniens.

Le 7 juin, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) a annoncé que l'une de ses bases situées dans la province d'Erbil avait été visée par un drone.

Deux autres drones ont été interceptés au-dessus de la région d'Akre.

Quelques jours plus tôt, le quartier général du parti Komala avait été frappé par des missiles iraniens.

Le 16 juin, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a signalé une nouvelle attaque de drone contre son camp de Zewiya Spî, près de Koya, accueillant ses membres et leurs familles.

Selon le PDKI, ses camps, ses hôpitaux et ses écoles ont été visés par plus de 138 missiles et drones depuis le début de la guerre entre l'Iran et les États-Unis.

SYRIE : LE PRÉSIDENT PAR INTÉRIM NOMME SES 70 « DÉPUTÉS »

Le processus politique visant à donner un minimum de légitimité « démocratique » au nouveau pouvoir islamiste syrien se poursuit. Le président par intérim al-Charaa a, le 30 juin, rendu publique la liste des 70 « députés » qu'il a unilatéralement désignés conformément à la sommaire « Déclaration constitutionnelle » qu'il avait promulguée et qui lui accorde l'essentiel des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Parmi les « députés » nommés par le président par intérim, une demi-douzaine de femmes, deux Kurdes, deux Druzes et deux Chrétiens pour donner l'image d'un simulacre de diversité. Ces 70 « députés » nommés viennent rejoindre les 140 autres désignés par quelque 4 000 à 5 000 « grands électeurs » triés sur le volet parmi les fidèles du nouveau régime. Le « Parlement » ainsi constitué devrait se réunir début juillet. Les « députés » vont prêter serment puis désigner les commissions et instances de leur « Parlement ».

Les dirigeants kurdes ont protesté contre cette « farce électorale » et la sous-représentation criante des Kurdes dans les instances politiques et administratives de Damas.

Faute de choix, abandonnés par leurs alliés occidentaux, ils se consacrent à l'application des dispositions de l'accord du 29 janvier signé avec le régime syrien.

Dans ce cadre, des progrès ont été enregistrés sur le volet « intégration » des forces kurdes au sein de l'armée et de la police syriennes. Environ 5 000 combattants kurdes des FDS ont rejoint les nouvelles brigades militaires basées en pays kurde et 4 000

autres ont intégré les forces de sécurité intérieure relevant du ministère syrien de l'Intérieur. Un millier de combattants est retourné dans le canton d'Afrin et environ 2 000 autres devraient les rejoindre « prochainement » pour y intégrer une nouvelle formation militaire.

Par ailleurs, selon un haut responsable des Assayish (police kurde), les dossiers d'environ 1 000 membres des forces de sécurité de Kobané avaient été transmis au comité conjoint chargé de l'intégration. Cela représenterait environ 60 à 70 % des quelque 1 500 à 1 600 membres des Assayish présents dans la ville de Kobané.

Selon un haut responsable des FDS, cité par la chaîne d'information kurde Rudaw, environ 8 000 combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) n'avaient toujours pas été intégrés, « faute de postes disponibles dans les nouvelles brigades ». Les discussions se poursuivent concernant leur futur lieu d'affectation, la reconnaissance de leurs grades ainsi que la question de savoir si ces brigades conserveront un caractère régional spécifique ou seront dispersées au sein de l'armée syrienne.

Autre question majeure en discussion : l'avenir des Unités de protection des femmes (YPJ). La commandante générale des YPJ, Rohilat Afrin, a déclaré que cette force exclusivement féminine devrait être reconnue au sein de l'armée syrienne. Selon elle, les droits des femmes ne bénéficieraient plus d'une protection institutionnelle si les YPJ étaient dissoutes ou réduites à une simple force de police comme le propose Damas.

Les organisations féministes kurdes soulignent que le statut

militaire des YPJ, qui ont joué un rôle emblématique dans la guerre contre Daech, dépasse largement la seule dimension opérationnelle. Elles y voient « une garantie essentielle de la participation des femmes aux institutions politiques, sécuritaires et administratives ». L'avenir de toutes les institutions féminines de Rojava reste en suspens tant elles s'avèrent peu compatibles avec les orientations politiques, sociales et sociétales du nouveau régime islamiste de Damas.

Le sort de quelque 2 000 civils et combattants kurdes portés disparus depuis les affrontements kurdo-syriens de janvier dernier reste toujours non élucidé. Le régime syrien, qui a procédé à quelques dizaines de libérations, n'a toujours pas publié de liste complète et vérifiable précisant le sort des personnes capturées, disparues, libérées, transférées ou décédées. Le 26 juin, Damas a libéré un nouveau groupe de détenus des FDS sans donner d'indications sur la suite de ces libérations prescrites dans l'accord kurdo-syrien du 29 janvier 2026.

Conformément à cet accord, près de 1 700 familles kurdes déplacées d'Afrin ont pu, le 10 juin, regagner leurs foyers. Au total, environ 8 720 familles déplacées ont ainsi pu regagner le canton d'Afrin, ce qui constitue à ce jour le point le plus positif du processus de mise en œuvre de l'accord du 29 juin. Cependant, le gouvernement syrien n'a pas encore mis en place un mécanisme crédible et efficace de restitution des propriétés kurdes confisquées, de responsabilité juridique des exécutants des crimes perpétrés ces dernières années par des milices syriennes supplétives de l'armée turque, désormais intégrées à l'armée syrienne et aux structures officielles de l'État syrien.

En raison des péripéties quasi quotidiennes du bras de fer entre l'Iran et les États-Unis qui occupent les médias internationaux, la situation en Syrie est moins visible, comme on peut le constater aussi à la lecture de notre abondante revue de presse où la Syrie ne fait l'objet que de trois ou quatre dépêches d'AFP. Les héroïques combattants kurdes de la guerre contre Daech sont, eux, tombés dans l'oubli.

C'est pour tenter de briser ce « mur du silence » que le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), le général Mazlum Abdi, a entrepris, en compagnie d'Ilham Ahmed, chargée des relations internationales, une petite tournée diplomatique.

Celle-ci a débuté à Erbil où la délégation a été chaleureusement accueillie par le président

Nechirvan Barzani. Elle a pu y rencontrer également, le 17 juin, l'ambassadeur Tom Barrack, envoyé spécial du président américain pour la Syrie et l'Iran. Celui-ci a réaffirmé le soutien des États-Unis « au dialogue et à la stabilité de la Syrie ».

Le président Barzani, qui joue un rôle de canal privilégié entre le Rojava et les médiateurs occidentaux, a insisté sur la nécessité de garantir les droits des Kurdes et des autres composantes de la société syrienne.

La délégation kurde s'est rendue ensuite à Rome où elle a eu des entretiens avec des responsables des ministères des Affaires étrangères et de la Défense italiens.

À Paris, c'est le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui a, le 20 juin, reçu

cordialement le général Mazlum Abdi et Ilham Ahmed. Les deux dirigeants kurdes ont informé le ministre français de l'état de leurs négociations avec Damas et appelé la France à user de toute son influence pour que les droits linguistiques kurdes soient garantis par la Constitution syrienne, que la participation politique des Kurdes dans les institutions de l'État soit assurée. Ils ont aussi plaidé pour la reconnaissance officielle des institutions dédiées aux femmes et pour une décentralisation administrative permettant à toutes les composantes de la société syrienne de prendre part à la gestion de leurs affaires.

Les Kurdes espèrent que, lors de sa visite officielle à Damas en juillet, le président français plaidera leur cause auprès de son homologue syrien.

En Turquie, plus de 250 écrivains dénoncent un système judiciaire aux ordres du pouvoir

Dans une déclaration commune, 262 auteurs, dont Asli Erdogan ou encore Buket Uzuner, réagissent à la destitution par la justice d'Özgür Özel, dirigeant élu du principal parti d'opposition, Le Parti républicain du peuple.

Plus de 250 écrivains turcs condamnent, dans une déclaration commune, les « pratiques antidémocratiques » de la justice de leur pays, qui a destitué le dirigeant élu du principal parti d'opposition, ont rapporté, dimanche 31 mai, les médias locaux.

« Le parti au pouvoir a une nouvelle fois porté un coup à nos droits constitutionnels fondamentaux par le biais d'un système judiciaire qu'il contrôle », ont accusé dans une déclaration commune 262 écrivains, dont des auteurs de renom comme Asli Erdogan ou Buket Uzuner.

Le Parti républicain du peuple (CHP), plus ancien parti politique de Turquie, a été ébranlé par une décision de justice, rendue le 21 mai, qui a annulé la primaire interne de 2023 ayant porté Özgür Özel à sa tête et a rétabli son rival vaincu, Kemal Kılıçdaroglu.

La police antiémeute a depuis lors fait irruption de force au siège du CHP à Ankara, et en a expulsé les partisans de M. Özel. Samedi, Kemal Kılıçdaroglu s'est rendu sur place pour poser devant les photographes, assis à son bureau, avec un exemplaire des statuts du parti placé bien en évidence devant lui.



Entouré par ses partisans, Özgür Özel (au centre, en chemise blanche), le chef du Parti républicain du peuple, destitué par la justice, dépose une gerbe devant le mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, à Ankara, le 30 mai 2026. EFEKAN AKYUZ/REUTERS

Selon les partisans de Özgür Özel, la décision de la justice turque est motivée par des considérations politiques et vise à affaiblir l'opposition en prévision des prochaines élections prévues en 2028, ceci au profit du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président, Recep Tayyip Erdogan.

La « volonté du peuple » bafouée

« En tant qu'écrivains en Turquie, nous nous opposons à ces violations systématiques de la loi qui bafouent la volonté du peuple et le droit de voter et d'être élu », accuse la déclaration relayée ce dimanche.

« Nous disons non aux pratiques antidémocratiques qui visent notre libre arbitre, notre espoir et notre sens de la justice, et qui ont pour but de créer une Turquie sans élections », ajoutent les écrivains.

Samedi, alors que M. Kılıçdaroglu se rendait au siège du CHP à Ankara, le chef destitué du parti s'est adressé à des milliers de personnes lors d'un rassemblement, appelant à la tenue immédiate d'un congrès du parti.

Özgür Özel a ensuite mené ses partisans à la tête d'une marche vers le mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne.



Bahar MAKOOI
01 juin 2026

Des mois après la répression en Iran, la traque des manifestants se poursuit

Exécutions, condamnations à mort, détentions de mineurs... Des mois après la répression des soulèvements de décembre 2025 et janvier 2026, les autorités en Iran continuent de traquer les manifestants, tandis que des familles cherchent toujours, en ce lundi 1er juin, à connaître le sort de leurs proches.

Ses proches le cherchent partout. Son nom ne figure ni sur la liste des détenus, ni parmi les victimes identifiées par l'Organisation de médecine légale iranienne. Morteza Ebrahimi, 35 ans, est porté disparu depuis le 8 janvier, date qui coïncide avec le pic des manifestations contre le régime à Téhéran.

Cette nuit-là, alors que les autorités coupent l'accès à Internet dans le pays, la répression s'abat sur plusieurs quartiers de la capitale. Des unités spéciales ouvrent le feu avec des armes de guerre contre les manifestants. Plusieurs milliers de personnes sont tuées.

Dans les jours qui suivent, les familles partent à la recherche de leurs proches disparus. Beaucoup convergent vers la morgue de Kahrizak, une banlieue au sud de Téhéran, où affluent des dizaines de corps transportés par camions frigorifiques.

Depuis, aucune nouvelle de Morteza Ebrahimi. Son cas illustre les nombreuses zones d'ombre qui continuent

d'entourer la répression des soulèvements de décembre 2025 et janvier 2026.

Le difficile recensement des victimes

«Avec le déclenchement de la guerre le 28 février [contre Israël et les États-Unis], accompagné de coupures et de perturbations généralisées d'Internet, l'accès aux informations sur le statut des détenus et des prisonniers est devenu beaucoup plus difficile, aggravant encore l'anxiété des familles», écrit le site IranWire, qui documente cette disparition.

La guerre a éclaté quelques semaines à peine après des manifestations inédites en Iran, d'abord motivées par la dégradation des conditions de vie, avant de se transformer en un vaste mouvement de contestation du régime. Le conflit a également interrompu les efforts entrepris par plusieurs ONG iraniennes basées à l'étranger pour documenter l'ampleur de la répression.

À voir aussiExclusif : Iran, la révolte massacrée

Dans son dernier bilan publié fin février, l'organisation Human Rights Activists in Iran (Hrana) affirmait avoir confirmé la mort de 6 488 manifestants, dont près de 3 000 personnes encore non identifiées, répertoriées dans plusieurs listes de victimes anonymes. Plus de 11 700 signalements restaient en cours d'investigation.

Un bilan dont l'établissement reste complexe, car la

répression déclenchée en janvier continue, plusieurs mois après les manifestations, à faire de nouvelles victimes.

Des pendaisons chaque semaine

Ce lundi 1er juin, Mehrdad Mohammadinia et Ashkan Maleki, deux manifestants arrêtés lors des rassemblements de janvier à Téhéran, ont été pendus à l'aube. La justice iranienne les avait condamnés à mort pour «participation à des actions opérationnelles contre la sécurité nationale» et «coopération avec des gouvernements hostiles».

Voir cette publication sur Instagram Une publication partagée par HRANA EN (@en.hrana)

Leurs exécutions s'inscrivent dans une vague de condamnations qui se poursuit à un rythme soutenu. Accusés d'avoir attaqué les forces de sécurité ou d'intrusion dans des installations militaires, des dizaines de manifestants arrêtés pendant les soulèvements ont été condamnés à mort. Certains ayant déjà été exécutés.

Les organisations de défense des droits humains contestent la régularité de leurs procès, qu'elles jugent expéditifs et inéquitables. «Les autorités iraniennes profitent de ce qu'elles appellent des «conditions de guerre» pour intensifier la répression de la dissidence par des arrestations arbitraires massives, des procédures judiciaires

accélérées et manifestement inéquitables, des exécutions à motivation politique, des peines de prison sévères et des confiscations de biens», dénonce notamment Amnesty International.

Des adolescents derrière les barreaux

Parmi les détenus figurent également des mineurs. Dans un rapport consacré à la répression des enfants, le Center for Human Rights in Iran affirme que des centaines de jeunes iraniens ont été arrêtés arbitrairement, soumis à des disparitions forcées et privés de contact avec leurs familles et leurs avocats. L'organisation recense également 216 enfants tués pendant les manifestations.

Certains adolescents restent aujourd'hui derrière les barreaux. C'est le cas de Nima Araban, 17 ans, arrêté lors des manifestations de janvier 2026 à Naein, dans la province d'Isfahan. Il est détenu depuis plus de quatre mois dans un centre de correction et de réhabilitation pour mineurs d'Isfahan. Il avait été arrêté en même temps qu'Abbas Akbari Feyzabadi, pendu le 25 mai.

«Nima Araban a actuellement 17 ans et 9 mois, il atteindra la majorité dans environ trois mois. À la suite de l'exécution de son coaccusé, les inquiétudes de sa famille et de ses proches se sont accrues quant à la possibilité qu'il soit condamné à une lourde peine une fois majeur», a indiqué une source proche du dossier à Hrana.

À lire aussi Témoignages : En Iran, les utilisateurs déplorent un retour de l'accès à Internet «au compte-gouttes»

Iran Wire rapporte également le cas de Diana Taherabadi, une lycéenne de 16 ans, arrêtée à son domicile fin janvier et détenue au centre de réhabilitation et de correction pour mineurs de Kachoui.

«Des sources proches de la famille de l'étudiante ont rapporté que des aveux lui auraient été extorqués lors de sa détention, une allégation qui n'a pas été vérifiée de manière indépendante. Cependant, lors de son audience, elle a rejeté les accusations portées contre

elle et a déclaré n'avoir joué aucun rôle dans les faits qui lui étaient reprochés», rapporte le média.

Voir cette publication sur Instagram Une publication partagée par Iranwire.com ایران وایر (@iranwire)

Ces cas contredisent les déclarations du porte-parole du ministère de l'Éducation, Ali Farhadi, qui affirmait début février à l'agence officielle ISNA que «grâce au suivi du ministre iranien de l'Éducation, aucun élève n'est resté en détention dès les premiers jours des troubles».

Les familles rendent hommage à leurs morts

D'autant qu'en parallèle, les autorités continuent de brandir la menace d'une nouvelle répression exacerbée par l'ambiance sécuritaire de la guerre. Le 13 mars, les Gardiens de la révolution ont averti que toute nouvelle mobilisation contre le pouvoir entraînerait une réponse «plus cinglante» que celle de janvier. «Aujourd'hui, l'ennemi, incapable d'atteindre ses objectifs militaires sur le terrain, cherche de nouveau à instiller la terreur et provoquer des émeutes», ont-ils déclaré.

محل کشته شدن برادرم جاوید نام
#پژمان_نوروز_رجبی#شهبسوار بلوار
شیرودی
pic.twitter.com/6Wp0yuX4Eh

— بهنام نوروزرجبی (@behnam-noroz) May 28, 2026

Malgré les risques, des familles continuent de réclamer justice et de rendre hommage aux victimes. La semaine dernière, des proches de Pajman Norooz Rajabi, athlète de 27 ans tué par les forces de sécurité le soir du 8 janvier à Shahsavar, ont transformé l'endroit où il a été abattu en mémorial improvisé.

Des fleurs ont été déposées au sol et des portraits du champion de VTT exposés pour rappeler son souvenir aux passants.



01 juin 2026
Julie Bernichan

Guerre en Iran : un chasseur F-15 américain pourrait avoir été abattu par un missile chinois

Qu'est-il arrivé au F-15E américain abattu au-dessus de l'Iran en avril dernier ? L'enquête se poursuit pour le déterminer. Trois personnes qui planchent sur l'affaire ont déclaré à NBC News que l'appareil a probablement été touché par un missile sol-air de fabrication chinoise, sans que l'on connaisse exactement la date de livraison.

De plus, la Chine aurait également fourni à l'Iran un radar longue portée capable de repérer les avions furtifs conçus pour échapper à la détection, selon deux sources interrogées par le média américain.

Si ces informations étaient confirmées, elles pourraient

compliquer les relations entre les États-Unis et la Chine, alors que Donald Trump sollicite l'aide de la Chine pour mettre fin au conflit en Iran.

Des systèmes peu coûteux

Les soupçons se concentrent notamment sur des systèmes portables de défense aérienne, souvent appelés « MANPADS ». Peu coûteux, ils sont utilisés pour abattre des avions volant à basse altitude.

Dans une interview accordée à Fox News courant mai dernier, Donald Trump avait affirmé que Xi Jinping lui avait assuré qu'il ne fournirait pas d'équipement militaire à l'Iran. « Le président Xi m'a promis qu'il n'enverrait aucune arme

à l'Iran. C'est une belle promesse. Je le crois sur parole. Je l'en remercie », avait ainsi commenté le président américain.

Interrogé sur la destruction du F-15, un porte-parole de l'ambassade de Chine a expliqué à NBC News que la « Chine agit toujours avec prudence et responsabilité en matière d'exportation de produits militaires et exerce un contrôle strict, conformément à ses lois et réglementations sur le contrôle des exportations et à ses obligations internationales ».

Selon le média américain, la Chine projeterait de livrer de nouveaux systèmes de défense aérienne à l'Iran dans les semaines à venir. Des anciens responsables de la sé-

curité nationale suggèrent que cette information a été divulguée par les États-Unis pour exposer les intentions chinoises et les contrecarrer, une stratégie déjà utilisée par le passé.

On ne sait pas si le missile sol-air portable, potentiellement responsable de l'abattage d'un F-15, est une livraison récente ou s'il provient d'anciens stocks d'armes destinés à l'Iran. De même, on ne sait pas si le radar YLC-8B a été utilisé lors de ce conflit.

Plus tôt ce mois-ci, l'administration Trump avait déjà accusé la Chine d'avoir permis à l'Iran d'utiliser des satellites chinois pour cibler les forces américaines dans la région.



Darya Kianpour
01 juin 2026

Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, plaide pour une justice transitionnelle en Iran

La lauréate du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi revient sur le comité de justice transitionnelle qu'elle préside à l'initiative de Reza Pahlavi. La mission de ce comité est de rédiger un cadre juridique pour juger les crimes contre l'humanité commis depuis l'avènement de la République islamique, sans peine de mort ni esprit de vengeance, afin de « créer une culture qui remplace la vengeance par la quête de justice ».

RFI : La République islamique d'Iran se trouve actuellement dans un état d'incertitude qualifié de « ni guerre ni paix » avec les États-Unis et Israël. Que pensez-vous de cette situation ?

Shirin Ebadi : La République islamique d'Iran mène actuellement deux guerres parallèles. L'une se fait contre les États-Unis et Israël, l'autre se déroule contre son propre peuple. De la première, parfois on dit qu'elle est terminée, par moments, on dit qu'elle ne l'est pas, par intervalles il y a un cessez-le-feu... Bref, on ne sait pas très bien quelle est la situation. Mais, la deuxième, la guerre contre le peuple, ne connaît pas de cessez-le-feu et ne s'arrête pas.

Certains disent que la guerre contre les États-Unis et Israël, selon les effets produits jusque-là, a plutôt renforcé le régime islamique. Qu'en pensez-vous ?

Je ne crois pas que le régime est sorti renforcé de cette guerre. Il n'a pas pu encore enterrer son précédent « guide ». On ne sait même pas s'il y a

un cadavre à enterrer. Le régime serait en fine contrainte de livrer son uranium hautement enrichi et d'accepter le contrôle strict de l'AIEA. On aurait souhaité qu'il ait fait cela avant la guerre. Le régime iranien ne contrôle plus ses proxies : nous avons vu ce qui est arrivé au Hamas, le Hezbollah libanais a perdu son chef et ses plus hauts gradés, le sud du Liban est occupé par Israël, les Houthis – par crainte d'être pris pour cible par l'armée américaine – ne sont pas vraiment intervenus lors de la récente guerre et n'ont pas bougé lorsque le régime iranien a menacé de fermer le détroit de Bab-el-Mandeb... Aussi, le régime iranien se trouve actuellement dans une situation de faiblesse à laquelle s'ajoute la lutte interne pour le pouvoir.

Vous présidez le « comité pour la rédaction des règlements de la justice transitionnelle » pour l'Iran, comité créé par Reza Pahlavi, l'héritier du dernier Chah d'Iran. Quels sont les objectifs de ce comité ?

Ce comité est composé de quatre membres titulaires – tous Iraniens : M. Iraj Mesdagh, activiste ; Mme Leila Bahmani, docteure en droit ; M. Afshin Ellian, professeur en droit international ; et moi-même – et bénéficie des conseils de quatre consultants extérieurs spécialistes des droits humains et très expérimentés, notamment par leur implication dans les transitions en Afrique du Sud et au Kosovo. Ils n'ont pas souhaité que leur nom soit communiqué. Pour moi, c'est un grand honneur de réaliser ce projet en

compagnie de ces hautes personnalités.

Notre mission consiste à établir les règlements relatifs à la mise en œuvre de la justice durant la période de transition. Ces règlements comprennent le code de la procédure, du procès et les peines encourues pour les commanditaires et les exécutants des violations des droits humains [crimes commis contre l'humanité] commis après la révolution de 1979 en Iran.

Nous ne sommes pas chargés de rédiger une Constitution ni un code pénal général. Nous rédigeons seulement les normes juridiques pour la mise en œuvre de la justice pendant la période de transition, afin de clarifier à l'avance la conduite à l'égard de ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité, au cas où l'alternance pour la période de transition serait assurée par Reza Pahlavi.

Évidemment, le résultat de notre travail de rédaction sera publié et mis à la disposition du public. Si l'alternance se produit sous la direction de M. Reza Pahlavi [le prince Reza Pahlavi], ce sera lui qui appliquera ce texte. Ni moi, ni les autres ni les autres membres de ce comité ne sommes chargés de l'application de ce texte, d'autres en auront la responsabilité.

Et même si, pour une raison quelconque, quelqu'un d'autre assume l'alternance politique, ce travail sera toujours utile malgré tout. Sinon, il restera dans les bibliothèques. Notre travail se limite à la rédaction des règles relatives à la justice transitionnelle.

Donc, cette justice transitionnelle couvre les crimes commis depuis le début de la République islamique...

Depuis la fondation de la République islamique jusqu'à sa fin.

Et quelles sont les catégories de violations envisagées qui seront couvertes par ces règles ?

Les crimes contre l'humanité commis par le gouvernement et ses agents contre son peuple.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez pour élaborer ces règles ? Avez-vous déjà fait face à des problèmes ?

Il n'y a pas de problème. Nous sommes en train de rédiger ces règles. Bien sûr, ceux qui seront chargés de l'appliquer pourraient juger nécessaire d'y apporter des modifications à l'usage ; ils pourraient aussi se heurter à des problèmes qui rendraient des ajustements indispensables. Mais à notre niveau, nous ne faisons que rédiger les règles, et pour l'instant, nous n'avons rencontré aucune difficulté.

Vous ne pensez pas qu'un tel projet doit forcément bénéficier d'un large soutien populaire ?

Pas à ce stade. Nous ne sollicitons pas des voix pour obtenir un mandat ou une approbation de qui que ce soit. Il s'agit en réalité d'un travail d'édification culturelle. Tant mieux si un jour, le texte est appliqué ; et s'il ne l'est pas, il restera dans les bibliothèques. Mais c'est tout de même une forme de travail culturel.

Évidemment, Il est préférable que lors du jugement des responsables de telles violations – par exemples, celles commises en décembre 2017-janvier 2018 ou celles perpétrées en novembre 2019, ou encore des crimes commis en 2026 –, les principes et règles envisagés dans ce texte soient respectés et appliqués. Il s'agit des principes et normes établis avec la collaboration des personnes qui ont déjà participé ou organisé des périodes de transition dans d'autres pays.

Vers quel modèle de justice transitionnelle vous vous orientez le plus parmi ceux que nous avons vus jusqu'ici : Afrique du Sud, Argentine... ?

Il ne s'agit pas d'un modèle particulier comme celui de l'Afrique du Sud ou de l'Argentine. À la base, ce sont les normes des droits humains et les règles relatives à un procès équitable, que nous avons adaptées et « localisées » en fonction de la situation de l'Iran. Et une fois que ce travail sera terminé, il sera bien sûr publié et mis à la disposition du public pour recueillir les avis.

Est-ce qu'il pourrait y avoir aussi un procès symbolique, avant une éventuelle chute du régime en place ?

Le but n'est pas un procès symbolique. Le but est qu'un jour, ces gens soient tenus de répondre de leurs actes devant le peuple. Et pour que la chaîne de la commission des crimes en Iran soit rompue, il vaut mieux qu'au préalable, des règles soient adoptées, afin que le juge – quel qu'il soit – sache qu'il doit traiter les accusés selon ces lois. Et je le répète : une fois que ces règles seront écrites, elles seront naturellement publiées et mises à la disposition du public.

La justice transitionnelle n'est pas en contradiction avec les

démarches judiciaires devant les instances internationales. Pour l'Iran, quelles possibilités existe-t-il actuellement pour saisir les tribunaux internationaux ?

Pour l'instant, il n'y en a pas, parce que nous parlons de l'avenir. Un jour, il serait peut-être possible pour l'État iranien de rejoindre certaines juridictions internationales.

Êtes-vous en contact avec des avocats et des personnes qui travaillent dans ce domaine en Iran ?

Je suis en contact avec un certain nombre de mes collègues en Iran, mais ils ne font pas partie de ce comité de rédaction.

Mais, est-ce qu'ils peuvent, s'ils le souhaitent, aider ? Potentiellement, peuvent-ils contribuer ?

Si la nécessité se présente, bien sûr, nous les consulterons. Mais, nos critères sont les normes internationales, les règles d'un procès équitable et, compte tenu des années de crimes commis, l'adaptation de ces règles au contexte iranien. Et surtout, l'objectif est de créer une culture qui remplace la vengeance par la quête de justice. La justice n'est pas la vengeance.

Nous n'avons pas l'intention de pratiquer la loi du talion (« œil pour œil, dent pour dent »), et je dois préciser qu'à cette période, toute forme de peine capitale et de châtiments corporels – comme la flagellation, la torture – sera interdite. Toute personne jugée devra, à toutes les étapes, dès son arrestation, avoir le droit d'accéder à un avocat. La personne doit réellement ressentir ce que signifie la justice, et non pas subir ce que la République islamique a fait avec les personnes arrêtées. N'oubliez pas qu'au-dessus de

l'école Refah [une école gérée par les partisans de Khomeini où il a été logé provisoirement après son retour en Iran et où ont été enfermés, jugés et exécutés les premières victimes de la République islamique, NDLR], ils ont fusillé des innocents après cinq minutes de pseudo-procès.

Notre vision n'est pas celle qui a guidé les tribunaux islamiques. Ce n'est pas comme ce que disait Khomeini : « l'identification suffisait à l'exécution de la peine ». On demandait au prisonnier de décliner son nom. Il n'avait pas la possibilité de se défendre.

Pour nous, toute personne, même un criminel de la pire espèce, doit bénéficier du droit de la défense et d'un procès équitable. Et nous le disons clairement : toute personne arrêtée, y compris les plus hauts commanditaires des violations des droits, doit disposer de la possibilité de défense. Tout acte de torture est formellement interdit et, évidemment, aucune sentence de mort ne sera prononcée à leur égard. Il faut mettre fin aux tueries en Iran. Depuis le premier jour où ce régime est arrivé au pouvoir, il a fondé sa pratique sur le meurtre. Maintenant, il est temps d'adopter une autre approche.

Une fois que les conditions de la mise en œuvre de la justice transitionnelle, telle que vous l'envisagez, seront réunies, selon vous, combien de temps sera-t-il nécessaire pour traiter les crimes commis sous la République islamique ?

La période de transition est prévue pour durer deux ans. Si les procès de ceux qui ont commis des violations des droits humains ne sont pas terminés durant cette période, il revient alors aux nouvelles institutions du pays d'en décider. En principe, à l'issue de la pé-

riode de transition, un référendum sera organisé sous la supervision des Nations unies pour permettre au peuple iranien de s'exprimer librement et choisir le système politique et les institutions du pays. Ce sera au parlement ainsi constitué de déterminer la suite à donner aux poursuites et aux procès. En tout cas, les règles que nous rédigeons ne seront valables que pour la période de transition, c'est-à-dire, deux ans.

Comment rendre justice aux familles des victimes de ces crimes, surtout si les responsables de ces pertes sont morts ou ont disparu ?

La réparation dépendra des moyens dont disposera l'État à ce moment-là, et des priorités dans la gestion du pays.

La question ne concerne pas que l'indemnisation financière, mais aussi la réparation des traumatismes subis...

L'un des principaux bénéfices de ce genre de procès, c'est que l'histoire des crimes sera bien consignée, de la bouche des victimes elles-mêmes, face aux criminels. Non seulement pour discréditer les criminels, mais aussi pour faire en sorte que ces crimes ne se répètent plus jamais. Le peuple iranien a déjà été frappé une fois par ce grand fléau. Si, à chaque changement de régime, les mêmes malheurs doivent s'abattre sur la population, ce serait terrifiant.

Pour éviter que cela ne se produise, il faut à la fois promouvoir la culture de vivre-ensemble et l'esprit de réconciliation et mener des procès libres et équitables sous les yeux du peuple. La rédaction et la publication de ce type de texte y contribue. L'histoire de ces crimes sera ainsi écrite et restera pour les générations futures. Et si nous n'y parvenons pas, ce n'est pas grave, nous espérons que d'autres pourront s'en servir.

U.S. Says It Hit More Military Targets in Southern Iran

The U.S. military said it had carried out strikes over the weekend and had intercepted an Iranian missile attack on American forces in Kuwait.

The United States said on Sunday that it had attacked military targets in southern Iran over the weekend, the latest in a series of attacks over the past week.

Less than an hour later, Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps said that its forces had targeted a military base from which it said an American attack on a communications facility in southern Iran had originated.

United States Central Command said that overnight Monday, the U.S. military had "intercepted two Iranian ballistic missiles targeting American forces based in Kuwait." It said that no U.S. personnel had been harmed. The Kuwaiti authorities had earlier accused Iran of launching a wave of attacks against its territory, without confirming whether a U.S. base had been targeted.

The exchanges may further complicate U.S.-Iranian negotiations over a potential framework for a deal to end the war.

The latest U.S. strikes on Iran's Persian Gulf coast targeted radar and command and control sites for drones in the city of Goruk and the Island of Qeshm, U.S. Central Command said in a [statement](#) late Sunday.

Central Command said that the U.S. strikes on Saturday and Sunday were a response to what it described as "aggressive Iranian actions," in-



Fishing boats idle along the Strait of Hormuz at Qeshm Island, Iran, in May. Majid Saeedi/Getty Images

cluding the shooting down of a remotely piloted American military drone that had been operating over international waters.

The Revolutionary Guards said in a statement early Monday that Iran had targeted a military base, the country's state news agency reported. The statement described the move as a retaliation for an American strike on a communications tower on an island in the south.

The statement, which did not identify the base, said that Iran would respond differently if such attacks were repeated.

The U.S. strike appeared to be the third round of American attacks in southern Iran in the

past week. Iran has retaliated by targeting bases where it said some of the strikes originated.

Last Monday, the United States struck missile launch sites and Iranian boats trying to emplace mines, Capt. Tim Hawkins, a spokesman for U.S. Central Command, said at the time.

Those strikes came after U.S. intelligence analysts detected a series of potentially threatening Iranian military actions in the 24 hours leading up to the operation, two U.S. officials [told The New York Times](#), speaking anonymously to discuss operational matters. On Wednesday, the United States shot down four one-way attack drones. A U.S. of-

ficial, speaking anonymously, [said Iran launched the drones](#) over the Strait of Hormuz, threatening U.S. forces in the region and the limited commercial maritime shipping still transiting the waterway, which Iran has effectively blockaded.

The military then carried out airstrikes against a drone ground-control station in the southern port city of Bandar Abbas before it could fire a fifth drone, the official said.

Following those strikes, the Revolutionary Guards said in a [statement](#) carried by Iran's state broadcaster that it had retaliated by targeting the U.S. air base from which the attack originated.

« Personne ne se soucie du peuple en Iran » : après les massacres et les bombes, la population reprend contact avec le monde

TÉMOIGNAGES. Après trois mois de coupure d'Internet, les Iraniens parviennent non sans mal à se reconnecter au réseau mondial. Et racontent leur douloureux quotidien.

Se reconnecter au reste du monde depuis l'Iran reste un chemin de croix. Malgré le rétablissement officiel de l'Internet mondial pour la population, [après trois mois de coupure totale par les autorités](#), il reste extrêmement difficile aux Iraniens de communiquer avec l'étranger. « *Les coupures demeurent incessantes* », enrage Ardalan*, Téhéranais de 60 ans, qui a réussi à se connecter via un VPN, permettant d'utiliser une adresse IP étrangère, moyennant le versement de plusieurs centaines d'euros à une connaissance spécialisée en informatique.

Malgré cette astuce, l'accès à la majorité des sites et messageries occidentales reste extrêmement difficile en raison de la censure gouvernementale, déjà en vigueur avant le début de la guerre le 28 février dernier. « Aucun de mes anciens VPN gratuits ne fonctionne », peste ce père de famille, qui a réussi aujourd'hui à accéder à l'outil de recherche de Google. « Comme en Chine, la République islamique a réussi à totalement couper le pays du reste du monde », ricane-t-il de dépit.

Inflation record et pouvoir d'achat en chute libre

Si les bombes israélo-améri-

caines ne tombent plus sur l'Iran depuis la conclusion d'un fragile cessez-le-feu le 8 avril dernier entre les États-Unis et la République islamique, la population iranienne, longtemps terrée chez elle, est désormais frappée de plein fouet par l'aggravation de la crise économique qui sévissait déjà avant le début du conflit.

Selon les chiffres du Centre statistique iranien, l'inflation annuelle a atteint 53,7 % pour le mois de Farvardin (21 mars – 20 avril 2026) contre plus de 45 % avant l'éclatement de la guerre, provoquant une diminution de moitié du pouvoir d'achat de la population, tandis que le cours de la monnaie locale (le touman) a atteint un niveau historiquement bas (1 dollar = 174 800 toumans), conséquence directe du conflit et de la coupure d'Internet.

« Le peuple subit une pression économique sans précédent, pris en tenailles entre le coût de la vie d'un côté, et la perte de salaires liée aux licenciements économiques de l'autre », souligne Ardalan, qui exerce une profession libérale dans la capitale. « La situation est potentiellement incontrôlable et il me semble impossible pour le régime de trouver une issue. »

De l'avis d'un diplomate occidental sur place, la crise économique est le principal défi auquel va devoir faire face la République islamique au cours des prochains mois. L'inexorable paupérisation de la population, face à l'effet combiné

des sanctions internationales et de la mauvaise gestion gouvernementale, est déjà à l'origine des manifestations sans précédent qui ont eu lieu dans le pays fin décembre 2025 et début janvier 2026, avant d'être matées dans le sang par les forces de sécurité. Or, en dépit des encouragements du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, la population n'est pas descendue dans la rue après le déclenchement de la guerre.

Le traumatisme des massacres de janvier

« *La population reste traumatisée par les massacres survenus les jeudi 8 et vendredi 9 janvier 2026* », se justifie Ardalan, au sujet du pic de manifestations il y a cinq mois, durant lesquels des centaines de milliers d'Iraniens étaient descendus dans la rue contre le régime, avant d'être tués à l'arme de guerre. Selon l'ONG de défense des droits de l'homme HRANA, basée aux États-Unis, au moins 7 015 personnes y ont perdu la vie, alors que 11 744 cas de décès font toujours l'objet d'une investigation.

« *Le problème aujourd'hui est que le régime contrôle le terrain* », explique le sexagénaire, qui a manifesté à plusieurs reprises au mois de janvier. « *Dans chaque quartier, à chaque rond-point, ont été installés des points de contrôle où sont postés une dizaine d'hommes armés – des miliciens bassidjis, des gardiens de la révolution, ou des forces de police anti-émeute – qui ont l'autorisation de tirer sur le moindre contes-*

tataire. Ce sont ces hommes qui constituent une force d'environ 50 000 hommes à travers le pays, qu'il faudrait qu'Israël vise. »

Il est temps de finir le travail

Ardalan*, opposant iranien

Alors que des négociations indirectes ont lieu depuis près de deux mois entre l'administration Trump et la République islamique pour trouver un accord diplomatique, suggérant le peu d'appétit des deux parties pour une reprise des hostilités, Ardalan reste convaincu que le cessez-le-feu est temporaire. « Le régime tente d'acheter du temps en négociant mais il ne cédera pas, surtout pas sur le nucléaire », avertit l'opposant iranien.

« *Il est temps de finir le travail car la République islamique est dangereuse pour la région, d'autant qu'elle souhaite se doter de la bombe atomique. Il n'y a pas d'alternative.* » Malgré le contrôle par l'Iran du détroit d'Ormuz, qui lui a offert un nouveau levier de pression face aux États-Unis, cet Iranien se dit persuadé de l'affaiblissement du régime islamique.

« *Ce n'est plus le même régime*, soutient-il, en reprenant les affirmations, pourtant non vérifiées, de Donald Trump. *Personne ici ne connaît réellement les nouveaux responsables iraniens, et on n'a toujours pas vu une seule image de Mojtaba Khamenei (le nouveau guide suprême, NDLR) en trois mois.* »

Entre espoir déçu et résignation

Affaiblié comme jamais sur le plan politique et militaire, la République islamique semble pourtant toujours solidement ancrée au pouvoir. Mais Ardalan n'en démord pas et évoque, à titre d'exemple la fragilité du régime, l'état du commissariat de son quartier, qui n'est plus qu'un tas de décombres. À la place, une poignée de policiers désœuvrés ont investi un minuscule bâtiment préfabriqué faisant office d'annexe.

Le son de cloche est largement différent dans le centre de Téhéran. Cloîtrée dans l'appartement qu'elle loue avec sa mère et sa sœur, Taraneh* tente d'échapper à son morne quotidien en somnolant dans le sommeil. « *Je suis fatiguée, et même déprimée, de ne pas savoir de quoi mon lendemain sera fait* », avoue cette jeune femme de 30 ans, au chômage en dépit d'un master en management.

Malgré l'annonce par le gouvernement du retour d'Internet, sa connexion est sans cesse interrompue. « *L'incertitude dans laquelle je vis, ainsi que le fait de ne pas avoir obtenu ce que je voulais m'a profondément abattue* », poursuit-elle. Le 29 décembre dernier, l'Iranienne avait profité de la grève des commerçants du bazar de Téhéran pour se joindre au premier cortège de protestation antirégime.

Présente dans tous les rassemblements du début du mois de janvier, elle a fini par

rentrer chez elle face à l'ampleur de la répression. Depuis, elle fondait tous ses espoirs sur une intervention armée des États-Unis, dont le président Donald Trump avait promis, à l'époque, de venir en « aide » au peuple iranien.

La violence des premières frappes américano-israéliennes l'a rapidement fait déchanter. « *Les bombardements étaient terrifiants, et l'on vivait constamment dans la crainte d'être frappés* », se souvient-elle avec effroi. « *Dès lors, la confiance du peuple envers les États-Unis s'est fortement érodée, notamment après avoir appris le nombre de civils tués.* »

Selon l'ONG HRANA, au moins 3 636 personnes ont été tuées par des frappes aériennes durant la dernière guerre, parmi lesquelles 1 701 civils (dont 254 enfants). C'est dire si l'annonce du cessez-le-feu signant l'arrêt des bombardements l'a soulagée. « *Je m'en veux beaucoup d'avoir cru que les États-Unis allaient nous sauver, nous le peuple, or c'est exactement l'inverse qui s'est produit* », souligne l'opposante iranienne, qui ajoute, la mort dans l'âme : « En réalité, aucun État étranger ne se soucie du peuple iranien. Nous ne pouvons compter sur nous-mêmes pour nous libérer. »

Pour survivre, malgré la crise, Taraneh se repose sur le salaire de médecin de sa sœur et sur la maigre retraite perçue par sa mère. À son réveil, la jeune femme emprunte la voiture familiale pour devenir chauffeur Snap (le « Uber »

local) qui ne nécessite pas en Iran de permis spécifique. Les discussions avec les passagers tournent principalement autour de la crise économique.

Le coût de la vie devenu insupportable

« *Les prix ont tellement explosé que la situation est devenue insupportable* », se désole celle qui ne porte plus depuis trois ans le voile ni le manteau islamique, malgré leur caractère obligatoire. « *Sur le plan économique, l'ensemble du peuple est aujourd'hui détruit.* » Le litre d'huile de cuisson coûte aujourd'hui 400 000 toumans (2,3 dollars), un œuf 24 000 toumans (0,14 dollars), la viande de 700 000 à 2,3 millions de toumans le kilogramme (de 4 à 13,2 dollars), pour un salaire minimum quotidien ne dépassant pas les 550 000 toumans (3,15 dollars).

« Nous éprouvons un sentiment de victoire »

Kian, manifestant prorégime

Une révolte populaire pourrait-elle à nouveau éclater ? L'Iranienne n'y croit guère. « *Bien sûr que j'aimerais descendre dans la rue, mais je n'irai pas seule, soupirez-t-elle. Cela nécessite une organisation pour pouvoir constituer des rassemblements.* » Pour l'heure, les seules manifestations autorisées sont le fait de la République islamique.

Chaque soir, une foule de ses partisans se réunissent autour des plus grandes places

du pays pour y témoigner, dans l'allégresse, leur fidélité au régime et leur résistance aux États-Unis et à Israël. « *La population est aujourd'hui divisée en deux camps* », explique Taraneh. « *Le premier sort chaque soir pour célébrer la « victoire » du régime, tandis que l'autre, dont je fais partie, reste confiné chez lui, sans savoir de quoi sera fait son lendemain. Je crains que la dernière guerre et ses conséquences n'aient fait croître le nombre de soutiens au premier camp.* »

Participant assidu des rassemblements prorégime depuis trois mois, Kian*, ingénieur de 43 ans, savoure crânement ce qu'il considère comme la « victoire » de la République islamique face aux États-Unis et à Israël. « *Depuis le premier jour, nous éprouvons un sentiment de victoire, même lorsque nous subissons des coups très durs* », explique ce père de famille qui n'a pas hésité à manifester au plus fort des bombardements.

Acquis au régime, l'homme reste sur le qui-vive pour « tenir le terrain » face aux « agresseurs occidentaux » et à leurs « soutiens » en Iran. « *Nous restons dans une situation de guerre et personne ne fait confiance à ce cessez-le-feu, insiste-t-il. Il s'agit d'empêcher la présence d'éléments armés et de groupes séparatistes que Trump a soutenus et armés, ainsi que prévenir les troubles et les émeutes.* » Voici Ardalan et Taraneh prévenus.



01 juin 2026

Frappe sur un dépôt d'hydrocarbures en Iran: les conséquences pourraient être bien plus graves que prévu

C'était au début de la guerre en Iran. Le 8 mars 2026, un dépôt d'hydrocarbures proche de Téhéran était la cible d'une frappe de la coalition américano-israélienne, provoquant des nuages noirs et des pluies de pétrole dont les images avaient fait le tour du monde. Trois mois plus tard, une première étude scientifique revient sur l'étendue des dégâts, bien plus importants que ceux estimés au lendemain de la frappe.

La nuit en plein jour. Le 8 mars 2026, une frappe de l'ar-

mée israélienne sur un dépôt d'hydrocarbures cause un important incendie dont les épaisses couches de fumée recouvrent Téhéran. Des émanations de pétrole dont les retombées ont provoqué des pluies acides sur la capitale **iranienne** et ses alentours.

À l'époque, le Croissant-Rouge iranien avait prévu la population des conséquences sanitaires de cette pollution riche en soufre et en oxyde d'azote. Mais il s'avère que la capitale iranienne n'a pas été la seule concernée.

Dans une étude parue dans la revue **Advances in Atmospheric Sciences**, on apprend que les panaches de fumée se sont dispersés sur une zone de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés. Une superficie comparable à celle de pays comme **l'Italie** ou le **Burkina Faso**.

Dans ces fumées, environ trente millions de tonnes de dioxyde de soufre ont été générées par l'incendie. Un gaz toxique, irritant, annonciateur de pluies acides. Au-delà des impacts immédiats, les au-

teurs de l'étude mettent en avant les effets à long terme avec, notamment, un risque de pollution et d'acidification des sols, de l'eau, et des conséquences aussi bien sanitaires qu'environnementales.

Pour bien se représenter l'ampleur de cet événement, les auteurs insistent : ce seul incendie lié à la guerre a provoqué une pollution atmosphérique massive comparable à certaines éruptions volcaniques.

Nicolas Stiel
02 juin 2026

« L'impensable est arrivé » : pourquoi le blocage d'Ormuz a changé la donne sur le marché du pétrole

L'expert des matières premières Philippe Chalmin analyse les soubresauts du marché et notamment celui des hydrocarbures. La fermeture du détroit d'Ormuz que personne n'avait anticipé est un coup dur notamment pour les automobilistes. Mais certains s'en accommodent très bien.

L'expert des matières premières Philippe Chalmin analyse les soubresauts du marché et notamment celui des hydrocarbures. La fermeture

du détroit d'Ormuz que personne n'avait anticipé est un coup dur notamment pour les automobilistes. Mais certains s'en accommodent très bien.

Co-fondateur du Cyclope, la bible des matières premières, Philippe Chalmin illustre toujours la publication de ses rapports d'une citation d'un écrivain ou philosophe. En 2008, année où le pétrole a atteint un sommet toujours inégalé (147 dollars le baril), ce fut « Le temps du monde fini commence » de Paul Va-

léry. L'an dernier, ce fut « Le piétinement sourd des légions en marche » de José-Maria de Heredia. Cette année, le professeur émérite à Paris-Dauphine a choisi un poème de l'Indien Rabindranath Tagore, prix Nobel de littérature, intitulé « L'Offrande lyrique ». « Ça n'a rien à voir avec Cyclope (et les matières premières), précise Philippe Chalmin. Mais c'est tellement beau. Il y a 130 guerres dans le monde alors rêvons un peu. »

Pour les experts des hydro-

carbures, il n'y a pas de rêve mais plutôt un cauchemar. Car l'impensable s'est produit suite aux frappes américaines sur l'Iran : le blocage du détroit d'Ormuz. Personne ne l'avait anticipé. Cet aveuglement des marchés tient peut-être au précédent de juin 2025 quand, pendant la guerre des Douze Jours, l'Iran fut sévèrement bombardé par Israël et les Etats-Unis. « Téhéran avait la possibilité de fermer Ormuz, indique Philippe Chalmin. Sous la pression des Chinois (leur principal client d'hydro-

carbures) ils ne l'ont pas fait. On pensait alors que cette épée de Damoclès avait disparu. » Erreur.

La fermeture d'Ormuz, un goulet d'étranglement qui menace l'économie mondiale

Le blocage d'Ormuz où transitent 20 millions de barils/jours et de produits raffinés soit un cinquième de la production mondiale, a changé la donne. Quand les hostilités cesseront, le détroit reprendra ses droits mais sous une autre forme. Il y aura peut-être un péage. Mais Ormuz sera moins influent car les pays, ne voulant pas revivre une telle mésaventure, vont construire de nouvelles infrastructures afin d'évacuer l'or noir vers d'autres lieux.

« Aujourd'hui, il manque 13 à 14 millions de barils/jours sur le marché, soit 12 % de la consommation mondiale. »

Le blocage n'a pas impacté les pays du Golfe de la même manière. « L'Arabie saoudite qui a construit un oléoduc lors de la guerre Iran-Irak (il y a 45 ans) est bien placée, note Francis Perrin, expert hydrocarbures à l'Iris. Le géant Saudi Aramco a dégagé un profit de 33 milliards de dollars au premier trimestre. Le problème, c'est l'Irak qui ne peut évacuer son pétrole vers la Turquie que par un misérable oléoduc de 250 000 barils/jours. Sa production pétrolière a diminué de 65 % en mars par rapport à février. »

Le blocage d'Ormuz est un choc. Pour autant le Brent,

s'il a nettement augmenté – autour de 100-110 dollars contre 60 avant le conflit – n'a pas non plus atteint les sommets. Aujourd'hui avec le projet d'un protocole d'accord avec l'Iran, il est descendu à 94 dollars. La raison de cette hausse modérée tient au fait que le marché du pétrole est excédentaire. « La demande a augmenté mais l'offre a augmenté quatre fois plus vite, indique Francis Perrin. En 2025, les prix avaient baissé pour la troisième année consécutive. Aujourd'hui, il manque 13 à 14 millions de barils/jours sur le marché, soit 12 % de la consommation mondiale. L'économie ne peut s'en passer durablement. »

Un marché boursier « indifférent aux tensions qui secouent la planète »

Aujourd'hui, ce sont les prix à la pompe qui atteignent les sommets. C'est le cas en France mais aussi aux Etats-Unis où le gallon est à 4,50 dollars alors que Donald Trump misait sur deux dollars. Pour autant, estime Philippe Chalmin, il n'y a pas, à ce jour, à ce jour de crise économique. « Il y a une hausse des taux d'intérêt et une remontée de l'inflation. Mais l'impact sur la croissance est pour le moment limité. Celle des Etats-Unis devrait tourner autour de 2-2,2 %. Quant au marché boursier, shooté à l'intelligence artificielle, il est indifférent aux tensions qui secouent la planète. En mai, à New York les ventes d'œuvres d'art ont atteint... 2,5 milliards de dollars. Les riches sont toujours plus riches. »

The New York Times

June 2, 2026

Iran Reveals 3-Day Funeral Plan for Ayatollah Khamenei, After Long Delay

Ceremonies for Ayatollah Ali Khamenei will be held in multiple cities, including Tehran, where authorities expect up to 20 million people to attend, Iranian state media reported.

The Iranian authorities have announced details about the funeral of Ayatollah Ali Khamenei, the country's former supreme leader, who was killed on the first day of the U.S.-Israeli war against Iran, state media reported on Tuesday.

Under Islamic tradition, funerals are typically held within days of a person's death. Ayatollah Khamenei was killed in a strike on his home on Feb.

28 but in early March, the Iranian officials said they had postponed the funeral indefinitely. They cited logistical constraints from dealing with the significant numbers of people who were expected to attend.

On Tuesday, Mohammad Amin Tavakoli-Zadeh, Tehran's deputy mayor, said the funeral will involve three days of public ceremonies, including processions through Tehran, the capi-

tal, and the cities of Qom and Mashhad, according to Iran's state broadcaster IRIB.

The funeral ceremony in Tehran will last at least 24 hours, he added, and the authorities were preparing for up to 20 million people to attend.

IRNA, another state media outlet, reported that the funeral would be held in mid-June but did not specify a time or date.

Ayatollah Khamenei was 86 when he was killed at an office in his home, [ending more than three decades](#) as Iran's supreme leader. His death was met with a mixture of disbelief, [celebration and mourning](#) on the streets of Tehran.

His son, [Ayatollah Mojtaba Khamenei](#), was chosen as his successor but has not been seen in public since he assumed the role.

La Turquie, une présence discrète mais stratégique au Mali

En une décennie, les échanges commerciaux entre Ankara et Bamako ont plus que triplé. Les armes et les munitions représentent le premier poste d'exportation turc vers le Mali depuis 2024.

Affaiblie par les attaques coordonnées menées fin avril par les djihadistes affiliés à Al-Qaïda et les indépendantistes touareg, la junte au pouvoir à Bamako cherche encore la parade. Si le général Assimi Goïta semble avoir consolidé son emprise interne, le nord du pays lui échappe, ses partenaires russes sont discrédités. Il peut toutefois compter sur un autre allié de poids : la Turquie.

Plus discret que les soldats et les avions de Moscou, le soutien d'Ankara n'en est pas moins stratégique. La Turquie a acquis le statut de partenaire incontournable pour les importations de drones, les équipements et la formation militaires. Des sociétés de sécurité privées turques seraient également mobilisées au Mali. Plus officiellement, des dizaines d'accords ont été signés entre les deux pays au sujet des véhicules blindés, des systèmes opto-électroniques et de surveillance, des équipements de déminage et des programmes d'entraînement de personnel militaire.

« Bien qu'une grande partie de cette coopération reste discrète, il y a bien une coordination croissante entre les deux gouvernements en réponse à la détérioration de l'environnement sécuritaire », avance Melis Yuruten Ozdemir, doctorante à l'université de Galatasaray, à Istanbul et spécialiste des relations entre la Turquie et le Sahel. Selon elle, les offensives

d'avril ont provoqué l'amorce d'un rapprochement stratégique plus poussé : « *L'expansion de la diplomatie de défense turque et ses engagements sont calculés sur le long terme. La perte d'influence russe sur le terrain et les critiques de la part des populations civiles à l'encontre de ses unités vont bénéficier à Ankara parce que la dynamique est clairement de son côté. Je ne serai d'ailleurs pas étonnée qu'un nouvel accord sécuritaire entre les dirigeants maliens et turcs soit annoncé d'ici à quelques semaines.* »

Après les coups d'Etat de 2020 et de 2021, le retrait de la France et le déclin de l'influence occidentale, la Turquie s'est imposée comme un partenaire alternatif de premier plan au Mali, aux côtés de la Russie et de la Chine. Ankara a su tirer parti de la recomposition géopolitique au Sahel et de l'ouverture croissante du régime militaire malien aux partenaires non occidentaux.

« Coopération sécuritaire »

En une décennie, les échanges commerciaux avec Bamako ont plus que triplé. Par ailleurs, les relations diplomatiques se sont renforcées de manière continue depuis la visite officielle du président turc, Recep Tayyip Erdogan, au Mali, en mars 2018. Surtout, la nature des partenariats s'est inversée au profit du secteur de la défense. Les armes et les munitions représentent le

premier poste d'exportation turc (20 % du total) vers le Mali depuis 2024, devant les équipements électroniques, les machines industrielles ou les céréales.

En novembre 2025, malgré une situation sécuritaire déjà précaire, les entreprises de défense turques ont activement participé à la toute première édition d'un salon international consacré à la défense et à la sécurité au Mali, le salon Bamako Expo (Bamex). Organisé par une société nommée The Peak Defense, elle-même présidée par Harun Saraç, un homme d'affaires turc, ce salon avait permis aux entreprises telles que le spécialiste de l'électronique de défense Aselsan, le fabricant de missiles Roketsan, le producteur d'armements MKE et le constructeur aéronautique Baykar de présenter in situ leurs produits à la junte malienne et aux responsables de la sécurité de l'Alliance des Etats du Sahel.

En avril, c'est un entrepreneur malien, Ousmane Djiré, qui s'est rendu en Turquie en qualité de représentant de la junte pour les investissements étrangers, selon le média en ligne *Africa Intelligence*. L'article, publié le 12 mai, précise que ce chef d'entreprise, spécialisé dans le secteur agroalimentaire, avait noué des relations étroites avec la société gérée par Harun Saraç. Des échanges avec le Mali auraient également eu lieu au dernier Saha Expo, l'une des principales foires internatio-

nales consacrées à l'industrie de la défense qui s'est tenue, début mai, à Istanbul.

« Une intervention militaire directe de la Turquie au Mali semble peu probable, souligne Ahmet Sedat Aybar, professeur d'économie et directeur du centre d'études Asie-Pacifique-Afrique de l'université Bahçesehir, à Istanbul. Mais Ankara pourrait néanmoins envoyer des conseillers et des experts militaires si le gouvernement malien l'y invitait. Ankara a déjà récemment répondu favorablement à une telle requête du Nigeria pour lutter contre Boko Haram. Elle assurerait, par là même, la formation à l'utilisation des systèmes d'armement produits en Turquie, y compris ses drones. »

Melis Yuruten Ozdemir s'inscrit dans la même lecture : « Bien qu'il n'existe à ce jour aucune preuve publiquement vérifiée d'une demande formelle de la présidence malienne de conseillers militaires turcs directs, les développements récents suggèrent fortement un approfondissement de cette coopération sécuritaire Ankara-Bamako. » Si la récente perte de Kidal, un bastion rebelle de l'extrême nord du Mali, a mis en évidence les limites de la guerre centrée sur les drones dans des environnements fragiles et contestés, comme le note la chercheuse, la Turquie, elle, n'a pas fini d'occuper ce terrain abandonné par d'autres puissances.

« La guerre actuelle entre l'Iran et les Etats-Unis résulte de décennies d'humiliations réciproques »

La chercheuse Marie Durrieu décrypte, dans un entretien au « Monde », le rôle central que joue le rabaissement d'un adversaire dans les relations internationales.

Marie Durrieu est l'auteurice de *Du conflit israélo-palestinien au nucléaire iranien. L'humiliation, la variable oubliée des négociations* (L'Harmattan, 2021). Doctorante à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire et enseignante en relations internationales à Sciences Po, elle doit soutenir en septembre sa thèse, intitulée « Une étude empirique de l'humiliation : ses manifestations, modus operandi et usages stratégiques ».

« Une nation entière [les Etats-Unis] est humiliée par les dirigeants iraniens », a déclaré le chancelier allemand, Friedrich Merz, le 27 avril, faisant vivement réagir le président américain, Donald Trump. L'humiliation est-elle un paramètre central des relations Iran - Etats-Unis ?

Oui. La prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, en 1979, puis la tentative de sauvetage ratée, en 1980, ont blessé durablement l'orgueil des Etats-Unis. Le fait que, depuis des années, la première puissance mondiale cherche sans succès à faire plier l'Iran accentue cette humiliation.

A l'inverse, la contribution américaine au renversement du premier ministre Mohammad Mossadegh en 1953 a été une humiliation fondatrice pour l'Iran, qui voyait sa souveraineté piétinée. Depuis 1979 et la naissance de la

République islamique, les Etats-Unis ont multiplié les attaques, vécues comme des affronts par le régime : sanctions économiques, assassinat du **général Ghassem Soleimani** en 2020, puis du Guide suprême Ali Khamenei en 2026... Le 7 avril, Donald Trump a même menacé l'Iran de détruire une « civilisation entière ».

La guerre actuelle entre les deux pays, qui a débuté le 28 février, est – en partie – la résultante de ces décennies d'humiliations réciproques. Celles-ci compliquent aujourd'hui la sortie de crise, car les deux pays tiennent à garder la face...

Pourquoi vous êtes-vous intéressée à l'humiliation ? Qu'apporte cette grille de lecture à l'analyse des relations internationales ?

En science politique et dans les études internationales, les émotions, que l'on oppose habituellement à la rationalité, ont souvent été écartées. Le politiste Philippe Braud, dans *L'Emotion en politique* (Presses de Sciences Po, 1996), soutenait pourtant qu'il est difficile d'imaginer des interactions sociales sans dimension émotionnelle, et précisait que « l'univers politique ne saurait échapper à la puissance de ces phénomènes ». En outre, l'humiliation n'est pas une émotion parmi d'autres : elle inonde le lexique de la presse depuis les années 2000.

Le politiste Bertrand Badie l'a mise à l'agenda des relations internationales, avec son ouvrage *Le Temps des humiliés* (Odile Jacob, 2014, rééd. 2019). Si les rapports de force, qu'ils soient militaires ou économiques, sont fondamentaux, je montre dans mes travaux que les équilibres stratégiques ne sauraient s'y limiter et que l'humiliation joue aussi un rôle majeur.

L'humiliation est-elle utilisée volontairement ? S'agit-il de rappeler un rapport de force ?

Oui, en partie. L'humiliation peut être exploitée pour dominer symboliquement ses interlocuteurs. Elle permet parfois aussi d'obtenir des gains tactiques dans les négociations, en déstabilisant l'adversaire. Le président russe, Vladimir Poutine, semble utiliser l'humiliation comme une technique ordinaire de négociation : en arrivant en retard à ses rendez-vous diplomatiques, en ne respectant pas les protocoles ou encore en mettant ses homologues dans des situations de faiblesse – en 2007, lors d'entretiens à Sochi, il avait effrayé Angela Merkel en faisant entrer son labrador dans la pièce, alors que l'ex-chancelière allemande a une peur bleue des chiens.

Dans un registre moins anecdotique, l'attaque verbale, d'une violence inouïe, de Donald Trump et du vice-président américain, J. D. Vance,

à l'encontre du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans le bureau Ovale, en février 2025, visait, en partie, à rabaisser les prétentions de l'Ukraine en vue d'une négociation.

L'humiliation est souvent instrumentalisée sur le plan intérieur. Si le président américain ne cesse d'humilier ses interlocuteurs, y compris ses alliés, c'est aussi pour satisfaire son électorat. La base électorale de Donald Trump, le mouvement MAGA (Make America Great Again), est très sensible à la grandeur des Etats-Unis, qu'une posture écrasante vient conforter.

L'humiliation est-elle le propre du fort sur le faible, du dominant sur le dominé ?

En partie seulement. Bertrand Badie envisageait essentiellement une humiliation du Nord vers le Sud : le Nord dominant humilierait un Sud mal intégré et stigmatisé. Et il est vrai que la puissance donne plus de moyens, qu'ils soient économiques ou militaires, pour humilier.

Pour autant, l'humiliation n'est pas une relation à sens unique : l'humilié et l'humiliant sont interchangeables. C'est ce que je montre dans mes travaux, en m'appuyant notamment sur le cas Etats-Unis - Iran. D'autant plus que les grandes puissances ont des prétentions importantes, faciles à battre en brèche.

D'après de nombreux commentateurs, nous assistons à la disparition progressive de l'ordre international fondé sur le multilatéralisme et le droit international. Dans ce contexte, l'humiliation est-elle amenée à jouer un rôle croissant dans les relations entre Etats ?

Oui. L'ordre international bâti

après la seconde guerre mondiale canalisait – sans la faire disparaître – l'humiliation. Beaucoup de nations et de peuples ont placé de grands espoirs dans l'action de la communauté internationale. Cette dernière a souvent déçu et, à mesure qu'elle s'effrite, elle déçoit encore plus ; l'humiliation ressentie n'en est que plus forte.

L'humiliation est-elle une

arme dangereuse, voire contre-productive ? On se souvient du traité de Versailles (1919) comme d'une humiliation suprême pour l'Allemagne, que certains ont tenu pour responsable de la seconde guerre mondiale...

Elle permet parfois d'atteindre des objectifs à court terme – notamment de politique inté-

rieure –, mais, à plus long terme, ses effets sont difficilement maîtrisables et profondément dangereux. L'humiliation d'un peuple est souvent récupérée et instrumentalisée. Le Hamas s'en sert et parle de « résistance », l'Iran présente les Etats-Unis comme le « grand Satan ». C'est un puissant levier de mobilisation...



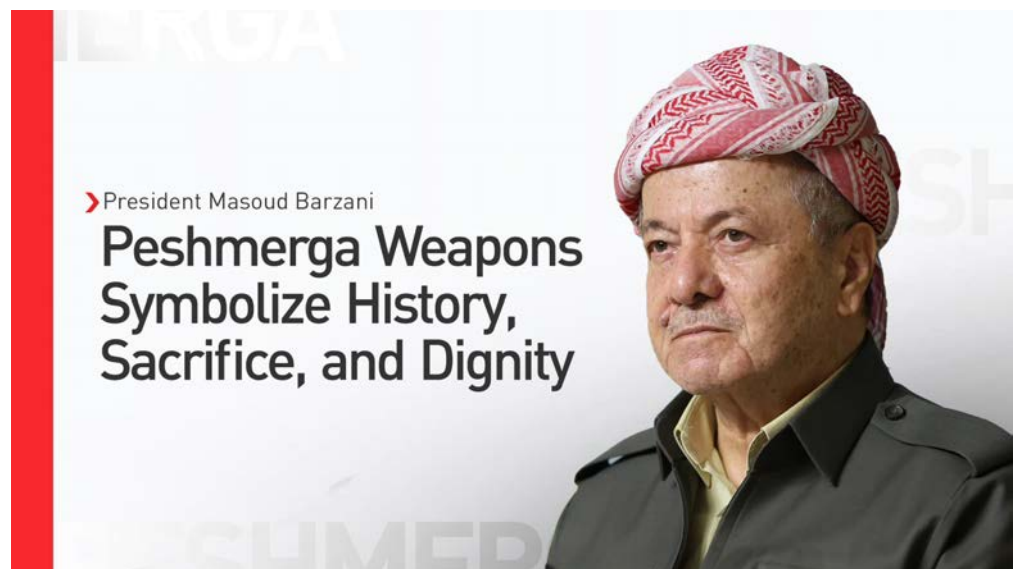
June 4, 2026

President Masoud Barzani: Peshmerga Weapons Symbolize History, Sacrifice, and Dignity

The Peshmerga's weapon is not merely pieces of iron, ammunition, or instruments of war. Rather, the Peshmerga's weapon represents history, sacrifice, dignity, and conviction,» President Barzani said.

ERBIL (Kurdistan24) – President Masoud Barzani on Wednesday responded to recent discussions surrounding the weapons of the Peshmerga forces, stressing that the force's arms carry deep historical and symbolic significance beyond their military function.

In a statement published on his official X account, President Barzani said that the current political situation had prompted some parties to comment on the Peshmerga's weapons and present what he described as misleading interpretations and inaccurate views on the issue. Addressing those claims,



› President Masoud Barzani

Peshmerga Weapons Symbolize History, Sacrifice, and Dignity

President Masoud Barzani. (Photo: Designed by Kurdistan24)

President Barzani emphasized the origins of the Peshmerga, stating that the force «was born from the blood, suffering, and tears of the people of Kurdistan.»

He underscored that the Peshmerga's weapons represent

far more than military equipment.

«The Peshmerga's weapon is not merely pieces of iron, ammunition, or instruments of war. Rather, the Peshmerga's weapon represents history, sacrifice, dignity, and conviction,» President Barzani said.

The Kurdish leader further noted that the weapons carried by Peshmerga fighters symbolize their enduring loyalty and commitment to the people of Kurdistan, as well as to their land and homeland.



June 04, 2026

«Write in Kurdish, Think in Kurdish»: Erbil Hosts Inaugural Kurdish Book Fair

Held under the slogan «Write in Kurdish, Think in Kurdish,» the inaugural fair at the Erbil International Fairground brings together 30 publishing houses and over 10,000 titles

ERBIL (Kurdistan24) - In a city that has long prided itself as a haven for intellectuals and a crossroads of Kurdish cultural life, Erbil on Thursday opened the doors of something it had never hosted before: a book fair dedicated entirely to the Kurdish language.

The first Kurdish Book Fair inaugurated at the Erbil International Fairground on Thursday, in the presence of government and party officials alongside a significant gathering of writers and intellectuals.

Organized under the slogan «Write in Kurdish, Think in Kurdish,» the fair will run until June 10 and is being received as a landmark moment for Kurdish literary and intellectual life in the Region.

The event's origins carry their own significance. This year, the annual Erbil International Book Fair — a fixture in the city's cultural calendar, was not held due to regional conditions.

Rather than leave that space empty, organizers took a different decision: to fill it with something more specific, and



A Kurdish man in his traditional Kurdish clothing at the Erbil Kurdish Book Fair. (Photo: Kurdistan24)

in many ways more pointed. A fair not for all languages, but for Kurdish alone.

The result is an exhibition that showcases only books written in the Kurdish language, featuring works by Kurdish authors residing in the Kurdistan Region who hail from all four parts of Kurdistan.

The decision to restrict the fair to Kurdish-language titles transforms what might have been a straightforward literary event into a quiet but unmistakable cultural statement, that the Kurdish language is not a secondary concern or a subcategory, but a literary tradition capable of sustaining an entire fair on its own terms.

The numbers behind the fair are striking. Nearly one million

Kurdish books are available across the exhibition, spanning more than 10,000 distinct titles.

The thematic range is broad, covering political, religious, historical, social, and economic subjects, and encompassing the full spectrum of Kurdish dialects and linguistic variants.

Thirty publishing and distribution centers are participating, making the fair as much a showcase of the Kurdish publishing industry as it is a celebration of Kurdish letters.

For readers, organizers have described the event as a rare opportunity to encounter the latest works of Kurdish authors up close — a living inventory of where Kurdish writing

stands in 2026 and where it is headed.

Beneath the logistics of publishers and titles and visitor numbers lies a deeper aspiration. The fair is explicitly framed as a support mechanism for the broader movement of writing, publishing, and distributing in the Kurdish mother tongue — a movement that, across the four parts of Kurdistan and the diaspora beyond, has always contended with the pressures of dominant state languages and restricted cultural space.

In Erbil, at least for the week of June 4 to June 10, that pressure is reversed. The Kurdish language is not a guest in someone else's fair. It is the host.

The New York Times June 3, 2026

Where Is Iran's Highly Enriched Uranium?

Stored deep underground, most likely in multiple locations, Iran's uranium stockpile is among the biggest uncertainties surrounding any peace deal.

President Trump has vowed to prevent Iran from getting a nuclear weapon — and central to that pledge is the fate of its highly enriched uranium, which could be used to build at least 10 bombs.

Much of the uranium is believed to be stored so far underground that even powerful U.S. bunker-buster bombs may not be able to destroy it. A raid by U.S. forces to retrieve the uranium would carry enormous risks, including from the material itself, which could become highly toxic if it were to leak and be exposed to moisture.

The Trump administration is now focusing on diplomatic efforts by trying to convince Iran to turn over the material in return for incentives.

"Iran is being sanctioned because they have highly enriched uranium, Iran is being sanctioned because of their nuclear activities," said U.S. Secretary of State Marco Rubio, while testifying Tuesday at a Senate Committee on Foreign Relations. "If they agree to give up those things, there will be sanctions relief associated with their commitment and compliance with those agreements."

Iran had a stockpile of about 970 pounds of uranium enriched to 60 percent as of June 2025, the International



Buried entrances New roadblocks Isfahan nuclear complex

Atomic Energy Agency, or I.A.E.A., said in February. The material is often stored in canisters about the size of [scuba tanks](#), allowing the stockpile to be split among several locations.

It is impossible to know exactly where Iran's nuclear material is stored without full I.A.E.A. inspections. Here's a look at where experts believe it may be, and why it would be so difficult to retrieve.

A deep complex at Isfahan

Most of Iran's enriched uranium likely remains stored underground, near the Isfahan nuclear complex, [according to Rafael Grossi](#), who leads the I.A.E.A. The material would require only a few weeks of processing to be usable for a nuclear weapon.

The complex is buried deep under a mountain, most likely [beyond the reach](#) of

bunker-buster bombs, according to an analysis from the Jewish Institute for National Security of America, a Washington research organization.

When the United States briefly joined Israel in the 12-day war last year, its airstrikes heavily damaged the tunnel entrances to the Isfahan site. Satellite imagery suggests that an effort was made to clear debris from some of the entrances. But Iran covered them up with soil again [early this year](#), apparently as a protective measure, before the most recent war began in February.

Images also show the addition of dirt barriers this year, which could be intended to defend against a [ground operation](#), according to the Institute for Science and International Security, a research organization. Other new structures visible near one entrance may be

shelters for defensive military equipment, said Sarah Burkhard, a senior researcher at the institute.

There is also limited visual evidence that Iran may have transferred enriched uranium into Isfahan, some analysts say. Before the 12-day war last June, satellite imagery from Airbus appeared to show a cargo truck near one of the complex's entrances. Its load resembled the [containers](#) used to carry nuclear material. The image was initially reported by [Le Monde](#).

Much remains uncertain. "There are a lot of unknowns about whether that material was the uranium or was just other chemicals involved in the metallurgy process that Iran wants to protect," said Joseph Rodgers, a nuclear expert at the Center for Strategic and International Studies.

Natanz, and nearby Pickaxe Mountain

A smaller share of the highly enriched uranium may be at Natanz, Iran's largest enrichment site, according to Mr. Grossi, the I.A.E.A. head. The United States and Israel bombed Natanz in June 2025, causing severe damage. They attacked again in March, during the most recent war, and that might have been aimed at burying enriched uranium at the site, said Mr. Rodgers, the nuclear expert. Again, the fate of any uranium there is not known. About a mile from the Natanz nuclear complex is another underground site called [Pickaxe Mountain](#), which experts say has been under construction since 2020. Satellite images suggest that Iran

continued work on the site after the June 2025 war. More recently, a security wall was built around its perimeter and some of the entrances were reinforced, apparently to protect against future attacks.

The underground Fordo site was effectively destroyed when U.S. forces struck it with a dozen bunker-buster bombs in June 2025. In recent weeks, satellite imagery has indicated that Iran has added obstacles on the roads leading to buried tunnel entrances, in what could be an effort to slow down a potential attack, according to the [Institute for Science and International Security](#).

It is also possible that enriched uranium could be stored in a separate unknown location, in addition to Isfahan, Natanz and Fordo. That could make the retrieval or disposal of Iran's stockpile even more challenging without the government's cooperation, experts say.

"If Iran was worried about the U.S. or Israel or some combination coming in and trying to steal the material or remove it through military force, you would think that they would want to spread that out to different places," said Scott Roecker, vice president of the nuclear materials security program at the Nuclear Threat Initiative,

a Washington-based organization.

Iran also has more uranium than just its stocks enriched to 60 percent. In total, the country has more than 19,930 pounds of enriched uranium, according to the [I.A.E.A.'s latest assessment](#), including 405 pounds enriched up to 20 percent and 13,280 pounds enriched up to 5 percent.

While it would take time to convert that uranium to bomb grade, Iran would retain the ability to do so as long as it retains an operational enrichment site.



Marie Rochereau-Krueger
04 juin 2026

Iran : le déroulé des obsèques de l'ayatollah Ali Khamenei a été présenté

Trois jours de funérailles sont prévus et 20 millions de personnes sont attendues dans plusieurs villes iraniennes mi-juin pour rendre hommage à l'ancien Ayatollah. Les dates précises de l'événement ne sont pas encore connues.

Un cortège funèbre de trois jours a été prévu pour le dirigeant martyr, et la cérémonie funéraire à [Téhéran](#) durera au moins 24 heures. Les autorités iraniennes ont communiqué ce mardi les détails concernant les obsèques de l'ayatollah [Ali Khamenei](#), rapporte le média d'État [The Islamic Republic News Agency](#). L'ancien Guide suprême de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a été tué à l'âge de 86 ans, lors d'une frappe aérienne visant son bureau et sa résidence à Téhéran, le 28 février, premier jour de la guerre des États-Unis contre l'Iran. Son fils, l'[ayatollah Mojtaba Khamenei](#), a été choisi pour lui succéder, mais n'a

pas été vu en public depuis sa prise de fonctions.

Selon la tradition islamique, les funérailles ont généralement lieu dans les jours qui suivent le décès. Début mars, cependant, les responsables iraniens avaient déclaré avoir reporté les obsèques d'Ali Khamenei, rappelle le [New York Times](#). Ils avaient invoqué des contraintes logistiques liées à la gestion du nombre important de personnes attendues.

Près de 20 millions de personnes attendues

Ce mardi 2 juin, rapporte [The Islamic Republic News Agency](#), l'adjoint au maire de

Téhéran, Mohammad-Amin Tavakolizadeh, a déclaré que les funérailles comprendraient trois jours de cérémonies publiques. «*Un cortège funèbre de trois jours a été prévu pour le dirigeant martyr, et la cérémonie funéraire à Téhéran durera au moins 24 heures,*» a annoncé Mohammad-Amin Tavakolizadeh, selon le média iranien [IRIB](#). Les autorités se préparent à accueillir jusqu'à 20 millions de personnes, notamment dans le cadre de processions à travers Téhéran, la capitale, ainsi que dans les villes de [Qom](#) et de [Mashhad](#).

Selon [The Islamic Republic News Agency](#), les obsèques auront lieu à la mi-juin, bien

qu'aucune date précise n'ait été annoncée. La sépulture de l'ayatollah Khamenei se trouvera près du mausolée de l'Imam Reza à Mashhad, monument historique et religieux célèbre en Iran. C'est donc là que se déroulera la plus grande part des cérémonies religieuses. Des habitants des pays islamiques voisins, notamment du [Pakistan](#), d'[Afghanistan](#), ou encore du [Bangladesh](#) sont attendus pour venir rendre hommage à l'ancien leader de l'[Islam chiite](#). Mohammad-Amin Tavakolizadeh a dit escompter que la cérémonie funéraire attirerait à Mashhad le plus grand rassemblement de communautés chiites et musulmanes au monde.

Comment la justice française est devenue la plus sévère d'Europe pour juger les « revenantes » de l'organisation Etat islamique

Sur les 23 procès terroristes prévus aux assises cette année, 18 concernent des femmes parties en Syrie. Si leur rôle a été un temps invisibilisé, elles sont désormais jugées à l'égal des hommes.

Pour la justice antiterroriste, 2026 sera l'année des femmes. Après cinq ans passés à juger les principaux attentats djihadistes perpétrés par des hommes sur le sol français – du massacre de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, à l'assassinat de Samuel Paty, le 16 octobre 2020, en passant par les attentats du 13 novembre 2015 –, la cour d'assises spéciale de Paris consacre, cette année, l'essentiel de ses audiences aux « revenantes » de l'organisation Etat islamique (EI), ces femmes qui ont rejoint la Syrie avant de rentrer en France.

Sur les 23 procès d'assises audiencés en 2026, 18 concernent 22 femmes de retour de la zone irako-syrienne, quatre des hommes, et un seul un projet d'attentat. Depuis le mois de mars, quatre « revenantes » ont été condamnées par la cour d'assises spéciale de Paris à des peines comprises entre cinq ans de prison et dix ans de réclusion criminelle. Une cinquième, Vanessa B., est jugée à partir du jeudi 4 juin pour avoir rejoint la Syrie et tenté d'y tuer son mari à l'aide d'un fusil à pompe. Parmi les figures féminines les plus médiatiques de la thématique djihadiste, **Emilie**

König, surnommée « l'égérie du djihad », sera jugée en novembre.

Le défi pour l'institution judiciaire est historique : jamais la France n'a eu à juger autant de femmes pour leur implication dans une organisation terroriste. Si elles constituent près du tiers du contingent des djihadistes français à avoir rejoint la Syrie (417 sur 1 490 départs), les femmes sont en outre proportionnellement plus nombreuses à être rentrées : parmi les 395 adultes revenus de Syrie, 176 sont des femmes, selon les données du Parquet national antiterroriste (PNAT). 56 d'entre elles ont déjà été condamnées, 43 sont toujours mises en examen et 33 ont été renvoyées devant les assises pour y être jugées en 2026 et en 2027.

Ces chiffres donnent la mesure de la révolution copernicienne opérée par la justice antiterroriste pour appréhender cette irruption, inédite par son ampleur, de la violence politique féminine. Jusqu'en 2016, les « revenantes » n'étaient tout simplement pas jugées. Elles bénéficiaient d'un biais de genre selon lequel la violence politique serait l'apanage des hommes. La justice les percevait comme essentiellement mues par leurs affects, victimes d'un endoctrinement sectaire, sous l'emprise d'un idéal humanitaire. Ainsi, 34 femmes ayant quitté le « califat » avant 2016 n'ont

pas été poursuivies.

Il a fallu que surviennent **plusieurs projets d'attentats foimentés par des femmes** pour que l'institution judiciaire commence à prendre en compte la dangerosité des « revenantes » et à visibiliser la figure de la femme djihadiste. Depuis ce changement de politique pénale, intervenu en 2016, les Françaises parties en Syrie sont systématiquement poursuivies. Mais, à la différence des hommes, elles ont, dans un premier temps, été renvoyées sous une qualification délictuelle. Trente « revenantes » ont ainsi été condamnées en correctionnelle à des peines comprises entre du sursis simple et neuf ans de prison.

Ce n'est qu'à partir de l'automne 2017 que les femmes ont été jugées à l'égal des hommes et renvoyées, comme eux, devant les assises. Ce changement de politique pénale répondait à l'appel de l'EI encourageant, pour la première fois, en septembre 2017, les « lionnes du califat » à combattre. Depuis cette date, 28 femmes ont été condamnées à des peines allant de cinq ans de prison, dont une partie avec sursis, à quatorze ans de réclusion criminelle pour « association de malfaiteurs terroriste » (une « revenante », également jugée pour un projet d'attentat, a été condamnée à dix-sept ans de réclusion).

Déchéances de nationalité

« La France est aujourd'hui le

pays d'Europe où les peines sont les plus sévères », constate la chercheuse en science politique Constance Wilhelm-Olympiou, qui vient de soutenir une thèse consacrée aux réponses institutionnelles, judiciaires et sécuritaires concernant les « revenantes » en Europe. « *Après avoir ignoré le risque porté par les femmes, la justice française a adopté une approche de prévention du risque terroriste* », poursuit-elle. Sur les 142 Françaises poursuivies, seulement 8 ont ainsi bénéficié d'un non-lieu ou d'un classement sans suite, selon le PNAT.

La chercheuse, qui a comparé les différentes approches européennes, distingue trois types de réponses. Trois pays nordiques (Suède, Finlande et Norvège) privilégient la réinsertion à la sanction pénale. A de très rares exceptions près – deux femmes en Norvège et une en Suède –, les « revenantes » n'y sont pas jugées. « *Dans ces pays, les peines sont très faibles ou le plus souvent inexistantes. Il y persiste un biais de genre très fort selon lequel les femmes ne peuvent être que victimes* », explique-t-elle.

Le Royaume-Uni, le Danemark et les Pays-Bas ont adopté une approche diamétralement opposée : ils appliquent une politique quasi systématique de déchéance de la nationalité, que le Danemark va même jusqu'à appliquer aux mineurs. **Au**

Royaume-Uni, cette mesure, prise sans aucune condamnation judiciaire préalable, peut viser des Britanniques de naissance. Selon les données officielles, 223 Britanniques ont été déchus de leur nationalité entre 2010 et 2024 pour « atteinte à la sécurité nationale », dont un grand nombre de femmes.

Si les déchéances de nationalité se sont également multipliées en France ces dernières années, elles ne peuvent s'appliquer qu'à des Français naturalisés et ne concernent qu'exceptionnellement des femmes. Depuis 2019, 94 Français, dont six femmes, ont ainsi été déchus de leur nationalité. Mais contrairement à la politique qui prévaut au Royaume-Uni, cette mesure administrative ne peut être prise en France qu'après une condamnation judiciaire : les 94 Français déchus depuis 2019 avaient tous été condamnés pour des faits de terrorisme.

« Crimes contre l'humanité »

La France, et dans une moindre mesure l'Allemagne, figure ainsi parmi les seuls pays européens à avoir assumé une réponse judiciaire forte face au phénomène des « revenantes ». Les peines prononcées en Allemagne, où la « participation à une organisation terroriste » est passible de seulement dix ans de prison, contre trente années en France, sont cependant bien moins lourdes. « Cela s'explique par des traditions différentes en matière d'antiterrorisme, mais aussi par le fait que le regard sécuritaire est plus présent en France depuis le traumatisme des attentats de 2015 », explique la chercheuse Sofia Koller, qui a publié, en février 2024, une étude sur l'approche judiciaire allemande.

L'exigence de preuves pour établir la participation à un groupe terroriste est, par ail-

leurs, plus élevée en Allemagne qu'en France, où le seul fait d'avoir rejoint la Syrie peut suffire à être condamné. La justice allemande s'est donc tournée, quand c'était possible, vers les crimes internationaux (crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou génocide). Sur la quarantaine de « revenantes » condamnées en Allemagne, la moitié l'ont aussi été pour des « crimes de guerre contre la propriété » visant la spoliation des logements de la population syrienne, ou des « crimes contre l'humanité » envers la minorité yézidie, précise la chercheuse.

La France s'est intéressée plus tardivement à cette dimension du rôle des femmes djihadistes : les deux premiers procès de « revenantes » ayant possédé une esclave yézidie sont prévus en 2027. Cette différence d'approche s'explique par le fait que la France disposait déjà, avec l'« association de malfaiteurs terroriste », d'un outil d'une redoutable efficacité.

A titre de comparaison, la peine la plus lourde prononcée en Allemagne concerne une djihadiste condamnée en appel à quatorze ans de réclusion en 2023 pour « crime contre l'humanité » pour avoir laissé mourir une esclave yézidie de 5 ans. En France, une « revenante » a été condamnée, en septembre 2025, à treize ans de réclusion pour « association de malfaiteurs terroriste », sans qu'il ait été besoin de démontrer sa participation à une exaction en Syrie.

Parcours de réinsertion

Pour certaines « revenantes » au profil jugé moins inquiétant, la protection de la société apparaît toutefois mieux garantie par une réinsertion bien accompagnée que par une longue incarcération. Le 7 mai, Emilie K., une jeune savoyarde, a ainsi été condamnée à cinq ans de

prison, dont dix-huit mois avec sursis, et n'est pas retournée en détention à l'issue du verdict. Elle était partie en Syrie par « amour » et avait fui le « califat » sitôt que son époux était mort au combat, en 2016. Libérée sous bracelet électronique après quatorze mois de détention provisoire, elle s'était parfaitement réinsérée dans la société quand elle s'est présentée à son procès.

Dans son réquisitoire, le PNAT avait tenu à rappeler que la naïveté de la justice antiterroriste appartenait désormais au passé : « La place de la femme au sein de l'EI n'est absolument pas secondaire, comme nous le pensions initialement. De par leurs fonctions conjugale et maternelle, les femmes étaient au cœur du projet djihadiste colonial de l'EI, garantes de la transmission du dogme à leurs enfants. Leur rôle était inhérent à l'objectif d'expansion de cette organisation. Quand les hommes combattent, ce sont les femmes qui organisent le quotidien du "califat" à la maison. L'EI a inventé le djihad familial, ce qui explique en partie son succès. »

Peu réputé pour la légèreté de ses réquisitions, le PNAT avait pourtant demandé qu'Emilie K. ne retourne pas en détention, estimant que sa réintégration dans la société et la protection de l'ordre public seraient mieux garanties si elle poursuivait son parcours de réinsertion : « Sa réinsertion est en cours d'acquisition, avait souligné l'avocate générale. Une réincarcération serait contre-productive pour elle, mais aussi pour la société que je représente. »

Des peines de plus en plus lourdes

Les peines des « revenantes » vont cependant être amenées à s'alourdir dans les mois à venir en raison de

profils jugés de plus en plus durs. Plus une femme est restée longtemps en Syrie, plus la justice va être encline à considérer que son imprégnation idéologique est profonde : les « revenantes » ayant fui l'EI avant le début de son affaiblissement territorial, en 2017, sont en général moins lourdement condamnées que celles qui sont restées jusqu'à l'effondrement du « califat », symbolisé par la chute de Baghouz, dernier bastion de l'EI en Syrie, le 23 mars 2019.

Or, sur les 22 femmes jugées en 2026, 15 ont été capturées après la chute de Baghouz et détenues dans des camps kurdes du Nord-Est syrien avant d'être rapatriées en France. « On va avoir tendance à considérer que ces femmes ont un niveau d'engagement plus important, ce qui a des conséquences en termes de dangerosité perçue et donc de peines », constate Constance Wilhelm-Olympiou. Selon ses travaux, si la peine moyenne des femmes revenues en France avant fin 2016 tournait autour de cinq ans de prison, elle s'établit à dix ans pour celles qui sont rentrées ultérieurement.

Après des années de différenciation genrée, les peines prononcées à l'encontre des hommes et des femmes ont donc désormais tendance à se rapprocher. Une convergence qui ne va pas de soi. En dehors d'une minorité de femmes ayant intégré la police islamique, recruté ou relayé de la propagande, rares sont celles à avoir eu une activité publique en Syrie. Leur participation au djihad s'est limitée pour l'essentiel à la sphère domestique, et les « preuves de guerre » manquent souvent pour déterminer quels ont été leurs agissements sur place.

« Psychologisation » des femmes

Paradoxalement, c'est le très patriarcal projet politique de l'EI, marqué par une forte assignation des genres, qui a conduit la justice à intégrer des éléments issus de la pensée féministe pour poursuivre les *desperate housewives* du « califat ». « On a réinterprété le rôle des femmes en politisant la vie privée, analyse Constance Wilhelm-Olympiou. La différence entre combattant et non-combattant a perdu de sa pertinence, car l'EI était un système totalitaire particulier, dans lequel la construction d'une société était tout aussi importante que le combat. » Pour autant, certaines lec-

tures genrées persistent à l'audience. « Dans les procès de *“revenantes”*, on va avoir tendance à se focaliser sur leur vie romantique et les agressions sexuelles qu'elles ont pu subir, parce qu'on a encore du mal à penser la violence politique féminine, à comprendre comment une femme a pu faire quelque chose d'aussi peu féminin que de rejoindre un groupe terroriste aussi peu féministe, poursuit la chercheuse. On psychologise davantage leur engagement, on va chercher à l'expliquer comme résultant d'un traumatisme. »

De fait, le thème des abus sexuels surgit fréquemment

lors des procès de « revenantes », dont une proportion non négligeable d'entre elles ont été victimes d'agressions ou de viols avant leur départ. « C'est une réalité importante et un facteur de risque, mais ça ne suffit pas à expliquer pourquoi elles ont rejoint l'un des groupes terroristes les plus violents qui ait jamais existé, insiste Constance Wilhelm-Olympiou. Là où on va chercher à comprendre l'engagement idéologique des hommes, l'intime domine encore pour les femmes. Certains biais de genre perdurent. »

Cette « psychologisation » des femmes « exprime aussi

une réalité sociologique », nuance un magistrat : le vécu des hommes est en effet souvent marqué par la délinquance et un engagement idéologique assumé, tandis que les femmes, généralement moins violentes, vont être davantage portées sur l'introspection après leur retour de Syrie, ce qui déteint inévitablement sur le contenu des débats. « La justice reflète ces biais, ces normes sociales acceptées. Il serait vain de prétendre s'en détacher, assume ce magistrat. C'est aussi ça juger. »



June 04, 2026

Kurdistan's leaders discuss Erbil-Ankara trade relations with top Turkish diplomat

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region's leaders on Thursday received Turkey's top diplomat in Iraq, discussing a range of issues, including Erbil-Ankara trade relations.

Anil Bora Inan, Turkish ambassador in Iraq, and Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani, emphasized "the importance of further developing bilateral relations and friendship," according to a statement from the KDP leader's office.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani's discussions with Inan focused on "the enhancement of bilateral cooperation, particularly in the economic and trade sectors. They emphasized the necessity of ongoing coordination to uphold peace and stability."

The Kurdistan Region accounts for the majority of Tur-



President Masoud Barzani (right) talking to Turkish ambassador to Iraq Anil Bora Inan (left) on June 4, 2026. Photo: President Masoud Barzani website

kish investments in Iraq. More than half of the foreign companies operating in the Kurdistan Region are Turkish. The Ibrahim Khalil border crossing in Kurdistan Region's Duhok province is the only

crossing between Turkey and Iraq.

The Turkish top diplomat in Iraq also brought up trade relations with Erbil during his meeting with the Region's

Prime Minister Masrour Barzani, with both sides reiterating their willingness to further bolster the ties in the sector.

The discussions between Inan and the Kurdish leaders also

touched on development of Iraq's energy sector, the continued export of oil from the Kurdistan Region through Turkey's Ceyhan port and efforts to end the political deadlock in the Region.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan last month received Prime Minister Barzani at the presidential palace in Istanbul. They discussed the latest developments in the region, the Iran war, and An-

kara's peace process with Kurdish rebels at home, according to the Turkish presidency.

President Nechirvan Barzani in mid-April met Erdogan on

the sidelines of the Antalya Diplomacy Forum (ADF), discussing efforts to advance regional stability and strengthen cooperation between the Kurdistan Region, Iraq and Turkey.

Le Monde

Claire Gatinois, Ghazal Golshiri, Louis Imbert
04 juin 2026

En Iran et dans les pays du Golfe, une guerre de faible intensité s'installe dans la durée, malgré le cessez-le-feu

Si la trêve a mis fin aux bombardements les plus meurtriers, Téhéran et les Etats-Unis continuent de s'affronter, avec des frappes de drones sporadiques.

Nul ne peut affirmer que le Guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, soit mort ou vivant. Blessé, indemne ou défiguré. « Si on en croit les rumeurs, il lui manque pas mal de morceaux », a ironisé Donald Trump, dans un entretien au *New York Post*, mercredi 3 juin. Le président américain « aimerait » pourtant avoir le « privilège » de rencontrer le fils d'Ali Khamenei – Guide suprême de la République islamique de 1989 à 2026, tué par une frappe israélienne au premier jour de la guerre, le 28 février –, assurant que le dignitaire donne son aval à toute décision prise à Téhéran.

Nourrissant l'idée et le fantasme d'un pouvoir iranien réductible à la volonté d'un homme, quand le régime fonctionne sur des mécanismes de collégialité, le locataire de la Maison Blanche fait de Mojtaba Khamenei l'interlocuteur-clé de négociations, pour l'heure, au point mort. « Nous nous rencontrerons probablement à un moment donné », affirme Donald Trump, sans avancer la moindre indication de calendrier

et en donnant à son propos les allures d'une chimère.

A l'aube, ce même 3 juin, le feu et la poussière ont envahi l'aéroport international du Koweït, cible d'une attaque de drones qui a fait au moins un mort et huit blessés, sans que les Etats-Unis ne semblent s'effrayer de cette escalade guerrière de la part de Téhéran. De telles entorses au cessez-le-feu décrété le 7 avril, qui ne cessent de se répéter, font craindre aux experts régionaux que la guerre ne s'installe dans la durée, éloignant la perspective d'une résolution diplomatique au conflit.

Selon l'armée koweïtienne, 13 missiles balistiques et 17 drones ont été lancés au total, certains parvenant à toucher des infrastructures critiques, dont cet aéroport. « Nos forces armées mènent des frappes d'autodéfense contre des sites que les Etats-Unis sont autorisés à utiliser pour attaquer des navires civils et violer le cessez-le-feu. Tout acte hostile recevra une réponse immédiate et décisive. Ce que les sanctions et [quarante jours de] guerre n'ont

pas réussi à obtenir ne sera pas remporté par davantage de guerre », assume, dans un communiqué publié quelques heures plus tard, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, même si, dans la soirée, les gardiens de la révolution ont démenti, selon l'agence iranienne Tasnim, toute attaque délibérée, attribuant la frappe sur l'aéroport à un missile Patriot américain.

Au cours de la nuit, trois missiles visant Bahreïn ont été interceptés par les systèmes de défense antiaérienne américains et bahreïnais, rapporte le commandement central américain. « Cette agression ne vise pas un Etat en particulier, mais nous tous », s'est ému Anwar Gargash, haut conseiller diplomatique des Emirats arabes unis, sur X, appelant les pays du Golfe à adopter une position « ferme, unie et solidaire ».

Signaux contradictoires

« Nous sommes dans les limbes. L'Iran ne mettra pas fin à la guerre sans avoir démontré qu'il a rétabli sa capa-

cité de dissuasion perdue après la "guerre de douze jours" de 2025, tandis que les Etats-Unis agissent comme si davantage de pression suffirait à mettre Téhéran à genoux ! », analyse Ross Harrison, chercheur au Middle East Institute.

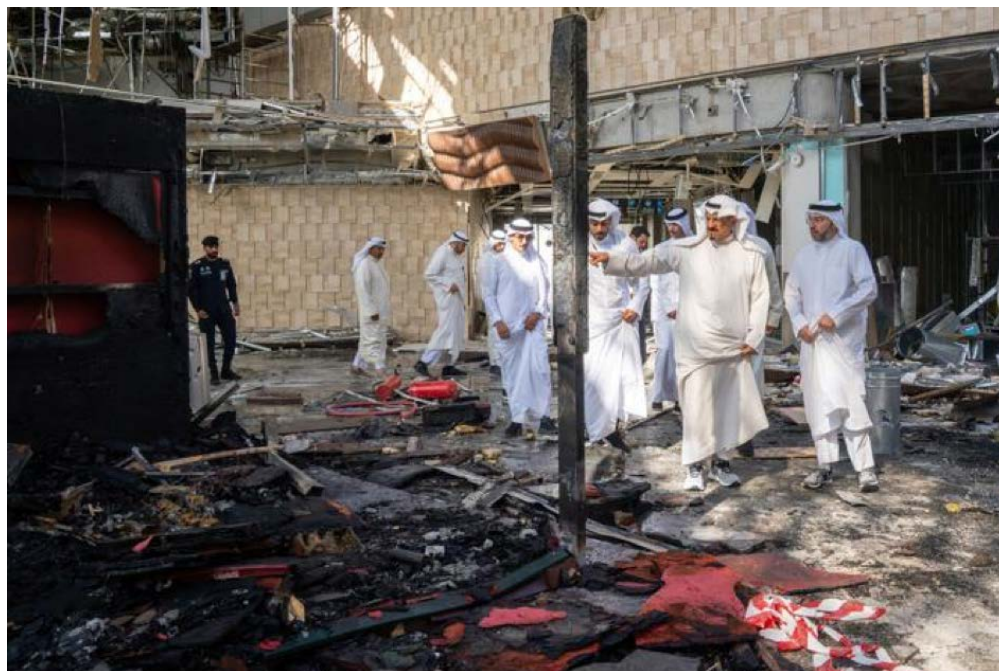
Voilà neuf semaines que Donald Trump louvoie dans cet après-guerre où chaque parole et chaque acte militaire relèvent de la négociation. En entretenant une urgence permanente, le magnat américain dérouté ses interlocuteurs iraniens, rompus aux tractations taillonnées et épuisantes. Il multiplie les signaux contradictoires à travers plusieurs canaux de discussion ouverts au Pakistan, en Egypte et en Turquie, mais également au Qatar, qui détient une part des avoirs gelés que Téhéran souhaite se voir restitués, et par le biais d'Oman, qui partage avec l'Iran les eaux territoriales du détroit d'Ormuz. La Maison Blanche n'accorde toutefois qu'une confiance limitée à ces intermédiaires, comme l'a illustré Donald Trump en menaçant, le 27 mai, de « faire exploser » Oman, **sommant son petit allié arabe de clarifier sa position.**

Sur le fond, Téhéran signale qu'il serait prêt à négocier un gel durable d'une part de son programme nucléaire, qui a provoqué l'entrée en guerre des Etats-Unis. « *Les Iraniens ne savent plus quoi faire de leur uranium enrichi ni de leur programme nucléaire militaire. Tous les responsables impliqués dans ces décisions ont été tués et aucun de leurs successeurs n'a leur expérience* », estime l'ambassadeur d'Israël en France, Joshua Zarka, bon connaisseur du dossier nucléaire iranien, qui en a eu la responsabilité au sein de son ministère.

Israël presse la Maison Blanche en faveur d'un accord intransigeant, notamment sur le nucléaire, mais il estime aussi que ce levier de pression n'est plus la priorité de Téhéran. « *Les techniciens nucléaires sont encore là, c'est la base qui pousse pour obtenir une bombe. Mais le régime comprend qu'il doit mettre ce programme de côté pour quelques bonnes années. Il s'en sert comme d'un levier pour obtenir ce qu'il veut dans le détroit Ormuz [qu'il cherche à contrôler], tout en se réservant la possibilité de maintenir un programme d'enrichissement de l'uranium sous surveillance* », explique Joshua Zarka.

L'administration américaine montre peu d'appétence pour ces négociations ardues et techniques. Elle se contenterait de grandes déclarations de principes et d'un trophée : une preuve manifeste de victoire, comme l'expédition aux Etats-Unis du stock d'uranium hautement enrichi de Téhéran, proche du seuil militaire. Ce dossier apparaît désormais repoussé à un hypothétique second round de négociations, tandis que Téhéran durcit ses exigences afin de conclure un premier accord intérimaire.

Le régime iranien a perdu toute confiance dans la parole trumpienne : il a demandé, dès les



Une photographie de l'agence de presse koweïtienne KUNA montrant le premier ministre koweïtien, cheikh Ahmad al-Abdallah al-Sabah (au centre), dans l'aéroport endommagé par une attaque iranienne, à Koweït, le 3 juin 2026. KUNA VIA AFP

premiers échanges, un dégel de ses avoirs, la liberté de commerce pour ses pétroliers et une reconnaissance de son contrôle durable sur le détroit Ormuz, prétendant filtrer les navires de passage et réguler la circulation dans le passage stratégique et, pourquoi pas, leur imposer une redevance, tout en fermant l'accès aux bateaux militaires ennemis.

Téhéran a par ailleurs menacé, le 3 juin, par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Araghtchi, de reprendre la guerre si Israël relançait l'assaut à Beyrouth contre son allié, le Hezbollah libanais. Il est encore trop tôt pour savoir si la « *mise en œuvre d'un cessez-le-feu* », sur laquelle se sont accordés l'Etat hébreu et le pays du Cèdre dans la nuit de mercredi à jeudi, peut changer la donne.

Pression militaire américaine

Car la diplomatie iranienne se trouve « *plongée dans le désarroi : ils jugent que les Américains changent tout le temps d'avis* », relève l'historien Pierre Razoux, de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. Les caciques du régime

finissent par se convaincre que cette cacophonie est volontaire. « *Téhéran ne veut pas que cette nouvelle situation s'éternise, et l'idée s'impose que Washington cherche à gagner du temps, analyse Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Les Iraniens comprennent qu'une phase "postguerre/prépaix" est en train de se former. Et que les Etats-Unis cherchent à modifier la situation sur le terrain, afin d'empêcher l'Iran de conserver ses avantages, notamment dans le détroit d'Ormuz, tout en tentant de redéfinir les conditions d'un éventuel accord en leur faveur.* »

Donald Trump a répété le 1^{er} juin au *New York Post* qu'il n'était guère pressé de résoudre la crise à Ormuz. Le blocus imposé par les Etats-Unis sur les ports iraniens, qui, selon les plans de l'administration américaine, finira par asphyxier l'économie de la République islamique en obligeant le régime à desserrer son emprise sur le détroit, pourrait durer encore plusieurs semaines. Voire jusqu'au 7 septembre, suggère M. Trump, même s'il espère faire plier Téhéran bien

avant. La Chambre des représentants a d'ailleurs fait monter la pression sur le président américain, mercredi, en votant un texte, certes symbolique, ordonnant le retrait des troupes engagées contre l'Iran.

Selon un article du *Wall Street Journal* du 11 mai, les Etats-Unis auraient discrètement réactivé le « *Project Freedom* » (« *projet liberté* »), du nom de cette opération avortée vingt-quatre heures après son lancement, le 3 mai, pour rouvrir le détroit par la force. Environ 70 navires auraient traversé l'étréot couloir maritime, en éteignant leurs transpondeurs et en longeant la côte omanaise, tandis que les frappes américaines contre les côtes iraniennes à Qechm et Bandar-e Abbas ont soudainement repris. Mardi soir, le commandement central américain a fourni une nouvelle indication de ce manière, en affirmant que ses forces avaient abattu un drone iranien qui visait des « *marins civils qui transitaient légalement dans les eaux de la région* ».

Cette pression militaire inquiète Téhéran. « *Un débat émerge sur une possible normalisation de ces attaques sur le territoire*

iranien, à l'image du sud du Liban. Si cela devenait une règle, cela représenterait un changement dangereux qui finirait par mettre l'Iran en position de faiblesse », observe M. Azizi.

Au sein de la République islamique s'impose donc peu à peu la nécessité de répliquer, au risque de replonger le conflit dans une spirale dangereuse. « Les Etats-Unis demandent aux Iraniens de rester sage-

ment immobiles pendant qu'on les étrangle. Le coût de l'inaction est désormais plus élevé pour eux que celui de l'escalade. Ils sont convaincus que cette guerre a éclaté parce que les Etats-Unis les croyaient

faibles, incapables et peu disposés à réagir. Ils doivent convaincre que ce n'est pas le cas », appuie Vali Nasr, professeur à la Johns Hopkins University (Maryland).

Le Monde

04 juin 2026

La Chambre des représentants ordonne le retrait de l'armée américaine dans la guerre contre l'Iran

La résolution possède cependant une portée avant tout symbolique, en raison du droit de veto dont dispose le président américain, Donald Trump.

La Chambre américaine des représentants a adopté, mercredi 3 juin, un texte ordonnant le retrait des troupes américaines dans la guerre contre l'Iran, un camouflet pour le président des Etats-Unis, Donald Trump, qui a engagé son pays dans ce conflit, le 28 février.

La résolution – adoptée avec les voix de quatre députés républicains – est cependant une portée avant tout symbolique, en raison du droit de veto dont dispose le président américain. « Le Congrès ordonne au président de retirer les forces armées des Etats-Unis des hostilités contre

la République islamique d'Iran », dispose le texte.

Les élus démocrates de la commission des affaires étrangères ont salué après le vote « un message fort et sans équivoque à l'adresse de Donald Trump de la part des Américains ». « Il est temps de mettre fin à cette guerre illégale et profondément impopulaire », ont-ils ajouté.

Une résolution similaire avait passé une étape-clé de procédure au Sénat à la fin de mai, et l'adoption à la chambre haute pourrait avoir lieu dès cette semaine. En cas d'adoption par les deux chambres du Congrès après la navette parlementaire, Donald

Trump poserait sans doute son veto pour empêcher la promulgation du texte.

Pour contourner ce veto présidentiel, un nouveau vote dans les deux chambres devrait alors être organisé et une majorité des deux tiers serait nécessaire, ce qui est quasi-impossible au vu de la composition actuelle de la Chambre et du Sénat.

Réaffirmer l'autorité du pouvoir législatif

D'après la Constitution américaine, seul le Congrès est habilité à déclarer la guerre. Avec ces résolutions, les démocrates souhaitent réaffirmer l'autorité du pouvoir législatif sur cette question face au pou-

voir exécutif représenté par Donald Trump.

Si la loi permet au président de déclencher des hostilités pour répondre à une menace imminente, elle exige cependant qu'il obtienne l'autorisation du Congrès sous soixante jours.

Or, au début de mai, Donald Trump est passé outre à cette date limite **en arguant que le conflit, débuté le 28 février par des frappes américaines et israéliennes, était terminé** en raison du cessez-le-feu en cours. Les démocrates contestent cet argument et rétorquent que des forces américaines sont toujours engagées sur place pour faire respecter le blocus des ports iraniens.

The New York Times June 7, 2026

Trump Says Iran Has Made a ‘Big’ Nuclear Promise. It Isn’t New.

President Trump’s boasts of securing a commitment from Iranian leaders not to develop a nuclear weapon have puzzled nuclear experts who note that Tehran has made that pledge for more than 50 years.

More than two months of on-again, off-again peace talks have made little progress toward settling the U.S. war on Iran. But President Trump has lately claimed a major breakthrough.

“The one guarantee that I have to have is that there will be no nuclear weapons,” Mr. Trump said in an interview with his daughter-in-law Lara Trump on Fox News last month. Iran, he added, has “agreed to that, and it was very interesting.”

Mr. Trump emphasized the point again on Monday. “They’ve already agreed they’re not going to have a nuclear weapon,” he told a New York Post podcast. “That was one of the things they’ve had to agree, they’ve agreed to that. That was the big thing,” he said.

Mr. Trump has said the main reason he went to war on Feb. 28 was to prevent Iran from acquiring a nuclear weapon. [An official White House fact sheet](#) lists 74 occasions, dating to 2011, when Mr. Trump said that Iran must never have a nuclear weapon. And when he posted his latest conditions for a deal on social media last month, the first was that “Iran must agree that they will never have a Nuclear Weapon or Bomb.”

But Mr. Trump’s boasts of an Iranian commitment have puzzled nuclear experts. The president appears to be claiming credit for something that is neither new nor, ex-



President Trump has said the main reason he went to war on Feb. 28 was to prevent Iran from acquiring a nuclear weapon. Doug Mills/The New York Times

perts say, particularly meaningful.

“It’s not much of a concession,” said Gary Samore, a veteran arms control expert who dealt with Iran as a National Security Council official in the Obama administration.

One reason is that Tehran has forsworn nuclear weapons for more than 50 years, insisting over and over that its nuclear program is only for peaceful purposes such as electricity and medicine. Its promises have come in the form of written pledges, verbal statements and even a religious ruling, or fatwa, from its supreme leader.

Another is that such a promise means little on its own. Its only value would come as a first step toward subsequent talks that could establish de-

tailed limits on Iran’s nuclear activities, including its uranium enrichment. “The issue is how the pledge translates into limits on Iran’s enrichment program,” Mr. Samore said.

In fact, Iran’s promise is in the first paragraph of the 2015 Iran nuclear deal negotiated by the United States, under President Barack Obama, and several other world powers that Mr. Trump so often denounces.

“Iran reaffirms that under no circumstances will Iran ever seek, develop or acquire any nuclear weapons,” states the agreement’s preamble of [the agreement](#), known as the Joint Comprehensive Plan of Action.

Mr. Trump withdrew from that agreement during his first term, calling it weak and inad-

equate. Tehran accelerated its nuclear program in response, but continued to insist it was not pursuing atomic weapons.

That position dates back to 1970, when Iran joined an international nonproliferation treaty, which grants members assistance with nuclear technology in return for, among other things, pledges not to develop or acquire nuclear weapons. Iran joined the treaty during the rule of a pro-Western shah who was overthrown in the 1979 Islamic revolution, but the country has remained a party to the agreement.

Iran’s leader has even decreed that Islam itself prohibits the development or use of nuclear weapons. At a 2005 meeting of the International Atomic Energy

Agency, Iran's government declared that Ali Khamenei, who was Iran's supreme leader, had issued a fatwa saying that "the production, stockpiling and use of nuclear weapons are forbidden under Islam and that the Islamic Republic of Iran shall never acquire these weapons."

Many analysts argue that Iran's promises alone are virtually meaningless and lack credibility.

"An Iranian promise, by itself, is worth very little," said Daniel Roth, the research director at United Against Nuclear Iran, a nonprofit policy group. "Iran has long maintained that it does not seek nuclear weapons despite a mountain of contrary evidence."

In 2015, an official International Atomic Energy Agency report [concluded that Iran worked on nuclear weapons designs until 2009](#) before pausing that effort. [An archive of documents stolen by Israeli spies](#) in 2018, for instance, showed Iranian planning for the design and construction of nuclear weapons.

But Mr. Roth said that Mr. Trump's aggressive approach toward Iran over the past year, which included a round of June 2025 airstrikes on Iran's nuclear facilities before the current conflict, demonstrates his seriousness about preventing Iran from acquiring a bomb.

In public statements over the past year, Mr. Trump has insisted on "zero enrichment" for Iran, meaning that Tehran must completely surrender its stockpile of nuclear material and dismantle the centrifuges and other equipment needed to refine uranium for use in nuclear weapons.

Iranian officials have publicly rejected that position, insisting they have a sovereign right to pursue nuclear technology.

Asked for clarification about the matter, including what commitment Iran might have made to Mr. Trump, a White House spokesperson had nothing to add to the president's remarks.

What matters most in any potential agreement with Iran, experts agreed, is what spe-

cific limits are placed on Iran's nuclear program and how they can be enforced.

That is a complex technical matter, and a key reason the Obama-era nuclear deal took more than 18 months to negotiate. The final agreement called for strict monitoring and spot inspections of Iran's nuclear activities. (Mr. Trump criticized the deal, in large part, because most of its limits were set to expire after 15 years. The Obama administration said that Iran would not accept longer limits, and that the matter could be revisited in future negotiations if necessary.)

For the moment, Mr. Trump's ambitions are more limited. He is seeking an interim agreement under which Iran would immediately reopen the Strait of Hormuz and make broad commitments about its nuclear program whose details would be hashed out in subsequent negotiations.

Ultimately, guaranteeing that Iran never has a nuclear bomb is an impossible goal,

said Robert Einhorn, a former senior State Department arms control official and expert on Iran's nuclear program.

"In reality, no conceivable negotiated outcome can guarantee that Iran will never acquire nuclear weapons," he said.

Mr. Einhorn noted that many Iranian officials have publicly suggested over the past year that repeated attacks by the United States and Israel may justify Iran's abandonment of its past pledges not to obtain nuclear devices.

Given its ample scientific knowledge, hardened underground facilities, and the potential ability to conduct nuclear activity in secret, Iran will always be theoretically capable of going nuclear.

"As long as Iran has the knowledge and resources, it could someday disavow or ignore any legal obligations and go for the bomb, overtly or covertly," Mr. Einhorn said.

Le Monde

Jean-Pierre Filiu
07 juin 2026

« Israël protège le dernier bastion des narcotrafiquants en Syrie »

L'interventionnisme israélien au sud de la Syrie y fait le jeu des trafiquants de stupéfiants, contraignant la Jordanie à des frappes pour endiguer le flux de captagon vers son territoire, souligne l'historien Jean-Pierre Filiu dans sa chronique.

Benyamin Nétanyahou continue de regretter Bachar Al-Assad, un an et demi après que celui-ci a dû fuir Damas vers la Russie. En effet, le dictateur syrien respectait, tout comme son père et prédécesseur, l'accord de cessez-le-feu conclu en 1974 avec Israël

au pied du plateau syrien du Golan. Les Assad père et fils se souciaient peu qu'un tel cessez-le-feu ait permis à Israël non seulement d'occuper, mais aussi d'annexer cette partie du territoire syrien. C'est pourquoi Nétanyahou tendait, durant le conflit syrien de 2011 à 2024, à

épargner les forces gouvernementales, concentrant ses frappes sur les unités dépêchées en soutien à Assad par l'Iran et ses supplétifs, au premier rang desquels le Hezbollah libanais.

Le premier ministre israélien avait même conclu avec le

président russe, Vladimir Poutine, un arrangement facilitant de telles frappes ciblées. En revanche, Nétanyahou se désintéressait de la production et du trafic de captagon qui étaient devenus [la principale ressource de la dictature syrienne](#). Et pour cause, les

cargaisons de cette amphétamine n'étaient pas destinées au marché israélien, puisqu'elles transitaient par la Jordanie vers l'Arabie saoudite.

L'alibi druze

Le renversement de Bachar Al-Assad en décembre 2024 aurait dû être célébré en Israël comme une défaite majeure du prétendu « axe de la résistance », ainsi que le régime des ayatollahs appelle ses relais dans la région. Nétanyahou a au contraire préféré lancer une campagne sans précédent de bombardement des forces fidèles au nouveau président, Ahmed Al-Charaa, tout en plaidant avec succès à Washington en faveur du maintien des bases russes en Syrie.

Le calcul israélien était à l'évidence de maintenir le pays aussi affaibli que divisé afin de s'y emparer de nouveaux gages territoriaux. Nétanyahou a en effet ordonné l'occupation de la « zone tampon » qui séparait les lignes syriennes et israéliennes depuis l'accord de cessez-le-feu de 1974 sur le plateau du Golan. Mais il n'en est pas resté là, multipliant les incursions de l'armée israélienne dans le sud-ouest de la Syrie.

Nétanyahou et son ministre de la défense, Israel Katz, se sont ensuite posés en défenseurs de la minorité druze de Syrie. Cette population est largement concentrée autour de la ville de Souweïda, dans un massif au sud-est de Damas appelé Djebel Druze, la « montagne druze », sous le mandat français, et Djebel al-Arab, « la montagne des Arabes », depuis l'indépendance de la Syrie.

Lire la chronique | Article réservé à nos abonnés [L'équation druze d'Israël](#)
Quant aux Druzes d'Israël, ils



Des forces de sécurité des nouvelles autorités syriennes brûlent du captagon dans la banlieue de Damas, le 19 janvier 2025. BAKR ALKASEM/AFP

sont les seuls Arabes à relever, au même titre que les Juifs, de la conscription militaire. Leur loyalisme envers l'Etat hébreu se retrouve dans leur hiérarchie religieuse, qui a noué à Souweïda des relations étroites avec le cheikh Hikmat Al-Hijri un ardent défenseur du séparatisme druze en Syrie. Une telle option sécessionniste, jusque-là inconcevable, s'est développée à partir de mars 2025, avec un cycle d'affrontements entre forces liées au gouvernement et milices druzes, scandés de [frappes israéliennes contre des cibles officielles](#) à Damas. Nétanyahou et ses ministres exigent désormais que tout le sud de la Syrie soit une zone interdite à l'armée syrienne.

La détermination jordannienne

Le bain de sang de juillet 2025, avec [plus de 1 500 tués, majoritairement druzes](#), fige les positions dans la région de Souweïda. Le soutien multiforme d'Israël au cheikh Al-Hijri permet aux miliciens séparatistes de

s'imposer face aux autres forces druzes, même si la majorité de la population, certes traumatisée par les récentes tueries, refuse encore de franchir le pas sécessionniste.

Mais la zone de non-droit qu'est ainsi devenue Souweïda attire les trafiquants de captagon, alors que la production de cette amphétamine [s'est effondrée dans le reste de la Syrie depuis la chute d'Assad](#). Des suppôts de l'ancien régime, qui avaient déjà pu implanter des ateliers de [production de drogue dans la province druze](#), y sont rejoints par les réseaux qui fuient la répression méthodique du trafic de stupéfiants par le gouvernement Charaa. La proximité de la frontière jordannienne conforte la région de Souweïda comme pôle majeur de production et de diffusion du captagon à destination du marché saoudien. C'est ainsi qu'Israël protège le dernier bastion des narcotrafiquants en Syrie.

Une telle protection israélienne encourage une véri-

table escalade du trafic de stupéfiants. Les forces de sécurité jordanniennes, qui ont intercepté 21 cargaisons de drogue de janvier à juillet 2025, en saisissent [128 durant les neuf mois suivants](#). L'ensemble de ces récentes saisies s'élève à une cinquantaine de millions de comprimés de captagon qui, produits pour moins d'un euro, peuvent se vendre quinze à vingt fois plus cher dans le Golfe.

Une tentative d'infiltration, le 5 mars, se solde par la mort de quatre contrebandiers tués par la sécurité jordannienne. Plusieurs sites, liés selon Amman au trafic de drogue, sont bombardés dans et autour de Souweïda, le 3 mai, par l'aviation jordannienne qui affirme mener ainsi une « opération de dissuasion ». Ces frappes ont apparemment été décidées en coordination avec Damas. La lutte contre le narcotrafic devient dorénavant une dimension centrale du bras de fer où Israël s'oppose à la Jordanie quant à la restauration de la souveraineté de Damas sur le sud de la Syrie.

La reprise des hostilités entre Israël et l'Iran fait craindre un nouvel embrasement régional

La République islamique a lancé des missiles balistiques en direction de l'Etat hébreu en réponse à un bombardement israélien sur la banlieue sud de Beyrouth. Entraînant une riposte immédiate sur son territoire.

Après deux mois d'un cessez-le-feu fragile, le Moyen-Orient se retrouve, de nouveau, au bord de l'embrasement avec une série de tirs de missiles ou des bombardements impliquant, dimanche 7 et lundi 8 juin au matin, Israël, l'Iran, le Hezbollah au Liban et les houthistes au Yémen, dans un cycle de ripostes successives. Les menaces répétées, ces derniers jours, des dirigeants iraniens et israéliens se sont matérialisées, de façon accélérée, dans la nuit de dimanche à lundi, au-delà des affrontements de ces dernières semaines entre le Hezbollah et l'Etat hébreu.

L'Iran l'avait annoncé : toute poursuite des frappes israéliennes contre Beyrouth entraînerait une riposte directe sur le territoire israélien. L'Etat hébreu l'avait aussi assuré : toute nouvelle frappe sur le nord du pays provoquerait un bombardement sur Beyrouth. Dimanche 7 juin en début d'après-midi, en riposte à des tirs du Hezbollah sur son territoire, l'armée israélienne a ciblé la banlieue sud de Beyrouth, tuant deux personnes et testant la détermination de l'Iran à défendre son protégé.

La réponse est arrivée quelques heures plus tard : dans la soirée, onze missiles balistiques ont été tirés depuis l'Iran vers le nord d'Israël – tous interceptés, selon l'armée. « Nous avions déjà averti

que si les attaques contre la banlieue sud de Beyrouth s'intensifiaient, nous frapperions des objectifs en Israël », a indiqué, dimanche soir, un communiqué du quartier général Khatam al-Anbiya, le centre de commandement militaire iranien.

Stratégie attendue

Dans un communiqué, le corps des gardiens de la révolution précisait que, « *si ces actes d'agression venaient à se répéter, les réponses seraient de plus grande ampleur et viser[iaient] l'ensemble des cibles américaines et sionistes [israéliennes, selon la terminologie employée par Téhéran] dans toute la région.* » Cette stratégie était attendue : Téhéran n'a eu de cesse de s'opposer à la dissociation des deux dossiers iranien et libanais comme le voudraient Israël, le Liban et les Etats-Unis. La République islamique exige que l'accord avec Washington inclue un cessez-le-feu au Liban.

Lundi matin, à 4 h 30, l'Etat hébreu a annoncé que l'armée de l'air avait frappé le centre et l'ouest de l'Iran, dont la capitale, Téhéran, Karadj, et Isfahan, dans le centre du pays, ainsi que Tabriz, dans le Nord-Ouest. Les autorités iraniennes affirment que les zones urbaines de Téhéran n'ont pas été ciblées, bien que des explosions aient été entendues dans l'ouest de la

capitale. En milieu de matinée, à l'heure iranienne, aucune victime n'avait été signalée. Le complexe pétrochimique de Mahchahr, dans le sud-ouest du pays, près de la côte nord du golfe Persique, a été également visé par l'armée de l'air israélienne. Il aurait été partiellement endommagé, sans qu'aucun bilan précis de victimes ou de dégâts ne soit encore communiqué. Tous les vols au départ de l'aéroport international Imam-Khomeyni de Téhéran sont suspendus jusqu'à nouvel ordre.

A ce stade, selon un responsable américain de la défense cité par le média Axios, l'armée américaine n'a pas été impliquée dans les frappes de la nuit contre l'Iran. « *Le régime terroriste iranien a commis une grave erreur en choisissant une fois de plus le terrorisme. Ce régime tente de créer une nouvelle équation en effectuant des tirs directs vers notre territoire, en réponse aux frappes de Tsalah à Dahiyé [la banlieue sud de Beyrouth]. Nous ne le permettrons pas* », a expliqué le porte-parole des forces armées israéliennes, Effie Defrin, indiquant, par ailleurs, que l'armée « *continuera d'opérer dans tout le Liban et intensifiera ses actions* ». « *L'Iran a tiré aujourd'hui 11 missiles balistiques sur Israël. Chacun peut raser un quartier entier et tuer des centaines de personnes. Aucun pays qui se respecte dans le*

monde ne tolérerait une telle attaque, et Israël ne le fera pas non plus », a justifié l'ambassadeur de l'Etat hébreu aux Etats-Unis, Yechiel Leiter.

Quelques heures plus tard, les alertes ont retenti dans le centre et le sud d'Israël, prévenant de plusieurs salves de missiles tirées depuis l'Iran – le nombre exact n'a pas été rendu public. Un projectile a également été tiré par les houthistes, alliés de l'Iran, depuis le Yémen, déclenchant des sirènes dans le centre du pays, à Jérusalem et à Tel-Aviv notamment. « *Désormais, tout mouvement maritime israélien en mer Rouge sera pris pour cible* », a promis le groupe yéménite en revendiquant l'attaque. Aucun blessé n'a été recensé par les services de secours, même si des dégâts matériels ont été signalés en Cisjordanie, probablement liés à la chute de débris après une interception.

L'envoi de missiles balistiques iraniens et la réponse israélienne constituent les premiers échanges de tirs directs entre les deux ennemis jurés depuis le cessez-le-feu fragile du 8 avril, conclu entre Téhéran et Washington après cinq semaines de guerre, qui ont provoqué plus de 3 000 morts en Iran, 24 en Israël et plusieurs dizaines dans les pays du Golfe, dont des soldats américains. La reprise des frappes intervient dans un

contexte de négociations complexes et difficiles entre les représentants de la République islamique et ceux de Donald Trump. Même si le président américain s'est dit plusieurs fois « très proche » d'un protocole d'accord avec Téhéran, la réalité des tractations ressemblait à un dialogue de sourds, avec un Iran de plus en plus enhardi, guère décidé à des compromis majeurs.

En Iran, le régime ne pouvait plus tolérer que le Hezbollah soit systématiquement affaibli dans le cadre d'un cessez-le-feu qu'il a lui-même accepté, mais que son principal allié régional n'a pas approuvé. Si Téhéran a répondu aux frappes israéliennes sur Beyrouth, c'est avant tout parce que le pouvoir iranien pense avoir déjà payé « un prix considérable pendant la guerre : l'ancien Guide suprême Ali Khamenei a été tué, des villes ont été frappées, l'économie a été lourdement endommagée » et qu'il estime s'en être sorti « comme une puissance régionale dominante », écrit Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin, sur son site Iran Analytica.

« Chacun d'eux a pu s'amuser »

Le président américain a réagi dans un premier temps sans émoi à ce regain de tensions, malgré cette nouvelle violation du cessez-le-feu. Dans l'après-midi du 7 juin, le magnat a confié au site Axios : « Je vais appeler Bibi [Benyamin Nétanyahou] immédiatement et lui dire de ne pas répliquer. Chacun d'eux a pu s'amuser. Israël a eu ses frappes, et l'Iran a eu ses frappes. On n'a pas besoin d'autres. »

Au Liban, Donald Trump a plaidé pour des attaques plus « chirurgicales » contre le Hezbollah dans une interview diffusée dimanche sur la chaîne américaine NBC. Les frappes israéliennes sur la banlieue de Beyrouth ont eu lieu alors que des négociations parallèles sont en cours entre les Américains et le Hezbollah, par deux canaux indirects – le président du Parlement libanais, Nabih Berri, d'un côté, et des pays du Golfe, dont le Qatar, de l'autre – pour tenter de sceller une nouvelle trêve après l'effondrement du cessez-le-feu du 16 avril.

De son côté, Benyamin Nétanyahou se trouvait sous une

pression interne très forte à la fois au sein de sa coalition gouvernementale, où l'extrême droite réclame de frapper Beyrouth depuis des semaines, et de l'opposition, qui souligne la perte de souveraineté de l'Etat hébreu face aux Etats-Unis. « C'est l'heure de vérité : il s'agit de savoir si Israël est un Etat souverain capable de se défendre. La retenue ou une réponse purement symbolique enverra à nos ennemis le message que le sang de nos citoyens n'a aucune valeur », a commenté le chef de l'opposition, Naftali Bennett. Le cabinet de sécurité israélien devait se réunir lundi 8 juin en fin de matinée. L'ensemble des écoles du pays ont été fermées, les rassemblements de grande taille interdits, tandis que les hôpitaux ont transféré une partie de leurs activités dans leurs sous-sols pour prévenir d'éventuelles frappes.

Plus que l'attaque elle-même, « c'est le message qu'elle contient qui est important », explique sur X Raz Zimmt, spécialiste israélien de l'Iran à l'Institut des études de sécurité nationale. « Depuis des années, les analystes évoquent la doctrine de dissuasion de l'Iran, fondée sur l'hy-

pothèse selon laquelle Téhéran agit principalement de manière réactive : il subit d'abord une attaque, puis répond au moment et à l'endroit qu'il choisit. Or, désormais, l'Iran se considère en position de pouvoir imposer de nouvelles règles à ses adversaires, et non plus seulement d'agir dans le cadre de règles qui lui sont imposées », indique M. Zimmt.

La question est désormais de « savoir comment l'Iran va riposter aux frappes israéliennes, notamment contre le complexe de Mahchahr, analyse Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud. S'il s'en prend à des installations pétrolières dans les pays du Golfe, les Etats-Unis pourraient intervenir. Si ses frappes restent limitées à Israël, Washington n'entrera pas en guerre ». Dans la situation actuelle, selon l'expert, l'Iran n'a pour seule capacité que de menacer et de mener des attaques limitées contre Israël, mais il n'est pas en mesure de bouleverser le rapport de force militaire avec l'Etat hébreu.

LE FIGARO

8 juin 2026

Iran : peine de prison confirmée pour Jafar Panahi, palme d'or 2025 à Cannes

Le réalisateur d'*Un Simple Accident*, Palme d'or à Cannes en 2025, est également interdit de sortie du territoire pendant deux ans, détaille son avocat. Il a notamment été condamné pour la «réalisation d'un film clandestin». La justice iranienne a rejeté

l'appel du cinéaste dissident Jafar Panahi, condamné par contumace en décembre à un an de prison pour « propagande » contre l'État, a annoncé dimanche 7 juin son avocat.

Un tribunal révolutionnaire de Téhéran, présidé par le ma-

gistrat Iman Afshari, a confirmé la peine initiale prononcée à son encontre, a déclaré Me Mostafa Nilli, cité par le journal Etemad. Ce juge est connu pour avoir lourdement condamné des dissidents et fait l'objet de sanctions de l'Union européenne. Le réalisateur avait été

condamné en décembre à un an de prison pour « activités de propagande » contre l'État, quelques mois après avoir remporté la Palme d'or au festival de Cannes pour *Un simple accident*. Il est également interdit de sortie du territoire pendant deux ans, a détaillé son avocat.

Selon l'acte d'accusation, la condamnation repose sur plusieurs motifs, notamment la « réalisation d'un film clandestin » critique du pouvoir, son soutien à plusieurs dissidents et prisonniers politiques et son appui au mouvement de contestation « *Femme, Vie, Liberté* », qui a émergé en 2022 après la mort en détention de la jeune Kurde Mahsa Amini.

Le réalisateur de 65 ans était rentré dans son pays le 30 mars malgré sa condamnation, en pleine guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre la République islamique, selon l'agence Isna.

Condamné deux fois par le passé

Il a déjà été emprisonné deux fois par le passé. La première fois en 2010 pendant 86 jours,

puis à nouveau sept mois entre 2022 et 2023. Il avait été libéré après une grève de la faim. Jafar Panahi s'était élevé en janvier contre la répression des manifestations antigouvernementales dans son pays, qui a fait des milliers de morts selon des ONG.

Figure de la Nouvelle vague du cinéma iranien, Ours d'or à Berlin en 2015 pour *Taxi Téhéran*, le cinéaste a décro-

ché l'an dernier la **Palme d'or** pour *Un simple accident*, tourné clandestinement en Iran.

Le film raconte l'histoire de cinq Iraniens victimes de la brutalité et de l'arbitraire de la République islamique, persuadés d'avoir mis la main sur l'un de leurs anciens géo-

Le Monde

Bayram Balci
08 juin 2026

Turquie : L'opposition a une part de responsabilité dans le désastre politique actuel

Dans une tribune au « Monde », le chercheur Bayram Balci exprime une double inquiétude, sur la brutalité des méthodes que le président Erdogan emploie face à ses adversaires, mais aussi sur le choix déplorable, selon lui, d'un responsable du Parti républicain du peuple, la principale force d'opposition turque.

Il y a des crises politiques qui révèlent la brutalité d'un régime. Il y en a d'autres qui révèlent, en même temps, les failles de ceux qui prétendent lui résister. La Turquie vit aujourd'hui les deux à la fois, dans une séquence d'une densité rare, où le président Recep Tayyip Erdogan avance méthodiquement vers ce que certains analystes n'hésitent plus à appeler une « *autocratie fermée* », alors même que son principal adversaire, le Parti républicain du peuple (CHP), offre au régime le spectacle affligeant de ses propres divisions.

Les faits, d'abord, dans leur brutalité. Le 19 mars 2025, Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et figure la plus populaire de l'opposition, est arrêté à l'aube pour « *corruption* »,

le jour même où le CHP s'apprêtait à le désigner candidat à la présidentielle de 2028. Depuis, cet élu charismatique croupit en détention, visé par 142 chefs d'inculpation et exposé, selon les actes d'accusation, à 2 430 années de prison. Human Rights Watch a qualifié ce procès collectif, visant 407 personnes, de « *campagne concertée visant à écarter Imamoglu de la vie politique* ». Lui-même dénonce depuis sa cellule une « *parodie de justice* ».

Puis vint le 21 mai 2026. Ce jour-là, la cour d'appel d'Ankara a annulé les résultats du congrès du CHP de novembre 2023, invalidé l'élection d'Özgür Özel à la tête du parti et supprimé rétroactivement l'ensemble des décisions prises sous sa direction. Trois

jours plus tard, des centaines de policiers antiémeutes prenaient d'assaut le siège du parti à Ankara, gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc à l'appui, pour en expulser les dirigeants destitués. Treize membres du CHP étaient ensuite arrêtés dans plusieurs provinces. Le tableau est sidérant : le principal parti d'opposition d'un pays candidat à l'Union européenne se voit physiquement envahi par les forces de l'ordre.

Une justice aux ordres

Depuis la victoire historique du CHP aux élections municipales de mars 2024 – première défaite significative du parti islamo-conservateur d'Erdogan, l'AKP [*Parti de la justice et du développement*], depuis 2002 –, le régime a

lancé une offensive judiciaire tous azimuts. Des maires élus ont été destitués, des centaines de membres du parti placés en garde à vue. La logique est limpide : ce que le suffrage universel a donné, la justice aux ordres peut le reprendre.

La méthode Erdogan repose sur une architecture bien rodée. Le pouvoir judiciaire, profondément reconfiguré après le coup d'Etat manqué de 2016, est devenu un instrument de gouvernement à part entière. Le ministre de la justice, Akin Gürlek, avait précédemment supervisé, en tant que procureur général d'Istanbul, l'enquête contre Imamoglu lui-même. Les conflits d'intérêts ne sont même plus dissimulés. Dans ce système, une décision de tribunal ne

sanctionne pas une infraction : elle ouvre ou ferme une carrière politique.

La stratégie vise également à fragmenter l'opposition. Selon des analystes cités par le site *Lawfare*, Erdogan travaillerait à rapprocher le parti prokurde DEM [*Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie*] de la sphère gouvernementale, afin de le substituer à un CHP affaibli, dans le rôle d'opposition de décor. Diviser pour neutraliser, puis offrir une façade pluraliste au regard international : le manuel est classique, son exécution d'une efficacité froide. Mais il serait trop commode de ne voir dans cette crise que la brutalité d'un régime autoritaire. Car le CHP porte lui aussi une part de responsabilité dans le désastre.

Trahison politique

Tout commence par Kemal Kılıçdaroglu. Cet homme a dirigé le CHP pendant treize ans sans remporter une seule élection nationale, [et a perdu](#)

[face à Erdogan en 2023 dans ce qui était pourtant considéré comme la meilleure occasion de l'opposition depuis deux décennies](#). Après cette défaite cuisante, il a refusé de démissionner, contraint par la base militante à céder sa place à Özgür Özel lors du congrès de novembre 2023. Il a accepté sa défaite en apparence, tout en conservant une base de fidèles au sein de l'appareil.

Ce qui suivit relève d'une trahison politique à peine voilée. Au lieu d'accepter le verdict démocratique interne de son propre parti, Kılıçdaroglu a porté plainte devant les tribunaux turcs – ceux-là mêmes que le CHP accuse quotidiennement d'être aux ordres d'Erdogan – pour contester la régularité du congrès qui l'avait évincé. Il a ainsi fourni au régime l'arme juridique dont il avait besoin. En somme, c'est une faction de l'intérieur du CHP qui a ouvert la porte aux forces de l'ordre contre ses propres camarades. Imamoglu, depuis sa prison,

n'a pas mâché ses mots : « *Je ressens une profonde trahison.* » Pour de nombreux observateurs, Kılıçdaroglu collabore désormais objectivement avec un gouvernement autoritaire pour récupérer le contrôle du parti, allant jusqu'à appeler à renoncer aux manifestations de rue et à négocier une révision constitutionnelle avec Erdogan – au moment précis où l'opposition avait besoin d'unité.

Il y a quelque chose de tragique dans ce spectacle. Le CHP n'a jamais été aussi fort électoralement : pour la première fois depuis près de cinquante ans, il est arrivé en tête des scrutins municipaux en 2024. Ses meetings rassemblent des foules que l'AKP ne mobilise plus. Selon les sondages, 60 % des Turcs voient dans les procédures contre Imamoglu une manœuvre purement politique. La légitimité morale et populaire est là.

Et pourtant, le parti se retrouve décapité, son siège envahi,

son candidat présidentiel incarcéré. Parce qu'un homme, refusant d'accepter que la démocratie interne lui soit défavorable, a préféré s'allier objectivement à ceux qu'il combat en apparence. L'ambition personnelle, dans certains contextes, ne se distingue plus de la complicité coupable.

La Turquie n'est pas encore une dictature au sens plein du terme. Mais chaque crise non surmontée rapproche le régime de ce point de bascule où l'opposition formelle n'est plus qu'un accessoire. Le 21 mai 2026 restera peut-être comme l'une de ces dates où un régime hybride a franchi un seuil, sous le regard largement indifférent des chancelleries occidentales.

Ce que la Turquie enseigne, c'est qu'une opposition ne tombe jamais sous les seuls coups du pouvoir. Elle tombe aussi, et parfois d'abord, sous les siens propres.

Le Monde

Soren Seelow
08 juin 2026

Le djihad « CSP + » de Camille F., docteure en épidémiologie, ingénieure et flûtiste, jugée pour avoir rejoint en famille l'organisation Etat islamique

Sous l'influence de son mari, cette brillante ingénieure a rejoint la Syrie, où elle a connu pendant neuf ans la guerre et le deuil, avant d'être rapatriée avec ses cinq enfants en 2022. Elle est jugée à partir de lundi à Paris

Lors des procès de djihadistes français, l'examen de la personnalité des accusés exhume fréquemment des parcours de vie cabossés.

Les échecs, la délinquance, le deuil, la violence et les abus sexuels, les fêlures intimes et les failles sociales constituent bien souvent la toile de fond de la

radicalisation. Mais l'organisation Etat islamique (EI) n'a pas attiré dans ses rangs que des laissés-pour-compte et des désespérés. Elle a aussi su séduire des

gens éduqués et parfaitement intégrés.

Avant de se convertir à l'islam, Camille F. a longtemps joué de la flûte traversière

au conservatoire. Née dans une famille aisée, cette brillante étudiante, titulaire d'un bac + 2 en mathématiques appliquées, d'une maîtrise en informatique et d'un diplôme d'études approfondies en santé publique, avait même obtenu son doctorat, en septembre 2011, en soutenant une thèse sur les effets des rayons ionisants. Deux ans plus tard, elle est partie pour la Syrie avec mari et enfants, après avoir tourné le dos à une prometteuse carrière d'ingénieure en épidémiologie à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Rien, a priori, ne prédestinait cette jeune femme pleine d'avenir à refaire sa vie en famille dans un pays en guerre, au sein d'un des groupes terroristes les plus sanguinaires de l'ère moderne. C'est pourtant pour ces faits que cette mère de cinq enfants, aujourd'hui âgée de 45 ans, sera jugée pendant trois jours, à partir du lundi 8 juin, devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Complotiste et antisémite

Rien de tout cela ne serait sans doute arrivé si Camille F. n'avait, un jour, rencontré Sylvain M. dans la salle d'attente d'un hôpital de la région parisienne. Sylvain M. est tout le contraire de Camille F. : issu d'une famille modeste, en rupture avec un père violent, il s'est longtemps adonné à sa passion pour les tags et les graffitis avant de devenir technicien chez Air France. Mais la jeune flûtiste, alors âgée de 19 ans, le trouve drôle et attentionné. Malgré les vives réticences de ses parents, elle l'épouse quelques années plus tard et ils auront trois enfants.

Catholique croyant, mais non pratiquant, le jeune couple décide un jour de se convertir à l'islam, lui parce qu'il cherche un cadre, elle davantage attirée par la spiritualité. Mais Sylvain M. n'est pas seulement plus abîmé et moins brillant que Camille F., il est aussi complotiste et antisémite. A partir de 2011, douze ans après leur rencontre, il se radicalise. Il impose à sa famille des règles de plus en plus strictes issues de son interprétation très restrictive des textes religieux, et entraîne peu à peu son épouse dans son rigorisme. Camille F. se met à porter des foulards et cesse de jouer de la flûte traversière, pour ne plus écouter que des psalmodies religieuses.

Sylvain M., lui, se rapproche du mouvement fondamentaliste Tabligh, puis des Frères musulmans, avant de glisser insensiblement vers le salafisme djihadiste. Sous son impulsion, les jeunes parents s'installent en juin 2012 avec leurs trois enfants en Jordanie, où ils pensent trouver un cadre plus favorable à leurs convictions religieuses. L'ancienne étudiante modèle s'occupe comme elle peut en suivant des cours d'arabe tandis que son mari fréquente des salafistes français et quelques djihadistes libyens installés dans le pays.

Camille F. constate bien la dérive de Sylvain M., un homme qui « *ne fait pas dans la demi-mesure* », a-t-elle admis devant les enquêteurs. Mais lorsqu'elle tente de le raisonner, il s'énerve. Alors elle se voile la face : « *J'ai conscience que j'ai minimisé la dan-*

gerosité de ses propos, analyse-t-elle rétrospectivement. Je ne pensais pas qu'il était capable de tuer des gens. »

Une veuve et quatre enfants

Un an plus tard, la petite famille de convertis s'installe en Egypte. Mais à peine ont-ils eu le temps d'inscrire leurs trois enfants à des cours d'arabe que Sylvain M. décrète que l'Egypte n'est pas assez musulmane pour lui. Il s'envole pour la Syrie en guerre, en septembre 2013, pour y faire le djihad. Trois mois plus tard, Camille F. le rejoint avec ses trois enfants, âgés de 10, 7 et 2 ans.

Quand son mari part combattre, l'ancienne ingénieure en épidémiologie passe le plus clair de son temps confinée à la maison. Et quand il rentre, elle ne peut que constater que sa radicalité et sa violence sont décuplées. Elle a ainsi raconté aux enquêteurs qu'il avait un jour tabassé leur fille aînée parce qu'elle avait rigolé pendant la prière. Après avoir déménagé, au gré des combats, d'Alep à Rakka, la famille s'installe à Al-Bab, où naît leur quatrième enfant.

En mai 2015, Sylvain M. trouve finalement le martyr qu'il est venu chercher : il meurt au combat et laisse derrière lui une veuve et quatre orphelins dans un pays en ruine. La mère de famille se retrouve piégée au milieu des combats. Six mois plus tard, elle se remarie : un ancien instituteur syrien reconverti dans le djihadisme, qui s'avérera à l'usage moins radical que Sylvain M., la prend comme

seconde épouse. Un cinquième enfant naîtra de leur union.

Rapatriment volontaire

Mais la situation militaire de l'EI se détériore peu à peu à partir de l'année 2017, contraignant la petite famille recomposée à multiplier les déménagements pour fuir les combats. Ils échouent finalement à Baghouz, dernier bastion du groupe terroriste en Syrie, dont [la chute, le 23 mars 2019, marquera l'effondrement du « califat »](#). Le mari syrien de Camille F. y meurt dans un bombardement. A la mi-février 2019, la Française se rend finalement aux forces kurdes avec ses cinq enfants.

La mère de famille est d'abord détenue dans le camp d'Al-Hol, dans le Nord-Est syrien, dans des conditions de vie et d'hygiène très difficiles. Souffrant de malnutrition, elle ne pèse plus que 40 kilos. Elle est ensuite transférée dans le camp de Roj, où elle vivra pendant trois ans jusqu'à son rapatriement volontaire en France avec ses cinq enfants, en octobre 2022, neuf ans après son arrivée en Syrie.

Camille F., qui comparait détenue, a repris des études en mathématiques en prison. Renvoyée pour « association de malfaiteurs terroriste » et pour soustraction à ses obligations légales « compromettant la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation » de ses enfants, elle encourt jusqu'à trente ans de réclusion criminelle.

Le Monde June 8, 2026

What to Know About Mahshahr, the Iranian Petrochemical Complex That Israel Targeted

The facility makes materials that Iran says are for civilian uses, but that Israel argues are also deployed in military applications.

The Israeli military said it attacked Iran's sprawling Mahshahr petrochemical complex on Monday, its first strike there since a cease-fire was agreed between the countries on April 7.

The Bandar Imam Petrochemical Complex, as it is formally known, is [Iran's largest such site](#). It is near the southern city of Mahshahr and Bandar Imam Khomeini, a major industrial port on the Persian Gulf. The facility is made up of more than 50 separate petrochemical plants and produces about 72 million tons of products annually, according to Iran's oil ministry.

One of the installations, the Karun petrochemical plant, was hit twice at around 7:30 a.m., Iranian [state media](#) reported. No casualties were reported, a local official told Fars, a separate semiofficial news agency, but the facility was damaged. Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps condemned the attack as a "dangerous game," and threatened to expand how it retaliates against Israel, including by targeting energy-related sites.

The Israeli military said in a statement on Monday that it had struck several sites at Mahshahr, which it said were used by Iran's military to



Part of the Mahshahr petrochemical complex in southern Iran in 2011. Raheb Homavandi/Reuters

manufacture raw materials for its ballistic missile program.

The Mahshahr complex was previously hit [in early April](#), which prompted criticism that Israel was targeting Iran's civilian economy. At the time, Iranian officials reported that the strikes had effectively shut down all production across the complex by targeting two utility plants that provided basic services.

As Iran seeks to diversify its economy away from oil, it has become increasingly dependent on exporting petrochemical products, which account

for about a quarter of total exports, according to Iranian media reports.

The Mahshahr complex produces a wide range of basic chemicals, polymers and other materials with many uses. Karun, the Iranian petrochemical company that operated the facility targeted on Monday, says on its website that it specializes in the production of isocyanates, a highly reactive class of chemical used in the making of plastic products.

Israel has previously maintained that plants at Mahshahr were "dual-use,"

meaning that they produced chemical materials that have both civilian and military purposes, and were therefore legitimate targets.

Dual-use infrastructure is [civilian by default](#), but it can be lawfully targeted in times of war if it makes an effective contribution to the enemy's military action and offers a definite military advantage, according to experts in international law. Even if a facility is considered dual-use, however, the Geneva Conventions require armed forces to ensure that any attack against it must be proportionate.

The New York Times June 8, 2026

No Calm for Tehran's Residents as Iran-Israel Fighting Resumes

As explosions sounded in the Iranian capital, people frantically checked phones and social media to see whether they were under attack again.

Residents of Tehran, the capital of Iran, woke up in the early hours of Monday to the sound of massive explosions from Israeli strikes. Large plumes of smoke and red flames billowed in the air.

Then came the drill of frantically checking their phones, social media and family WhatsApp groups to piece together what was happening. The pressing question: Was Iran back at war again?

"We were just starting to get back to some level of routine and normalcy," said Keivan, a 46-year-old father of three and a business owner in Tehran. "It's all up in the air again."

Like others in the city, Sara, a 54-year-old chemist, said she had gone to bed anticipating that Israel would retaliate for Iran's earlier barrage of ballistic missiles. Tehran was stormy on Sunday evening, and she woke up several times from thunder and lightning, thinking they were under attack.

On state television, conservative pundits on morning news shows blamed Israel and the United States for the renewed hostilities, saying the two had worked together, and praised Iran



Tehran on Monday. Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

for its proactive strategy of aggression.

Tehran's fire department said two nonresidential locations in the western part of the city had been attacked, according to state television. Isfahan's deputy governor said on the broadcast that Najafabad — a city close to Isfahan, in central Iran — had been hit, but no casualties had been reported so far. A government official in East Azerbaijan Province said a military facility in Tabriz, the provincial capital, had been struck, also with

no casualties reported, state media said.

Israel also attacked Iran's largest petrochemical complex in the city of Mahshahr, located in the south near the Persian Gulf. Officials from Khuzestan province, where Mahshahr is located, told Iranian state media that the strikes had damaged the Karun petrochemical plant.

Iran's state news agency, IRNA, reported that tens of thousands of workers were being evacuated from the complex.

The Israeli military said it had bombarded Iranian military sites in central and western Iran, as well as a major petrochemical factory in southern Iran.

Golshan Fathi, a resident of Tehran, wrote on social media that she had prepared an emergency bag, filled up her gas tank and updated the apps on her phone in anticipation of an attack overnight. "Now I'm sitting here, waiting for the war," Ms. Fathi wrote, adding that it was a "wait born of fear, not courage."

The New York Times

Gonul Tol
June 8, 2026

Opinion: Erdogan and Putin, the End of an Unlikely Partnership

Ms. Tol is a senior fellow at the Middle East Institute and the author of a book about Recep Tayyip Erdogan.

About a decade ago, the war in Syria helped to **forge** an unlikely partnership in the Middle East between Turkey and Russia. It is now unraveling. In its place, Turkey is helping Ukraine to establish a foothold in a part of the world where President Vladimir Putin of Russia previously enjoyed considerable influence.

The partnership between Mr. Putin and President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has always been equivocal, and for a time, it seemed that the war in Syria might draw them into a direct confrontation. Ankara was supporting the rebels trying to topple Bashar al-Assad, Syria's brutal dictator, while Moscow was intervening to prop him up. Ultimately, however, both powers **accommodated** each other.

When Turkey launched an incursion into northern Syria in 2016, for example, it was able to do so only because Russia, which controlled Syrian airspace at the time, allowed it. Turkey, in turn, imposed limits on its help to the rebels. Arrangements like this reflected a broader understanding between the two: Each **tolerated** and reinforced the other's presence in the country, to the benefit of both.

For Mr. Putin, the benefit was Turkey's **acquiescence** to Russia asserting its power in Syria and elsewhere in the Middle East and the cracks that their cooperation created



Photo Credit... Pool photo by Alexander Zemlianichenko

in Western alliances. Mr. Erdogan benefited from a regional ally at a time when his relations with NATO were **strained**.

In the early years, Mr. Erdogan was the junior partner of the two, but the war in Ukraine has shifted the balance.

Isolated by the West, Mr. Putin increasingly relied on the Turkish president, who refused to join Western sanctions. Turkey became **a hub** for Russian trade, investment and energy flows, and Ankara found itself with greater leverage.

The real turning point in the partnership came when Mr. al-Assad was ousted in late 2024 and Russia, bogged down in Ukraine, **did not** come to his rescue. Instead, Moscow moved quickly to try to **build ties** with Syria's interim leader, **Ahmed al-Sha-**

raa, and continues to supply the country with oil. Russia was left in the position of negotiating with a government staffed with people it had bombed relentlessly for years. And Turkey, which had supported the rebels, emerged newly dominant.

For Turkey, this is a big moment — an opportunity to reposition itself as a pivotal ally of NATO, rebalance its relationship with Russia and help Ukraine to cultivate new relationships in the Middle East. In April, President Volodymyr Zelensky of Ukraine, traveling on a Turkish state aircraft, made his first visit to Syria for talks with Mr. al-Sharaa and the Turkish foreign minister,

where they discussed military and energy cooperation. Turkey is involved in rebuilding the Syrian Army into a modern force that can move beyond decades of Soviet-style influence. For Ukraine, this is an opportunity to contribute its expertise in military production and drone warfare, shaped by years of war with Russia, while cultivating a relationship with a country that was once in Moscow's orbit.

Ukraine has already been capitalizing on the Iran war by cultivating closer military ties with Gulf states. When Iran attacked neighboring countries with Shahed-136 kamikazes, the same drones that Russia has used in Ukraine,

Mr. Zelensky quickly sought to leverage Ukraine's experience, dispatching air defense teams to Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates.

Turkey, which has strong military ties with the Gulf, sees Ukraine's growing role as a complement to Ankara's relationships that will allow it to expand what it's offering. For Russia, which has spent years developing closer economic and security ties with Gulf monarchies, the shift is yet another setback.

Ukraine badly needs allies and revenue streams, and its entry into the Middle East will establish its role as a security

provider. That Mr. Erdogan is helping to open the doors for Ukraine starkly underscores Mr. Putin's waning ability to project global power and how much has changed in the relationship.

It's clear that Ankara is no longer balancing between Moscow and NATO and is tilting the field against Mr. Putin. Russia's decline has given Turkey, after a decade of deference to Moscow, the freedom to pursue its interests. Ukraine is the beneficiary.

Gonul Tol is a senior fellow at the Middle East Institute and the author of "Erdogan's War: A Strongman's Struggle at Home and in Syria."



June 10, 2026

Teenager among eight Kurdish political prisoners facing execution in Iran

ERBIL, Kurdistan Region - Eight Kurdish political prisoners, including a teenager who was 16 at the time of his arrest, have been sentenced to death in Iran, a rights monitor warned Wednesday, amid an intensifying crackdown on political detainees and civilian protesters across the country.

The prisoners - Pakhshan Azizi, Pezhman Touberehrizi, Hatem Ozdemir, Yousef Ahmadi, Arman Marefati, Mohammad Faraji, Raouf Sheikh Maroufi, and Mohsen Eslamkhan - are among inmates facing possible execution in prisons across Iran. According to the Hengaw Organization for Human Rights, their convictions were based on forced confessions obtained under duress. The cases come amid a sharp

increase in executions of prisoners held on politically motivated charges. Iran has executed several political prisoners since the outbreak of war on February 28, while more than 14 others - of whom many were accused of collaborating with Israel - have reportedly been hanged in recent days.

Eslamkhan's case has drawn particular attention for his arrest in 2022 as a minor. After being accused of involvement in the killing of a Basij member during protests in Iran's West Azerbaijan province of Bukan, he was sentenced in February after authorities waited to charge him as an adult.

Mohammad Faraji, Raouf Sheikh Maroufi, and Mohsen Eslamkhan were among those arrested in Bukan in connec-

tion with the Women, Life, Freedom (Jin, Jiyan, Azadi) protests that erupted following the death of Kurdish woman Jina (Mahsa) Amini in September 2022. According to Hengaw and the Kurdistan Human Rights Network (KHRN), they are now facing execution in the coming months.

Concerns surrounding Eslamkhan come amid broader reports of Iranian authorities targeting minors in the country's eastern Kurdish-majority region (Rojhelat). In a September 2025 report, the Center for Human Rights in Iran (CHRI) said at least 11 children, most of whom were Kurdish boys aged 15 to 17, were arrested by security forces in the Kurdish province and held without access to their families or lawyers. CHRI

said many of the arrests were carried out during home raids without warrants and that families were not informed of the children's whereabouts.

Hengaw's Statistics and Documentation Center said in May that at least 46 political prisoners and prisoners of conscience have been executed in Iran since the beginning of 2026, including several Kurdish detainees.

The case of Azizi, a Kurdish women's rights activist from Mahabad, has become one of the most prominent among female political prisoners in Iran. According to rights groups, she was sentenced to death on charges of armed rebellion, prompting repeated calls for her release from international organizations and activists.

Prisoners facing execution are often charged with unsubstantiated offenses such as «baghi» (armed rebellion), «moharebeh» (waging war against God), or «efsad-e fel arz» (spreading corruption on

earth), according to court rulings cited by Hengaw and KHRN.

Iranian authorities have long used such charges in cases involving anti-regime activists,

civilian protestors, and individuals involved in protecting women's and children's rights.

The latest warning follows a series of executions involving Kurdish prisoners. KHRN re-

ported in May that Kurdish political prisoners Mehrab Abdollahzadeh, Nasser Bakrzadeh, Ramin Zaleh, and Karim Maroufpoor were executed after Iran's Supreme Court upheld their death sentences.

The New York Times

Houman Barekat
June 10, 2026

In a Timely “Under the Shadow” Staging, a Ghost Haunts War-Torn Iran

The supernatural mixes with secular modernity, family dynamics and feminism in a new London production of “Under the Shadow.”

During the closing months of the Iran-Iraq war in 1988, the beleaguered residents of a Tehran apartment block cover from Saddam Hussein's bombs. Some will flee to the relative safety of Iran's northern provinces, while others opt to stick it out. A woman comforts her anxious young daughter while her husband is away on the front line.

But this is not a conventional war story. When the neighborhood is stalked by a malevolent, paranormal spirit known as a djinn, centuries-old religious belief collides with secular modernity in an uncanny echo of the social convulsions that precipitated the 1979 Iranian revolution. Naturalism gives way to supernatural horror as personal angst dovetails with collective trauma.

This London stage version of Babak Anvari's 2016 Persian-language movie, “[Under the Shadow](#),” is painfully timely. When [U.S. and Israeli bombs began falling on Tehran in February](#), residents again decamped to the north in droves; despite a recent lull, airstrikes have resumed this week, and the future remains uncertain. Carmen Nasr's adaptation, performed in English and running at the Almeida Theater



Leila Farzad and Erin Jemotte in “Under the Shadow” at the Almeida Theater in London. Credit... Marc Brenner

through July 4, is directed by Nadia Latif, featuring several cast members with family ties to Iran, including Leila Farzad, whose Iranian parents lived through the 1979 revolution. She plays the embattled mother, Shideh, who has been blacklisted from her medical studies because of her past involvement in leftist activism. Shideh's husband, Iraj — himself a doctor, now drafted into military service — urges her to move on and wants them to have another child. (He is played by Nicholas Karimi, a

Scottish actor also of Iranian heritage.)

But Shideh is grieving the death of her own mother and deeply ambivalent about parenthood. Her 7-year-old daughter, Dorsa (Erin Jemotte), seems all too aware of this, laconically reproaching her for not baking cakes and not having a job. When Shideh protests that homemaking is a job, Dorsa counters, “That's just tidying up!”

These anxieties, as much as

the ravages of war, form the locus of the drama when the djinn makes its appearance halfway through the play. The haunting is rendered by the usual means: rustlings, creakings and mysterious pacing sounds.

Two big jump-scares, when the djinn's long-fingered silhouette suddenly appears before us in a flash amid the gloom, had the opening night audience shrieking in thrilled terror on Tuesday, although other tricks — books tumbling

out of bookcases, a cupboard door swinging open of its own accord — drew awkward laughter.

It's a fine line between horror and schlock, but the slight air of unreality lends a pleasing ambiguity to the proceedings. The more stubbornly rationalist theatregoer can interpret the djinn not just as a metaphor for PTSD, but as a hallucination brought on by stress.

The tension between folk superstition and secular rationalism is a running theme: One of Shideh's neighbors keeps an evil eye over her doorway but insists it's "just aesthetics"; Shideh is a dyed-in-the-wool skeptic, but changes her tune when she learns that the djinn is coming for her daughter.

Ben Stones's set is an accurate rendering of an affluent Tehran home in the 1980s. The décor's palette, a mix of browns and mustard yellow, is true to the period; a Miró exhibition poster on the wall is a smart nod to the Europhilia of the Iranian bourgeoisie. When the air-raid sirens go off, Shideh and Dorsa join their neighbors in a basement shelter represented by a torchlit pit in the stage. Their conversations revolve around a shared dilemma: to stay or to leave?

"Under the Shadow" is an admirably ambitious attempt to channel social and political resonance through psychological horror. The show eschews the thrill-a-minute overkill of recent stage horror successes like ["Stranger](#)

[Things](#)" (now in its third year on the West End) and the Broadway-bound ["Paranormal Activity,"](#) in favor of a slow-burn treatment.

Yet it doesn't fully succeed. The glacial pacing of the early scenes should engender a sense of dread, but the exposition-heavy dialogue kills the tension. The two-hour run time is longer than the movie's, and the intermission breaks the momentum just as things are starting to gather pace.

The denouement, however, still packs a punch. In a spine-tingling standoff, the horrible djinn opens its arms to Dorsa and tries to entice her into a fatal hug by offering her the love she hasn't been getting from her depressed and frazzled mother. In her des-

peration, Shideh says "I love you" three times, and that does the trick, dispelling the djinn for good.

We are left to ponder another pleasing ambiguity: the uneasy alignment of the play's feminist politics with its allegory of love. Poor Shideh, robbed of her dream career and wrestling with grief, must put aside her ennui — get over it, just as her husband recommended — in order avoid losing her child to an evil demon.

Spiritual happiness entails political quietism: Iran's conservative clerics would surely approve. The outcome is ideologically unsatisfying, and sadly rings all the truer for it.

The New York Times

**Leo Sands, Sanam Mahoozi,
James McManagan
June 10, 2026**

Drinking Water Facilities Hit by Strikes in Iran, State Media Reports

The state broadcaster said two water tanks serving thousands of people were damaged. The U.S. military did not respond to a request for comment.

Iran's state broadcaster reported that U.S. military strikes hit water facilities in the south of the country on Wednesday, damaging two concrete tanks and cutting off water supplies for thousands of residents.

Video published by IRIB, the state broadcaster, and verified by The New York Times, showed a damaged concrete structure with a collapsed roof in Sirik county in Hormozgan province, on the coast of the Strait of Hormuz.

IRIB said that the facility was a water tank. The Times could not independently verify that claim or what caused the damage.

The IRIB report was published hours after U.S. Central Command, which oversees American forces in the Middle East, said it had conducted strikes in southern Iran in response to the [downing of a U.S. Army Apache helicopter](#) on Monday.

Central Command did not respond to a request for comment on the water facilities in Sirik on Wednesday. Hours earlier, it [said](#) it had targeted Iranian air defenses, ground control stations and radar sites near the Strait of Hormuz with "precision munitions."

The strait is a vital route for oil and gas shipments. Iran's effective blockade of the waterway has roiled global energy markets and become a major [source of leverage](#) in its negotiations with the United States on a deal to end the war.

The U.S. military has previously launched strikes against Iranian facilities in Hormozgan. In March, airstrikes [hit an underground air force base](#) there.

The two water tanks had a combined capacity of 2.5 million liters, Abdolhamid Hamzhepour, the chief executive of the province's water company, said in a statement published on its website, adding that they were

damage by missiles.

The water company said that the damage took both facilities out of service, cutting off water for 20,000 people in Kuestak and 10 other villages in the district of Bemani.

The structure is near the city of Kuestak. Text painted on the hilltop structure reads: "Water is the pulse of life." The most recent photographs available from Planet Labs, a satellite imagery company, showed the structure was undamaged in early January.

[Leo Sands](#) is a correspondent for the Breaking News Hub of The New York Times based in London.

Donald Trump se résout à frapper l'Iran pour préserver sa crédibilité

L'armée américaine a mené une action « proportionnée », le 9 juin au soir, en réponse à l'attaque qui a abattu un hélicoptère Apache près du détroit d'Ormuz. Mais le président des Etats-Unis, qui espère toujours un accord avec Téhéran, semble vouloir éviter l'escalade.

La ligne rouge était claire. Un dérapage iranien majeur ne pouvait être accepté par les Etats-Unis, malgré l'aspiration fébrile de la Maison Blanche à clore le conflit par la négociation. Lundi 8 juin, un hélicoptère américain Apache a été abattu, sans doute par un drone iranien Shahed, alors qu'il circulait dans le détroit d'Ormuz, au large des côtes d'Oman.

Mardi, le Pentagone a logiquement répliqué. « *La mission est une réponse proportionnée à une agression iranienne injustifiée* », a expliqué le commandement central de l'armée américaine. Téhéran, pour sa part, n'a pas revendiqué clairement l'opération contre l'hélicoptère. De part et d'autre, personne ne veut assumer la rupture des contacts diplomatiques, sans pour autant accepter des compromis suffisants pour les faire aboutir.

Selon le *New York Times*, s'appuyant sur des sources iraniennes, l'armée américaine aurait visé des bases navales et militaires, des radars et des batteries d'artillerie dans cinq emplacements sur la côte sud, au bord du détroit d'Ormuz,



L'USS « George-H.-W.-Bush », lors d'opérations aériennes nocturnes en mer d'Arabie, sur une photo publiée par le commandement central des Etats-Unis, le 7 juin 2026. UNITED STATES CENTRAL COMMAND VIA X

dont Bandar-e Abbas, la stratégique île de Qechm et Sirik. Après ces frappes, les gardiens de la révolution ont annoncé, tôt, mercredi 10 juin, avoir visé des bases américaines à Bahreïn et en Jordanie, où ils affirment avoir détruit des avions F-35 et « le centre de commandement militaire américain » d'Azraq.

A la mi-journée, mardi, Donald Trump avait confirmé sur son réseau Truth Social que les Iraniens avaient atteint l'hélicoptère Apache.

Les deux pilotes étaient en sécurité et indemnes, après avoir passé deux heures dans l'eau, le temps d'être secourus. « *Néanmoins*, poursuivait le président, *les Etats-Unis doivent, par nécessité, répondre à cette attaque.* » Le manque d'enthousiasme était flagrant.

Donald Trump est victime de ses propres errements. Le voilà contraint de faire la guerre en ne l'aimant plus, pour préserver sa propre crédibilité, tout en refusant une franche es-

calade. Sa première réaction, confiée à un journaliste du *Wall Street Journal*, était étonnante. « *Ce n'était pas grave* », dit-il au sujet de l'hélicoptère abattu.

Lundi soir, le président américain a tenu ses propos les plus clairement hostiles à une reprise franche de la guerre contre l'Iran, aux conséquences imprévisibles. « *Si on y va et qu'on bombarde, ce qu'on pourrait faire très facilement si on veut, et qu'on passe encore deux ou trois*

semaines à bombarder, il ne leur restera plus rien, a déclaré Donald Trump. Mais le détroit ne sera pas ouvert pendant des mois. Si on fait les bombardements, vous savez, de nombreuses personnes vont mourir. Qui voudrait faire ça ? Pas moi. »

Multiplication des provocations

Selon un comptage non exhaustif effectué par la chaîne CNN, Donald Trump a déclaré à au moins à trente-huit reprises depuis la fin du mois de mars qu'un accord diplomatique, mettant fin à la guerre, était sur le point d'être conclu avec Téhéran. Le régime aspirerait à cela avec la force du désespoir, a-t-il répété. Dans un extrait

d'une interview enregistrée sur la chaîne CBS, le vice-président, J. D. Vance, se montre bien plus prudent : « Je pense qu'un accord pourrait arriver dans la semaine à venir, mais un accord pourrait aussi intervenir d'ici à plusieurs mois. »

La réalité des dernières semaines est celle d'une multiplication des provocations et des attaques de l'Iran, pour tester les limites de la réponse adverse et étendre sa capacité de nuisance. Le 3 juin, des drones iraniens ont endommagé un aéroport au Koweït, quatre autres ont été abattus par l'armée américaine alors qu'ils étaient lancés en direction du dé-

troit d'Ormuz. Des missiles balistiques ont été tirés contre Bahreïn et le Koweït, le 6 juin, avant d'être interceptés.

Dernière étape, et non des moindres : les **tirs iraniens contre Israël, le 7 juin**, en réponse aux frappes de l'Etat hébreu à Beyrouth, la capitale libanaise. Donald Trump a demandé au premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, de modérer sa réponse militaire. Le voilà lui-même contraint, mardi, de recourir à la force.

Président du cercle de réflexion conservateur pro-israélien Foundation for Defense of Democracies, Mark Dubowitz appelait

dans la soirée à une offensive militaire plus vaste. « Le président Trump a raison de répondre, écrivait-il sur X. Mais la stratégie la plus efficace consiste à imposer – et à soutenir le droit d'Israël à imposer – des coûts exorbitants au régime à Téhéran et à son réseau terroriste. La leçon : la faiblesse perçue invite l'agression. La force restaure la dissuasion. L'escalade pour la désescalade. » Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, avait un autre conseil à donner aux Etats-Unis, sur ce même réseau X : « Quittez la région, si vous voulez être en sécurité. »

Le Monde

avec AFP
11 juin 2026

L'Iran, à nouveau frappé par les Etats-Unis, promet de refermer le détroit d'Ormuz

Au lendemain d'une nouvelle vague de bombardements de l'armée américaine contre la République islamique, Téhéran a annoncé, tôt jeudi, la fermeture du point de passage stratégique, ce que Washington a démenti. Les gardiens de la révolution ont dit avoir mené des tirs de riposte au Koweït, à Bahreïn et en Jordanie.

Les Etats-Unis ont mené, jeudi 11 juin à l'aube, de nouveaux bombardements contre l'Iran, qui a annoncé des ripostes contre des bases militaires au Koweït et à Bahreïn, et a promis de prendre pour cible tous les navires s'aventurant dans le détroit d'Ormuz.

Les frappes, qui, selon l'armée américaine, ont visé « des installations de sur-

veillance militaire, des systèmes de communication et des sites de défense aérienne iraniens à travers tout le pays », ont été déclenchées après que Donald Trump a accusé Téhéran de tergiverser dans les négociations pour arrêter la guerre au Moyen-Orient. « On était vraiment sur le point de conclure un accord, mais ils n'arrêtent pas de nous mener en bateau, ils se foutent de

nous », s'était emporté le président américain devant la presse, mercredi.

Le ministre de la défense américain, Pete Hegseth, a, lui, reproché à Téhéran de « jouer au chat et à la souris » dans les négociations. « Si nous devons négocier à coups de bombes, nous négocions avec des bombes, et nous sommes très doués pour ça », a-t-il menacé.

Les Etats-Unis et l'Iran s'étaient déjà mutuellement attaqués dans la nuit de mardi à mercredi, malgré un cessez-le-feu entré en vigueur le 8 avril, après plus de cinq semaines de bombardements. Des explosions ont été entendues tôt jeudi matin sur l'île de Qeshm, à Minab, à Sirik et dans le port de Bandar-e Abbas, dans le sud du pays, ont rapporté

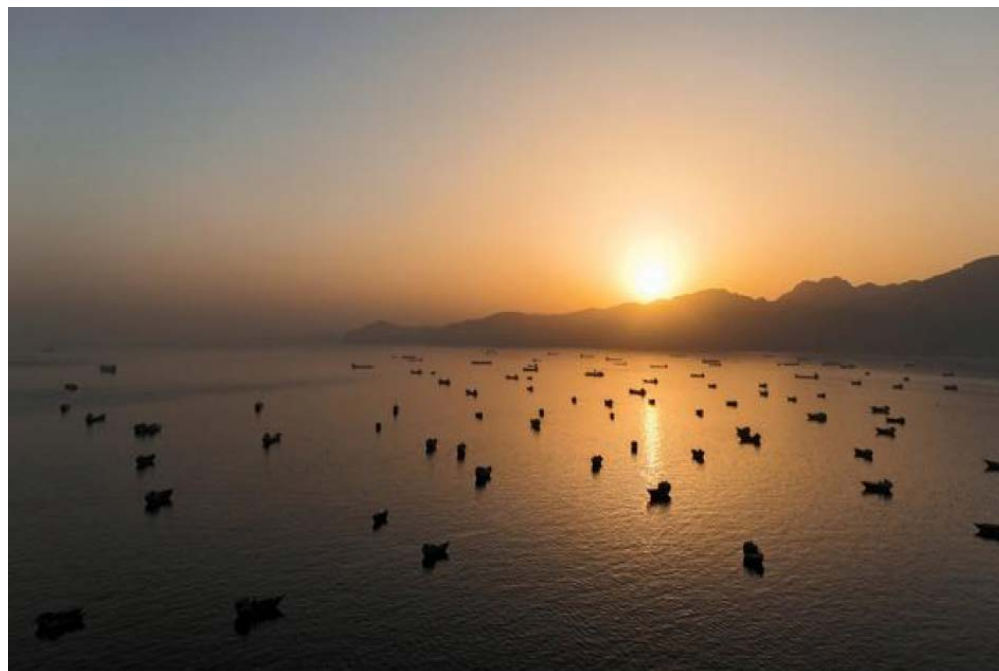
des médias iraniens.

L'Iran dit avoir tiré des missiles en Jordanie

En représailles aux dernières frappes américaines, les gardiens de la révolution, armée idéologique de la République islamique, ont affirmé avoir lancé des drones sur les bases militaires d'Ali Al-Salem et d'Ahmad Al-Jaber, au Koweït, et sur la base aérienne de Cheikh Isa, à Bahreïn. Les médias iraniens avaient auparavant annoncé une attaque contre le quartier général de la 5^e flotte américaine à Bahreïn.

Les sirènes d'alerte aérienne ont été déclenchées à Bahreïn, selon le ministère de l'intérieur du royaume. Au Koweït, l'armée a annoncé être en train de « combattre des cibles aériennes hostiles », et l'autorité de l'aviation civile a fermé l'espace aérien de l'émirat. Les gardiens de la révolution iraniens ont, par ailleurs, affirmé, jeudi, avoir tiré des missiles balistiques sur un centre de commandement américain en Jordanie, en riposte aux frappes des Etats-Unis contre la République islamique. Cette « opération punitive contre l'agresseur » a pris pour cible « la base aérienne d'Azraq et son centre de contrôle, à l'aide de 12 missiles balistiques », ont déclaré les gardiens, cités par l'agence de presse Tasnim, assurant avoir détruit ces installations « et un grand nombre d'avions de combat ».

Téhéran a également



Des navires dans le détroit d'Ormuz, au large de Musandam (Oman), le 3 juin 2026. REUTERS

averti que ses forces prendraient pour cible tout navire tentant de franchir le détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant le conflit un cinquième du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié.

« A la suite des violations répétées du cessez-le-feu par l'ennemi américain, le détroit d'Ormuz sera fermé jusqu'à nouvel ordre, ont fait savoir les gardiens de la révolution, cités par la télévision d'Etat. *Aucun navire ne doit quitter son mouillage dans le golfe Persique et la mer d'Oman. Toute approche du détroit d'Ormuz sera considérée comme une collaboration avec l'ennemi.* »

Dans la foulée, la marine iranienne, citée par les médias, a annoncé que « deux navires qui tentaient de franchir illégalement le détroit d'Ormuz ont été frappés », sans plus de précision. « Vous rendez le détroit sacré d'Ormuz dangereux ? !

Nous ferons de cette région un enfer pour vous », a menacé le commandant de l'aviation des gardiens de la révolution, Sardar Mousavi.

Washington, qui impose un blocus aux ports iraniens, a démenti tout blocage du détroit. « Les navires commerciaux continuent de transiter par le détroit d'Ormuz, ce soir », a soutenu, sur X, le commandement central des Etats-Unis pour le Moyen-Orient (CentCom).

Nétanyahou en appelle aux Libanais

Cette aggravation de la situation dans le Golfe continue d'alimenter la hausse des prix du pétrole. Jeudi matin, le baril de Brent de la mer du Nord gagnait 1,7 %, à 94,68 dollars (soit 81,98 euros), et celui de WTI américain 2 %, à 91,84 dollars (soit 79,52 euros).

Le premier ministre israé-

lien, Benyamin Nétanyahou, a appelé, mercredi, les Libanais à se joindre à la lutte d'Israël contre le Hezbollah, affirmant que leur pays avait été « pris en otage » par le groupe pro-iranien.

Après des frappes israéliennes sur Beyrouth, l'Iran d'abord, puis Israël avaient mené des attaques réciproques dimanche et lundi, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du fragile cessez-le-feu entre Téhéran et Washington, le 8 avril.

Téhéran exige que le Liban, où s'affrontent, depuis le 2 mars, son allié du Hezbollah et Israël, soit inclus dans tout accord pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient, déclenchée fin février par une attaque américano-israélienne contre l'Iran. Plus de 3 600 personnes ont été tuées au Liban dans les frappes israéliennes depuis le début de la guerre.



Diane Villemin
11 juin 2026

Iran : des assos s'élèvent contre la hausse des condamnations à mort

Un premier décompte et une alerte. Cinq mois après les manifestations et la répression massive qui a suivi en Iran, le Comité de soutien aux droits de l'homme en Iran a fait état d'un «bilan effroyable», selon les mots de sa porte-parole, Azadeh Alemi, mercredi, à la Maison des centraliens, à Paris. Le chiffre des exécutions est évalué à 749 pendaisons sur les cinq premiers mois de l'année seulement, pendant lesquels 55 000 manifestants ont été arrêtés et emprisonnés. En 2025, 2 167 personnes avaient été exécutées.

Aux côtés d'Azadeh Alemi, Behzad Naziri, membre de la commission des affaires étrangères du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) et Patrick Baudouin, président de la Ligue des droits de l'homme, ont détaillé l'ampleur des violations des droits humains perpé-

trées par le régime iranien. Les représentants associatifs ont également déploré l'inaction de la communauté internationale et le manque de visibilité médiatique donné aux crimes commis contre le peuple iranien et notamment aux conditions de vie des prisonniers politiques.

Femmes. «Nous alertons sur l'accélération dramatique de la répression et de l'utilisation de la peine de mort», a poursuivi Azadeh Alemi, elle qui a connu la prison dès son plus jeune âge, aux côtés de sa mère. «A l'heure à laquelle nous parlons, une cinquantaine de prisonniers politiques sont en train de croupir en prison, dans les couloirs de la mort», a enchaîné Behzad Naziri. Lui-même a été emprisonné à l'âge de 23 ans, puis torturé dans la prison d'Evin, à Téhéran.

Parli les opposants condamnés à mort, figure Zahra Ta-

bani, ingénieure en électricité, âgée de 68 ans et condamnée à mort le 14 avril pour avoir écrit sur un tissu «femme, vie, liberté». Des jeunes diplômés, des intellectuels et 24 personnalités sportives ont également été emprisonnés, parfois pour de simples infractions, avec un nombre croissant de femmes.

«De plus en plus de femmes sont exécutées car elles sont le fer de lance du mouvement de contestation [né en septembre 2022, au lendemain de la mort de Mahsa Amini, ndlr]», précise Behzad Naziri. Le membre du CNRI estime que le régime sent qu'il ne tient plus qu'à un fil. Ce vacillement expliquerait, selon lui, la vague d'exécutions, seul «langage qu'emploie le régime pour parler à son peuple».

«Impunité». Le régime a profité de la coupure d'Internet entre février et mai, et d'une

moindre attention en raison de la guerre avec Israël et les Etats-Unis, pour durcir la répression. «Le monde regarde ailleurs et le régime en profite. Cette omerta renforce l'impunité totale des mollahs», s'inquiète Patrick Baudouin, qui dénonce «un climat favorable à la perpétuation des crimes». Tous sont unanimes : une condamnation officielle et des sanctions sont nécessaires pour sortir de l'impasse.

Aujourd'hui, l'Iran détient le taux d'exécutions par habitant le plus élevé dans le monde. Un rassemblement mondial se tiendra place Vauban, à Paris, le 20 juin. Plus de 300 associations seront présentes et 250 000 personnes sont attendues. Azadeh Alemi souligne : «La diaspora des quatre coins du monde se mobilise pour rendre visible la réalité iranienne que personne ne voit.»



une 11,2026

Kurdish man killed by Iranian border guards: Rights agency

ERBIL, Kurdistan Region – A Kurdish man was killed early Thursday after being struck by direct gunfire from government border forces in Baneh, Iran's Kurdistan province, according to the Kurdistan Press Agency (Kurdpa).

The incident took place in the early hours of Thursday, when a Kurdish citizen, identified as Matlab Kheybari, father of two, was killed after being shot by government border forces in the Choman area of Baneh, Kurdpa reported, citing a local informed source.

It also added that the Iranian forces "opened direct fire on this citizen's head without any prior warning" at the border area.

The source stressed that Kheybari was not involved in smuggling activity at the time, stating that he "was not carry-

ing any smuggled goods" when he was targeted.

Kurdish porters, known as kolbars, frequently cross difficult mountain terrain to transport goods between the Kurdistan Region and Iranian Kurdistan (Rojhelat).

The work is widely described as dangerous and economically driven, with many families relying on it due to limited job opportunities and rising living costs.

Kolbars typically carry food

items, clothing, and cosmetics, and according to Haji Omaran border crossing figures, between 1,000 and 1,500 kolbars cross daily, transporting around 60 tons of goods from the Kurdistan Region to Iran. Many workers hold official kol-

bar cards permitting movement, though they remain vulnerable to accidents, harsh weather conditions, and sporadic clashes or shootings along the border.

Rights groups and local re-

ports have repeatedly raised concerns over the risks faced by border porters, who often come from impoverished Kurdish border communities where alternative employment is scarce.

Le Monde

Nicolas Bourcier
12 juin 2026

En Turquie, comment le régime d'Erdogan a bâti un capitalisme de connivence

Enquête En moins d'un quart de siècle, la formation islamo-conservatrice du président turc, Recep Tayyip Erdogan, a donné les clés de l'économie du pays à un cercle restreint issu d'une classe d'affaires loyale et de relations clientélistes.

Il n'imaginait certainement pas provoquer, en pareil contexte politique déjà suffisamment troublé, une telle vague d'indignation. Lorsque Gökhan Günaydin, député et vice-président du groupe parlementaire du Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition de Turquie, brandit devant ses pairs à l'Assemblée, le 12 mars, à Ankara, une pancarte sur laquelle figurent 15 portraits d'hommes et de femmes, tous membres du directoire du géant et fleuron national Turkish Airlines, l'auditoire fait comme si de rien n'était. Quelques applaudissements viendront timidement clore une intervention où il aura été question de beaucoup de chiffres et d'argent. Et puis rien, aucune réaction.

L'effet aura lieu ailleurs. En quelques jours, les images de cette prise de parole seront visionnées par des centaines de milliers d'internautes. Celles-ci montrent l'élu d'Istanbul égrener des noms, des postes et le montant des émoluments accordés par la compagnie aérienne. Plus de



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (deuxième à droite) remet un prix à Ahmet Bolat, président du conseil d'administration de la compagnie Turkish Airlines, aux côtés de son frère, Ömer Bolat (premier à droite), le ministre du commerce, à Istanbul, le 30 juin 2025. SERHAT CAGDAS/ANADOLU VIA AFP

40 000 euros de salaire mensuel pour les plus hauts cadres, soit dix ans de revenus cumulés pour un retraité turc, a calculé le député, diplômé de droit et d'économie. Selon ses dires, la compagnie publique débourse plus de 400 000 euros par mois, in-

demnités comprises, pour les 15 dirigeants. Une somme non négligeable, comparée au salaire minimum turc, qui s'élève à 33 030 livres turques brut par mois (617 euros brut), perçu par près d'un salarié sur deux.

Plus gênant encore, l'élu relève les liens qui unissent ces dirigeants avec le pouvoir en place. Ainsi, poursuit-il, le président du conseil d'administration de Turkish Airlines, Ahmet Bolat, se trouve être le frère du ministre du commerce, Ömer Bolat. Un

des directeurs généraux adjoints de la compagnie, Murat Seker, est le gendre de la sœur du président Erdogan. Tandis qu'un autre, Abdulkemir Çay, a obtenu son diplôme au lycée *imam hatip* (établissement public destiné à la formation du personnel religieux) de Kartal, sur la rive asiatique d'Istanbul, au cours de la même période que Bilal Erdogan, fils cadet du chef de l'Etat et potentiel successeur de ce dernier.

Dans sa présentation, le député de l'opposition s'en prend également au « *favoritisme et au népotisme* », un système d'autant plus inacceptable, insiste-t-il, que le pays traverse de graves difficultés économiques. Preuves à l'appui, le parlementaire rappelle que les postes de direction ne sont pas attribués selon le mérite, mais en fonction des relations avec les cercles restreints gravitant aux plus hauts sommets de l'Etat. « *Pendant que les retraités et les employés sont lésés, les courtisans sont favorisés* », lâche-t-il, en rappelant que le président venait de refuser, le 11 mars, d'augmenter les primes de retraite.

« La bande des cinq »

Le sujet abordé ici par l'élé au Parlement n'est pas nouveau. Kemal Kılıçdaroglu, candidat CHP malheureux à la présidentielle de 2023, avait déjà livré une attaque en règle contre ce qu'il appelait la « *bande des cinq* », pour désigner les cinq grands groupes de BTP ayant raflé la quasi-totalité des marchés publics sous l'AKP (Parti de la justice et du développement), la formation islamo-conservatrice d'Erdogan, au pouvoir depuis 2002 : Cengiz Holding, Limak Holding, Kalyon Group, Kolin Holding et Makyol. A l'époque, M. Kılıçdaroglu avait même fait préparer un rapport mentionnant que 418 milliards de dollars de revenus publics avaient été transférés à ce groupe de capital privé en vingt ans. Il avait d'ailleurs

promis d'« *anéantir les entreprises de copinage d'Erdogan* » en cas de victoire, ce qui ne s'est pas produit.

Mais, aujourd'hui, la crise s'est aggravée. L'inflation est répartie largement à la hausse, et le durcissement continu du pouvoir s'est accompagné par une emprise accrue sur l'économie, la société civile et le champ politique. Les Turcs le ressentent – et quand un élu met des visages et des chiffres dessus, cela fait mouche. Les débats en ligne se sont multipliés. D'autres noms sont apparus, montrant du doigt les dérives autoritaires et l'érosion des contre-pouvoirs institutionnels qui en découle.

Le 9 avril, Turkish Airlines a beau avoir annoncé, sans donner la moindre explication, le départ d'Ahmet Bolat, et celui du directeur général, Bilal Eksi, la brèche est ouverte. Le déballage se poursuit, il s'amplifie même. Deux jours après le communiqué de la compagnie, le quotidien nationaliste d'opposition *Sözcü*, révèle qu'un certain Hasan Murat Mercan, un ancien député AKP nommé au conseil d'administration de Turkish Airlines, est l'oncle du gouverneur de la banque centrale, Fatih Karahan. Que Simin Mercan Bayraktar, sa fille, est l'épouse du ministre de l'énergie, Alparslan Bayraktar. Et que Turkish Airlines a offert la direction du bureau de Bologne (Italie) à Salih Ahzem Topal, le fils d'Özlem Zengin, vice-présidente du groupe AKP au Parlement.

La famille Sayan

« *Vous croyez que c'est fini, mais ça ne l'est pas !* », prévient à son tour Timur Soykan, sur la chaîne YouTube Onlar. Dans son émission, ce journaliste réputé pour ses enquêtes sur les réseaux criminels et la corruption poursuit dans la même veine l'étalage des largesses de l'Etat et ses réseaux clientélistes. Ainsi apprend-on que le beau-frère d'Hasan Murat Mercan se

trouve être le gouverneur de la ville de Mardin, dans le sud-est du pays. Au même moment, à l'écran, s'incrument les portraits de quatre membres de la famille Sayan, surnommée la « *famille la plus favorisée de Turquie* ».

On y voit Fatma Betül Sayan Kaya, ancienne ministre de la famille. Sa sœur Ayse Hilal Sayan Koçtak, ambassadrice à Bahreïn et ancienne conseillère pour l'AKP. Son frère, Ömer Fatih Sayan, actuel vice-ministre des transports, et son autre sœur, Sümeyye Sayan, ex-membre de l'Assemblée municipale du grand Istanbul. Cette dernière s'était déjà fait remarquer, en 2019, pour avoir voté, lors d'un appel d'offres lancé par une municipalité d'arrondissement tenue par l'AKP, pour sa propre société de conseil.

« *Jamais l'entre-soi et la connivence n'avaient atteint un tel niveau*, estime l'économiste et essayiste Mehmet Altan. *La captation des marchés publics, la distribution de contrats d'infrastructure, de défense et d'énergie, à des cercles proches du pouvoir, est devenu un instrument de fidélisation politique. Qui s'oppose perd ses licences ; qui soutient les obtient.* »

En près d'un quart de siècle au pouvoir, sans discontinuer, l'AKP a su mettre en place un système méthodiquement perfectionné et développé. Ainsi, en 2018, les professeurs Ihsan Yılmaz et Galib Bashirov qualifient le régime économique sous Erdogan de « *néopatrimonialisme* », caractérisé par une relation clientéliste entre le parti islamo-conservateur et l'électorat. D'autres chercheurs, au cours de cette même période, comme Berk Esen et Sebnem Gumuscu, expliquent comment l'AKP a construit une classe d'affaires loyale en utilisant des mécanismes étatiques politisés tels que les privatisations, les marchés publics et les transferts de capitaux privés vers des

acteurs économiques favorisés.

Tous s'accordent à rappeler que la Turquie est un pays capitaliste, dans lequel l'Etat a toujours été fortement impliqué dans l'économie. Mais, comme l'avance le spécialiste en sciences sociales Abdullah Yusuf Tatli dans son mémoire « *Here to Stay : Crony Capitalism in Turkey* » (« *là pour durer : le capitalisme de connivence en Turquie* », non traduit, METU Ankara & Humboldt Universität Berlin, 2020), la nature même de cette implication étatique consiste, sous le règne de l'AKP, à « *fausser le jeu du marché en faveur des entreprises liées au gouvernement* ». Sa position hégémonique, écrit-il, lui permet de formaliser et de diversifier les instruments de distribution des rentes de connivence.

« Système centralisé »

A l'aide de nombreux exemples, le chercheur rappelle que les entreprises jugées politiquement défavorables ont fait l'objet d'audits « *weaponisés* » (utilisés comme armes) et de saisies de biens : « *L'AKP a mis en place un système centralisé de récompenses et de punitions pour mener une politique d'accumulation du capital ciblant ses partisans, un système qui a joué un rôle déterminant dans la construction de l'autoritarisme en Turquie.* »

En 2002, l'année de l'arrivée au pouvoir de l'AKP, une loi sur les marchés publics a été adoptée pour organiser la distribution des appels d'offres publics. Celle-ci vise à aligner la Turquie sur les normes de l'Union européenne et les standards de transparence internationaux. L'objectif était aussi de rassurer les investisseurs internationaux et de discipliner les dépenses publiques. Seulement voilà : entrée en vigueur l'année suivante, la loi a depuis été modifiée plus de 150 fois. Les recours aux procédures né-

gociées ou dérogatoires ont proliféré.

Les premiers articles de presse faisant état d'irrégularités dans les marchés publics apparaissent en 2006. Bien plus tard, on apprendra qu'un favoritisme « systématique » (85 % des appels d'offres) a prévalu, selon des enquêtes menées entre 2004 et 2011, dans l'attribution des marchés publics. La suite sera de la même veine.

La privatisation des entreprises publiques a constitué un autre vecteur de distribution des rentes. Avec un contrôle bureaucratique et judiciaire des privatisations réduit d'année en année, rappelle M. Tatli, les licences minières et énergétiques ont été, elles, cédées à des holdings proches de l'AKP pour une fraction de leur valeur réelle. La tendance est même lar-

gement à la hausse. Depuis 2024, Ankara a engagé une vaste simplification administrative pour les mines, les barrages et les infrastructures énergétiques.

Médias liés à l'Etat

La collecte de l'impôt constitue un autre mécanisme par lequel les acteurs économiques proches des cercles du pouvoir bénéficient d'avantages. Ils peuvent par exemple négocier avec le gouvernement pour réduire le montant des pénalités fiscales dont ils sont redevables. Les groupes Cengiz et Albayrak ont ainsi pu obtenir de l'Etat une réduction de plus de 90 % de leurs pénalités.

Au contraire, les sanctions peuvent être lourdes pour les récalcitrants. Le ministère des finances de l'AKP n'a fait preuve d'aucune clémence

envers les acteurs économiques critiques du parti. Après des articles jugés négatifs à l'égard du gouvernement, le groupe de presse Dogan a été frappé par une série de redressements fiscaux. Contraint de payer une amende de près de 3 milliards de dollars, il a cédé en 2011 deux de ses journaux à grand tirage à Demirören Holding, proche du pouvoir. Koç Holding et Boydak Holding ont également été confrontés à des problèmes similaires après que certaines de leurs actions ont été interprétées comme un acte de dissidence. Aujourd'hui, on estime que plus de 90 % des médias turcs appartiennent à des groupes ayant des intérêts économiques étroitement liés à l'Etat et aux marchés publics.

Dans un texte publié en mai sur son compte Substack, l'ancienne journaliste Ezgi Ba-

saran, politologue à l'université d'Oxford, a résumé la situation de la sorte : « *Erdogan gouverne comme le PDG d'un système dense et imbriqué de contrats, de licences, de partenariats étrangers et de dispositifs sécuritaires – et sa longévité politique repose sur sa capacité avérée à offrir de la prévisibilité aux intérêts qui dépendent de ce système.* »

Un dernier exemple est venu du quotidien d'opposition *BirGün*. D'après une de ses enquêtes publiée le 20 mai, le journal affirme que trois banques publiques, Vakıflar, Halk et Ziraat, ont inondé de contrats publicitaires les journaux progouvernementaux, entre janvier et mars, pour un montant de 29 millions d'euros. De quoi huiler les rouages pendant encore un certain temps.

The New York Times

**Adam Rasgon,
Farnaz Fassihi
June 12, 2026**

As Speculation Swirls About the Emerging Iran Deal, Here's What We Know

A "memorandum of understanding" between the two sides is under discussion. Both sides are keen to frame it as a victory.

With a draft deal between the United States and Iran now on the table, speculation has been swirling about exactly what is in the agreement.

President Trump insisted on Friday that reports circulating about details of the proposed deal were incorrect. In a post on social media, he said the terms "Iran leaked" to the media "have NOTHING to do with the terms that were agreed to, in writing."

There were conflicting accounts of the deal in Iranian

media, with one hard-line news outlet reporting terms more favorable to Iran and the state news agency providing a more measured description. On Friday, Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said that a deal "has never been closer," but added that "the media should refrain from entering speculation about its content."

Much about the emerging deal remains murky, with both sides keen to frame it as a victory. What is known is that a "memorandum of understanding" between the two sides is under

discussion.

Two Iranian officials and one regional official briefed on the terms of the agreement said that the United States and Iran had agreed to a preliminary deal that would end the fighting, reopen the Strait of Hormuz and lift the U.S. naval blockade on Iran. They said the deal would pave the way for further talks on the country's nuclear program.

The agreement is similar to previous iterations of a deal that have emerged in recent weeks of stop-start negotia-

tions, the three officials said, but added there have been some changes to the wording.

The United States, Iran and Israel have been at war since late February, and although a cease-fire was agreed to in April, there have been persistent flare-ups of fighting. Israeli officials have expressed concern about the agreement, saying they feared Iran would avoid making concessions on its nuclear program in the next round of talks.

The regional official was optimistic that the deal could be

finalized but cautioned that last-minute spoilers could lead to its collapse.

Here is what we know from the three officials about the deal. The United States has not confirmed these details.

Under the terms of the framework, Iran and the United States would start negotiations on Iran's nuclear program. The negotiations should last a maximum of 60 days and the war would stop on all fronts, including Lebanon, for that period. It is unclear what would happen after the 60 days if a comprehensive deal is not reached.

Iran would open the Strait of Hormuz for the passage of ships and the United States

would lift the naval blockade on Iran's ports in the Persian Gulf.

During the 60-day negotiation period, Iran and countries in the region would discuss the future management of the strait, the three officials said. Last month, it emerged that Oman had discussed partnering with Iran to charge service fees for ships to pass through the strait, ignoring Trump administration warnings against such a plan.

If the agreement is finalized, a signing ceremony was expected to take place in the coming days in Geneva, Switzerland. Negotiators from the United States and Iran met there for talks in February before the war began.

Vice President JD Vance is supposed to lead the U.S. delegation, according to the regional official. Mr. Trump said on Thursday that he would send Mr. Vance to sign the agreement if it was finalized. Gen. Mohammad Bagher Ghalibaf, Iran's top negotiator and the speaker of parliament, was expected to lead the Iranian delegation, all three officials said.

In the memorandum, Iran would reiterate its commitment to not develop or acquire a nuclear weapon, the officials said. The agreement does not resolve the question of Iran's stockpile of highly enriched uranium, or the future of its nuclear program, and leaves those issues to later negotiations, according to the three officials.

The two Iranian officials said the next phase of talks would include discussion of the lifting of American sanctions, including on Iran's oil sales and international banking transactions, in exchange for concessions on the Iranian nuclear program.

Adam Rasgon is a reporter for The Times in Jerusalem, covering Israeli and Palestinian affairs.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

The New York Times

Steven Erlanger
June 13, 2026

With a Deal Seemingly Close, the U.S. Faces an Iran More Willing to Withstand Pressure

Iran's new, more militaristic leaders have already survived the worst that America and Israel can deliver, and seem readier to take risks.

Steven Erlanger, based in Berlin, has written about Iran and the Middle East for decades.

The United States and Israel went to war in Iran seeking regime change. Nearly four months later, there has been regime change, but not the kind they wanted. The Islamic Republic 3.0, as some call it, is now less a theocracy and more a military junta dominated by the powerful Islamic Revolutionary Guards Corps.

Washington and Jerusalem also went to war to eradicate Iran's nuclear program and

end the threat it poses. So far, this conflict has only produced a wounded Iran more willing to take risks and more likely to persist in its goal of advancing its nuclear program.

The United States and Iran traded blows this past week while trying to find a path toward settling the war. By Friday, despite accusations of duplicity from both sides, officials in Tehran and Washington said they were closing in on an initial agreement, known as a memorandum of understanding. On Saturday, President Trump announced that

the signing would take place on Sunday, though Iran's foreign ministry publicly cautioned that the timeline could be slower.

Even agreement on the memorandum will leave Tehran with some leverage, as the two sides engage in serious negotiations on Iran's nuclear program and its future role in the Strait of Hormuz. Many details would be left to a 60-day period for negotiations, which may or may not succeed.

In the course of this war, Iran has gone from appearing weak and defenseless to a

regime not only surviving, but also retaining important military and nuclear abilities. Iran's extensive security apparatus seems firmly in control of all aspects of governing, society and foreign policy.

Iran is now led by "a younger, more brazen generation in power," said Sanam Vakil, the director of the Middle East and North Africa program at Chatham House, in what Aaron David Miller, a former American diplomat at the Carnegie Endowment, called "a transition from divine power to hard power."

These new leaders believe they can survive even a major renewal of fighting without significantly altering their negotiating positions or their larger regional aims. Those aims include to restore their power of deterrence so that they cannot be attacked again as they were in late February.

They also want to maintain the right to enrich uranium, even at low levels after a period of suspension, and will retain the scientific knowledge and equipment that would allow them, should they choose, to again become a nuclear-threshold state, one that would have all the elements of a nuclear weapon without having put one together.

The new Iranian government has shown itself to be a tough negotiator willing to accept a high level of pain to preserve its core interests.

This attitude is very different from the caution shown by the former supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who was assassinated on the first day of the war, Feb. 28. He had for years banned the production of a nuclear weapon and always worked to avoid a joint Israeli-American attack on Iran.

Having survived the attack, Iran's leaders no longer feel those same constraints. They are convinced, analysts say, that President Trump has no intention of restarting a full-scale war and note that he has put limits on Israel's desire to do so. That helps explain why Iran, for the first time this week, [dared to directly attack Israel](#) after Israel bombed the strongholds of Hezbollah, Iran's proxy in Beirut, Lebanon, which Israel had regularly done for months.

Iran's attack on Israel was also a way for Iran to connect its demand for a cease-fire in Lebanon to the negotiations



Members of the Islamic Revolutionary Guards Corps in April at a government-organized march in Tehran. Credit... Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

with the United States over ending the war in Iran. Israel wants to keep the issues separate.

With the new regime, objectives that the United States and Israel have not achieved through war will not be achieved through more coercion, said Ali Vaez, the Iran project director for the International Crisis Group. The Iranians believe the worst is behind them, he said. And they will work to retain their core demands — their right to uranium enrichment, their ballistic missile program and their support for their proxies, like Hezbollah, Hamas and the Houthis.

Under any deal, experts say, Iran is likely to agree to a limited suspension of enrichment, and agree that half of its current stockpile of highly enriched uranium will be exported and the other half diluted to a lower level of enrichment. But Iran would still retain its nuclear knowledge and infrastructure, including advanced centrifuges.

That, together with an ability to shut down the Strait of Hormuz again whenever it chooses,

will give Iran a “card to prevent Israel and the United States from attacking again,” argued Danny Citrinowicz, a retired Israeli military intelligence officer who specializes in Iran. It will also give Iran renewed influence in the region.

“A war meant to prevent Iran from acquiring nuclear weapons will be the war that pushed them over the Rubicon,” he said.

He and others point out that before the war, Iran had offered Mr. Trump's envoys in Geneva a better deal than it is currently offering in the nuclear negotiations with the United States.

A newly emboldened Iran is likely to press harder for its other demands.

Iran wants some \$12 billion in frozen assets released up front, with another \$12 billion as a later payment for progress on carrying out any deal. The Iranians want to test Mr. Trump's willingness to face down what will be strong opposition from some Republicans and Israel about handing over money to Iran.

As for the key nuclear issues, other than an Iranian commitment not to build a bomb, they are largely left for more detailed negotiations over the following 60 days.

Iran is also continuing to demand that it be able to charge ships in some fashion to use the Strait of Hormuz.

Despite its willingness to take risks, Iran wants a deal to ease the growing economic pressure in the country and to allow it to sell the oil it has been pumping but storing through the American blockade of the strait. Iran's economy is in tatters and could produce more anti-regime protests once the war finally ends. But Iran believes that Mr. Trump is in even more of a hurry, so it has not been making the concessions Washington wants, said Ms. Vakil, the Chatham House analyst.

Iran's long-term goals remain, she said, to prevent a future attack, to divide the Arab nations of the Gulf over how far to accommodate it, to push for the alienation of Israel among Arab states and to diminish U.S. military presence and abilities in the region. The

risk, she said, is that Iran will overplay its hand and miscalculate, as it has in the past.

Even with an early deal, the analysts doubt that the negotiations will ever get to the thornier issues, like a detailed nuclear agreement, much as the Gaza agreement Mr. Trump negotiated has stalled.

“So we’re likely to be in a limbo state for a long time, which is to Iran’s advantage,” said Suzanne Maloney, an Iran specialist at the Brookings Institution. “No war, no peace is comfortable for Iran,” she said, because it will only increase pressure on Mr. Trump to take any kind of deal to free up the strait and try to

restore equilibrium in the market for energy, fertilizer, aluminum and so much more.

[Steven Erlanger](#) is the chief diplomatic correspondent in Europe and is based in Berlin. He has reported from over 120 countries, including Thailand, France, Israel, Germany and the former Soviet Union.

A version of this article appears in print on June 14, 2026, Section A, Page 1 of the New York edition with the headline: Tougher Iran Wants More From Talks. [Order Reprints](#) | [Today’s Paper](#) | [Subscribe](#)

Le Monde

14 juin 2026

Donald Trump annonce de nouveau la signature imminente d’un accord avec l’Iran, ce que Téhéran ne confirme pas

Le président américain et le médiateur pakistanais ont évoqué la finalisation d’un accord pour dimanche. Mais l’Iran tempore alors que le contrôle du détroit d’Ormuz et le sort de l’uranium iranien restent au cœur des discussions.

Maintes fois annoncée par Donald Trump sans qu’elle se concrétise, la signature d’un accord entre les Etats-Unis et l’Iran pour mettre fin au conflit au Moyen-Orient a cette fois reçu, samedi 13 juin, une caution. Le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, dont le pays joue le rôle de médiateur entre les parties, a déclaré, sur X, s’attendre à la « finalisation » de cet accord « dans les prochaines vingt-quatre heures », et se préparer à sa « signature électronique » avant des « discussions techniques », dans la semaine.

Le président américain a ensuite assuré que la signature était « prévue » pour dimanche, jour de ses 80 ans. « Dès qu[e] l’accord] aura été signé, le détroit d’Ormuz sera ouvert à tous », a ainsi af-

firmé M. Trump sur son réseau, Truth Social. La diplomatie iranienne a, de son côté, évoqué, samedi, un accord dans « les prochains jours » mais pas dimanche, selon l’agence de presse gouvernementale IRNA.

Depuis vendredi, Washington et Téhéran laissaient entrevoir une issue. Mais les versions d’un éventuel accord données par les médias iraniens et la Maison Blanche divergent. « Tant qu’un accord complet n’aura pas été conclu (...), on ne pourra affirmer avec certitude qu’un terrain d’entente a été trouvé », a rappelé le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi.

D’après lui, le compromis prévoit la levée du blocus américain des ports iraniens et une nouvelle gestion du

détroit d’Ormuz, voie maritime stratégique pour le commerce mondial d’hydrocarbures. Elle est contrôlée par Téhéran depuis le début de la guerre, ce qui a fait flamber les prix du pétrole.

Un protocole en 14 points

S’agissant de l’uranium enrichi, autre point central de ces laborieuses négociations, Donald Trump a affirmé que les Etats-Unis iraient le récupérer en Iran « le moment venu », alors que Washington affirmait jusqu’ici qu’un accord devrait aboutir au « démantèlement » du programme nucléaire iranien et permettre de récupérer cette matière fissile, qui serait détruite puis sortie d’Iran.

L’agence de presse iranienne Mehr avait publié, vendredi, un texte présenté comme

une ébauche de protocole en 14 points, remplissant une série de conditions de Téhéran, dont le droit à l’enrichissement d’uranium et le déblocage rapide de 24 milliards de dollars (20,75 milliards d’euros environ) de fonds iraniens gelés à l’étranger, demande-clé de la République islamique asphyxiée économiquement par les sanctions.

Selon Donald Trump, samedi, les Iraniens, qui démentent vouloir se doter de l’arme atomique comme les en accusent les Etats-Unis et Israël, « ne veulent plus d’arme nucléaire ». Les Etats-Unis iront « quand tout sera calme (...) récupérer la poussière nucléaire, enfouie profondément » dans les montagnes afin de la diluer et de la détruire « en Iran ou aux Etats-Unis », a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie iranienne avait préconisé la veille une dilution en Iran des stocks d'uranium enrichi à 60 %. Les diluer à un taux inférieur à 5 %, loin des 90 % requis pour fabriquer la bombe atomique, éloignerait considérablement la menace d'un programme nucléaire à des fins militaires.

Le Liban inclus dans l'accord en discussion

En Iran, la possibilité d'un tel règlement a suscité l'opposition de dirigeants conservateurs, hostiles à des

concessions, notamment sur le contrôle du détroit d'Ormuz. Une vidéo montrant des dizaines de manifestants scandant des slogans contre le ministre des affaires étrangères a été diffusée, samedi soir, par une agence de presse iranienne.

Le conflit, déclenché par des frappes américano-israéliennes le 28 février avant un cessez-le-feu le 8 avril, a embrasé le Moyen-Orient, fait des milliers de morts, principalement en Iran et au Liban, et ébranlé l'économie mondiale. Donald Trump est sous

pression aux Etats-Unis pour s'extraire de cette guerre impopulaire, à l'approche des élections de mi-mandat de novembre et en plein Mondial de football coorganisé par son pays.

Sur le Liban, autre volet majeur, un haut responsable américain a déclaré, vendredi, qu'il était bien inclus dans l'accord en discussion, comme réclamé par Téhéran. Washington avait auparavant dit vouloir dissocier ce dossier.

Le Liban a été entraîné dans

la guerre le 2 mars quand le Hezbollah a visé le territoire israélien en soutien à l'Iran. Depuis, Israël pilonne son voisin, disant vouloir « éliminer » le mouvement chiite, qui cible, lui, les positions de l'Etat hébreux et le territoire de ce dernier. L'armée israélienne a déclaré, samedi, avoir frappé en vingt-quatre heures « plus de 70 sites » liés, selon elle, au Hezbollah. Les frappes israéliennes ont fait plus de 3 700 morts depuis le début de mars, selon Beyrouth.



15 juin 2026

Iran : « On va tout faire pour qu'il n'y ait pas de péage » dans le détroit d'Ormuz, assure Macron

Impact sur les prix des carburants, position de la France dans le détroit d'Ormuz, nucléaire iranien... Emmanuel Macron a réagi lundi à l'accord entre l'Iran et les États-Unis lors d'une interview sur TF1.

Emmanuel Macron a longuement réagi lundi 15 juin à l'accord annoncé entre les États-Unis et l'Iran, lors d'une interview sur TF1 en marge du sommet du G7 organisé à Evian-les-Bains.

Alors que le président américain Donald Trump a annoncé une réouverture du détroit d'Ormuz dès vendredi, le chef de l'État français s'est dit prêt à apporter son aide. « Nous avons construit avec les Britanniques une mission » pour aider à rouvrir le détroit d'Ormuz.

« Le Charles de Gaulle, avec tout ce qui l'entoure et qui reste dans la zone peut être déployé dans les deux ou trois jours qui suivront la confirmation » de l'accord, a-t-il affirmé.

« Nous défendons le droit international et on va tout faire en effet pour qu'il n'y ait pas de péage » dans ce détroit par où transite un cinquième de la production mondiale d'hydrocarbures, a-t-il par ailleurs souligné. En fin de matinée, lundi, l'agence Fars a annoncé que l'Iran avait ajouté au dernier moment des négociations une clause prévoyant l'imposition de redevances pour les services maritimes dans le détroit d'Ormuz.

« Dans les derniers instants des négociations, le texte du mémorandum d'entente a été

modifié, soulignant clairement et explicitement la question de la souveraineté irano-omanaise sur le détroit d'Ormuz », a indiqué Fars, citant une source anonyme.

À lire aussi: Détroit d'Ormuz, retrait du Liban... Ce que l'on sait de l'accord entre les États-Unis et l'Iran

Bientôt un impact sur les carburants ?

Après plusieurs semaines d'explosion des prix de l'essence, Emmanuel Macron a aussi tenté de rassurer. Le gouvernement va « s'assurer » que la chute de cours du pétrole attendue après la conclusion de l'accord soit « bien repercutée à la pompe », a-t-il affirmé.

« C'est dans les semaines qui viennent qu'on aura un impact

sur les cours », avec une baisse rapide des marchés mais ensuite, « pour que les chaînes logistiques repartent, ça va prendre quelques semaines », a-t-il détaillé.

Les capacités d'uranium iraniennes doivent être « neutralisées »

Les capacités d'uranium hautement enrichies de l'Iran doivent être « neutralisées » sous supervision de l'agence internationale de l'énergie atomique, a aussi insisté Emmanuel Macron, alors que la question du nucléaire iranien reste aujourd'hui en suspens dans l'accord entre les États-Unis et l'Iran.

À lire aussi Nucléaire iranien : le rêve de Trump de récupérer l'uranium enrichi peut vite virer au cauchemar

«Notre priorité», c'est qu'il y ait «un accord solide et sérieux qui soit finalisé» entre Washington et Téhéran, a déclaré le président français sur TF1, ajoutant que la France et ses

alliés européens allaient «s'assurer que les capacités d'uranium enrichies qui sont présentes en Iran soient bien neutralisées».

«Soit il faut le sortir, soit le diluer. Ensuite, il faut s'assurer qu'il y aura un contrôle de cette agence (AIEA) pour que les Iraniens ne puissent pas, dans les mois et les années

qui viennent, se réorganiser pour refaire de l'uranium enrichi et construire des armes avec».



June 15, 2026

Iraq coordinates return of 10,000 citizens from Syria under joint committee

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq and Syria have formed a joint committee to facilitate the return of around 10,000 Iraqi citizens currently in Syria, including people who had previously lived in the notorious al-Hol camp, according to Iraq's Ministry of Migration and Displacement.

“A joint committee between the Iraqi and Syrian governments has been formed to return approximately 10,000 Iraqi citizens from Syria, including those who were previously in al-Hol camp,” Ali Jahangir, spokesperson for the ministry, told Rudaw on Monday.

Jahangir said discussions between the two sides are ongoing, but no final timeline has been agreed upon.

“The committees from both sides are in constant communication and holding meetings, but the timing and logistics for repatriating these Iraqi citizens from Syria have not yet been finalized,” he said.

The move comes as Iraq continues efforts to retrieve its citizens previously held in Syria's al-Hol camp, which housed families linked to the Islamic State (ISIS) for several years. Since 2023, Iraq has repatriated more than 21,000 Iraqi citizens, most of whom were relatives of suspected ISIS



People arrive from al-Hol camp in eastern Syria by the new tent shelters at the Akbaran camp near Akhtarin, in the north of Aleppo province, on February 17, 2026. Photo: AFP

members, through 33 separate convoys.

Before any return takes place, Iraqi security agencies will conduct comprehensive screenings of families to ensure none of the individuals is wanted by the Iraqi judiciary.

Jahangir added that the Ministry of Migration and Displacement has completed all necessary preparations for the repatriation process.

Located in Syria's northeastern province of Hasaka, al-Hol camp came under the control of the

Syrian army in January after previously being administered by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

At the time, more than 80 Iraqi families connected to ISIS militants were living in the camp before relocating to other Syrian cities.

In February, Syrian authorities closed the camp after transferring all of its residents, ending years of controversy surrounding the facility that housed families and relatives of ISIS fighters.

The camp held about 24,000

people, the majority Syrians and Iraqis, along with more than 6,000 foreign nationals from around 40 countries. Over the years, the camp drew international criticism over deteriorating humanitarian conditions and fears that it had become a breeding ground for extremism.

Despite the relocation of al-Hol camp residents, the mid-January attacks by the Syrian army and allied armed groups against the SDF triggered ISIS prison breaks, prompting the transfer of over 5,700 prisoners to Iraq under US military supervision.



Lucas Biosca,
AFP et Reuters
15 juin 2026

Liban, Ormuz, nucléaire... Etats-Unis et Iran annoncent un protocole sans régler leurs désaccords

Le texte final sur lequel se sont entendus Washington et Téhéran n'a pas encore été rendu public. Les rares certitudes de ce lundi portent donc sur les sujets épineux dont on sait déjà qu'ils vont vite revenir sur la table des négociations.

Après presque quatre mois de conflit, l'Iran et les Etats-Unis ont annoncé dimanche 14 juin tard dans la soirée un protocole d'accord pour mettre fin à la guerre. «*L'accord avec la République islamique d'Iran est désormais finalisé*», a affirmé Donald Trump, qui devrait envoyer son vice-président JD Vance pour le signer vendredi lors d'une cérémonie à Genève.

Néanmoins, le document sur lequel se sont entendus Washington et Téhéran n'a pas encore été rendu public. On ignore donc dans l'immédiat les termes exacts du texte et ce qu'il comprend dans sa version finale.

Par ailleurs, cela ouvre la voie à des pourparlers plus techniques sur les questions qui fâchent. Selon Téhéran, des négociations débiteront dans un délai de soixante jours en vue de parvenir à un accord définitif, sur plusieurs sujets, alors que les crispations sont légion depuis des décennies de tensions et d'hostilité entre les deux pays.

Libération fait le point sur ce que l'on sait à ce stade, dans une situation encore très mouvante, entre les *deals* conclus, les incertitudes qui demeurent

et les nouvelles tractations déjà programmées.

D'abord, le Liban

C'est la question en suspens ce lundi matin. L'accord annoncé la veille au soir prévoit «*la fin immédiate et définitive de la guerre et des opérations militaires sur les différents fronts, y compris au Liban*», a déclaré sur la télévision d'Etat le vice-ministre des Affaires étrangères iranien, Kazem Gharibabadi. Le Hezbollah, parti-milice affilié à Téhéran, a entraîné le pays dans la guerre début mars en ciblant le territoire israélien. Depuis, Israël assaille son voisin, disant vouloir «*éliminer*» le mouvement chiite, en dépit d'une trêve annoncée début juin.

Mais le gouvernement Israël n'a pas encore communiqué de position officielle sur l'accord de dimanche soir. La première réaction est venue ce lundi matin du ministre israélien d'extrême droite chargé de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir : «*l'accord de Trump ne nous engage pas [...] nous ne sommes pas partie à cet accord. Il ne garantit pas notre sécurité*».

L'accord a été conclu malgré une nouvelle frappe israélienne sur Beyrouth dimanche, qui a suscité les critiques tant de l'Iran que de Donald Trump. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu est en désaccord avec son allié américain concernant la limitation des opérations militaires de Tsahal au Liban. Dans une interview accordée au *New York Times*

dimanche soir, Trump a qualifié Netanyahu de «*type très difficile*». «*Il n'a aucun putain de jugement. Je le lui ai fait savoir*», a-t-il enchaîné.

Le dirigeant israélien, sous pression de son extrême droite, va affronter dans quelques semaines de nouvelles élections législatives.

Puis le détroit d'Ormuz

Le dossier est scruté par la planète entière. Depuis le début de la guerre, l'Iran bloque cette voie maritime cruciale par laquelle transitait auparavant un cinquième des hydrocarbures consommés dans le monde.

«*J'autorise pleinement la réouverture du détroit d'Ormuz sans droits de passage et, parallèlement, la levée immédiate du blocus naval américain. Navires du monde entier, mettez les moteurs en marche. Que le pétrole coule à flots !*», a lancé dimanche soir le président américain Donald Trump. Selon lui, cette réouverture interviendra «*dès la signature de l'accord vendredi, afin de permettre le déminage*».

Ce qui laisse donc encore cinq jours pour régler les modalités de cette réouverture. L'Iran, qui considère le détroit comme «*un des principaux instruments de [sa] dissuasion*» depuis la guerre, n'a pas communiqué à ce sujet dans l'immédiat après l'annonce de l'accord. Mais depuis le début des tractations, Téhéran faisait valoir sa volonté

d'instaurer une sorte de droit de péages sur la centaine de navires qui transite chaque jour par ce passage en temps normal.

Dans une interview au *Times* dimanche soir, Donald Trump a assuré que l'accord conclu avec l'Iran garantirait à terme que le détroit d'Ormuz serait «*définitivement libre de tout péage*».

De son côté, Emmanuel Macron a affirmé ce lundi matin que la mission maritime internationale mise en place par la France et le Royaume-uni était «*prête à accompagner*» la réouverture du détroit d'Ormuz. «*La reprise du trafic maritime, sans restriction ni péage, est une condition indispensable à la stabilité régionale et à l'économie mondiale*», a-t-il souligné.

L'épineux dossier du nucléaire

Le vice-ministre des Affaires étrangères iranien, Kazem Gharibabadi, a présenté dimanche soir un cadre pour la suite des discussions : «*Les négociations débiteront dans un délai de 60 jours en vue de parvenir à un accord définitif*», a-t-il précisé, mentionnant en particulier la question du nucléaire.

Israël et les Etats-Unis accusent l'Iran de poser une menace nucléaire, justifiant ainsi leur attaque du pays le 28 février. Téhéran revendique son droit à enrichir de l'uranium à des fins civiles, mais se défend de vouloir se doter de l'arme atomique.

Le président américain, qui a longtemps prôné le «zéro enrichissement», ligne rouge pour l'Iran, a affirmé samedi que les Iraniens «ne voulaient plus d'arme nucléaire».

Une grande incertitude entoure depuis le sort des réserves de plus de 400 kg d'uranium hautement enrichi que possède l'Iran. Elles ont été vues pour la dernière fois le 10 juin 2025 par les inspecteurs de l'AIEA, le gendarme onusien du nucléaire.

Donald Trump a affirmé samedi que les Américains iraient «quand tout sera calme [...] récupérer la poussière nucléaire» afin de la diluer et la détruire «en Iran ou aux Etats-Unis», a-t-il précisé.

L'Iran a préconisé, sous conditions, de diluer sur place ces stocks.

Le locataire de la Maison Blanche a toutefois prévenu dimanche soir dans le *New York Times* que si l'Iran ne parvenait pas à conclure un accord nucléaire définitif avec les États-Unis, il relancerait les attaques militaires contre Téhéran ou ferait des États-Unis «le gardien du Moyen-Orient» en échange de 20 % des revenus de la région.

Les sanctions financières

Autre thématique qui va être discutée dans les deux mois par les négociateurs : les sanctions américaines appliquées sur l'Iran depuis des

décennies, qui pénalisent son économie et les transactions internationales.

Le pays a en outre vu ses avoirs à l'étranger gelés dans la foulée de la Révolution islamique en 1979. En l'absence de chiffres officiels, les médias locaux ont estimé récemment ces avoirs à entre 100 et 123 milliards de dollars.

L'Iran avait conditionné tout accord avec les Etats-Unis au déblocage d'une partie de ces avoirs. L'agence de presse iranienne Mehr a rapporté lundi un texte, présenté comme étant le protocole d'accord en 14 points entre l'Iran et les Etats-Unis, dont une clause prévoit immédiatement le versement de 12 milliards

de dollars d'avoirs gelés. Le document publié par Mehr prévoit «le déblocage de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés au cours de la période de négociation de 60 jours» qui s'ouvre après la conclusion du protocole d'accord. «La moitié de cette somme doit être mise à la disposition de l'Iran avant le début des négociations», précise le texte, qui n'a pas été confirmé officiellement.

Dans un communiqué conjoint, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie se sont déclarés lundi «disposés à lever les sanctions pertinentes en réponse à des mesures claires et vérifiables de la part de l'Iran concernant son programme nucléaire».

Le Monde

Piotr Smolar
15 juin 2026

L'Iran et les Etats-Unis annoncent un accord pour arrêter la guerre au Moyen-Orient, avant une seconde phase de négociations sur les sujets qui fâchent

Le protocole, qui doit être signé vendredi 19 juin, fixe les principes d'une fin des combats, avant une phase de négociations de soixante jours sur le programme nucléaire iranien, les stocks d'uranium enrichi et la levée des sanctions américaines.

Pour son 80^e anniversaire, Donald Trump a soupiré de soulagement. Avant la tenue d'une soirée d'arts martiaux mixtes dans l'enceinte de la Maison Blanche, dimanche 14 juin, le président américain a annoncé la conclusion d'un protocole d'accord avec l'Iran.

Négocié péniblement de-

puis des semaines, ce texte fixe les principes d'une cessation de la guerre, avant le début d'une nouvelle phase diplomatique de soixante jours, destinée à résoudre les questions les plus épineuses : l'avenir du programme nucléaire iranien, le sort des stocks d'uranium hautement enrichi, la levée progressive des sanctions américaines.

Un château de cartes se dresse. Bien des vents peuvent encore l'abattre. « J'autorise pleinement la réouverture du détroit d'Ormuz sans droits de passage et, parallèlement, la levée immédiate du blocus naval américain. Navires du monde entier, mettez les moteurs en marche. Que le pétrole coule à flots ! », a écrit Donald

Trump dans un premier message sur son réseau Truth Social, exprimant de façon claire ses priorités. Dans un deuxième message, le président américain promettait « paix et sécurité à toute la région ». Il précisait que, après des opérations de déminage dans le passage maritime stratégique, l'or noir circulerait à nouveau librement

à compter du vendredi 19 juin, jour de la signature officielle du protocole, en Suisse. Le vice-président américain, J. D. Vance, devrait être présent. Donald Trump, qui participera avant cela au sommet des pays du G7 à Evian (Haute-Savoie), n'a pas encore communiqué son intention.

La frappe israélienne dans un faubourg du sud de Beyrouth, dimanche matin, a failli faire dérailler l'effort diplomatique, une énième fois. L'Iran s'apprêtait à déclencher des missiles en rétorsion. Il a fallu bien des palabres pour retenir son bras. Le premier ministre du Pakistan, Shehbaz Sharif, qui a joué un rôle-clé dans la médiation, a été le premier à annoncer sur X qu'un accord-cadre avait été enfin conclu. Il a remercié le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie pour leur engagement à ses côtés.

Sans jamais mentionner Israël, relégué au statut de sous-traitant américain – ce qui ne correspond pas à la nature de la relation bilatérale –, le dirigeant pakistanais précisait que les deux parties avaient accepté un « *arrêt immédiat et permanent des opérations militaires sur tous les fronts, le Liban inclus* ». Cette précision est cruciale. Washington avait essayé, en vain, de séparer les négociations avec l'Iran de celles conduites entre l'Etat hébreu et le gouvernement libanais. Téhéran est parvenu à intégrer le pays du Cèdre dans les paramètres incontournables de toute cessation générale des hostilités. Une victoire. Mais les prochains jours au Liban seront un test décisif de crédibilité pour tous les acteurs.



Donald Trump à la soirée d'arts martiaux mixtes dans l'enceinte de la Maison Blanche, à Washington, le 14 juin 2026. KENT NISHIMURA/AFP

Impression de retour en arrière

Le Conseil suprême de sécurité nationale iranien a confirmé cette issue négociée. A ce stade, en l'absence de détails sur le calendrier et les engagements concrets de chacun, une étrange impression de retour en arrière domine : au 8 avril, lorsque Donald Trump avait annoncé un cessez-le-feu de deux semaines et une réouverture « *complète, immédiate et sûre du détroit d'Ormuz* ». Des négociations finales devaient s'ouvrir ensuite à Islamabad, au Pakistan. Sans réussite à leur terme.

Cette fois, la signature de l'accord-cadre aura lieu vendredi 19 juin, en Suisse, après une série de discussions vouées à préparer le cycle suivant de négociations, dites « techniques ». Ce fut déjà à Genève, en Suisse, sous les auspices d'Oman, que l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, avait rencontré le ministre des affaires étrangères de l'Iran,

Abbas Araghtchi, le 17 février, puis le 26 du même mois. Téhéran était prêt, à l'époque, à des avancées inédites, mais insuffisantes, notamment au renoncement à tout stockage d'uranium enrichi sur son sol. Mais la décision d'aller à la guerre était déjà prise à Washington, faute d'une capitulation franche du régime iranien. Une capitulation qui ne viendra pas, par la suite.

Après bien des déclarations péremptoires sur le fait que les Etats-Unis allaient récupérer les stocks d'uranium enrichi de la République islamique, de gré ou de force, la Maison Blanche a dû, là aussi, modérer son ambition. Il est dorénavant question d'une dilution éventuelle de ces stocks, en Iran même. Mais rien n'est figé.

« *Concernant les problèmes nucléaires*, écrivait dimanche sur X Dan Shapiro, ancien ambassadeur américain en Israël et expert au cercle de réflexion Atlantic Council, *il n'y a*

vraiment pas d'accord, autre que le fait de négocier au sujet du stock d'uranium hautement enrichi et d'un moratoire sur l'enrichissement. L'Iran sait comment faire traîner ces négociations et essayer d'empêcher des concessions en chemin. Il est possible qu'aucun accord ne soit conclu, et très probable qu'en cas d'accord il sera pire que ce que nous aurions obtenu par la diplomatie avant la guerre. »

Les Etats-Unis et Israël sont pourtant entrés dans le conflit, le 28 février, avec beaucoup de certitudes. Elles concernaient l'ampleur de leurs forces militaires conjuguées et leur capacité de coordination, démontrée au cours des opérations de juin 2025. Washington avait alors franchi un pas inédit, en bombardant trois sites nucléaires iraniens. Une nouvelle fois, le goût de Donald Trump pour la transgression et l'opération militaire éclair semblait récompensé. Huit mois plus tard, la décapitation immédiate

du pouvoir iranien, au premier matin de la guerre, conforta cette foi.

Les deux alliés avaient aussi la conviction que le régime de Téhéran était vulnérable, comme jamais depuis la révolution islamique de 1979. Après les coups majeurs portés par Israël au Hamas et au Hezbollah dans l'après-7-Octobre [2023], ainsi que la chute du régime Al-Assad en Syrie, fin 2024, l'Iran se trouvait à portée d'une reconfiguration historique.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et ses alliés américains – les faucons néo-conservateurs incorrigibles, croyant dans les vertus transformatives de la seule puissance militaire – ont tout fait pour convaincre l'administration Trump d'une voie royale jusqu'à Téhéran. L'aveuglement des deux partenaires, les Etats-Unis et Israël, a été terrible. Il témoigne d'un renseignement piètre, d'une analyse défectueuse, d'une absence de plan et d'anticipation. Bref, d'une improvisation, précipitée par les manifestations populaires réprimées dans le sang, début janvier, par le régime iranien.

Défiance entre les parties

Le résultat, cent six jours après l'entrée en guerre, est une déroute stratégique à différents niveaux, malgré de vrais succès tactiques et une réduction considérable du potentiel militaire iranien. Il explique ce paradoxe : pour incomplet et bancal que soit le protocole négocié, il était sans doute impossible d'espérer mieux. Les Etats-Unis n'avaient pas prévu que l'Iran serait en situation

d'attaquer les alliés arabes dans le Golfe, ni son appropriation du détroit d'Ormuz comme outil de chantage ou jeton majeur de négociation. Couper l'un des robinets du pétrole mondial et axe de la circulation maritime paraît bien plus concret et dévastateur que les dérapages du **programme nucléaire iranien** à compter de la sortie des Etats-Unis, en 2018, de l'accord de Vienne (JCPoA, en anglais).

On ne connaît pas encore, officiellement, le texte complet du protocole d'accord. Mais selon toutes les versions, assez semblables, qui ont circulé dans les médias au cours du week-end grâce à des fuites organisées, il ne fait pas mention du programme balistique iranien. Ni des sous-traitants du régime dans la région (Hezbollah, rebelles houthistes au Yémen, Hamas), à la fois autonomes et organiquement liés à Téhéran. Ni, enfin, du peuple iranien, qui s'est dressé contre le régime, en janvier, au prix de dizaines de milliers de morts. Donald Trump leur avait assuré que « l'aide [était] en route ». Seul compte à présent à ses yeux un retour à la normale sur un plan commercial.

Ce qui s'allonge sur tous les acteurs, malgré les vigoureuses dénégations du président américain, est l'ombre d'une sorte de JCPoA revisité, en référence à l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015 : des restrictions négociées sur le programme, contre une levée progressive des sanctions économiques. Donald Trump rejette ce parallèle. Il prétend, en dépit de l'évi-

dence, que le JCPoA, conclu sous Barack Obama, était un chemin pavé vers la bombe, alors que l'accord actuel serait un « mur » empêchant cette ambition. Dans le JCPoA, l'Iran avait pourtant renouvelé son engagement à ne pas obtenir l'arme nucléaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait observé globalement un respect de ses engagements, au cours des trois premières années.

La réouverture prochaine du détroit d'Ormuz, annoncée dimanche 14 juin avec un immense soulagement par Donald Trump, ne signifie pas un retour instantané à la normale. La défiance est considérable entre les parties. Dans une déclaration commune, publiée durant la nuit, les dirigeants de quatre pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne et Italie) ont réaffirmé leur disponibilité à assumer leurs responsabilités, « y compris par une mission strictement défensive et indépendante visant à rassurer le trafic commercial et à mener des opérations de déminage ».

Le gouvernement israélien, pour sa part, pensait couronner son cycle de campagnes militaires post-7-October en faisant tomber ce qu'il considérait comme la maison mère de la menace pesant sur son existence. En réalité, il se retrouve plus isolé, plus critiqué que jamais au Moyen-Orient. En outre, dans cette déroute stratégique en partage, l'Etat hébreu est sous la menace d'une rupture historique avec le protecteur américain. Un temps, Donald Trump a lié son sort à Benjamin Né-

tanyahou. C'est fini. Il fait mine de lui donner des ordres, exige une fin des opérations israéliennes au Liban. Au site *Axios*, dimanche, le président américain confiait son exaspération, après la frappe du matin à Beyrouth et un entretien avec le premier ministre israélien. « *Pourquoi Bibi s'est-il senti obligé de lancer cette putain d'attaque ? J'étais tellement furieux. Je le lui ai fait savoir. Il n'a absolument aucun discernement.* »

Le milliardaire constate sa propre impopularité dans les sondages, les critiques bipartisanes sans cesse croissantes contre la relation spéciale avec Israël. Il est capable sans affect ni émotion d'orienter sa rhétorique brutale contre « Bibi ». Sans le soutien logistique et les livraisons des Etats-Unis, l'armée israélienne n'aurait plus les moyens de ses ambitions. Benjamin Nétanyahou voulait poursuivre la guerre. Donald Trump voulait à tout prix l'arrêter. Pour chacun, la facture politique de cette entreprise s'annonce lourde, malgré leur talent pour la communication partisane.

S'exprimant sur la chaîne conservatrice Fox News, dimanche, J. D. Vance commençait l'exercice périlleux de maquillage. « *Je pense que mon premier message au peuple américain est "merci". Grâce à votre patience, je pense que nous avons résolu un problème qui a empoisonné ce pays depuis bien avant ma naissance* », disait-il. Le verbe « résoudre » témoignait d'une rare audace oratoire.



June 15, 2026

Iraq exports 600k tons of oil via new Syrian corridor

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq has exported around 600,000 tons of fuel oil through Syria since early April, a Syrian Petroleum Company official said, as Baghdad increasingly relies on alternative export routes amid continued disruptions to traditional Gulf shipping lanes.

Jalal Jarad, administrative director of procurement at the Syrian Petroleum Company, told Rudaw on Monday that «since the beginning of April, approximately 600,000 tons of Iraqi crude oil has reached the Syrian port of Baniyas, and the export process has commenced,» adding that the exported oil is now being shipped onward to international markets.

Iraq began exporting oil through Syria on March 31 via the al-Waleed border crossing in Anbar province before loading it for export from Syrian ports.

Iraq's decision to use Syrian territory as an export corridor came after oil tanker traffic in the Strait of Hormuz was disrupted by the US-Iran war that began in late February. Before the conflict, nearly 90 percent of Iraq's oil exports moved through southern Gulf routes.



This aerial photograph shows the Nahr Bin Umar Oil and Gas Field on the outskirts of the southern Iraqi city of Basra on April 29, 2026. File photo: AFP

According to Jarad, the volume of Iraqi oil entering Syria remains substantial on a daily basis.

«The amount of Iraqi crude oil arriving in Syria daily varies by day, but it is approximately between 350 to 400 tankers per day,» he said.

Jarad added that the export operation is being carried out in coordination with Baghdad. «Regarding the export of crude oil, there is ongoing coordination with the Iraqi Ministry of Oil,» he said.

The Syrian corridor has become increasingly strategic for Iraq's energy sec-

tor after exports were severely affected by regional conflict.

«More than 90 percent of Iraq's economy relies on oil exports,» according to a statement by the head of the Oil Ministry's media department in April.

Late last month, Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi directed oil officials to immediately secure alternative export routes and ensure the smooth transit of tankers, Baghdad's oil ministry reported, adding that the instructions come amid mounting supply disruptions, particularly through the strategic Strait of Hormuz.

Amid the maritime escalation, Iraqi oil exports dropped to 18.6 million barrels in March, generating about \$1.96 billion in revenue, compared to more than 99 million barrels and \$6.81 billion in February, according to figures provided by Baghdad's oil ministry.

Before the conflict, Iraq and the Kurdistan Region were producing a combined 4.5 million barrels of oil per day, according to figures released in February. Combined production has fallen to under 1.3 million barrels per day, marking an overall decline of 3.2 million barrels per day.

Opinion: Trump Lost The War He Started In Iran

The editorial board is a group of opinion journalists whose views are informed by expertise, research, debate and certain longstanding values. It is separate from the newsroom.

The preliminary deal ending President Trump's four-month war with Iran is welcome but brings with it hard truths. Mr. Trump made a terrible mistake starting this war. He prosecuted it recklessly and in open defiance of the law. The United States is emerging weaker — militarily, diplomatically and economically — and will pay strategic costs for years to come.

The details of the deal are unclear, but the announced framework suggests that Mr. Trump has won few of the terms he insisted that he would. It is a humiliating come-down for him and the nation he leads.

Since the war began, he has said the United States would achieve "total and complete victory" and that Iran must agree to "unconditional surrender." He suggested that regime change would occur. He said that Iran would be permitted "no enrichment" of uranium and that "the United States will, working with Iran, dig up and remove all of the deeply buried" near-bomb-grade nuclear material that it already holds.

None of this appears to be true. Iran's hard-line government remains in place. The specifics of the nuclear agreement will apparently be negotiated over the next two months, but the terms seem likely to resemble those of a 2015 deal that President Ba-



Credit...Damon Winter/The New York Times

rack Obama negotiated and that Mr. Trump canceled in 2018. He described the Obama agreement as the "worst deal ever" and said it put Iran on "a route to a nuclear weapon." He criticized it for failing to force Iran to stop supporting terrorist groups like Hamas and Hezbollah and for loosening economic sanctions. Yet his destructive war seems likely to leave him with a similar deal.

His biggest achievement in the cease-fire framework is the expected reopening of the Strait of Hormuz to global shipping traffic, which will eventually reduce the prices of energy and other goods. That, of course, is merely a reversion to the prewar status quo. Iran closed the strait in retaliation, to damage the global economy and increase political pressure on the United States. The move worked,

and Iran's leaders now understand that they hold a powerful economic weapon.

On balance, Iran emerges the strategic winner of the four-month war. It did suffer substantial losses, including much of its navy, air force, military-industrial capacity and political leadership, including Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, who was killed on the war's first day. With the war ending, however, Iran's leadership can begin rebuilding.

The United States, for its part, looks weaker in the eyes of the world. The American military has shown itself unable to quash a much smaller opponent even as it burned through many of its long-range precision missiles and interceptors. The outcome damages this country's ability to deter other potential adversaries. To begin to repair the

damage, the United States would be wise to mend alliances in Europe, the Middle East and Asia that have been frayed by the war's military and economic effects. The Pentagon will also need to modernize and prepare for the wars of the future. Neither is likely to happen under President Trump.

Before the American and Israeli attack began on Feb. 28, Iran's leadership had endured a miserable two and a half years. The government was far weaker than it had been before the Oct. 7, 2023, attack on Israel by Hamas, which Iran has long funded and advised. In response to that attack, Israel significantly diminished Hamas and Hezbollah, another Iranian proxy group. In Syria, a murderous, Iran-backed dictator fell while Iran's leaders did little to save him. Israel and the United

States exposed Iran's air defenses and missile program as paper tigers when they bombed Iranian nuclear sites last summer, setting back its program. All the while, Iran's currency continued to plummet, and its economy was in ruins. Starting late last year, Iranians took to the streets to protest, and the regime responded by [killing thousands of them](#), if not tens of thousands.

All these problems remain, and Iran is still weaker than it was three years ago. But the war has given it leverage it did not have when 2026 began. Its regime has demonstrated that it can [survive waves of attacks](#) from its two biggest enemies. Its leaders

have not had to abandon their nuclear ambitions. And they have learned that the rest of the world seems unwilling to use military force to reopen the Strait of Hormuz. If Iran chooses to close the strait at some point in the coming months or years, what will Mr. Trump do in response?

We lay out these facts with no pleasure. Iran has been and remains a force for ill. It [represses its own people](#), especially political dissidents, women, L.G.B.T.Q. people and religious minorities. It is a world leader in torture and executions, and it has financed terrorism in its region and far beyond. Iran's leaders have impoverished a country where per capita income was [above](#)

[the global average](#) as recently as the 1970s.

The regime's distinct brutality should have been reason for the United States to think carefully and plan cautiously for any war. The history of modern American wars, particularly in Iran's region, is full of [hubris that incubated defeat](#). Yet Mr. Trump eschewed thoughtful planning at every step.

He accepted the rose-colored assessment of Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, who predicted that the Iranian regime would quickly fall. Mr. Trump dismissed the views of his aides [who told him](#) that Mr. Netanyahu's forecast was farcical. Mr. Trump [ignored the Constitution](#) and refused

to seek congressional approval for the war. He did not listen to European and Asian allies who opposed his war. He failed to plan for Iran's obvious ability to close the Strait of Hormuz. He made threats about destroying Iranian civilization that succeeded only in diminishing America's moral standing.

For his sins, he has now agreed to a peace framework that the entire world understands is a defeat for him. It is a setback for America, too.

The editorial board is a group of opinion journalists whose views are informed by expertise, research, debate and certain longstanding values. It is separate from the newsroom.

Le Monde 15 juin 2026

Guerre en Iran : le prix de l'aveuglement de Donald Trump

Le président américain aura du mal à présenter l'accord annoncé avec Téhéran comme un succès si sa traduction principale se limite à la réouverture du détroit d'Ormuz. Il se serait sans doute épargné ce qui ressemble à un fiasco avec l'Iran s'il avait écouté ses alliés du G7, qu'il retrouve lundi à Evian. Le même constat vaut pour l'Ukraine.

Donald Trump va assister au sommet du G7 organisé par la France à Evian (Haute-Savoie) délesté d'un fardeau : l'impasse stratégique à laquelle a abouti sa guerre lancée avec Israël contre l'Iran, le 28 février. Dans l'attente de la publication du contenu de l'accord annoncé dimanche 14 juin entre Washington et Téhéran pour y mettre fin, un constat s'impose. Si sa traduction principale à court

terme se limite à la réouverture d'un détroit, celui d'Ormuz, que chacun pouvait emprunter avant le début des hostilités, Donald Trump devra beaucoup s'employer pour le présenter comme un succès.

Le locataire de la Maison Blanche se serait sans doute épargné ce qui ressemble à un fiasco s'il avait écouté [les alliés qu'il va retrouver sur les rives du lac Léman](#) et qu'il traite avec mépris depuis son retour à la Maison Blanche. Placés devant le fait accompli avec l'attaque contre l'Iran, les autres membres du G7 avaient immédiatement pris leurs distances avec cet aventurisme. Donald Trump avait répliqué en multipliant les menaces contre l'Alliance atlantique. Il avait en effet envisagé un temps de mobiliser l'OTAN pour se sortir de ce mauvais pas, en violation évidente de

sa mission défensive.

Au lieu de mettre à bas le régime iranien ou de réduire à néant ses capacités militaires, cette attaque américaine et israélienne a mis en évidence au contraire sa résilience. Outre les frappes contre les Etats de la rive arabe du Golfe, l'Iran a surtout riposté de manière totalement prévisible en bloquant Ormuz, transformant ainsi un simple conflit régional en crise systémique à l'échelle du monde. Dans l'adversité, le tandem à l'origine de la guerre, composé de Donald Trump et du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a progressivement affiché des objectifs divergents, voire antagonistes.

Le même constat d'aveuglement américain vaut pour l'Ukraine. Donald Trump pensait peut-être qu'il suffirait de

couper l'aide militaire des Etats-Unis pour obliger Kiev à accepter les diktats de Moscou. C'était compter sans la détermination des Ukrainiens. L'avantage technologique qu'ils ont pris depuis quelques mois dans la guerre des drones leur permet non seulement de tenir plus solidement que par le passé la ligne de front du Donbass, mais également de multiplier les frappes en profondeur en Russie. Ces attaques exposent la réalité du conflit que le régime russe s'efforce de masquer à son opinion publique.

[Le tapis rouge déroulé en août 2025 par Donald Trump à Anchorage](#) (Alaska) à l'intention du maître du Kremlin n'ayant produit aucun résultat, le président des Etats-Unis devrait enfin prêter attention à ce que lui martèlent ses alliés européens. Ils ne cessent

de constater que seul le rapport de force conduira Vladimir Poutine à mettre un terme à cette guerre d'agression dévastatrice dont la durée dépasse désormais celle de la première guerre mondiale.

Trop de dossiers opposent les Etats-Unis à la majorité des autres membres du G7, du commerce international aux politiques énergétiques en passant par la souveraineté numérique, pour imaginer que

le sommet d'Evian puisse parvenir à des conclusions substantielles qui témoigneraient d'une vision du monde partagée. Mais l'incapacité du président des Etats-Unis à atteindre les buts diplomatiques

qu'il s'est fixés devrait le conduire, au moins sur ce terrain, à une nécessaire remise en question.

The New York Times

Yeganeh Torbati
June 16, 2026

Iran Will Enter Nuclear Talks Feeling Emboldened

You have a preview view of this article while we are checking your access. When we have confirmed access, the full article content will load.

Despite military setbacks during the war, Tehran is presenting a narrative of victory before negotiations with Washington.

A mural showing Ayatollah Ruhollah Khomeini, left, and Ayatollah Ali Khamenei, former supreme leaders of Iran, in Tehran on Monday. Credit... Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

In the days after Iran and the United States reached a [preliminary agreement](#) to pause their war, Iranian politicians, generals, and clerics from a range of political factions described the deal as a victory that showed Tehran's resilience against a far more powerful enemy.

That is the position Iran's leaders are pushing even though the country lost a slew of its top political and military figures, suffered a battering to its stock of ballistic missiles and was left with an economy [strained even further](#) by a naval blockade.

"Iran has taken a major step toward final victory," [Mohammad Bagher Ghalibaf, the speaker](#) of the Iranian Parliament who has played a major role in negotiating the deal,



A large billboard on a building shows two bearded men, one of whom is carrying a green flag. Below, pedestrians and traffic fill a busy street.

A mural showing Ayatollah Ruhollah Khomeini, left, and Ayatollah Ali Khamenei, former supreme leaders of Iran, in Tehran on Monday. Credit... Arash Khamooshi / Polaris for The New York Times

[wrote on social media on Monday.](#)

As negotiators were nearing an agreement, Sadegh Amoli Larijani, chairman of a powerful appointed council that supervises the work of the government, [wrote on social media](#) on Saturday that Iranians had shown a "renewed spirit of resistance" and de-

feated U.S.-Israeli plans to overthrow the Islamic republic.

Some of the backslapping is most likely aimed at presenting a united front both abroad and at home, where a vocal hard-line minority has protested the agreement as a betrayal of those killed in the war.

The comments also reflect the genuine perception of Iran's leaders, who can point to the fact that the terms of the agreement, though still not fully known, will fall far short of what President Trump had previously declared as his goals in starting the war: "total and complete victory" for the United States and "unconditional surrender" for Iran.

Accord Iran-Etats-Unis : à Téhéran, les conservateurs protestent, mais le cœur du pouvoir fait bloc

Surnommée « les Inquiets », l'aile radicale du régime dénonce, y compris dans la rue, le protocole sur le cessez-le-feu et appelle à la vengeance contre Washington. Mais les gardiens de la révolution soutiennent l'accord que les autorités cherchent à présenter comme une victoire stratégique.

Malgré le large consensus qui semble régner au sein du pouvoir iranien [autour de l'accord-cadre conclu entre l'Iran et les Etats-Unis](#), dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 juin, quelques voix discordantes se font entendre dans les milieux les plus conservateurs de la République islamique.

Depuis le début de la guerre, des groupes issus de la base idéologique du régime manifestent sur les places centrales des villes. Ces rassemblements, organisés principalement la nuit, ont été l'occasion ces derniers jours de slogans visant directement les négociateurs iraniens. Cette contestation met en lumière l'un des principaux défis auxquels est confronté le régime : faire accepter un accord conclu avec son ennemi de longue date, Washington, à une partie de ses soutiens les plus fidèles, communément appelés en Iran « les Inquiets » (*delvapasān* en persan).

Pour cette frange radicale, un rapprochement avec les Etats-Unis est difficilement acceptable après les deux conflits ayant opposé l'Iran à Israël et aux Etats-Unis. Beaucoup appellent à une vengeance contre Washington, coresponsable, aux côtés d'Israël, de [la mort de l'ancien Guide suprême, Ali](#)

[Khamenei](#), lors des premières frappes de la guerre, le 28 février, ainsi que de celle de plusieurs hauts responsables militaires et politiques iraniens.

Dimanche 14 juin, alors que les médias annonçaient l'imminence de la conclusion du protocole d'accord, 16 députés du Parlement ont participé à un rassemblement nocturne à Téhéran afin d'afficher leur opposition au texte. Les principales cibles des slogans étaient le ministre des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, et le président du Parlement, [Mohammad Bagher Ghalibaf](#), deux figures centrales des négociations. « *Mort aux partisans du compromis* », « *Ghalibaf, Araghtchi, qu'avez-vous fait du sang de notre Guide ?* », ont notamment scandé les manifestants. Le même jour, un autre groupe s'est rassemblé devant l'antenne du ministère des affaires étrangères à Machhad, dans le nord-est du pays, en criant : « *Araghtchi, aie honte, abandonne l'Amérique.* »

« *La victoire ne peut être obtenue que par la résistance. Avec la méthode actuelle, aucune victoire n'a été remportée et la menace de guerre ne s'éloignera pas du pays* », a critiqué lundi Mahmoud Nabavian, député ultraconservateur de Téhéran, membre du Front pour la stabilité de la ré-

volution islamique, et vice-président de la commission de la sécurité nationale du Parlement.

Un courant influent

Le Front pour la stabilité de la révolution islamique (Jebhehe Paydari), dont la figure de référence demeure Saïd Jalili, est le courant politique qui incarne le mieux cette opposition. Ancien négociateur nucléaire sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), Saïd Jalili défend une vision idéologique et intransigeante des relations internationales. Pour lui, l'Iran peut survivre sans compromis avec l'Occident grâce à ses ressources et à la fidélité aux principes de la Révolution islamique.

Bien que minoritaire dans l'appareil d'Etat, le Front pour la stabilité conserve une influence réelle. Il compte plusieurs dizaines de députés au Parlement et dispose encore de relais importants dans certaines institutions. Ses proches sont réputés influents au sein de l'audiovisuel public, puissant outil de communication du régime. Son audience dans la société est difficile à mesurer, mais elle se chiffre vraisemblablement en millions de sympathisants.

Alors qu'ils s'étaient tenus à

l'écart des négociations de l'accord de 2015 sur le nucléaire (Joint Comprehensive Plan of Action), les gardiens de la révolution soutiennent aujourd'hui le protocole avec Washington. « *Le protocole d'accord a été validé au sein de la structure militaire et idéologique du pouvoir iranien*, explique Babak Vahdad, analyste indépendant, spécialiste de l'Iran, du golfe Persique et du chiisme. *Cela rend beaucoup plus difficile, pour le camp de la ligne dure, d'attaquer le cœur du régime. Derrière Araghtchi et Ghalibaf se trouvent des commandants des gardiens de la révolution qui estiment avoir imposé les conditions de Téhéran à Washington, après une guerre qu'ils considèrent comme victorieuse.* » Pour Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin, « *il n'y a pas de risque que [le protocole d'accord] soit remis en cause de l'intérieur du système* ».

En Iran, le pouvoir multiplie les efforts de persuasion à destination des « Inquiets ». Depuis l'annonce du protocole, la grande majorité de l'establishment – gardiens de la révolution, responsables politiques, médias proches du régime et commentateurs – cherche à présenter l'accord comme une victoire stratégique.

La caution du Guide

Lundi, l'agence Fars, proche des gardiens de la révolution, a présenté le texte comme globalement favorable à l'Iran. Citant une source proche de l'équipe de négociation, l'agence affirme que les modifications introduites à la demande de Téhéran auraient renforcé les positions iraniennes. L'Iran n'aurait concédé un libre passage dans le détroit d'Ormuz que pour une période transitoire de soixante jours, ce qui si-

gnifierait, selon l'agence, que Washington aurait reconnu le principe d'un péage perçu par l'Iran au-delà de ce délai.

Le représentant du Guide suprême au sein des gardiens de la révolution, Mohammad Mehdi Mirbagheri, s'est voulu rassurant et a semblé apporter la caution du Guide. Samedi, il a déclaré que « *les négociations en cours ne seront pas menées dans une position de faiblesse* ». Il a par ailleurs affirmé que, selon ses informations, Mojtaba

Khamenei « *exerçait une supervision étroite sur le processus, adressait des mises en garde fermes lorsque cela est nécessaire et gardait le contrôle de la situation* ».

Sur les réseaux sociaux, les « Inquiets » affirment que Mojtaba Khamenei, blessé lors des bombardements américano-israéliens et qui n'est pas apparu en public depuis, serait isolé et sous l'influence de son entourage. Selon eux, il serait contraint de valider les négociations en

cours avec Washington, sans réel contrôle direct sur le processus décisionnel.

La séquence actuelle pourrait accélérer la marginalisation politique du courant de Saïd Jalili. « *Il se peut que l'establishment cherche progressivement à écarter ces acteurs* », estime Hamidreza Azizi. Selon le chercheur, les partisans du Front pour la stabilité pourraient être écartés en nombre lors des élections législatives du premier trimestre 2028.



june 16 2026

Kurdish dissident group reports Iranian attack despite war-end deal with US

ERBIL, Kurdistan Region - Iran has launched a new strike on a Kurdish opposition group's camp near Erbil, the group said on Tuesday, marking the first such attack by Tehran since it reached a war-end agreement with Washington. The assault is fueling concern that the truce does not include a halt to strikes against Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region.

"On Tuesday night, June 16, 2026, the Islamic Republic once again launched a drone attack on the bases of the Kurdistan Democratic Party of Iran [KDPI]," the group said in a statement, adding that the strike targeted its Zewiya Sipi camp near the city of Koya, east of Erbil.

The KDPI detailed that the camp is a "residential area" housing members of the group's families, and that it "has been attacked multiple times by the Islamic Republic during the 40-day [Iran] war



Logo of the Democratic Party of Iranian Kurdistan. Graphic: Rudaw

and even after the declaration of the ceasefire" between Washington and Tehran in early April.

The attack notably comes a day after a senior US administration official told reporters in Washington, including Rudaw, that a war-end memorandum of understanding between Iran and the US has already been signed by President Donald Trump, Vice President JD Vance, and Iranian Parliament Speaker Mohammad Bagher Ghalibaf.

The deal came months after the US and Israel launched a widescale aerial campaign against Iran on February 28, striking thousands of targets across the country during six weeks of hostilities.

In response, Tehran carried out thousands of drone and missile strikes across the Middle East targeting alleged US assets - particularly in Gulf Arab states - as well as launching retaliatory attacks against Israel. The Iranian response has

also included strikes by factions aligned with the Iran-led 'Axis of Resistance', including by Iraqi armed groups that have claimed numerous attacks against alleged US targets in Iraq and the Kurdistan Region.

The Kurdistan Region has been hit by at least 865 drones and missiles from late February until last week, according to Rudaw's tracking, however, though the figure has now risen further. In its Tuesday statement, the

KDPI - the largest Kurdish opposition group - said that “tonight’s drone attack is the Islamic Republic’s first” since the announcement of an end-war agreement with the US.

The group added that its “family camps, medical facilities, and educational centers” have been targeted by Tehran with “more than 138 missiles and drones” since late February.

In a late April interview with Rudaw, Hamid Reza Gholamzadeh, director of Iran’s Diplomatic House and former editor-in-chief of the semi-official Mehr News Agency, said that Iran views the attacks on Kurdish opposition groups in Kurdistan as part of “efforts to secure its border that began even before the [six-week] war.”

He hinted that Tehran would

continue to “defend its own security” against them, adding that this issue “is not connected to war. It is more about the security of the borders,” he said.

Of note, Preeminent Kurdish leader Masoud Barzani on Tuesday said during a meeting with US Special Presidential Envoy for Iraq and Syria Tom Barrack in Erbil that the Kurdistan Region has been

“unjustly affected” by regional conflicts.

“The Kurdistan Region has always been a catalyst for stability and has supported dialogue and diplomatic solutions to all problems in Iraq and the region,” President Barzani said, adding that while the Region “has never been part of the problems, it has been unjustly affected by the conflicts and tensions of the region.”

The New York Times

Patricia Cohen
June 16, 2026

The Iran War Permanently Altered the Global Economy

The global order has been altered, and economies are unlikely to simply pick up where they left off before the U.S. and Israel began bombing Iran.

Patricia Cohen, who is based in London, writes about global economics and geopolitics.

The framework deal between the United States and Iran sets the stage for an end to the bursts of violence and debilitating disruption of energy deliveries and trade in the Persian Gulf. But don’t expect economies around the globe to simply pick up where they left off before the United States and Israel began bombing Iran on Feb. 28.

The war has set in motion changes that will be hard to reverse.

The global energy order is being reshaped.

The near shutdown in oil and [gas](#) deliveries from the Middle East and the leap in prices are causing a shift in power. Energy producers from the Gulf to the Americas

are jockeying to maintain or increase their dominance, and customers are struggling to reduce their [dependency](#) and shore up their supply.

As a result, the [energy market](#) is changing, the energy mix is changing and the energy [players](#) are changing.

The profound vulnerability of countries throughout Asia, Europe and elsewhere that depend on imported energy is supercharging the hunt for alternatives. In some places, like South Korea and Japan, that has led to an increased use of dirtier fuels like [coal](#).

But over the longer term, this energy shock — the second in just four years — is likely to accelerate a transition to renewables like solar and wind as well as [nuclear](#) power.

Improvements in electric battery technology and effi-

ciency make the shift more feasible than it was when Russia’s invasion of Ukraine prompted a global energy shock in 2022, said Daan Walter at Ember, an energy research group in London. In many places, for instance, electric vehicles are increasingly affordable. And in April, wind and solar generated more electricity globally than gas for the first time.

“This is a big turnaround,” Mr. Walter said. “So what was five years ago maybe barely competitive, now is almost already clearly cheaper.”

Investments in renewables have also become a better bet, promising returns in closer to two years instead of 30, he said.

Relations among producers are also changing. The war heightened tensions between the [United Arab Emirates](#) and Saudi Arabia and

prompted the Emirates to leave the OPEC Plus oil cartel. The impact of that departure will be fully felt only when oil production in the region picks up. But a weakened Organization of the Petroleum Exporting Countries could add to volatility in oil markets.

The split has also encouraged the Saudis to move closer to Russia. Vladimir V. Putin, the Russian president, featured Saudi Arabia this month as the “guest of honor” at an [economic forum](#) in St. Petersburg.

Russia, the second-largest producer of crude oil and gas after the United States, has been strengthened in other ways by the war. The Trump administration temporarily lifted sanctions imposed on Russia, allowing Moscow to pump up profits from its oil exports when its economy is ailing.

On the other side of the Atlantic Ocean, Brazil, Venezuela, Colombia, Argentina and Guyana are building their oil production capacity as the world looks for alternative suppliers.

China is a major beneficiary.

The push to build out and diversify energy networks is going to continue long after the war ends. And China is poised to benefit most from the expected boon in renewables.

It is leagues ahead of the rest of the world in producing wind turbines, high-voltage cables, transformers, solar panels, batteries, software to manage energy flows and more.

China's increasing role ensuring that other countries have a dependable supply of energy amplifies its strategic influence and importance.

"China looks to be an out-and-out winner," analysts from Wood Mackenzie, a global energy consulting firm, concluded.

The Trump administration's aggressive push to halt renewable energy projects — even paying companies to cancel wind farms — means the United States is essentially withdrawing from this global competition and ceding the industrial and technological advantage to its biggest rival.

The economic advantages are reinforced by geopolitical ones. The war has deepened the wedge between the United States and longtime allies in Europe, providing another opening for China to enlarge its role as an international leader.

Re-establishing trust will be difficult.

It is unclear whether shipping traffic will ever again be able to move freely through the Strait of Hormuz — the only sea route for moving oil, natural gas and other cargo out of the Persian Gulf.

Iran has pushed to impose fees on ships that pass through the narrow waterway, even though such a plan could violate international agreements. Even if new payments are not codified, Iran has shown it can disrupt trade any time it wants, which raises risks and costs.

"I think the strait is never going to go back to the certainty of free passage that we've been used to," said Maurice Obstfeld, a former chief economist at the International Monetary Fund.

Similarly, the trust in the region's peace, stability and growing prosperity has also been shaken.

"The dynamism of the Gulf economies may be impaired by the vulnerability they showed," Mr. Obstfeld said, and that "raises Iran's leverage in the region."

Iran has hurled drones and missiles at Kuwait, Qatar, Saudi Arabia, the Emirates and other neighbors. The damage to Qatar's natural gas fields was extensive, affecting 17 percent of its capacity to export liquefied natural gas. In Saudi Arabia, a petrochemical complex was bombed.

For the Emirates, which has billed itself as a global financial hub, trade center and tourist attraction, attacks on its five-star hotels, data

complexes and a nuclear facility could scare off visitors and investors.

As for the United States, Mr. Trump's decision to provoke a war with Iran, combined with his chaotic policymaking, has further undermined confidence in Washington's willingness and ability to maintain global order and commerce.

"The capacity of the U.S. as a military force has been once again shown to be limited," Mr. Obstfeld said. And Iran's continued resistance "is a huge blow to global faith in the U.S. as a provider of security."

For decades, a primary mission of the U.S. Navy has been to guarantee freedom of navigation on the seas, said Mark Blyth, a political scientist at Brown University. Iran's success in continuing to block ship traffic, though, has demonstrated that for all its might, the United States cannot ensure the seas will be open and free.

The economy has been kicked onto a path of slower growth and higher prices.

When economists at the World Bank began sifting through data early this year, they were pleasantly surprised. "We were starting to think about upgrading our forecasts, between January and February, because things were looking so good," said Indermit Gill, the bank's chief economist. "Inflation was coming down, growth was picking up, trade had kind of taken it on the chin and was still standing."

No more. The bank just revised its economic outlook, lowering its forecast. It now expects global growth to de-

cline to 2.5 percent this year from 2.9 percent in 2025.

Inflation is also starting to roar. In the United States, it rose for the third month in row, hitting an annual rate of 4.2 percent in May. And instead of planning for the next drop in interest rates, Wall Street is expecting the Federal Reserve to increase rates at least once this year. Last week, the European Central Bank raised rates to 2.25 percent. "The war in the Middle East is generating inflation pressures," the bank said.

Higher rates have serious longer-term effects on both rich and poor countries that have already run up staggering public debts and are using a growing portion of revenue just to pay interest costs.

Those budgetary pressures are only going to increase as governments offer assistance to households struggling with higher energy prices and increase military budgets to cope with growing security threats.

Asian economies, slapped hardest by the crisis, have already inundated the Asian Development Bank for emergency loans as they seek to rescue their economies and finances from the impact of the Iran war.

"The world economy is going to end up being more jittery," Mr. Gill said. And that is not good for long-term planning, investment or growth.

Patricia Cohen writes about global economics for The Times and is based in London.

The New York Times

Azadeh Moaveni
June 16, 2026

Opinion: How Tehran Won the World

On Oct. 22, 1951, Prime Minister Mohammad Mossadegh of Iran stood before the Liberty Bell in Philadelphia. Addressing a crowd of hundreds at Independence Hall, Mossadegh spoke admiringly of American liberty, drawing parallels between the U.S. struggle for independence and Iran's then-continuing struggle to break free of British control over its affairs and natural resources.

"The creed of national independence is a universal one, and it is held by all peoples," he declared in his morose, trademark whisper.

Two years later, the United States and Britain deposed the Iranian prime minister in a coup over his decision to nationalize Iranian oil and take control of the British-owned Anglo-Iranian Oil Company. As large portions of the world embraced new national identities in the wake of colonialism, Mossadegh's name became synonymous with the quest for independence and the fight against Western imperialism. His ouster is still bitterly invoked across the global south to conjure the misadventures of American foreign policy.

Today, Iran's defiance in the face of Western coercion has once again become a rallying cry. President Trump's feckless war has rendered America's targeting of Iran into a premonitory tale — a violent punishment that could befall any disorderly state. This spring, solidarity, support and indignation on behalf of Iran have reverberated across the non-Western world. Even countries that do not at all admire the Iranian regime's

treatment of its own people, or its conduct in the region, are experiencing a "Je suis Iran" moment.

This sense of outrage is due in no small part to the fact that the United States and Israel went to war against Iran as the world was again reordering itself — this time, to adapt to Mr. Trump's transactional and predatory behavior. Small and middle powers are thinking about ways to assert their sovereignty, in some cases by reducing their dependence on the United States and cultivating trade and relations with China and other powers.

The war against Iran rapidly became an inflection point in this trajectory. Not only has Iran shown that it can control a major maritime chokepoint, squeeze the global economy and withstand aerial assault by the world's strongest military; the conflict has also offered its leaders a new place in the emerging global realignment. From the blackest margins of the old order — isolated, sanctioned, ignored and reviled as a ruthless, repressive state — Iran has become, in the eyes of many, an example of necessary defiance and courage.

The deposal of Mossadegh in 1953 left Iran traumatized and its people deeply wary of Washington's designs. Shah Mohammed Reza Pahlavi never recovered the legitimacy he lost by cooperating with America, and doubts about his true independence coalesced into the 1979 revolution. After that, the tension between the new Islamic republic and America turned to violent enmity.

The language of political con-



Credit...Photo illustration by Tam Stockton for The New York Times

testation between the nations transformed from the courtly phrases of the earlier Mossadegh era to the new leader Ayatollah Ruhollah Khomeini's describing America as "the Great Satan, the wounded snake" and "the No. 1 enemy of the deprived and oppressed people of the world." American rhetoric deteriorated as well. President Ronald Reagan referred to Iran's leaders — along with the rulers of Cuba, Libya, North Korea and Nicaragua — as "misfits, Looney Tunes and squalid criminals." By the late 2000s, John McCain and Hillary Clinton made casual, violent threats to bomb Iran normal foreign policy talk.

Ayatollah Ali Khamenei, Khomeini's successor as supreme leader, kept up the same coarse, fulminating

tone until his assassination in an American-Israeli airstrike on Feb. 28. Eleven days before his death, Ayatollah Khamenei, 86, called the United States "an empire that is heading toward collapse." When Iran's newest group of leaders look out, they must hear this narrative echoing across the world. While China's and Russia's interests in the Middle East are vastly different — Beijing has extensive economic interests in the region, and disfavors high oil prices, neither of which is true for Moscow — both benefit when America overextends itself, and they have cast themselves as major powers ready to expand ties with the regional blocs that have suffered from and disapproved of the war.

When China's president, Xi

Jinping, hosted his Russian counterpart, Vladimir Putin, in Beijing last month, the two leaders condemned “treacherous” U.S. strikes against other countries, and Mr. Xi warned against the world “regressing to the law of the jungle.” While Beijing prudently preferred to condemn the war rather than openly back Iran, it found a subtle way to express its support: In March, in a highly unusual move, the Chinese state broadcaster **put out** an artificial intelligence video featuring America as the villainous “White Eagle” and Iran as the hunted but proud “Persian Cat.” The video became a crossover hit on Western social platforms.

Some smaller countries have been more explicit. In March, the Malaysian Parliament observed a minute of silence over the killings of Ayatollah Khamenei, other Iranian leaders and, in an airstrike on a school in Minab, approximately 120 children. And Malaysia’s prime minister, Anwar Ibrahim, sent condolences to both the regime and the Iranian people and **warned** of a “dangerous precedent” that would weaken the norms of the international order.

In Pakistan, the editorial pages of the leading English-language newspaper, Dawn, **concluded** that countries of the global south “should stand with Iran” and condemn the war because “they may be next.” Pro-Iran demonstrations erupted across the nation in March, leaving more than 20 people dead.

In Turkey, an overwhelmingly Sunni Muslim country, 93 percent of the people polled **opposed** the attack on Iran, and President Recep Tayyip Erdoğan **warned** that the “senseless, unlawful” war was starting to weaken Europe.

In India, while the government of Narendra Modi has professed itself a close ally of Is-

rael, the people, who share a **historical and cultural affinity** with Iran, have responded differently. Residents of New Delhi, including **Hindu nationalist supporters** of Mr. Modi, brought enough donations to the door of the Iranian Embassy to fund a shipment of medication. In Kashmir, farmers donated their sheep, and women donated their gold bangles and daughters’ trousseaux to an aid collection drive.

In other parts of the world, the war quickly kicked up long-simmering concerns about sovereignty. In Africa, autonomy-seeking movements are already driving politics in West Africa and the Sahel, seeking to reduce dependence on Europe’s donors and end partnerships with its militaries. Those movements now look prescient, as the closure of the Strait of Hormuz has exacted a brutal price across the continent.

The war in Iran is a “warning,” **wrote** Faiez Jacobs, a former South African lawmaker, arguing that wars “now arrive in households through petrol prices, electricity insecurity, bread costs and job losses.” His argument, echoed widely in the continent’s press, is that Africa must detach from “systems designed elsewhere and controlled elsewhere,” and turn to continental and BRICS cooperation on everything from payment alternatives and industrial corridors to maritime strategies.

There are exceptions, of course, especially among countries that are deeply polarized along religious lines, or those that have strong ties to Israel and the Persian Gulf states. Many governments have chosen to simply say nothing, in some cases, perhaps, out of concern over where Mr. Trump will turn his attention next.

In Cuba, people follow the

conflict avidly during the short hours of the day when they have electricity, the historian Sara Kozameh told me. “For Cubans, it matters whether Iran wins, since a defeat of the United States could reduce the likelihood of an attack on Cuba,” she said. “But they also understand that Trump needs to feel like *he* got a win, so that he doesn’t attack Cuba to get one.”

Iran has played the role of iconoclastic challenger to an unjust world order before. In the wake of decolonization, it was the first major Middle Eastern oil-producing country to attempt the nationalization of its oil sector. When Mossadegh stopped in Egypt in 1951, 250,000 people reportedly lined the streets of Cairo, many of them chanting, “Long live the leader of anti-imperialism!”

Then came the coup. Mossadegh failed, but his audacity helped usher in a new world order. An inspired Egyptian president, Gamal Abdel Nasser, closely studied his approach and missteps, and triumphantly nationalized the Suez Canal three years after Mossadegh was overthrown.

Today there are no great crowds cheering an adversary of empire. We have, instead, an online public sphere that Iran’s propagandists have flooded with Lego videos to make its case to the world’s young people. Some people have **claimed** Iran is “winning the vibe war.”

It is mostly bookish elites who remember the 1950s, and the earlier round of Iran versus Empire. “Does tonight resemble last night?” **asked** the veteran Egyptian diplomat Walid Abdelnasser in the newspaper Al-Ahram, recalling Mossadegh’s visit to Cairo and suggesting that this time around, it would be a military attack, not a stealthy coup, that would come for Iran’s oil

wealth. In fact, the governments in Washington and Tel Aviv contemplated a mini-regime change, too, with a plot to install the former president Mahmoud Ahmadinejad.

What unites disparate small and medium-size countries in parsing the lessons of this war is the belief that they are standing on shaky ground. They now know with certainty, if they did not know before, that their own wealth and economies can be imperiled by this new Washington, unbound by the international guardrails established last century, and will spend the years ahead repositioning themselves. The world will seek new ground to stand on, as friends and foes adjust.

Some doubt that Iran’s successful defiance of the United States will diminish America’s influence. American military defeat is, after all, nothing new: Most of America’s military interventions since World War II — Vietnam, Korea, Afghanistan, and Iraq — have ended as meandering, low-level conflicts that few would call victory. The policy expert Gideon Rose views “loose talk” about the war signaling a broader loss of U.S. power as overblown; after losing in Vietnam, he recently **wrote**, America rebounded and could very likely do so again.

Perhaps it is Iran’s fate to find itself again, for the second time in a century, the subject of American aggression and the rebel protagonist of the non-Western world. Its millennia of history as a nation have made the preservation of sovereignty Iran’s all-consuming drive, regardless of who runs it.

Where, for the long meanwhile, does this disordered story leave Iranians themselves? For them, matters are far more complicated. This wave of solidarity and sympathy comes not long after

the regime had lost much of its legitimacy in the eyes of its own population, only a few short weeks after it killed thousands of protesters.

The war cut short that period of mourning, despair and global condemnation. In-

stead, Mr. Trump and Israel appear to have shored up and consolidated the Iranian state, raising its profile as a symbol of clever defiance and softening the views of many inside the country who hated and opposed it, because they recognize that it defended them

through weeks of terrifying bombardment.

The Islamic republic is not accustomed to perceiving itself as part of a larger whole, and it is far from certain how long this surge in good will last. But Iran now has a story to tell,

and it has the ability to tell it. Azadeh Moaveni is a contributing Opinion writer. She is an associate professor of journalism at New York University. Her forthcoming book is "The East Wing."

LE FIGARO

17 juin 2026

La procédure contre la banque turque Halkbank classée sans suite aux Etats-Unis

Un juge fédéral de Manhattan a ordonné mercredi le classement sans suite de la procédure contre la banque publique turque Halkbank pour contournement de [sanctions contre l'Iran](#), après que le gouvernement américain a abandonné ses poursuites. Turkiye Halk Bankasi, connue sous le nom Halkbank, était poursuivie depuis 2019 notamment pour fraude et blanchiment. L'établissement était accusé d'avoir procédé, entre 2012 et 2016, à des transactions violant les sanctions de Washington contre Téhéran.

Le procureur fédéral de Manhattan et candidat de Donald Trump pour diriger le renseignement américain, Jay Clayton, avait décidé l'abandon des poursuites, après avoir conclu un accord de poursuites différées (DPA) assorti de conditions en mars avec l'établissement. Le représentant du ministère public



Turkiye Halk Bankasi, connue sous le nom Halkbank, était poursuivie depuis 2019 notamment pour fraude et blanchiment Umit Bektas / REUTERS

avait aussi mis en avant, auprès du juge Richard Berman, la contribution de la Turquie aux négociations de cessez-le-feu entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas après l'attaque d'octobre 2023.

Ce dossier avait pesé sur

les [relations diplomatiques entre la Turquie et les États-Unis](#). Avant l'inculpation de Halkbank, son directeur adjoint, Mehmet Hakan Atilla, avait déjà fait l'objet de poursuites pour les mêmes faits. Il avait été condamné à 32 mois de prison en 2018, avant de bénéficier d'une libéra-

tion anticipée en 2019, suivie d'une expulsion du territoire américain. Lors du procès de l'ancien cadre de la banque, l'homme d'affaires turco-iranien Reza Zarrab avait témoigné contre M. Atilla et avait impliqué le président turc Recep Tayyip Erdogan et des ministres turcs.

How Does Trump's Deal With Iran Compare to Obama's?

The two agreements are difficult to compare, because the current memorandum of understanding is an interim arrangement meant to outline a negotiating path to a fuller deal.

President Trump has repeatedly said that any deal he made with Iran to curtail its nuclear program would be different from the Joint Comprehensive Plan of Action that the Obama administration entered into in 2015.

He is not wrong.

The two agreements are indeed quite different, in large part because the current deal is broad, vague and intended as an interim arrangement meant to outline the negotiating path to a fuller deal. It is nowhere near as far-reaching as the earlier one, which Mr. Trump withdrew the United States from in 2018 during his first term as president.

That makes them difficult to compare.

The current [memorandum of understanding](#) is a general agreement to end the war and reopen the Strait of Hormuz, putting off talks about Iran's nuclear program for a subsequent round of negotiations. The Obama-era [agreement](#), sometimes referred to as the J.C.P.O.A. or the Iran nuclear deal, was extremely detailed.

Here is how the two agreements compare, at least so far.

Who's involved: The Obama-era deal involved Iran and the United States, and also China, France, Germany, Russia, Britain and the European Union. It addressed Iran's nuclear program.



President Trump arrived in Paris on Wednesday and headed a dinner with the French president, Emmanuel Macron, at the Palace of Versailles. Credit...Haiyun Jiang/The New York Times

The recently negotiated memorandum of understanding is an arrangement between Washington and Tehran that addresses the conflict that began with the U.S.-Israeli attack on Iran in late February. It refers to the countries' "allies in the current war" but does not name them. It mentions Lebanon's sovereignty, but not Israel or Hezbollah, the Iran-backed Lebanese militant group that renewed fighting with Israel in March after the attack on Iran.

Iran's nuclear program: The 2015 Iran nuclear deal was a comprehensive plan to address Iranian nuclear ambitions and ensure the country's program was "exclusively peaceful." It was 18 pages

long and accompanied by dozens of pages of additional details about specific elements of the nuclear program, monitoring, sanctions relief and more.

The current memo is 14 paragraphs long. It states that Iran commits to not having a nuclear weapon but leaves all details to further negotiations in the 60 days following finalization, a time period that can be extended if both sides agree.

Sanctions relief for Iran: The J.C.P.O.A. tied sanctions relief for Iran to specific goals related to its nuclear program. In the current agreement, the United States is explicitly committing to "terminate all types

of sanctions" against Iran, on "an agreed-upon schedule as part of the final deal." The J.C.P.O.A., meanwhile, was a final arrangement.

Other financial relief: The current agreement commits the United States and regional partners to develop a plan for a fund with a minimum of \$300 billion for reconstruction in Iran — an issue that was not on the table during previous negotiations, as they were not prompted by war. It also states that the United States will grant any required licenses, waivers and permissions needed for financial transactions related to the fund. Trump administration officials have said Iran will only receive these financial benefits

and sanctions relief if it complies with its obligations under the agreements, but does not specify what precisely it must do to qualify for

reconstruction funds.

Takeaways: Mr. Trump has said many times that his agreement with Iran will serve

as a “wall” blocking the country’s ability to make nuclear weapons and has called the J.C.P.O.A. “a road to a nuclear weapon.” But since the details

of a final deal have yet to be determined, it is impossible to say whether an ultimate arrangement would in fact be superior.

Le Monde

17 juin 2026

En Iran, deux Britanniques en grève de la faim pour protester contre leur détention sont « en grave danger », alertent des experts de l’ONU

Lindsay et Craig Foreman avaient été arrêtés en Iran au début de 2025 et condamnés en février à dix ans de prison pour espionnage. Les experts des droits humains des Nations unies dénoncent une « détention arbitraire » et alertent sur leur état, qui relève d’une « urgence médicale ».

Le sort de Lindsay et Craig Foreman, deux Britanniques arrêtés en Iran en 2025 et qui observent une grève de la faim prolongée dans une prison iranienne pour protester contre leur détention, inquiète jusqu’aux Nations unies. Le couple britannique court un « grave danger », ont averti mercredi 17 juin des experts des droits humains de l’Organisation des Nations unies (ONU), estimant que leur détention était arbitraire.

Ils avaient été arrêtés en Iran lors d’un tour du monde à moto, au début de l’année 2025. Le couple a été condamné en février à dix ans de prison pour espionnage, une accusation qu’ils nient. Ces quin-

quagénaires « *ne devraient pas être en prison* », ont estimé les rapporteurs spéciaux de l’ONU sur la torture et sur la situation des droits humains en Iran dans un communiqué.

« *Ils semblent avoir été détenus arbitrairement, poursuivis sur des bases hautement contestables et condamnés à l’issue de procédures ne respectant pas les garanties fondamentales d’un procès équitable* », ont-ils alerté.

Le couple a entamé une grève de la faim prolongée pour protester contre sa détention : Craig Foreman aurait dépassé trente jours et Lindsay vingt jours.

« **Urgence médicale** »

Les experts indépendants, mandatés par le Conseil des droits de l’homme de l’ONU mais ne s’exprimant pas au nom des Nations unies, ont mis en garde contre un « *grave danger* » pour leur santé. « *Après trente jours sans nourriture, il s’agit d’une urgence médicale* », ont-ils insisté, appelant Téhéran à « *garantir un accès immédiat à des soins médicaux indépendants* » et à « *rétablir d’urgence leurs droits, notamment le contact avec leurs familles et leurs représentants consulaires* ».

Dans une communication adressée cette semaine aux autorités iraniennes et rendue publique par les experts, ceux-ci dénoncent une détention qui s’inscrit

dans un schéma plus large d’utilisation de ressortissants étrangers comme moyen de pression politique. « *La détention arbitraire de ressortissants étrangers sur la base d’accusations fabriquées à des fins de levier politique ou autre constitue une prise d’otages* » au regard du droit international, ont-ils averti.

Ils précisent que la procédure contre le couple aurait été marquée par des tortures et des mauvais traitements lors des interrogatoires. Les dossiers devraient donc « *être rouverts, les condamnations annulées et les Foreman libérés* », ont-ils insisté.

Guerre au Moyen-Orient : ce que contient le protocole d'accord entre l'Iran et les Etats-Unis dévoilé par les autorités américaines

Selon les termes détaillés par de hauts responsables américains à la presse sous le couvert de l'anonymat, Téhéran s'engage à diluer ses stocks d'uranium enrichi dans le cadre de négociations à venir sous soixante jours, en échange de la levée des sanctions.

Les autorités américaines ont dévoilé, mercredi 17 juin, le texte du protocole d'accord conclu avec l'Iran pour mettre fin aux hostilités, permettre la réouverture du détroit d'Ormuz et engager des discussions sur le nucléaire iranien.

Les termes de ce « projet de mémorandum » en 14 points, détaillés ci-dessous, ont été lus à des journalistes par de hauts responsables américains, qui s'exprimaient sous le couvert de l'anonymat, et retranscrits par l'Associated Press (AP) et d'autres médias américains, comme le [New York Times](#).

Les Etats-Unis et l'Iran s'engagent à une « cessation immédiate et définitive des opérations militaires sur tous les fronts, y compris au Liban », et s'engagent à ne pas « menacer ni utiliser la force les uns contre les autres ». L'accord final confirmera la « fin définitive de la guerre sur tous les fronts », notamment au Liban.

Les Etats-Unis et l'Iran s'engagent à « respecter mutuellement l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'autre », et à ne pas « interférer dans les affaires internes » de l'autre pays.

Les deux pays s'engagent à



Une fresque murale rend hommage aux enfants tués par une frappe américaine à Minab (dans le sud de l'Iran), à Téhéran, le 15 juin 2026. VAHID SALEMI/AP PHOTO

« négocier un accord final dans un délai de soixante jours », qui peut être étendu si les deux parties y consentent.

Les Etats-Unis s'engagent à lever leur blocus naval du détroit d'Ormuz dans un délai de trente jours après la signature du protocole d'accord, période pendant laquelle le trafic maritime sera « rétabli par la République d'Iran dans les proportions d'avant-guerre ». Washington s'engage aussi à retirer ses forces des zones environnantes dans les trente

jours suivant la conclusion de l'accord final.

Dès la signature du protocole d'accord, l'Iran « mettra tout en œuvre pour assurer le passage en toute sécurité et sans frais des navires commerciaux, pendant une période de soixante jours seulement, entre le golfe Persique et la mer d'Oman et vice-versa ». « Le trafic des navires commerciaux débutera immédiatement et, compte tenu de la nécessité pour la République islamique d'Iran de lever les obstacles techniques et mili-

taires et de procéder au déminage, il sera pleinement opérationnel dans un délai de trente jours. » Un dialogue devra alors être engagé avec Oman pour définir « la future gestion et les services maritimes dans le détroit d'Ormuz » en concertation avec les autres Etats du golfe Persique, « conformément au droit international applicable et aux droits souverains des Etats côtiers ».

« Les Etats-Unis s'engagent, avec leurs partenaires régionaux, à élaborer un plan définitif, convenu d'un commun

accord, d'un montant d'au moins 300 milliards de dollars, destiné à la reconstruction et au développement économique de la République islamique d'Iran », dont les modalités de mise en œuvre doivent être finalisées lors des négociations de l'accord final.

Les Etats-Unis s'engagent à « lever toutes les sanctions » contre l'Iran, celles du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), comme les sanctions unilatérales, si un accord définitif était conclu à l'issue d'une période de négociation de soixante jours.

L'Iran réaffirme qu'il « ne se procurera pas ni ne développera d'arme nucléaire ». Les deux pays affirment qu'ils discuteront d'un mécanisme permettant de traiter les stocks iraniens « en recourant, au minimum, à une méthode de dilution sur place sous la supervision de l'AIEA ». Les termes relatifs aux besoins en matière nucléaire de l'Iran seront discutés pendant les négociations de l'accord final pour parvenir à un « accord mutuel ».

En attendant la signature d'un accord final, les deux pays s'engagent à « **maintenir le statu quo** » : l'Iran le maintiendra quant à l'avancement de son programme nucléaire, tandis que les Etats-Unis s'en-

gagent à ne pas imposer de nouvelles sanctions ni déployer de forces additionnelles dans la région.

« *Dès la signature du protocole d'accord et jusqu'à la levée des sanctions, le ministère des finances américain accordera des dérogations pour l'exportation de pétrole brut, de produits pétroliers et de dérivés iraniens, ainsi que pour tous les services associés, y compris les transactions et services bancaires, les transports, etc.* ».

Les Etats-Unis s'engagent par ailleurs à « rendre pleinement disponibles les fonds et avoirs gelés ou soumis à des restrictions » d'Iran une

fois les termes du protocole d'accord « *mis en œuvre* » par l'Iran.

Les deux pays s'accordent pour qu'un **mécanisme d'exécution** soit mis en place pour surveiller la mise en œuvre de ce protocole d'accord et le respect de l'accord final.

Les **négociations** en vue de l'accord final commenceront lorsque le protocole aura été signé, et les paragraphes 1, 4, 5, 10 et 11 auront été mis en place.

L'accord final sera soutenu par une **résolution contraignante** du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Monde

Louis Imbert
17 Juin 2026

Les alliés arabes des Etats-Unis craignent un accord bâclé avec l'Iran

Les dirigeants des Emirats arabes unis, du Qatar et d'Egypte étaient invités au déjeuner à Evian-les-Bains, où se tenait le sommet du G7, mardi. Donald Trump compte sur les pays arabes du Golfe pour financer des investissements en Iran, après leur avoir imposé une guerre dont ils ont largement contribué à le tirer.

Donald Trump s'émerveille en retrouvant, mardi 16 juin, au deuxième jour du sommet du G7, à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), l'homme fort des Emirats arabes unis, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, dit « MBZ », ce souverain du Golfe à la voix notoirement si basse qu'il contraind ses interlocuteurs à s'incliner vers lui pour saisir ses paroles. « *Vous voyez, quand on est si riche, on peut se permettre de parler d'une voix si douce. Je me demandais juste si quelqu'un pouvait l'entendre. Tu as tellement d'assurance que tu n'as pas besoin de forcer ta voix... Il est génial* », affirme le président américain à la presse avant leur entretien

à l'Hôtel Royal, où se déroule le sommet.

Si le président émirati s'est rendu en France aux côtés de l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al Thani, et du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, c'est pour avaler une couleuvre : il vient féliciter Donald Trump pour son « *deal* » avec l'Iran, ce protocole d'accord signé électroniquement, dimanche, contre lequel « MBZ » a longtemps milité, avant de s'y résigner faute d'option militaire crédible pour mettre un terme à cette guerre. Ce cessez-le-feu amélioré, dont le texte doit être révélé vendredi 19 juin, lors de la signature officielle, en Suisse, a le mérite de laisser aux mo-

narchies arabes du Golfe quelques semaines de répit, en établissant une désescalade militaire, alors que les bases américaines sur leur sol subissaient encore des frappes de l'Iran avant le week-end des 13 et 14 juin, et en promettant la réouverture du détroit d'Ormuz, dont le blocus étouffe les ports.

« MBZ » a dû se rendre à la volonté de Donald Trump de laisser cette guerre « *dans le rétroviseur* », lui qui avait tenté de rallier ses voisins du Golfe à l'idée d'une coalition militaire pour rétablir un peu de leur capacité de dissuasion face à l'Iran, réduite à néant par la guerre américaine. « *"MBZ" a dû se résoudre au fait que*

personne n'avait cette volonté, ni à Washington ni dans la région, hormis Israël », constate Andreas Krieg, expert du Moyen-Orient et des sujets de défense au King's College de Londres.

Selon le quotidien britannique *Financial Times*, Mohammed Ben Zayed a lui-même appelé Donald Trump, dès le 18 mai, de concert avec les monarques saoudien et qatari, pour le convaincre de donner une chance aux négociations en faveur d'un accord, alors qu'il envisageait de bombarder de nouveau l'Iran. Le président américain s'entretenait mardi avec « MBZ » et l'émir du Qatar, avec une idée en tête : il compte sur

ces deux hommes pour donner corps au fonds de 300 milliards de dollars (258,5 milliards d'euros) que son administration fait miroiter aux Iraniens, afin de sceller un accord sur leur programme nucléaire en soixante jours. Il demande à ses alliés arabes de payer pour clore une guerre qu'il leur a imposée sans les consulter, et dont ils ont largement contribué à le tirer.

L'émir Qatari fait bonne figure à l'Hôtel Royal d'Evian, il sourit lorsque Donald Trump salue ses efforts cruciaux de médiation avec l'Iran, tout en révélant son ignorance : le magnat prétend que l'émir pourrait « franchir à pied la frontière » si dangereuse qui sépare son pays de l'Iran. En réalité, les eaux du golfe Persique, le cœur de cette crise où la marine américaine est déployée, s'étendent entre eux.

Dans les négociations qui s'ouvrent, Washington devra encore solliciter les bons offices du Qatar, qui s'est activé en coulisse, depuis le mois de mai, afin de rétablir un semblant de confiance avec Téhéran. Doha s'est aussi dépensé pour obtenir un second accord, plus discret, entre les monarchies du Golfe et les rallier à une fin négociée du conflit.

« Ce sont les Qataris qui ont œuvré pour trouver un semblant de position commune en faveur d'une désescalade, relate M. Krieg. Ils ont notamment bénéficié du soutien de Dubaï et des émirats les plus liés à l'Iran au sein de la fédération des Emirats arabes unis, mais surtout du frère de Mohamed Ben Zayed, Thannoun, architecte [et conseiller à la sécurité nationale], dès avant la guerre, d'une relation d'interdépendance économique moins conflictuelle avec Téhéran ; il a porté discrètement cette ligne au printemps, à Islamabad », en s'entretenant avec le régime militaire pakistanais, médiateur désigné par Washington.



Le président américain, Donald Trump, avec le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, et le président français, Emmanuel Macron, lors d'un déjeuner réunissant les dirigeants du G7 et du Moyen-Orient, à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), le 16 juin 2026. KAMIL ZIHNIOLU POUR « LE MONDE »

L'Arabie saoudite en spectatrice

Le Qatar et les Emirats envisagent de longue date des investissements en Iran, gage de stabilité régionale, tout comme l'Arabie saoudite, en dépit de ses difficultés budgétaires. Mais un tel dialogue apparaît encore chimérique au sortir de la guerre. « Les monarchies arabes savent que Trump se lave les mains du Moyen-Orient en signant ce protocole d'accord. Il a échoué à renverser le régime iranien et se désengage. Mais les Golfiens sont loin d'être en mesure de négocier avec Téhéran pour stabiliser eux-mêmes la région. A bien des égards, ils se retrouvent aussi désemparés que l'OTAN et les Européens face à un parrain américain qui n'a aucune idée ni d'inclination pour rétablir l'ordre dans la région », estime Vali Nasr, historien et professeur à l'École des études internationales avancées de l'université américaine

Johns-Hopkins et ancien conseiller au département d'Etat.

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, brillait par son absence mardi, à Evian. Riyad a œuvré en faveur des négociations, en pesant auprès de ses alliés pakistanais et égyptien, puis il a renoué, comme tous ses voisins, un dialogue bilatéral avec l'Iran, ces dernières semaines. Mais la séquence diplomatique qui s'ouvre le maintient encore en spectateur. Le dossier nucléaire n'est pas le sien, et il se refuse à négocier avec Téhéran un nouveau mode de gestion du détroit d'Ormuz, qui acterait le contrôle accru de l'Iran sur ces eaux.

Le petit sultanat d'Oman s'attire l'hostilité de ses voisins arabes en menant seul ce dialogue, lui qui partage les eaux nationales du détroit avec l'Iran : il cherche à faire avaliser par l'Organisation ma-

ritime internationale un système de paiement au passage pour « frais de service ».

« Oman poursuit cette négociation à l'écart, loin des Etats-Unis, qui ont échaudé ses responsables en faisant rudement pression sur eux en mai, et qui n'ont cessé de violer leur espace maritime et aérien pendant la guerre », relève une source diplomatique dans la région. Sur le fond de ce dossier, Mascate demeure l'unique interlocuteur de Téhéran, qui refuse à Washington le moindre rôle dans la définition de l'avenir du détroit.

Alors que Donald Trump répétait à Evian, mardi, que l'Iran ne saurait imposer le moindre « péage » sur le passage à Ormuz, les Etats-Unis comptent adoucir la position de l'Iran en promettant le dégel de ses dizaines de milliards d'euros de fonds bloqués, notamment au Qatar et aux Emirats.

Grok, l'IA d'Elon Musk, a servi dans les frappes en Iran, révèle le Pentagone

Un modèle dérivé, le Grok Gov Model, est utilisé dans un programme de ciblage assisté par intelligence artificielle de l'armée américaine, selon le ministère de la défense.

Le gouvernement des États-Unis affirme que l'intelligence artificielle (IA) Grok, développée par la société xAI d'Elon Musk, a servi dans le cadre de frappes contre l'Iran, selon un document judiciaire consulté par l'Agence France-Presse.

Dans ce mémoire, déposé lundi 15 juin, le ministère de la justice américain estime qu'une plainte environnementale visant un centre de données géant de xAI, et plus particulièrement les turbines à gaz qu'il utilise, fait peser un risque sur des infrastructures d'IA désormais utilisées par l'armée. L'action en justice « *menace la sécurité nationale, économique et énergétique* », écrit le ministère.

Pour étayer cet argument, il fait témoigner Cameron Stanley, responsable de l'IA au Pentagone. Celui-ci affirme sous serment qu'un outil dérivé de Grok, le Grok Gov Model, est déjà déployé au sein du programme de ciblage assisté par IA de l'armée, baptisé Project Maven, s'appuyant initialement sur le modèle Claude d'Anthropic.

D'après cette déclaration, les processus de Maven « *ont permis aux forces américaines de déployer plus de 2 000 munitions sur 2 000 cibles distinctes en quatre-vingt-seize heures* », lors de la guerre contre l'Iran. Le haut fonctionnaire voit dans ces chiffres « *le témoignage d'une très grande augmentation de l'efficacité opérationnelle*



Le logo Grok, en février 2026. PABLO VERA/AFP

rendue possible par le Grok Gov Model », sans préciser s'il s'agit du seul modèle utilisé par ce programme.

M. Stanley affirme que les utilisateurs de Maven consomment « *près de 2 milliards de tokens* » (unités de calcul) « *par jour* », soit « *jusqu'à 6 millions de pages* » traitées, un volume qui rend selon lui l'infrastructure de calcul de xAI indispensable. Les turbines visées par la plainte alimentent Colossus 2, un supercalculateur de xAI qui entraîne Grok, en périphérie de Memphis, dans le Tennessee.

Contestation environnementale et enjeux sociaux

La NAACP, association de dé-

fense des droits des Noirs, poursuit xAI, l'accusant d'exploiter sans permis des dizaines de turbines, en violation de la loi sur la qualité de l'air. Elles polluent des quartiers majoritairement noirs, affirme l'association ; xAI soutient que ses turbines sont temporaires et mobiles, et qu'elles ne sont donc pas soumises à cette réglementation.

A la fin de février, le gouvernement a rompu ses contrats avec Anthropic, qui refusait que ses outils servent à des frappes entièrement automatisées ou à la surveillance de masse des Américains. Le Pentagone s'est alors tourné vers Google, OpenAI et xAI, les trois autres entreprises améri-

caines de pointe en matière d'IA. Mais cette transition prend du temps, et le gouvernement a dû admettre, en mars, que le modèle Claude d'Anthropic continuait d'être utilisé pour la guerre en Iran.

L'usage militaire de l'IA suscite la controverse. Chez Google, plus de 600 salariés ont réclamé en avril de ne pas fournir d'IA à l'armée pour des opérations classifiées. Le groupe avait déjà renoncé à Maven en 2018, sous la pression de ses ingénieurs. Proche de Donald Trump, qu'il a soutenu et conseillé, Elon Musk a intégré en février xAI à son groupe spatial, SpaceX. Celui-ci a réalisé, le 12 juin, la plus grosse entrée en Bourse de l'histoire.

« En Iran, aucune des causes qui ont provoqué les incessants et admirables soulèvements antirégime n'a disparu »

La République islamique est militairement diminuée et économiquement exsangue après l'offensive israélo-américaine. Jusqu'à présent solidaires, les dirigeants iraniens pourraient se diviser dans les mois à venir, observe dans sa chronique Alain Frachon, chroniqueur au « Monde ».

Sil faut juger le président américain, Donald Trump, à l'aune de ses déclarations, alors son aventure iranienne doit être rangée au premier rang d'une catégorie politique bien précise – celle des grands fiascos. Qu'elle se solde par un simili « accord » annoncé au moment où les Etats-Unis s'apprêtent à célébrer le 250^e anniversaire de leur indépendance, le 4 juillet, est sans doute le signe d'un certain « déclin », écrit la talentueuse éditorialiste Michelle Goldberg, dans le *New York Times* du 16 juin.

Reprenons. Le 28 février, Donald Trump s'adressait, sur son réseau Truth Social, à la population iranienne. Le dirigeant républicain avait, disait-il, assemblé une « armada » historique au large de l'Iran : « *Les bombes vont tomber de tous les côtés, partout. Et quand nous en aurons fini, ce sera à vous de vous mobiliser, de vous emparer de votre gouvernement. Ce sera votre tour. Et probablement la seule chance que vous aurez pour plusieurs générations.* » Menée de concert avec l'aviation israélienne, une intense campagne de bombardements commençait.

Ambition affichée pour cette guerre de choix : faire tomber la République islamique au pouvoir à Téhéran et anéantir pour de bon son programme



Des passantes à Téhéran, le 17 juin 2026. A l'arrière-plan, une photographie du défunt Guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei. MAJID ASGARIPOUR/VIA REUTERS

nucléaire. Lequel, à en croire Donald Trump, avait déjà été détruit une première fois lors d'une précédente vague de frappes aériennes israélo-américaines, en juin 2025, mais sans doute était-il plus sûr de l'écraser deux fois plutôt qu'une. Quelques semaines plus tard, alors que la direction politique de la République islamique avait été décapitée, le président des Etats-Unis annonçait le prochain mouvement : il ne sollicitait rien moins qu'une « reddition inconditionnelle » du régime iranien et il allait lui-même nommer les nouveaux dirigeants du pays. Cela ne s'est pas passé comme prévu. Et, depuis un

cessez-le-feu annoncé début avril, le président américain a régulièrement trompété qu'un accord allait être conclu au plus vite avec... la République islamique d'Iran – toujours debout. On y est.

[Un protocole d'accord, déjà signé électroniquement, doit être présenté vendredi 19 juin en Suisse.](#) A s'en tenir aux premières informations connues, ce texte entérine, au moins pour le moment, l'échec du blitz américano-israélien. Quatre mois de guerre, plusieurs milliers d'Iraniens tués, des destructions de part et d'autre du Golfe, une crise énergétique mondiale, cependant qu'au-

cun des objectifs avancés par Washington n'est atteint, pas plus le changement de régime que la neutralisation du programme nucléaire de Téhéran.

Le protocole, encore dit « accord-cadre », prévoit la réouverture du détroit d'Ormuz – fermé du fait de l'attaque israélo-américaine : on répare une situation créée par Donald Trump. Les Etats-Unis lèvent le blocage des ports iraniens. Le cessez-le-feu est étendu pour une période de deux mois – y compris au Liban – au cours desquels les belligérants doivent s'entendre sur la question nucléaire. L'Iran peut à nouveau vendre son pétrole et avoir accès à

des fonds pour se reconstruire.

« Levier Ormuz »

La République islamique est militairement diminuée, moins dangereuse pour ses voisins, économiquement épuisée. Mais la négociation avec les Etats-Unis est une sorte de relégitimation de ce régime sur la scène internationale. Le pays est aux mains des gardiens de la révolution. On est passé d'une tyrannie mixte clergé-gardiens au monopole des centurions. Ceux-ci ne manquent pas d'atouts dans la négociation. Ils savent que Donald Trump, à quelques mois des élections de mi-mandat début novembre, ne reprendra pas facilement la guerre. Ils disposent du « levier Ormuz ». Enfin, par Hezbollah inter-

posé, les Iraniens peuvent provoquer Israël.

Qui sont-ils ces gardiens, tout à la fois armée, services de renseignement, puissance économique et financière ? Sanam Vakil, du centre de réflexion Chatham House, parle d'« *une génération plus jeune, plus radicale* ». Ils sont les plus attachés à la vocation impériale et expansionniste de l'Iran, au service de laquelle ils ont déployé une stratégie à double tête : missiles et milices. Avec, en toile de fond, la volonté d'amener le pays au seuil de l'arme nucléaire. Ils vendront leurs concessions sur leur arsenal de missiles balistiques, leur réseau de milices arabes, du Hezbollah libanais aux houthistes yéménites, et ce qui leur reste de capacité d'enrichissement de l'ura-

nium.

Comme le président russe, Vladimir Poutine, en Ukraine, Donald Trump a éprouvé les limites du tout-militaire. Mais les Etats-Unis disposent de ce dont les gardiens ont urgemment besoin : l'argent. A la tête d'un régime honni par une large partie de la population iranienne, la République islamique doit rebâtir les infrastructures au plus vite et sortir le pays du marasme économique. Même en ayant « tenu » dans l'épreuve, et si elle est désormais un peu différemment incarnée, elle reste un régime à bout de souffle qui ne gouverne que par la terreur.

S'ils ont manifesté leur unité sous les bombes des Etats-Unis et d'Israël, c'est dans les mois à venir que les dirigeants iraniens pourraient se diviser. Il y aura à coup sûr un

camp pour poser la question : où nous a menés cette quête effrénée de domination régionale ? Après tout, aucune des causes qui ont provoqué les incessants et admirables soulèvements antirégime de ces derniers temps n'a disparu. Deux mois, le délai est court pour arriver à un accord dont le locataire de la Maison Blanche prétend qu'il sera très supérieur à celui conclu en 2014 et qu'il a saboté en 2018. Donald Trump étant Donald Trump, on est en droit de se demander s'il ne va pas se contenter de gérer longtemps un état de « ni paix ni guerre », une sorte de cessez-le-feu à éclipses. Face aux difficultés, le dirigeant, loin de ses proclamations de matamore d'opérette, tape du pied, puis se désintéresse et se retire, comme en Ukraine ou à Gaza.

LE FIGARO

18 juin 2026

«85 % de leurs missiles neutralisés» : l'Iran est-il vraiment aussi affaibli que le dit Donald Trump ?

Vers la fin de la guerre au Moyen-Orient ?

Les Etats-Unis et l'Iran ont signé électroniquement ce mercredi soir un protocole d'accord pour mettre un terme au conflit entamé le 28 février par l'élimination du Guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei. Il s'agit avant tout de prolonger le cessez-le-feu signé sous l'égide du Pakistan le 8 avril et partiellement respecté depuis, de permettre la réouverture du détroit d'Ormuz, puis d'entamer des négociations qui s'annoncent extrêmement délicates sur le nucléaire iranien.

Des destructions importantes

En un peu plus de cent jours de guerre, les bombardements américano-israéliens sur la République islamique ont visé des milliers d'objectifs : militaires, en premier lieu (bases, quartiers généraux, industries de défense, lanceurs de missiles, systèmes anti-aériens...), mais aussi politiques, (ministères, médias...), énergétiques, (dépôts, raffineries...), nucléaires, civils, et liés aux Gardiens de la Révolution.

Un leadership décapité
Au-delà du Guide suprême, remplacé par son fils Mojtaba, plusieurs figures clés du

régime ont péri dans l'offensive menée conjointement par les Etats-Unis et Israël. Le chef des Gardiens de la Révolution, Mohammad Pakpour, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, Ali Larjani, le commandant de la Marine, Alireza Tangsiri, ou les ministres de la Défense du Renseignement sont parmi les victimes.

La capitale, Téhéran, a particulièrement été ciblée. Selon une analyse réalisée grâce aux images satellites par deux chercheurs américains, 1269 bâtiments, ont ainsi été détruits ou endommagés en trois mois de guerre. Au total,

7645 édifices dans tout le pays ont subi des dégâts plus ou moins importants – dont 60 établissements scolaires et 12 hôpitaux.

Une réponse régionale

En riposte, l'Iran a attaqué à son tour les bases militaires américaines, dans tout le Golfe, les infrastructures liées à l'exploitation pétrolière et gazière, ainsi que de nombreux sites civils, en Israël et aux Emirats arabes unis. Les missiles et les drones de la République islamique ont également détruit ou endommagé au moins 42 appareils états-uniens (25

drones, 11 avions, 5 chasseurs et un hélicoptère).

Un lourd bilan humain

Si le coût de la guerre est estimé à 29 milliards de dollars pour Washington, le bilan humain est lui aussi très lourd : 13 militaires américains ont péri et au moins 400 autres ont été blessés. En Iran, l'ONG Human Rights Activists in Iran a recensé 3636 victimes. C'est un peu moins qu'au Liban, où un dernier bilan fait état de 3800 tués. Au total, plus de 7600 personnes sont mortes durant le conflit, dont trois militaires

français (un en Irak et deux au Liban).

Quid du programme balistique ?

L'un des objectifs principaux de l'offensive israélo-américaine était le programme balistique iranien. Si celui-ci a été lourdement frappé, la réalité semble éloignée des proclamations triomphalistes entendues à Washington depuis février – le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, ayant déclaré que l'opération «Epic Fury» avait «*décimé l'armée iranienne et rendue inopérante au combat pour*

les années à venir». Deux sites, de l'ouest du pays semblent en effet déjà en pleine reconstruction.

Une base en réfection

Comme le montrent ces images satellites prises, pour la première en plein conflit, le 4 mars, et pour la seconde le 6 juin, les autorités iraniennes ont rouvert les entrées de tunnel bombardées, et ont réparé les routes, permettant aux lanceurs de missiles d'accéder à une base souterraine au nord de Kermanschah. Selon une estimation des services de renseignement

américains citée par le *New York Times*, 70% de l'arsenal balistique serait encore opérant.

Des tunnels de nouveau accessibles

À Dezful, à 350 kilomètres au sud, quatre entrées d'une installation souterraine, ont été rouvertes. Au total, CNN a comptabilisé 50 accès déblayés sur les 69 touchés par les États-Unis et Israël dans 18 installations différentes. Pourtant, l'accord signé ce mercredi reste muet au sujet du programme de missiles iranien.

Le Monde

Ghazal Golshiri
18 juin 2026

A la frontière entre l'Iran et la Turquie, le petit commerce de survie des Iraniens, miroir d'une économie exsangue

Reportage Alors que la République islamique d'Iran traverse une période d'inflation inédite depuis quatre-vingts ans, des milliers d'habitants des zones frontalières multiplient les allers-retours quotidiens vers la Turquie pour revendre du thé, des cigarettes et de l'huile de cuisson.

En ce milieu du mois de juin, la chaleur n'est pas encore accablante à Kapiköy, poste-frontière entre la Turquie et l'Iran. A l'ombre d'un café de fortune installé à quelques mètres des guichets douaniers, Somayeh (un prénom d'emprunt, à sa demande, par peur de représailles, comme pour les autres Iraniens cités) s'accorde une pause. Les yeux soulignés de khôl, un foulard posé sur ses cheveux lâchés, cette Iranienne de 30 ans, mère de deux enfants et récemment divorcée, s'est

lancée depuis une semaine dans un commerce de survie, toléré par les deux gouvernements, iranien et turc. Alors que les bombardements israélo-américains se sont tus après environ cent jours de conflit, ce poste-frontière témoigne de la situation économique très fragilisée de l'Iran, minée par une inflation galopante et des pertes d'emplois massives.

Chaque jour, à l'aube, Somayeh quitte Khoy, sa ville natale, située dans le nord-ouest de l'Iran. Avec d'autres habitants engagés dans la même activité, elle partage un taxi jusqu'au poste-frontière de Razi. Entre la route, les contrôles et les formalités administratives, le trajet jusqu'à la Turquie dure plus de deux heures.

Comme des dizaines d'autres personnes croisées à Kapiköy,

Somayeh détient une carte délivrée par les autorités iraniennes qui autorise les habitants des zones frontalières à effectuer des allers-retours quotidiens pour acheter et revendre des marchandises sans s'acquitter de taxes douanières. Un privilège administratif devenu, pour beaucoup, une nécessité économique.

Loyer doublé en un an

Ce jour-là, Somayeh compte revendre, côté turc, le kilo de thé et les deux cartouches de cigarettes iraniennes qu'elle transporte dans son sac. Au retour, elle rapportera deux bidons de 5 litres d'huile de maïs, une denrée devenue très chère en Iran et dont l'importation est autorisée dans ces quantités. L'opération lui rapporte quelques euros. A raison de cinq fois par semaine, elle peut compter sur

environ 100 euros mensuels.

« Avant, je travaillais dans la restauration. Depuis la guerre [américano-israélienne, commencée le 28 février], il n'y a presque plus de clients, mon salaire a été revu à la baisse, explique la jeune femme. Ça ne valait plus la peine. Les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Avant, j'achetais de l'huile de cuisson à 500 000 tomans [environ 3 euros] ; aujourd'hui, c'est cinq fois plus cher. »

Selon le Centre iranien des statistiques, durant le mois iranien d'ordibehesht (avril-mai), le taux officiel d'inflation a battu, pour la troisième fois d'affilée, son record des quatre-vingts dernières années. En hausse de 4 % par rapport au mois précédent, il a atteint 57,7 %.

Dans les zones rurales, ainsi que dans des provinces comme le Kurdistan (Nord-Ouest), l'inflation dépasse les 100 %. Les prix des produits alimentaires ont augmenté deux fois plus vite que ceux des autres biens de consommation. En l'espace d'un an, les prix du riz importé et du poulet ont plus que triplé, tandis que ceux de l'huile alimentaire et des œufs ont été multipliés par plus de quatre.

Selon le rapport du Centre iranien des statistiques publié en juin, l'inflation « point à point », qui mesure l'écart entre les prix observés en mai et ceux de mai 2025, dépasse désormais les 80 %, contre 40 % il y a un an. A ce rythme, le taux officiel d'inflation en glissement annuel pourrait franchir le seuil des 70 % au cours de l'été.

Le loyer de Somayeh a lui aussi suivi la spirale inflationniste. En un an, il a doublé, pour atteindre l'équivalent de 56 euros par mois. Avec ses revenus, elle ne peut plus acheter de poulet qu'une seule fois par semaine. Les fruits sont devenus un produit de luxe.

Plus de 1 million d'emplois détruits

Behzad, 60 ans, effectue le même trajet quotidien entre Khoy et Kapiköy. Pour augmenter ses maigres revenus, il profite du passage en Turquie pour acheter une bouteille d'alcool à la boutique hors taxes de la frontière. Il la revend ensuite à Van, la grande ville turque située à proximité, empochant quelques euros de bénéfice.

Avant la guerre, l'homme possédait un petit atelier de tissage de tapis. Faute de clients, il a dû fermer son activité. Selon des estimations préliminaires, rendues publiques le 19 avril par le ministère du travail, la guerre a entraîné la destruction de plus de 1 million d'emplois et le chômage de 2 millions de personnes, sur une population active de 26 millions.



BULENT KILIÇ POUR « LE MONDE »

« Les dirigeants nous disent que c'est à cause de la guerre, que le dollar monte. Mais j'ai l'impression qu'ils ont perdu le contrôle de la situation », explique Behzad, qui a deux enfants, dont l'un est handicapé.

L'homme, qui a subi une opération du cœur et souffre de diabète, a également dû faire des sacrifices sur sa santé. Depuis le début de la guerre, il n'achète plus son insuline régulièrement. « Son prix est passé de 70 000 tomans à 350 000 », explique-t-il. Aujourd'hui, l'avenir de ses enfants l'inquiète davantage que le sien. « Si je meurs, qui s'occupera d'eux ? »

Alors que les hostilités se sont brièvement interrompues – les dernières frappes américaines dans le sud de l'Iran remontent à la nuit du 10 au 11 juin –, quelques tour-opérateurs continuent de transporter des touristes iraniens via Kapiköy. Ces derniers séjournent généralement trois ou quatre jours pour faire du shopping, sortir dans des discothèques et consommer de l'alcool.

Maryam vient de Mahchahr, un port industriel abritant des raffineries de pétrole et d'importantes infrastructures pétrochimiques, qui ont été bombardées à deux reprises, le 4 avril et le 8 juin. La trentenaire a perdu son emploi dans une entreprise d'import-export

juste avant le cessez-le-feu annoncé par le président américain, Donald Trump, le 7 avril. « Autour de moi, beaucoup sont dans la même situation », dit-elle.

Son frère, Soheil, ingénieur chargé de la supervision d'un projet de construction lié à la pétrochimie, a été licencié après deux mois de salaires impayés. « Le chantier est mis à l'arrêt. C'est également le cas pour 98 % du projet de Bandar-e Anzali [port d'Anzali] et du port de Bandar-e Imam Khomeyni », dit-il.

Selon des estimations du gouvernement iranien datant de mi-avril, la guerre a causé environ 270 milliards de dollars (235,5 milliards d'euros) de dommages à l'économie et aux infrastructures du pays. Les pertes concernent notamment les secteurs pétrolier et pétrochimique, les raffineries, les ports, les réseaux de transport et certaines installations industrielles stratégiques.

« A bout de forces »

En cette mi-juin, Maryam et Soheil se rendent à Van. « Pour souffler un peu » après le massacre de janvier, au cours duquel « beaucoup de personnes descendues dans la rue pour demander une amélioration de leur situation économique ont été tuées à Mahchahr », glisse-t-elle, mais aussi pour se changer les

idées, le temps de quelques jours, après la guerre. « C'est notre premier voyage à l'étranger. Pendant quatre jours, nous ne regarderons pas les informations. En Iran, nous sommes à bout de forces face aux pressions et aux inquiétudes », explique Soheil.

Les autorités iraniennes semblent, elles aussi, pleinement conscientes de la gravité de la situation économique actuelle et du niveau de lassitude de la population. Selon le ministère de l'intérieur, 60 % des citoyens iraniens ne supportent plus la pression économique et se montrent pessimistes quant à une amélioration future de leurs conditions de vie.

[Le protocole d'accord, signé mercredi 17 juin entre l'Iran et les Etats-Unis](#), pourrait « offrir à l'Iran un léger soulagement économique immédiat, en prévoyant des dérogations pour l'exportation de pétrole iranien et un dégel progressif des avoirs iraniens », explique Efsandiyar Batmanghelidj, directeur général de la Bourse & Bazaar Foundation, un centre de recherche spécialisé sur l'économie iranienne et le Moyen-Orient élargi. « Ces mesures peuvent contribuer à stabiliser la situation économique du pays, principalement en apaisant le marché des changes. Mais ce soutien restera insuffisant pour réparer les dommages subis par l'économie », poursuit l'expert.

Si le protocole d'accord est maintenu pendant la période initiale prévue de soixante jours, l'Iran pourrait exporter environ 8 milliards de dollars de pétrole, estime Esfandiyar Batmanghelidj. « *Toutefois,*

ce montant reste dérisoire comparé aux 300 milliards de dollars de dommages estimés liés à la guerre sur les villes et les infrastructures iraniennes », ajoute-t-il. Le déblocage des fonds iraniens

gelés à l'étranger nécessitera, lui, des arrangements techniques et ne pourra pas intervenir immédiatement. « *Ces ressources serviraient d'ailleurs principalement à financer les importations plutôt que la*

reconstruction », avance l'analyste. Pour Somayeh aussi, l'avenir reste incertain. « *Je n'ai aucun espoir. Ça va être de pire en pire* », souffle-t-elle.

The New York Times

Yeganeh Torbati
June 18, 2026

Iran Gets Major Economic Lifeline for Minimal Concessions in Initial Deal

The agreement delays the most difficult steps for Iran for later talks, while granting it crucial benefits.

An initial agreement by the United States and Iran to halt their war grants Iran major economic benefits while delaying, for now, the thorniest areas of disagreement between the two countries and the toughest concessions Iran would have to eventually make on its nuclear program.

The [agreement](#) lifts the U.S.-imposed naval blockade of Iranian ports and, most crucially, grants Iran waivers to begin exporting its oil even before the negotiation of a final agreement on its nuclear program. That will give Iran a critical economic lifeline. In recent years, its economy has been in a tailspin, with a collapsing currency and sky-high inflation.

The one major step to be taken by Iran is reopening the Strait of Hormuz to free passage for the next 60 days, though the agreement seems to leave open the possibility of charging fees after that period.

"On balance, the memorandum appears to favor Iran," said Nicole Grajewski, who

teaches at the Center for International Studies at Sciences Po in France and studies Iran's foreign policy. "Tehran secures movement toward sanctions relief, a pathway for the restoration of oil exports, access to economic benefits and a reduction in military pressure while making relatively limited new nuclear commitments." But many of the most difficult concessions that the United States sought have been postponed, she said, though it is possible a future agreement could rebalance each side's concessions and gains.

"But judged solely on the memorandum itself, the immediate and concrete benefits accrue disproportionately to Iran," Ms. Grajewski said.

The agreement stipulates that the United States must begin lifting its naval blockade of Iran immediately and that Iran must allow commercial traffic through the Strait of Hormuz, but it was unclear whether those steps had occurred. Nevertheless, the news that the two countries had agreed to the deal sent oil prices [downward](#), with the average U.S. gasoline price hitting less

than \$4 per gallon on Thursday for the first time in months. Iran hawks are alarmed by the oil sales clause in particular, in part because it also commits the United States to temporarily lifting banking restrictions to help facilitate Iran's oil trade.

"Broadening authorization to financial transactions would crack the core architecture of U.S. oil and financial sanctions against Iran, arguably the most powerful economic leverage the U.S. holds over this regime, absent the naval blockade," Miad Maleki, a former U.S. Treasury official and a senior fellow at the Foundation for Defense of Democracies, [wrote](#) on social media.

Those who favor diplomacy with Iran over open conflict or sanctions praised the memorandum, saying it offered the chance for a new page in U.S.-Iran relations.

"The measures in this agreement should not be read as concessions, but rather corrections to a decades-old policy of coercion that was an abject failure and made war inevitable," Jamal Abdi, the

president of the National Iranian American Council, an advocacy group, said in a statement.

Some analysts were puzzled over why a similar agreement could not have been made before a monthslong war that has killed Iranian civilians, destroyed parts of the country's infrastructure and enabled Iran to exert leverage over the global economy.

"It's difficult to escape the conclusion that these negotiations could have taken place without a three-month war," said Holly Dagres, a senior fellow at the Washington Institute. "Much of what is outlined in the agreement — including the Strait of Hormuz, which has historically remained open — could have been addressed through diplomacy."

And she pointed out that the agreement left the most difficult issues, including the precise limits to be imposed on Iran's nuclear program, for later talks.

"I'm skeptical that the next 60 days of talks will produce concrete results," she said. "This is merely kicking the can down the road."

Pour les Etats-Unis, la fin de la guerre signée avec l'Iran à Versailles se fait au prix de reculades majeures

Le protocole d'accord, paraphé mercredi dans la soirée par les présidents des deux pays, Donald Trump et Massoud Pezeshkian, doit mettre un terme aux hostilités et permettre une réouverture du détroit d'Ormuz. Les négociations sur le nucléaire débiteront dans la foulée.

Pendant la totalité de son mandat, Joe Biden a pâti du chaotique retrait militaire d'Afghanistan, en août 2021, projetant une faiblesse américaine. Dans ce domaine, Donald Trump vient de le supplanter. Le protocole d'accord conclu avec l'Iran, signé par les présidents des deux pays, mercredi 17 juin, n'a certes pas de valeur juridique en soi. Il peut encore être balayé dans un avenir proche, en raison d'interprétations divergentes de certaines clauses, parfois imprécises, ou d'un acteur tiers. Mais il offre une photographie du moment, aux tons bien grisâtres pour les Etats-Unis. Il témoigne d'une fébrilité américaine remarquable, en vue de terminer la guerre commencée le 28 février et de rouvrir le détroit d'Ormuz.

Malgré une économie en lambeaux et des capacités militaires largement atteintes, l'Iran triomphe et ne renonce à rien. Malgré la supériorité écrasante de son armée, Washington n'a d'autre choix que d'acter son errance stratégique. « *Il n'y aura pas d'accord avec l'Iran autre qu'une capitulation sans conditions !* », écrivait Donald Trump, le 6 mars. Il ne précisait pas de quel pays il parlait.

Mercredi 17 juin, au terme du sommet des pays du G7, à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), le président des Etats-Unis a longuement défendu

la philosophie du protocole, le contenu et même les cases vides de celui-ci. Il a évoqué un repoussoir, le souvenir de son lointain prédécesseur Herbert Hoover, lors du crash de 1929. Focalisé sur les marchés, souhaitant éviter une « catastrophe économique », en cas de nouvelle phase de bombardements et de fermeture prolongée du détroit d'Ormuz, Donald Trump a reconnu en creux l'incohérence de la ligne suivie.

Aucun problème de fond résolu

Le 12 mai, le milliardaire donnait ses priorités : « *Je ne pense pas à la situation financière des Américains. Je ne pense à personne. Je pense à une chose seulement, nous ne pouvons laisser l'Iran avoir l'arme nucléaire.* » Pourtant, la question ne fait l'objet que d'un paragraphe sur 14 dans le document paraphé, mercredi soir, par Donald Trump, au château de Versailles, aux côtés d'Emmanuel Macron. Le président, Massoud Pezeshkian, fit de même, au nom de l'Iran, une photo en faisant foi. Téhéran s'engage notamment à ne pas développer ni à acquérir la bombe, ce qu'il avait déjà fait dans le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), l'accord conclu en 2015 sous la présidence Obama. Mais pas un mot sur les paramètres-clés (les centrifugeuses, les centres de recherche) et les

vérifications futures des activités iraniennes, qui seront abordés dans le prochain cycle de négociations.

« *Il n'y a rien dans ce texte sur la question nucléaire, si ce n'est une reformulation de l'engagement de longue date de l'Iran à ne pas obtenir la bombe, ainsi qu'une promesse de négociateur, relève James Acton, codirecteur du programme sur la politique nucléaire au cercle de réflexion Carnegie Endowment for International Peace. Il me paraît extrêmement improbable qu'un accord final soit jamais conclu, et encore moins dans un délai de soixante jours. La guerre a été une catastrophe pour les efforts visant à empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire. Ce protocole reflète l'impasse dans laquelle se trouvent désormais les Etats-Unis.* »

Ce pessimisme sur le délai, une fois le protocole signé, est généralisé chez les experts, qui se souviennent de deux ans d'efforts avant la signature du JCPOA. Donald Trump a dit aux journalistes américains qu'il ne s'agissait pas d'un calendrier ferme. Les négociations pourraient s'étirer bien au-delà. « *Tant qu'ils se tiennent tranquilles, a-t-il dit au sujet de l'Iran, ça m'est assez égal.* » Aucun problème de fond résolu, mais un retour à une relative stabilité : l'horizon à moyen terme pourrait se dessiner ainsi. L'absence

de toute référence, dans le texte, au programme balistique et aux sous-traitants régionaux de l'Iran, comme le Hezbollah libanais ou les houthistes yéménites, restreint dramatiquement le périmètre des discussions futures. Il rend aussi plus probable, à terme, un nouveau recours à la force de la part des Etats-Unis et surtout d'Israël, qui subit cet accord contraire à ses intérêts de sécurité.

Mercredi, le mémorandum a fait l'objet de communications parallèles par l'Iran et par la Maison Blanche, qui ont éclairé plusieurs médias américains sur son contenu. Il annonce la fin des hostilités sur tous les fronts, y compris au Liban, dont l'intégrité territoriale est mentionnée, alors qu'Israël en occupe le flanc sud. L'Iran doit rouvrir entièrement le détroit d'Ormuz à la circulation, tandis que les Etats-Unis lèveront leur blocus naval contre les navires iraniens dans les trente jours. Selon nos informations, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a rencontré, mardi, un groupe de diplomates étrangers en poste à Téhéran. Il a salué le document, malgré la défiance à l'égard de Washington, mais a rejeté l'offre de service européenne pour participer au déminage du détroit. L'Iran se sent fort.

Une période de négociations de soixante jours doit s'ouvrir

pour aborder les questions techniques très sensibles du programme nucléaire iranien. Pendant cette période, une levée temporaire des sanctions américaines permettra à Téhéran de vendre son pétrole et de récolter ainsi des bénéfices financiers instantanés. « *Ils ont eu bien plus de 1 000 milliards de dollars de dégâts (...), alors ils doivent bien se conduire. S'ils ne se conduisent pas bien, ils seront encore frappés* », a dit Donald Trump, évoquant plusieurs fois la possibilité de reprendre les bombardements, dont lui-même reconnaît la limite et le coût. La puissance militaire américaine est-elle encore dissuasive, dès lors qu'elle a consolidé le régime ?

Les bénéfices offerts à Téhéran sont alléchants, et ses obligations assez faibles. Certes, le régime doit rouvrir le détroit d'Ormuz sans droit de passage pendant soixante jours. Mais, ensuite, il pourra définir, avec le sultanat d'Oman, la future gestion de celui-ci. A Téhéran, devant les diplomates étrangers, Abbas Araghchi a évoqué de nouveau des « frais de service » acquittés à l'avenir par les navires, formule alternative au droit de passage, rejeté par les Etats-Unis. Pourquoi l'Iran ne réclamerait-il pas cette ponction ? « *Le bon sens* », a répondu Donald Trump. Washington renvoie la responsabilité de cette question aux pays du Golfe.

Retournement américain sur les missiles

En outre, les Etats-Unis s'engagent à dégeler les fonds iraniens immobilisés dans des banques étrangères. Les modalités restent encore à préciser. Ils organiseront aussi la levée de toutes les sanctions contre l'Iran de façon progressive, qu'elles soient américaines ou prises sous l'égide du Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui ne relève pas des prérogatives de la Maison Blanche. Enfin, un plan nébuleux de reconstruction de l'Iran, doté de plus



Le président américain, Donald Trump, lors du sommet des dirigeants du G7, à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), le 17 juin 2026. KAMIL ZIHNIOLU POUR « LE MONDE »

de 300 milliards de dollars (260 milliards d'euros), dont l'origine n'est pas précisée, est mis en avant comme une incitation à la bonne conduite. Le parallèle s'impose avec le mirage de la reconstruction de la bande de Gaza en « riviéra », promue par Jared Kushner, gendre du président.

Le plus frappant, à lire l'accord communiqué par la Maison Blanche et à écouter Donald Trump à Evian, est la multiplication des reculades américaines. Dix fois, ce dernier avait assuré que son pays mettrait la main, de gré ou de force, sur les stocks d'uranium hautement enrichis, notamment les quelque 400 kilos à 60 %. « *On pourrait se demander : à quoi bon ? Ça n'a pas vraiment beaucoup de valeur* », prétendait soudain Donald Trump, mardi.

Le texte n'évoque plus qu'une dilution de ces stocks sur place, sous la supervision de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Ce processus, s'il avait lieu, ne serait pas scientifiquement irréver-

sible. Mais le président américain relativise aussi cette perspective, en se disant peu pressé. Selon lui, les satellites américains surveillent les sites concernés au centimètre près. « *Si quelqu'un entrait en portant un badge avec son nom, du genre "Mohammed quelque chose", ils peuvent donner son nom* », s'est-il réjoui.

En début d'année, la position des Etats-Unis lors de négociations bilatérales avec Téhéran sur le programme nucléaire était maximaliste : zéro enrichissement d'uranium autorisé. La guerre est un tel triomphe que le protocole n'évoque pas cette question, reportée à la seconde phase des négociations, plus technique. Au cours de la conférence de presse, Donald Trump a semblé ouvrir la porte à un enrichissement à des fins civiles. « *C'est toujours un peu compliqué quand on dit que quelqu'un en veut, que d'autres l'ont déjà, que les Etats voisins l'ont aussi, et qu'on leur interdit d'en avoir pour produire de l'électricité*

et ce genre de chose. C'est toujours un peu délicat. Il faut user d'un peu de bon sens. »

Dernier retournement américain, celui sur les missiles. Quatre jours avant le début de la guerre, Donald Trump s'exprimait devant le Congrès. Il parlait des missiles iraniens qui peuvent « *menacer l'Europe et [les] bases à l'étranger* », ainsi que des projets balistiques pour atteindre les Etats-Unis. Le 2 mars, le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, parlait de « *100 missiles produits par mois* », pour construire un « *bouclier* » d'armes conventionnelles derrière lequel le régime pourrait se cacher pour terroriser la région. Tout cela a disparu dans le protocole d'accord. Donald Trump, lui, a simplement évoqué un dialogue à venir avec les pays du Golfe à ce sujet, en précisant que l'Iran « *doit en avoir [des missiles], car d'autres personnes en ont* », citant l'Arabie saoudite. De toute façon, a osé le président américain, les Etats-Unis ont sauvé le monde d'un « *holocauste nucléaire* », et

c'est bien l'essentiel. « *Les missiles ne sont pas le problème. Les missiles, ça atteint de petits emplacements, mais ils ne font pas sauter la planète.* »

Sur un plan politique, la tempête débute aux Etats-Unis. Le Congrès voudra avoir son mot à dire sur certaines clauses. Le protocole d'accord fait l'objet de vives critiques chez les conservateurs américains classiques. La plupart n'attaquent pas directement Donald Trump. Mais ils voient

dans le document un renforcement du régime iranien. Un « *apaisement* », selon le mot de l'ancien vice-président Mike Pence.

« *L'histoire nous apprend que donner des milliards de dollars à des dingues théocrates qui veulent nous assassiner n'est pas une bonne idée. Je pense que le président reçoit de très mauvais conseils sur cet accord* », a confié le sénateur Ted Cruz (Texas) au site *The Hill*. Son collègue Bill Cassidy, sur X, parlait même de « *pire*

échec en politique étrangère depuis des décennies ». « [Ronald] *Reagan se retourne dans sa tombe. Les ambitions nucléaires de l'Iran n'ont pas été freinées. Il a appris qu'agiter la menace d'un blocage du détroit d'Ormuz fonctionne – et exploitera sans aucun doute ce levier à l'avenir. Désormais, l'Iran obtient, grâce à cet accord, la possibilité de construire des infrastructures entièrement nouvelles.* »

L'ancien secrétaire d'Etat de Joe Biden, Antony Blinken,

qui s'est fait rare dans la vie publique, a publié un long texte sur X en guise d'inculpation de l'administration américaine. Sa conclusion : « *Nous devrions tous être heureux que la guerre soit finie – pour l'instant. Il ne fait guère de doute que le président Trump s'attribuera le mérite d'y avoir mis fin. Mais c'est comme un pyromane qui se vanterait d'avoir éteint un incendie qu'il a lui-même déclenché, après que la moitié de la maison a déjà brûlé.* »

The New York Times

**Jonathan Swan, Erica L. Green,
Max Bearak, Michael Levenson
June 18, 2026**

Vance Lashes Out at Israeli Critics of U.S.-Iran Agreement to End the War

The vice president said that the United States was the only powerful ally Israel had left and noted that two-thirds of the weapons that protected Israel were paid for by U.S. tax dollars.

Vice President JD Vance delivered an extraordinary rebuke on Thursday to Israeli officials who had disparaged the U.S.-Iran deal as he began a campaign promoting the agreement in the face of criticism in Israel and Washington.

Speaking to reporters at the White House, Mr. Vance said he had a message for members of Prime Minister Benjamin Netanyahu's cabinet who had denounced the deal and had "very personally attacked" President Trump.

"Donald J. Trump is the only head of state in the entire world who is sympathetic to the nation of Israel at this moment in time, and he happens to be the head of state of the world's superpower," Mr. Vance said. "If I was in the cabinet of the Israeli govern-

ment, I might not be attacking the only powerful ally that I have anywhere left in the entire world."

Mr. Vance said he wanted to remind the Israelis that two-thirds of the weapons that "protected your homeland" were American-made and paid for by U.S. tax dollars.

His blunt message — effectively telling the Israelis that they have been diplomatically isolated and have Americans paying for their defense — was the latest sign of tensions between Mr. Trump and Mr. Netanyahu, just over three months after they launched a joint bombing campaign against Iran.

Israel is not a party to the deal to end the war, and its fighting with Hezbollah, the Iranian-backed militia in Le-

banon, had threatened to derail the U.S.-Iran talks, to the frustration of American officials. Mr. Vance's remarks came a day after Mr. Trump admonished Mr. Netanyahu over the Israeli military onslaught in Lebanon.

Mr. Vance also pushed back on criticism from some Republicans in Congress who have argued that the deal grants Iran major financial concessions while punting critical decisions about its nuclear program into a 60-day negotiation period.

Mr. Vance said the Iranians had to "change their behavior" under the deal and that the United States maintained economic, diplomatic and military leverage over Tehran if it did not comply.

"We have all the cards," Mr. Vance said. "If the Iranians

want the benefits of the bargain, they have to give us the things that are necessary to get the benefits."

The deal calls for a ceasefire while U.S. and Iranian officials begin discussions on the future of Iran's nuclear program over the next 60 days. Mr. Vance said that he would lead those negotiations and that technical discussions could begin as soon as this weekend. He said he might travel to Switzerland to start those talks with the Iranians.

"As they dial up their good behavior, we can dial up the economic relief," he said. "If they dial down their good behavior, we can turn it off. It's the good thing about having the leverage, and it's a good thing about being the United States of America, where we just fundamentally have so

much influence in the world financial system.”

The deal, however, lays out several benefits for Iran that begin immediately “upon the implementation” of the memorandum of understanding, which Mr. Trump and President Masoud Pezeshkian of Iran have signed.

Those benefits include the unfreezing of Iranian assets and the removal of the U.S. naval blockade on ships entering and leaving Iranian ports.

The agreement also calls for the U.S. Treasury Department to immediately waive sanctions on Iranian oil exports, allowing Tehran to sell oil at higher prices to a wider array of buyers. Other elements of the agreement, like broader sanctions relief, would take place on “an agreed-upon schedule as part of the final deal,” to be negotiated over the next 60 days.

Mr. Vance said that by temporarily lifting sanctions on Iranian oil, “we’re actually going to be able to see a little bit where their financial system actually sends money and receives money, and that’s a real benefit to the American people.”

But some Republicans say the deal throws the repressive Iranian government an economic lifeline.

“Reagan is rolling over in his grave,” Senator Bill Cassidy, Republican of Louisiana, wrote on social media. Mr. Cassidy, who lost a primary election last month after Mr. Trump targeted him for defeat, added: “Iran’s nuclear ambitions were not curbed, and they have learned that threatening the Strait of Hormuz works and will undoubtedly leverage it in the future. Now, Iran gets to build brand-new infrastructure under this deal.”

Senator Roger Wicker, Re-



Vice President JD Vance during a news briefing at the White House on Thursday. He lashed out at critics of President Trump’s deal with Iran. Credit...Allison Robbert for The New York Times

publican of Mississippi and chairman of the Armed Services Committee, referring to the U.S. military operation against Iran, said in a statement that he was “concerned that the memorandum of understanding negotiates away the victories of Operation Epic Fury in ways that are completely out of step with the president’s goals.”

He singled out a \$300 billion fund outlined in the deal and designated for the reconstruction and economic development of Iran. Even though it would not be financed by American taxpayers, Mr. Wicker said it “would make Iran’s payoff under President Obama’s 2015 deal look like a pittance by comparison.”

President Barack Obama’s government signed a deal with Tehran in 2015 that tied sanctions relief for Iran to specific goals related to its nuclear program.

Mr. Trump and Mr. Vance have emphasized that no U.S. government money will be spent on the \$300 billion fund and that it will be used as a conduit for private invest-

ment. But the fund has become a sore point for Mr. Trump, who has spent years railing against Mr. Obama for releasing \$1.7 billion of Iran’s own cash after his administration brokered the nuclear agreement.

Mr. Vance noted that this deal also called for commercial vessels to once again sail freely through the Strait of Hormuz, the critical oil shipping route that Iran effectively closed at the start of the war, driving gas prices higher. He pointed out that gas prices had fallen since the agreement was announced.

On Thursday, the average price of a gallon of gas in the United States dropped below \$4 for the first time in months. Still, gas prices remained about \$1 higher than before the first U.S.-Israeli strikes began in Iran in late February.

In his first statement on the deal, Iran’s supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei, said that Mr. Trump had agreed to the terms “out of desperation” and warned that Iran would not submit to “excessive demands” from the

United States during the next 60 days of talks.

Mr. Trump has threatened Iran with more attacks if he believes it is not abiding by the deal. But his advisers have said privately that it’s hard to imagine he would return to military action against Iran, especially before the U.S. midterm elections.

The agreement also seeks to end the war between Israel and Hezbollah by requiring the United States and Iran — along with their allies — to immediately and permanently end their military operations “on all fronts, including in Lebanon.”

But Israel and Hezbollah have indicated that they will not be constrained by the agreement. In brief remarks on Thursday, Mr. Netanyahu said that Israeli troops would remain in southern Lebanon for “as long as Israel’s security needs demand it.”

He added that “additional challenges lie ahead of us” that will require “calmness, a firm stance on our security interests and, at the same time,

maintaining the important connection with our American friends.”

Some members of the Israeli government took a harder line. Bezalel Smotrich, the far-right finance minister, called the deal “bad for Israel and for the entire free world. Period.”

Itamar Ben-Gvir, the national security minister, said Israel

would not be bound by the agreement. “We love the USA and are grateful to President Trump,” he wrote on social media. “And yet, the State of Israel is not a banana republic.”

Reporting was contributed by Rebecca F. Elliott, Shirin Hakim, Pranav Baskar, Ephrat Livni and Catie Edmondson.

[Jonathan Swan](#) is a White House reporter for The Times, covering the administration of Donald J. Trump. Contact him securely on Signal: [@jonathan.941](#)

[Erica L. Green](#) is a White House correspondent for The Times, covering President Trump and his administration.

[Max Bearak](#) is a correspon-

dent for The Times focusing on breaking and international news.

A version of this article appears in print on June 19, 2026, Section A, Page 1 of the New York edition with the headline: Vance Admonishes Israel For Criticism of Iran Deal. [Order Reprints](#) | [Today's Paper](#) | [Subscribe](#)

LE FIGARO

19 juin 2026

Paris : un rassemblement «contre les exécutions politiques en Iran» interdit par la préfecture

La préfecture justifie cette interdiction par un «contexte national et international particulièrement tendu» et «le risque sérieux d'affrontements entre des militants».

Un rassemblement contre les exécutions d'opposants en Iran, prévu samedi à Paris, a été interdit, selon un arrêté de la préfecture de police de Paris (PP) publié jeudi soir, provoquant l'incompréhension des organisateurs. La PP justifie cette interdiction par un «contexte national et international particulièrement tendu» et le «risque sérieux qu'à l'occasion de cette manifestation aient lieu des affrontements entre des militants aux opinions antagonistes de nature à troubler gravement l'ordre public».

D'autant que la manifestation autour de l'Hôtel des Invalides dans le VII^e arrondissement de Paris devait passer «à proximité de plusieurs bâti-

ments publics et représentations diplomatiques». Les organisateurs ont dénoncé une interdiction «sous des prétextes sans fondement» et prononcée «quelques heures après un entretien téléphonique» entre les ministres des Affaires étrangères français [Jean-Noël Barrot](#) et iranien [Abbas Araghchi](#).

«L'atteinte manifestement illégale portée à la liberté de manifester»

Jean-Noël Barrot «n'a pas évoqué cette manifestation ou demandé son annulation», s'est défendu le Quai d'Orsay. «Cette motivation extraordinairement tardive est la traduction de l'absence de tout bien-fondé de cette mesure d'interdiction et de son caractère arbitraire», a dénoncé Me Vincent Brengarth, un avocat de l'association NDH (Nouveaux droits de l'Homme), co-organisatrice du rassemblement.

Avec Me William Bourdon, ils

ont assuré avoir déposé une requête en urgence auprès du tribunal administratif de Paris afin d'obtenir l'annulation de la décision, en raison de «l'atteinte manifestement illégale portée à la liberté de manifester». La manifestation, programmée samedi à 14H00, était organisée par le collectif Voix d'Iran, formé pour l'occasion et comprenant des associations de la diaspora iranienne et des ONG françaises et internationales.

Les exécutions d'opposants se multiplient en Iran

Parmi elles, le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) - vitrine politique de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI ou MEK), considérée comme «terroriste» par Téhéran - mais aussi l'Association des femmes iraniennes en France ou encore le Comité de soutien aux droits humains en Iran (CSDHI).

La journée du 20 juin avait été choisie en mémoire de la manifestation du 20 juin 1981, qui avait rassemblé 500.000 manifestants à Téhéran et durement réprimée. Cette manifestation avait marqué, selon le CNRI, «le début de la résistance à la dictature religieuse». L'objectif de la manifestation était de rappeler qu'«un accord diplomatique, aussi important soit-il, ne peut justifier l'oubli des droits humains, et aucune désescalade régionale ne doit se payer au prix du silence sur la répression intérieure» en Iran, selon la porte-parole de Voix d'Iran Azadeh Alemi.

Si Washington et Téhéran ont conclu mercredi un protocole d'accord pour mettre fin au conflit les opposant depuis le 28 février, les exécutions d'opposants se multiplient en Iran depuis les manifestations du mois de janvier, selon les ONG.

Débloquage des avoirs iraniens gelés à l'étranger : l'Iran pourrait récupérer de 100 milliards à 150 milliards de dollars

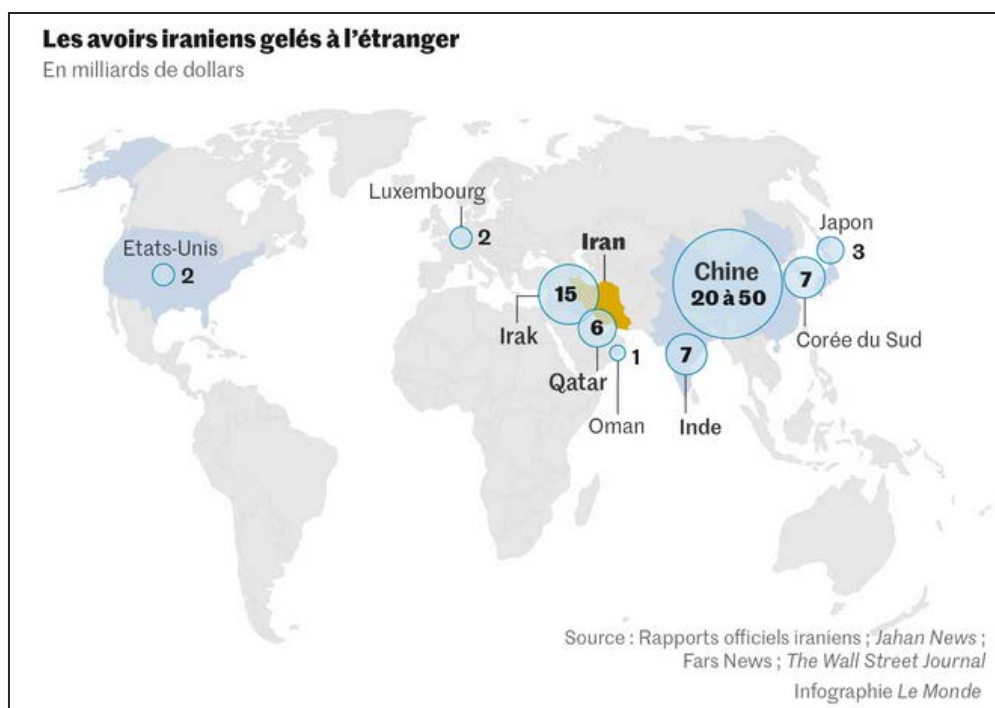
Le protocole d'accord signé le 17 juin par les Etats-Unis et l'Iran prévoit, notamment, de rendre ces actifs détenus hors du pays de nouveau accessibles. Le président américain pourrait faciliter leur transfert en invoquant des motifs de sécurité nationale.

Sur le montant total des avoirs iraniens gelés à l'étranger – dont le déblocage figure parmi les dispositions du protocole d'accord conclu entre Téhéran et Washington mercredi 17 juin –, aucun chiffre officiel ne fait consensus. Les estimations varient considérablement : les autorités iraniennes évoquent au moins 100 milliards de dollars (87,54 milliards d'euros), tandis que certains experts avancent une somme supérieure à 150 milliards.

La majeure partie de ces fonds correspond à des revenus pétroliers accumulés au fil des ans, notamment en Chine, en Inde, en Corée du Sud ou au Japon. Ces recettes se sont retrouvées bloquées après le retrait unilatéral, en 2018, des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 (JCPOA), sous la première présidence de Donald Trump, suivi du rétablissement des sanctions américaines.

Depuis lors, Washington est parvenu à entraver le règlement d'une partie des exportations pétrolières iraniennes en s'appuyant sur la place centrale du dollar dans les échanges internationaux. Le département du Trésor peut en effet sanctionner les institutions financières qui contreviennent aux mesures américaines et les exclure du système financier libellé en dollars.

« **Large autorité unilatérale** »
La Chine demeure de loin le



principal acheteur de pétrole iranien. Les avoirs iraniens qui y sont immobilisés sont généralement estimés entre 20 milliards et 50 milliards de dollars.

L'Irak constitue également un cas emblématique. Grand importateur d'électricité et de gaz iraniens, le pays a longtemps été empêché de régler ses achats en raison des sanctions américaines. Washington a, à plusieurs reprises, suspendu ou limité les dérogations permettant à Bagdad d'effectuer ces paiements.

Au Qatar, environ 6 milliards de dollars d'avoirs iraniens précédemment bloqués en Corée du Sud ont été transférés, en 2023, dans le cadre d'un accord ayant

permis la libération de plusieurs prisonniers américains détenus en Iran. Ces fonds devaient être exclusivement consacrés à des achats humanitaires. Mais, à la demande de Washington, Doha en a de nouveau gelé l'accès après les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, le mouvement palestinien étant soutenu par Téhéran. Aux Etats-Unis, « le président dispose d'une large autorité unilatérale pour suspendre l'application de sanctions américaines », souligne Chris Kennedy, responsable des questions de géoéconomie chez Bloomberg Economics et ancien conseiller au département d'Etat. Selon lui, Donald Trump « est peu susceptible d'être freiné par les restrictions législatives existantes »,

même si son administration devrait respecter les procédures prévues par la loi pour accorder les dérogations nécessaires. L'expert estime ainsi que le président américain pourrait faciliter le transfert d'actifs détenus dans des institutions étrangères en invoquant des motifs de sécurité nationale. Une telle décision ne serait toutefois pas à l'abri de contestations. « Le Congrès pourrait chercher à limiter ces dérogations par une nouvelle législation, ou d'autres acteurs américains pourraient saisir la justice pour en bloquer l'application », relève-t-il. Ces éventuels recours devraient alors être tranchés par les tribunaux.

The New York Times

Edward Fishman
June 19, 2026

Opinion: Iran Just Taught the World a Dangerous Lesson

Mr. Fishman is the author of “Chokepoints: American Power in the Age of Economic Warfare.”

The United States and Iran have a [deal](#): For 60 days, Tehran will allow ships to sail through the Strait of Hormuz without charging tolls; in return, Washington will lift its naval blockade, waive sanctions on Iranian oil and help Iran get access to its frozen assets. Negotiations on the future of Iran’s nuclear program are also set to begin.

Even if the deal holds, Iran is poised to emerge from the war battered militarily and economically but strengthened strategically, the newly empowered gatekeeper of the world’s most important energy chokepoint. Other countries will take note — and seek their own chokepoints to exploit.

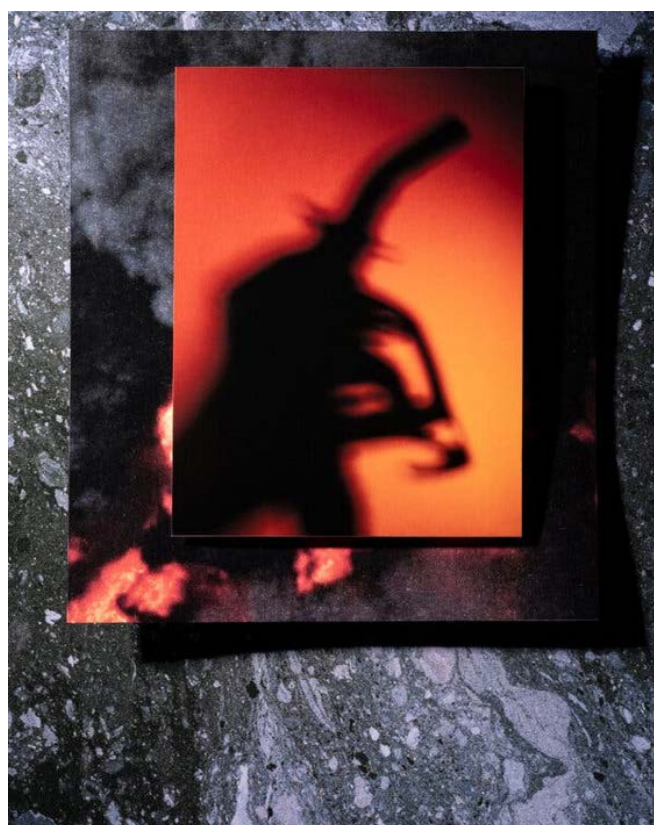
Though President Trump has [declared](#) that the Strait of Hormuz will be “permanently toll-free,” Iran’s grip on the waterway is unlikely to loosen. Over the past three months, its authorities have reportedly charged some ships up to [\\$2 million](#) for passage. Even if fees were much lower than that — say, several hundred thousand dollars per ship, roughly in line with rates at the Suez and Panama Canals — Iran would still receive a multibillion-dollar annuity, giving Tehran an overwhelming financial incentive to preserve its new status.

Controlling the strait also offers Iran considerable strategic benefits. Prime Minister Sanae Takaichi of Japan is just one of the many world leaders

who have [appealed](#) to the Iranian government to secure passage for tankers carrying oil to her country, signaling that Tehran is now in a position to cut side deals with governments all over the world. Over time, the Islamic Republic could use its newfound leverage to obtain further sanctions relief and other diplomatic concessions. And of course, any threat to close the strait — explicit or implicit — will provide Iran with a powerful deterrent against military strikes or economic pressure.

Shipowners and energy traders will bristle at paying fees to Iran, but the costs are unlikely to be prohibitive. For a large oil tanker, \$2 million amounts to about \$1 per barrel of oil, less than a typical credit card transaction fee. Iran’s threats to shipping in the strait have sent insurance rates soaring, with some premiums estimated to have risen to [\\$7.5 million](#) per voyage. If paying Iran guarantees safe passage, insurance costs could fall, offsetting much of the toll. The Greek shipping magnate Evangelos Marinakis, who manages a fleet of over 200 vessels and tankers, has [said that](#) he would prefer paying a toll to “all this hassle.”

Saudi Arabia and the United Arab Emirates may grudgingly reach a similar conclusion. They would be among the biggest losers if their greatest geopolitical rival maintains control over the waterway, but they are also desperate to see the Strait of Hormuz reopened so they can restart their lucrative oil exports at full tilt. These Gulf states could accept an Iranian toll as a necessary, if temporary, evil,



Credit... Photo illustration by Kim Hoeckele for The New York Times

as it would buy them time to build new pipelines that circumvent the strait, a [project](#) that could take a decade. The deputy prime minister of Qatar has already [conceded](#) that a “temporary” fee is “negotiable.”

Though Mr. Trump has been adamant that neither Iran nor its cross-strait neighbor, Oman, can administer the waterway, the past few months have revealed that the United States cannot simply force the strait open. When the U.S. military tried to do so in early May, Iran retaliated aggressively. Within 36 hours, Mr. Trump [suspended](#) the mission. That same day, Tehran [unveiled](#) the Persian Gulf Strait Authority, a government body to oversee traffic through the

waterway. Since then, Iran has steadily entrenched its control.

Iran has been able to do this thanks to cheap drones and missiles, capabilities the United States cannot fully eliminate. Absent regime change, the Islamic Revolutionary Guards Corps will retain the ability to threaten shipping through the strait whenever it chooses.

To keep the strait open, Iran will almost certainly demand compensation. If it does not collect payment directly from shipowners, it will likely extract payment indirectly through sanctions relief. Either way, Tehran will be rewarded for permitting safe passage. And if safe passage depends on

Iran's consent, then Iran controls the strait.

Recognizing this conundrum, Mr. Trump has sought help from other world leaders, notably China's president, Xi Jinping, in Beijing in May. But Mr. Xi has little incentive to bail Mr. Trump out. As Iran's largest oil customer, China may well secure preferential treatment for its own shipments, even if other countries end up paying a toll. Besides, Iranian control over the strait could benefit China in the long run by bolstering demand for the energy technologies it dominates. In March, exports of Chinese [solar panels](#) and electric vehicles doubled from the previous month, reaching record levels.

If one-fifth of the world's oil supply is permanently vulnerable to disruption by the Islamic Revolutionary Guards Corps, countries will have even greater reason to reduce their reliance on fossil fuels and increase imports of Chinese-made [solar panels](#), [electric vehicles](#) and [batteries](#). That would also mean the

world would exchange one precarious dependence for another.

China's export restrictions on rare-earth minerals last year offered another lesson in the power of chokepoints. The move forced a major pivot in U.S. policy, spurring Mr. Trump to embrace détente with Beijing and ease export controls on advanced computer chips. Now Iran has shown that closing the Strait of Hormuz can force the world's most powerful military to stand down. None of this will have escaped the attention of other countries that control chokepoints.

For much of history, exploiting geographic chokepoints was the norm. In the fifth century B.C., Sparta defeated Athens in the Peloponnesian War by severing its access to the Hellespont (now called the Dardanelles), which Athens relied on for grain imports. The United States fought its first overseas war, in the early 19th century, to stop the Ottoman regency of Tripoli from demanding tribute in exchange for safe passage for American

sailors in the Mediterranean. And Denmark extracted tolls at the Danish straits — the so-called Sound Dues, which generated up to [two-thirds](#) of the government's revenue — for over 400 years, until it agreed to abolish them under the 1857 Copenhagen Convention.

Freedom of navigation has largely prevailed since World War II because the United States has guaranteed it. Iran's seizure of the Strait of Hormuz has cracked the edifice.

"Do we realize 70 percent of East Asia's energy needs and 70 percent of its trade pass through the Indonesian straits?" [asked](#) Indonesia's president, Prabowo Subianto, at a recent cabinet meeting. Indonesian officials have since [denied](#) any plans to impose a toll at the Strait of Malacca, through which roughly [a third of all global trade](#) flows. But the fact that the idea was floated signals that the era of free and open global commerce, underwritten by American power, is giving way to

something different.

It's easy to imagine the Houthis in Yemen tightening their grip on the Bab el-Mandeb, the [strait](#) separating the Arabian Peninsula from the Horn of Africa; Russia sabotaging [undersea internet cables](#); or China demanding [customs duties](#) from ships approaching Taiwanese ports. Indeed, this month, Beijing [sent maritime agency ships](#) to question commercial vessels in the waters off Taiwan, a first-of-its-kind mission that Chinese officials called "special maritime traffic law enforcement."

A generation of U.S. officials endeavored to stop Iran from obtaining a nuclear weapon, fearing it could set off a nuclear arms race in the Middle East. In launching this war, Mr. Trump sought to solve that problem once and for all. The irony is that Iran's success at the Strait of Hormuz may set off a different kind of arms race — one in which every country searches for chokepoints to convert into money and power.



21 juin 2026

La délégation iranienne a quitté le lieu des discussions après un message «insultant» de Donald Trump

L'agence gouvernementale iranienne Irna a indiqué, ce dimanche 21 juin, que la délégation iranienne avait quitté le lieu des discussions, en réaction à un message publié par Donald Trump. Les Iraniens restent, malgré tout, engagés dans les discussions en Suisse.

La délégation iranienne a quitté, ce dimanche 21 juin, le lieu où se tiennent des [pourparlers avec les États-Unis en Suisse](#), après un message jugé «insultant» de Donald Trump selon un média d'État iranien, témoin des tensions entourant ces négociations déjà fragilisées par les hostilités au Liban.

Les discussions doivent aboutir, [sous un délai de 60 jours renouvelables](#), à un accord final pour mettre un terme au conflit au Moyen-Orient. Selon l'agence gouvernementale Irna, la délégation iranienne a «quitté le bâtiment où se déroulaient les négociations», qui étaient entrées «dans une phase difficile après 80 mi-

nutes de discussions et une interruption, à la suite de la publication d'un message insultant du président des États-Unis».

L'Iran reste «engagé» dans les négociations

Toutefois, selon un diplomate proche des négociations, les

Iraniens restent «engagés» dans les négociations, menées sous médiation du Pakistan et du Qatar. La délégation «n'a pas communiqué aux médiateurs d'intention de partir», a indiqué ce diplomate sous couvert d'anonymat.

Sur sa plateforme Truth Social, le président américain avait enjoint Téhéran d'empêcher ses alliés au Liban, en référence au Hezbollah, de «causer des problèmes», sans quoi les États-Unis reprendraient leurs frappes.

«Ils feraient mieux de peser leurs mots; nos forces armées sont prêtes à leur répondre autrement», avait rétorqué sur X l'influent chef de l'équipe de négociation iranienne, Mohammad Bagher Ghalibaf.

Selon les termes du protocole d'accord américano-iranien signé mercredi dernier, les deux parties doivent «se garder de menacer d'avoir recours à la force l'un contre l'autre».

De nombreux différends à régler

Ces mises en garde réciproques ont été publiées peu après l'ouverture des pourparlers à l'hôtel de Bürgenstock, surplombant le lac de Lucerne au centre de la Suisse.

Elles devraient durer «quelques jours», selon le vice-président américain JD Vance présent sur place, mais qui ne peut rester «qu'un jour ou deux» en Suisse, où se trouvent également l'émissaire Steve Witkoff et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner.

JD Vance a qualifié ces négociations «d'historiques» et espéré qu'elles permettent «de tourner une nouvelle page afin de transformer notre relation avec le peuple iranien». Mais les différends sont nombreux, notamment sur le programme nucléaire iranien, qui empoisonne les relations bilatérales depuis des décennies.

Selon la télévision d'État iranienne, il n'en a pas été question pendant la première session de discussion. Cette

même source a affirmé que la délégation iranienne avait refusé de poser pour une photographie avec les représentants américains.

La situation au Liban au centre des crispations

Les discussions s'ouvrent aussi à l'ombre des affrontements entre Israël et le Hezbollah pro-iranien qui se sont poursuivis vendredi et samedi au Liban, en dépit d'une clause de l'accord-cadre prévoyant la fin des hostilités sur tous les fronts, et après la nouvelle fermeture, en représailles, du détroit d'Ormuz annoncée samedi par Téhéran.

Des frappes de l'armée israélienne, qui occupe une partie du sud du Liban, ont fait au moins 30 morts samedi. Aucun accord avec les États-Unis n'est possible sans cessation des hostilités au Liban, a averti le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaï.

Les négociations sur la guerre au Moyen-Orient en Suisse annulées: Donald Trump est-

il dans une impasse?

L'armée israélienne restera dans le sud du Liban «aussi longtemps que nécessaire», a assuré le Premier ministre Benjamin Netanyahu. De son côté, le chef du Hezbollah, Naïm Qassem, a refusé toute zone de sécurité israélienne dans le sud de son pays.

Plus optimiste, JD Vance a assuré dimanche avoir constaté que «des progrès considérables» avaient été réalisés ces derniers jours «pour faire en sorte que le cessez-le-feu tienne au Liban».

Depuis samedi, «une trêve fragile est en vigueur», a relevé M. Baghaï, alors que les opérations israéliennes au Liban ont fait 4.106 morts depuis début mars, selon Beyrouth, et que l'armée israélienne y a recensé 36 militaires tués.

Possible signe de détente, Israël a annoncé la levée, à partir de lundi matin, de toutes les restrictions de rassemblement liées à la guerre dans le nord du pays, près de la frontière avec le Liban.

The New York Times

June 21, 2026

Iran Nuclear Talks Expected to Hinge on These 4 Questions

Tehran insists that its nuclear program is for peaceful purposes. The Trump administration is demanding assurances that Iran cannot secretly develop a weapon.

The next round of U.S.-Iran negotiations will seek to resolve perhaps the thorniest issue between the two sides: What should happen to Iran's nuclear program?

President Trump has repeatedly said that the primary motivation for starting war with Iran was to prevent

it from obtaining a nuclear weapon. For years, Iran has been amassing near-bomb-grade uranium, which the United States and Israel fear could be developed into a weapon.

The site where most of that material is believed to be stored was believed to be heavily damaged in [U.S.-Israeli attacks last year](#). But

without independent access to the area, the fate of the stockpile remains unclear.

[For more than 50 years](#), Tehran has insisted that its nuclear program is for peaceful purposes only. But the United States is demanding assurances that Iran cannot secretly develop a weapon.

Here are four key areas the talks are likely to focus on:

Uranium Enrichment

The process of enriching uranium transforms it from fuel that can be used for civilian purposes, like energy production, into a crucial component of a nuclear weapon.

To prevent that from happening, the United States is demanding that Iran suspend all uranium enrichment for at least 20 years. The Iranians have countered with offers of a 10-year halt.

In a phone call with [The New York Times](#) on June 14, Mr. Trump hinted that he might settle for a 15-year suspension, but that said he didn't want to negotiate via the news media. In the same call, he also suggested that Iran be limited to enriching at low levels "forever."

Looming over the new talks is the deal struck by President Barack Obama in 2015 that negotiated [a 15-year halt](#). Mr. Trump tore up that deal in his first term.

Vice President JD Vance, who is leading the American negotiation, stated on Thursday that the U.S. was seeking a complete moratorium on all uranium enrichment by Iran over the suspension period.

"The Obama deal allowed the Iranians to enrich uranium. This deal will not," Mr. Vance told reporters.

Mr. Obama's deal limited enrichment to 3.67 percent, [enough for research and medicine](#). Nuclear weapons typically require about 90 percent enrichment.

Current Stockpile

After Mr. Trump withdrew from the nuclear deal in 2018, Iran steadily increased [its stockpile of near-bomb-grade](#) material until it had enough to build at least 10 bombs. As of June 2025, the U.N. nuclear watchdog, the International Atomic Energy Agency, believed that Iran had about 970 pounds of uranium enriched to 60 percent, in addition to roughly [11 tons](#) of uranium enriched to other levels.



Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, on Sunday at the Bürgenstock resort in Switzerland. Credit...Pool photo by Fabrice Coffrini

The United States [struck three key Iranian nuclear sites](#) last year, including a complex outside Isfahan, where the U.N. agency said most of the near-bomb-grade material was stored. But with international inspectors barred from the site, the status of the enriched uranium is uncertain.

U.S. officials are insisting that Iran dispose of its stockpiles completely. [According to two American officials](#), the United States is offering to work with the U.N. watchdog to dilute, or "downblend," it to safe levels.

Another option would be for Iran to transfer the stockpile to another country, as it did with 98 percent of the cache under the 2015 deal. Iran has not said publicly whether it

would be willing to give up its entire stockpile.

Nuclear Sites

The United States has insisted that Iran dismantle its two enrichment plants at Natanz and Fordo, as well as its uranium storage tunnels at Isfahan. It's possible that Iran also has additional nuclear sites that the world doesn't know about.

Tehran has balked, insisting that that would amount to surrendering its "right to enrich." It has argued that at least one site should remain, though that might prove difficult for U.S. negotiators to stomach.

Under the Obama deal, Iran was permitted to keep facilities, as long as they were

repurposed for civilian use. Critics of that deal say it meant that Iran was able to quietly revive nuclear enrichment after the 2015 deal collapsed.

Access for Inspectors

International inspectors haven't had any visibility into Iranian nuclear sites since the U.S.-Israeli attacks last year prompted Tehran to block the U.N. agency's access.

The Trump administration wants international inspectors to be able to conduct "snap" visits at any time and at any site in Iran. Rafael M. Grossi, the head of the U.N. watchdog, said on Thursday that both Iran and the United States wanted his agency to have a role in verifying their agreement.

Prospects for an Agreement

Resolving all of these questions within the 60-day negotiating timeline set out by the initial U.S.-Iran deal will be a tall order, said Darya Dolzikhova, an expert in nuclear weaponry at the Royal United Services Institute, a London-based research group. The 60-day window is extendable by mutual consent, and Mr. Trump said this past week that it was not a "hard" deadline.

For one thing, she said, the two sides would need to establish the current status of Iran's nuclear program and stockpile, an extensive exercise.

"If you're going to start negotiating away parts of Iran's program and potentially even accepting certain elements of it," Ms. Dolzikhova said, "then we need to have a sense of what they have now."

"I don't want to say it's not possible," she said, "but these are very complex issues, and 60 days is not a lot of time."



Julien Benesteau-Tellier
21 juin 2026

Autant de buts que Messi et figure de la culture kurde, qui est Deniz Undav, le super remplaçant allemand de cette Coupe du monde ?

Le roi des entrées fracassantes. Déjà auteur d'un but en sortie de banc lors de la démonstration allemande contre Curaçao (7-1), Deniz Undav a récidivé en inscrivant un doublé contre la Côte d'Ivoire (2-1) samedi 20 juin. En ce début de compétition, l'attaquant de 29 ans remplit à merveille son rôle de supersub pour sa première Coupe du monde. Avec ses trois réalisations, le voilà en tête du classement des buteurs avec Messi et David.

Depuis ses débuts avec la Mannschaft en mars 2024, l'avant-centre de Stuttgart affiche des statistiques impres-

sionnantes (9 buts et 4 passes en 11 apparitions) malgré un temps de jeu réduit. Ambidextre, il s'est construit une solide réputation de renard des surfaces en clubs.

Révéle sur le tard

Deniz Undav a dû se montrer patient avant de se révéler. Après quelques années passées dans les divisions inférieures de la région de Brême, sa carrière éclate en Belgique à l'Union Saint-Gilloise juste après la saison 2020 tronquée par le Covid. Avec le club de l'USG, il participe à la montée en D1 belge et termine meilleur buteur de

Jupiler Pro League dès sa première saison dans l'élite avec 25 réalisations.

Cette saison de haut vol lui ouvre les portes de la Premier League. Sous les couleurs de Brighton, détenu par les mêmes propriétaires que le club belge, il reste une petite saison (5 buts en 22 matchs). Il rebondit à Stuttgart, où il s'impose très vite comme l'attaquant phare de l'équipe et remporte la Coupe d'Allemagne en 2025.

Une danse kurde pour célébrer ses buts

Deniz Undav fait aujourd'hui la fierté de la communauté kurde. Né à Varel, en Alle-

magne, il grandit au milieu d'une famille d'origine kurde de confession yézidie, provenant d'un village de Turquie. Lors de la célébration de son premier but au Mondial, il a rendu un vibrant hommage à ses racines en effectuant une danse traditionnelle kurde près du poteau de corner, avec son compatriote Antonio Rüdiger. Une célébration qu'il a l'habitude de réaliser en club.

Nul doute, que le jour de ses 30 ans (il est né le 19 juillet, jour de la finale) il dansera à nouveau et recevra peut-être en guise de cadeau une cinquième étoile sur le maillot.



22 juin 2026

Guerre au Moyen-Orient: les Gardiens de la Révolution devenus décideurs en Iran

La première journée de pourparlers entre les États-Unis et l'Iran s'est déroulée le dimanche 21 juin en Suisse. Ces discussions qualifiées d'« historiques » par le vice-président J.D. Vance se sont tenues en présence des médiateurs qatariens et pakistanais. Côté iranien, le président du Parlement Mohammad Bagher Ghalibaf est le visage de ces discussions. Négociateur en

chef, il est aujourd'hui vu comme un homme de confiance aussi bien pour l'actuel Guide suprême que pour les Gardiens de la Révolution, plus que jamais les véritables piliers du régime.

Naturellement, l'état de guerre à l'intensité fluctuante de ces deux dernières années a continué de renforcer l'autorité du bras armé du régime, légitimant notamment leur représen-

sion sur leur propre population sous des prétextes de sécurité nationale. Les Gardiens de la Révolution ont massacré des milliers de manifestants anti-régime en janvier dernier, tout comme ils avaient réprimé dans le sang les manifestations Femme, vie, liberté en 2022. Les Gardiens de la Révolution ont toujours été l'un des piliers du régime, une armée parallèle aux forces régulières mise en place par le

Guide suprême en 1979.

Ils ont également une importante influence économique, et ils contrôlèrent notamment entre 20% et 40% de l'économie iranienne.

Lors de la guerre qui a débuté le 28 février dernier, ils ont contredit les théories selon lesquelles leurs divisions internes les empêcheraient de gérer des crises telles que

celle de la mort du Guide suprême Ali Khamenei. Son fils et successeur, **Mojtaba Khamenei**, a lui-même été membre des Gardiens de la Révolution et plus lié aux influences sécuritaires que religieuses. Son absence sur la scène publique a laissé apparaître les commandants de l'armée idéologique comme les véritables décideurs.

Les vainqueurs de la guerre?

Et les Gardiens de la Révolution pourraient profiter de l'ac-

cord trouvé entre les **États-Unis** et l'Iran. Une source iranienne les a décrits auprès de Reuters comme étant les grands vainqueurs de la guerre, expliquant que, ayant assuré la survie du système en Iran, ils étaient les mieux placés pour profiter d'une levée des sanctions.

La législation iranienne en matière d'investissement imposant aux entreprises étrangères de s'associer à des partenaires locaux, le nombre considérable de sociétés liées aux Gardiens

de la Révolution fait que celles-ci deviendraient les garantes de l'accès des investisseurs potentiels aux secteurs les plus lucratifs d'Iran. Ainsi, les entreprises qui reviendraient sur le marché iranien pourraient se retrouver à opérer aux côtés, ou par l'intermédiaire, d'entités liées aux Gardiens et risqueraient de se heurter à d'éventuelles sanctions toujours en vigueur et spécifiquement liées à eux.

Si aucun accord global n'est conclu et que les sanctions

restent en vigueur, les Gardiens de la Révolution continueront de bénéficier des dérogations provisoires sur les exportations de pétrole et pourront maintenir leur emprise sur l'économie iranienne grâce à leur expérience en matière de contournement des sanctions, d'après ces mêmes sources.

À lire aussi : Accord entre l'Iran et les États-Unis : «Ceux qui ont le mot final, ce sont les Gardiens de la Révolution»

franceinfo:

22 juin 2026

Détroit d'Ormuz, Liban, exportations de pétrole... Ce qu'il faut retenir de la première session de négociations entre les États-Unis et l'Iran

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a vanté sur X des «progrès majeurs». Les discussions techniques doivent se poursuivre fin juin.

Des «progrès majeurs». Voilà comment le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a qualifié sur X (Nouvelle fenêtre) la première séance de pourparlers entre l'Iran et les États-Unis, bouclée aux premières heures du jour, lundi 22 juin. Cette entrevue doit marquer le début d'un cycle pour mettre fin de manière durable à la guerre au Moyen-Orient. Les négociations, organisées à Bürgenstock, en Suisse, doivent se poursuivre dans les prochains jours. Franceinfo récapitule les premières avancées obtenues.

Un accord définitif «dans un délai de soixante jours» Téhéran et Washington se sont entendus «sur une feuille de route visant à parvenir à un accord définitif dans un délai de 60 jours, jetant ainsi les bases d'un démarrage immédiat de nouvelles discussions techniques» pour le restant de la semaine, ont écrit les médiateurs pakistanais et qatari dans un communiqué conjoint (Nouvelle fenêtre). L'accord final sera entériné par une résolution contraignante du Conseil de sécurité de l'ONU.

«Une ligne de communica-

tion» sur le détroit d'Ormuz Les deux parties sont tombées d'accord pour établir une «ligne de communication (...), avec l'objectif d'assurer un passage sûr pour les navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz», voie maritime stratégique par laquelle transitent habituellement environ 20% des hydrocarbures mondiaux. **L'Iran avait annoncé sa nouvelle fermeture**, samedi, après des attaques israéliennes au Liban contre le Hezbollah, son allié.

Dans le cadre du **protocole d'accord** signé entre les deux pays, l'Iran s'était engagé à permettre, dans un délai de

trente jours suivant le déminage du détroit d'Ormuz, le plein rétablissement de la circulation maritime. Téhéran entend cependant imposer des «droits de redevance» pour les services fournis sur ce passage qui «ne reviendra pas à la situation d'avant-guerre», avait prévenu le négociateur iranien en chef, Mohammad Bagher Ghalibaf.

Une «cellule de gestion des conflits» sur le Liban

«Les parties se sont accordées sur la création d'une cellule de gestion des conflits, rassemblant les parties et la République du

Liban, et animée par les médiateurs, afin de garantir le respect de la cessation des opérations militaires au Liban», ont ajouté les médiateurs. Une clause de l'accord-cadre signé avant l'ouverture des négociations prévoit la fin des hostilités sur tous les fronts. Mais les affrontements entre Israël et le Hezbollah pro-iranien se sont poursuivis vendredi et samedi au Liban.

Aucun accord avec les Etats-Unis n'est possible sans cessation des hostilités au Liban, averti, à l'ouverture des négociations, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Esmâïl Baghaï. Mais le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a assuré samedi que l'armée ne se retirerait pas du sud du pays. De son côté, le chef du Hezbollah, Naïm Qassem, a refusé toute zone de sécurité israélienne sur le territoire. Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a néanmoins fait état de «*progrès majeurs afin de mettre un terme à la guerre au Liban*». Tout en prévenant que cette cellule de prévention des conflits serait «*le premier test réel*» des négociations.

Des avoirs et les exportations de pétrole iraniens débloqués

Le ministre des Affaires étrangères iranien a aussi annoncé sur X(Nouvelle fenêtre) que «*les exportations de pétrole et de produits pétrochimiques n'étaient plus restreintes*». «*Le blocus est levé, certains avoirs gelés sont débloqués, et un plan de reconstruction et de développement majeur de l'Iran a été*



Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, serre la main du Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, lors d'une rencontre à Zurich, en Suisse, le 21 juin 2026. (HAMED MALEKPOUR / MIDDLE EAST IMAGES / AFP)

lancé», a-t-il précisé, énumérant des points du protocole d'accord. Ce plan doit être d'un montant d'au moins 300 milliards de dollars», selon le protocole. La diplomatie américaine n'a pas réagi à ces propos.

Une «très brève discussion» sur le nucléaire

Le porte-parole de la diplomatie iranienne a déclaré avoir eu une «très brève discussion» avec les Etats-Unis sur le nucléaire iranien lors des pourparlers, insistant toutefois sur le fait qu'il ne s'agissait pas de «négociations». «Aucun détail n'a été abordé, et on ne peut pas dire que les négociations sur le nucléaire aient commencé», a précisé Esmâïl Baghaï à l'agence Irna. La délégation américaine «a présenté ses positions de manière très succincte» sur ce sujet, et l'Iran a fait de même, a ajouté le porte-parole, qualifiant ces échanges de «présentation

de leurs positions respectives.

«Nous avons mené des discussions approfondies sur tous les aspects de l'accord sur le nucléaire», a au contraire affirmé dans les premières heures de lundi un haut diplomate américain à l'AFP, sous couvert d'anonymat. Ce dossier sera en tout cas l'un des points clés du futur accord. Dans le texte du protocole d'accord déjà signé, l'Iran promet qu'il «ne se procurera ni ne développera d'armes nucléaires».

«Dix-huit heures d'intenses discussions»

Selon l'agence officielle iranienne Irna, la délégation iranienne, qui a participé dimanche en Suisse aux pourparlers avec les Etats-Unis, rentre lundi à Téhéran «après 18 heures d'intenses discussions». Dimanche, la délégation iranienne avait quitté la table des pourpar-

lers, en réaction à «la publication d'un message insultant du président des Etats-Unis». Mais les négociations ont continué par l'intermédiaire des médiateurs.

Le coup d'éclat iranien était dû à un message du président américain Donald Trump sur sa plateforme Truth Social(Nouvelle fenêtre), dans lequel il enjoignait à Téhéran d'empêcher ses alliés au Liban – le mouvement chiite du Hezbollah – de «causer des problèmes», sans quoi les Etats-Unis reprendraient leurs frappes. «Ils feraient mieux de peser leurs mots : nos forces armées sont prêtes à leur répondre autrement», a rétorqué le chef de l'équipe de négociation iranienne, Mohammad Bagher Ghalibaf. En vertu du protocole d'accord du 17 juin, les deux parties doivent «se garder de menacer d'avoir recours à la force l'une contre l'autre» lors des discussions.

The Guardrails Designed to Protect U.S.-Iran Talks

The U.S. and Iran have agreed to set up a Strait of Hormuz hotline and a “de-confliction cell” for Lebanon, according to mediators from Pakistan and Qatar.

U.S. and Iranian negotiators concluded their first round of talks on Monday to turn an initial peace agreement into a lasting deal within 60 days.

Pakistani and Qatari mediators said the countries had made “encouraging progress” and would proceed to discussions on technical details this week. But frictions over the Israel-Hezbollah conflict in Lebanon and shipping in the Strait of Hormuz could derail the negotiations.

On Monday, the mediators laid out guardrails aimed at protecting the negotiations from these risks. They said both sides had agreed to create a committee to oversee the technical discussions, a direct communication line to avoid incidents in the Strait of Hormuz, and a “de-confliction cell” to keep the peace in Lebanon.

Here are some of the key points to know from what the mediators said.

High level oversight committee

The mediators said that an oversight committee would supervise the execution of a “road map” for reaching a final peace deal within 60 days.

The Iranian delegation distrusts the entire diplomatic process, making such assurances essential, said Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group. “Iran has learned from experi-



Vice President JD Vance, Prime Minister Shehbaz Sharif of Pakistan and Prime Minister Sheikh Mohammed bin Abdulrahman of Qatar at the Bürgenstock resort in Switzerland on Sunday. Credit... Pool photo by Nathan Howard

ence that there needs to be a mechanism for verifying both sides’ commitments,” he said.

According to the mediators, the two sides’ chief negotiators will report regularly to the committee.

Those negotiators will also lead working groups on nuclear issues and sanctions, and a “monitoring and dispute resolution group” to oversee the implementation of the U.S.-Iran framework agreement, they said.

Strait of Hormuz communication line

The mediators also announced a communication line

with the aim of guaranteeing safe passage for commercial vessels through the Strait of Hormuz.

Control over the waterway, a critical conduit for as much as one-fifth of the world’s oil before the war, has been a flashpoint of the conflict.

Both sides agreed last week to immediately begin reopening the strait, which Iran effectively blockaded during the war. But over the weekend Iran said it was closing it again, after accusing Israel of violating a cease-fire in Lebanon.

Until the middle of the strait is fully demined, some of the

largest commercial tankers will be required to transit through Iranian territorial waters to navigate the waterway, Mr. Vaez said.

“Both the U.S. Navy and the Revolutionary Guards’ Navy consider each other terrorist organizations,” he added. “Absent of a communication mechanism, there’s space for misunderstanding that could lead to escalation.”

Aniseh Bassiri Tabrizi, an Abu Dhabi-based associate fellow at Chatham House, a research group, said that a hotline could allow issues to be resolved separately from the main negotiations and avoid them altogether.

“It could avoid a very specific targeted incident from spiraling out of control and leading to a renewed confrontation,” she said.

Lebanon ‘de-confliction cell’

The mediators also said they would facilitate the formation of a new group, which will be known as a “de-confliction cell,” to ensure the “termination of military operations in Lebanon.” It would include representatives from Iran, the

United States, and Lebanon. The [preliminary peace agreement](#) between the United States and Iran called for an end to military operations in Lebanon, where Israel has been fighting Hezbollah, the Iran-backed armed group. But Israel — which is not party to the U.S.-Iran framework peace agreement — has insisted that it will defend itself against any Hezbollah threats.

Eruptions of violence in Lebanon since the signing of

the cease-fire have already threatened to derail negotiations.

“This is a new and truly the most fascinating part of this,” said Mr. Vaez, referring to the de-confliction mechanism. “The Iranians have probably realized that the U.S. gets its information about who violated the cease-fire in Lebanon from one side in the conflict,” he added.

“Now, there is, another version

that could be presented to the United States.”

Ms. Bassiri cautioned that while the de-confliction mechanism could set up guardrails to protect the talks, the group is limited by the fact that it does not include either of the two primary belligerents.

“While the de-confliction cell will be useful to manage progress and try to avoid derailing the process, ultimately the two parties involved are Israel and Hezbollah,” she said.

The New York Times

Erika Solomon
June 23, 2026

After Wars and False Starts, Cautious Optimism for U.S.-Iran Talks

Tehran and Washington face myriad negotiating pitfalls. But both sides are exhausted and running out of options. They may finally need a deal.

It took two devastating wars and the collapse of two previous attempts at mediation. Now, regional experts say, Iran and the United States finally look ready at least to try to strike a deal in good faith.

Pessimism was high when negotiations [kicked off last weekend in Switzerland](#), hosted by international mediators and bringing together delegations led by Vice President JD Vance and Iran’s speaker of Parliament, Mohammed Bagher Ghalibaf.

The mistrust between the two nations is deep and decades old. It took mediators months of wrangling to [draft a framework for talks](#) that the two sides could agree to. Since talks began, the sides have portrayed their content so differently that one might ask whether they

were attending the same negotiations.

Yet political analysts say both Tehran and Washington now have real need for progress.

“All of the other options have simply been exhausted,” said Abdolrasool Divsallar, an Iran expert at the Catholic University of Milan. “That brings me to the conclusion that we may reach a positive trend.”

The Trump administration tried, and failed, to topple the Islamic Republic, or bend it to its will through all-out war. That led to a [global energy crisis](#) as Iran effectively closed the Strait of Hormuz, a vital waterway for oil and gas shipping.

And while Iran may have survived the U.S. onslaught, it lost much of its political

and military elite — including its supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. Iran also faces a worsening [economic disaster](#) and simmering domestic unrest, which mean its new leaders are keen to find a path toward stability.

Even if the two sides want to reach a deal, they will face myriad pitfalls. Iran has made its participation in the talks conditional on a cease-fire in Lebanon between its ally there, the militant group Hezbollah, and Israel. Iran sees this, analysts say, as a way to test the Trump administration’s ability to keep its Israeli allies in check. Pinning the talks on such a fragile cease-fire leaves [plenty of room for the negotiations to fall apart](#).

Then there is the daunting ultimate objective of these talks — which in Washing-

ton’s view is to curb Iran’s nuclear program, while Tehran wants relief from crippling U.S. sanctions.

It took almost two years for the Obama administration to negotiate its comprehensive [2015 nuclear deal with Iran](#). Mr. Trump withdrew from that agreement in 2018, calling it a bad deal, and the idea that his team can reach better terms in 60 days of negotiations appears extremely unlikely.

The two sides are expected to extend the negotiations far beyond that time period, regional experts say, likely for months.

Implausible as the initial 60-day window for completing negotiations may be, it could provide useful moments for the two sides to evaluate their progress and keep the momentum going, said Ellie

Geranmayeh, an analyst and the author of the European Council of Foreign Relations' [Iran Nuclear Monitor](#), which tracks the country's nuclear activities.

Yet Ms. Geranmayeh sees a major later hurdle for the talks: Iran will ultimately need to allow international inspectors into its nuclear facilities. Inspectors will also need to consider Iran's roughly 970 pounds of highly enriched uranium, which may be buried under the rubble of [nuclear sites](#) targeted by the United States and Israel in their 12-day war with Iran last June.

"If there is a discrepancy in the numbers, that will be a huge moment of tension," she said, with Iran likely to insist that material was lost in the bombardment, while Washington will say it has been hidden with the intention of making a bomb. "That is actually the point I'm most afraid of in terms of a breakdown in talks."

Publicly, both Iran and the United States maintain that the other side is currently making all the concessions.

President Trump said Iran had now agreed to allow inspectors from the International Atomic Energy Agency back in for the first time since the 12-day war — a commitment Iran that says it did not make.

On Tuesday, Mr. Trump pushed his claim further, arguing that Iran had agreed on "inspections long into the future (Infinity!!!)" and adding that "if they did not agree to this, there would be no further negotiations."

The dispute may be about



In Tehran this month. Political analysts say both Iran and the United States now have a real need for progress. Credit...Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

optics, Ms. Geranmayeh said: Iranian officials may plan to allow inspections, arguing that they allowed them as part of their negotiations with the U.N. agency responsible and not as a concession to Washington.

Sasan Karimi, a political scientist at the University of Tehran and a former Iranian government official, said he thought the maximalist demands on both sides were mostly posturing.

Differences existed, he said, "but not as big as is being shown." The rhetoric was likely intended to satisfy both countries' tough domestic audiences, he added.

Mr. Trump, who once vowed to force Iran's surrender, and to secure a better nuclear deal than President Barack Obama, now has to show that the [massive global costs](#) of the war he started were worth it.

And Iran's government, Mr. Karimi added, has to contend with a hard-line base of support that objects to a deal

with the United States, and which some local polls estimate makes up around 38 percent of the population. Iran's new ruling class may see that as a crucial demographic it needs to appeal to after losing so many top leaders during the war.

Popular discontent in Iran remains high — only a month before the war began, security forces had to [brutally quell](#) nationwide antigovernment protests.

Farzan Sabet, an Iran analyst at the Geneva Graduate Institute in Switzerland, said that in recent weeks both the U.S. and Iranian sides had shown unexpected pragmatism.

He said the Trump administration had offered more to Tehran than he expected, pointing to its 60-day [Treasury waivers on sanctions](#) for selling Iranian oil, which represented a sharp reversal of U.S. policy that allows Iran to sell its crude at more lucrative market rates.

Iran's government also ap-

pears to be laying the groundwork to frame the peace talks as a popular demand, and a way to silence its critics, he said.

Ahead of a recent vote by Iran's Supreme National Security Council on whether to allow talks with the United States, the government decided to require a two-thirds majority for it to pass, instead of a simple majority. That, Mr. Sabet said, was shrewd, because when only one council member dissented, it allowed the government to portray hard-liners, who are against the talks, as marginalized.

"After the disaster of two wars and a popular protest movement, there might be some thinking inside the regime that 'OK, we have to change,'" Mr. Sabet said.

He remained pessimistic about whether a deal would ultimately materialize: "But I do see a horizon — inside of Iran and in terms of these negotiations — that at the start of this month I did not see."

En Suisse, « l'assurance presque inquiétante » de l'Iran, après ses victoires symboliques sur les Etats-Unis

Avant toute concession sur le nucléaire, le régime de Téhéran compte obtenir de la délégation américaine le dégel de dizaines de milliards de dollars d'avoirs gelés, afin de renflouer ses finances exsangues.

Un homme sage a dit un jour de janvier 2020 : « L'Iran n'a jamais gagné une guerre, mais n'a jamais perdu une négociation. » Ce 17 juin, le journaliste de la chaîne américaine Fox News savoure son effet. « Qui est cet homme sage ? », s'enquiert Donald Trump, auprès du représentant de sa chaîne favorite, depuis Evian (Haute-Savoie), où se tient alors le sommet des pays du G7. « Donald J. Trump ! », lui répond le reporter, alors que le président américain semble surpris par sa propre lucidité passée.

Cinq jours plus tard, lundi 22 juin, depuis le Bürgenstock, palace juché sur une montagne de Suisse centrale, où vient de se clore le premier round des discussions entre les Etats-Unis et l'Iran pour mettre un terme au conflit lancé fin février par Israël et les Etats-Unis, le vice-président américain, J. D. Vance, tâche de préserver la réputation de son patron, maître autoproclamé de « l'art du deal », titre du best-seller de l'ex-promoteur immobilier. « Nous avons accompli exactement ce que nous voulions accomplir » dans ces premières négociations directes avec l'Iran, avance-t-il.

Le protocole d'accord en



Abbas Araghtchi, ministre des affaires étrangères iranien (à gauche), Shehbaz Sharif, premier ministre pakistanais, et le maréchal Asim Munir, chef d'état-major de l'armée pakistanaise (à droite), avant une réunion quadrilatérale, à l'hôtel Bürgenstock Lake Lucerne, en Suisse, le 21 juin 2026. FABRICE COFFRINI/AFP

14 points, signé par les Etats-Unis et l'Iran le 17 juin, a été l'illustration d'un renoncement américain. Les Etats-Unis ont cédé sur tout, comme pressés de tirer un trait sur cette guerre incomprise qui nourrit la colère des ménages américains en alimentant l'inflation. Depuis la Suisse, l'Iran semblait galvanisé par cet apparent succès. Le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, homme-clé du régime, entouré d'une équipe réduite de professionnels aguerris, dont le ministre

des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, celui du pétrole et le directeur de la banque centrale, veut laisser croire que Téhéran serait prêt à mener une négociation à la manière trumpienne : au pas de charge. « Les négociateurs iraniens ne cherchent pas à gagner du temps. Au contraire, ils veulent aller très vite », appuie une source iranienne.

Cet empressement est une première pour la République islamique, qui avait habitué les protagonistes occiden-

taux de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, en 2015, à d'interminables palabres. Mais il s'agit, selon cette même source iranienne, de profiter d'une fenêtre d'opportunité évanescence : « Trump désire limiter la casse. Il a compris qu'il s'est fait embobiner par Israël et qu'il a affaire à une nouvelle génération au pouvoir en Iran. En acceptant leurs exigences, il peut changer la face du Proche-Orient. »

Ascendant psychologique

Le président américain a même des mots doux pour ces dirigeants qu'il dit « très rationnels », « agréables », « forts et intelligents » et « pas radicalisés (...). Ils cherchent, vous savez, à aider leur pays ». Un chapelet de compliments qui n'a pas empêché le magnat de menacer, dimanche, de relancer les frappes aériennes sur l'Iran.

Ulcérée par ces propos, la délégation iranienne a fait mine de claquer la porte, usant d'un art consommé de la théâtralisation. Aucune des deux parties ne veut l'échec des pourparlers, et l'agence militaire iranienne Tasnim a précisé que les discussions s'étaient en réalité poursuivies discrètement, par l'intermédiaire des médiateurs pakistanais et qataris. Selon J. D. Vance, elles se sont prolongées durant neuf heures en face à face.

En prétendant jeter l'éponge à tout moment, l'Iran cherche l'ascendant psychologique. Au point de projeter « une assurance presque inquiétante, au risque de trop jouer sa main », relève une source diplomatique présente en Suisse, redoutant une forme d'« hubris » iranienne. « *Le nouveau Guide suprême, Mojtaba Khamenei, et l'équipe de négociation courant de nombreux risques si l'Iran donne l'impression d'être trop conciliant* », décrypte Vali Nasr, professeur à l'École des études internationales avancées de l'université américaine Johns-Hopkins. Sous l'œil soupçonneux de leur base radicale et restreinte, qu'ils ont pour la première fois réduite au silence en menaçant les plus fervents de poursuites

judiciaires, les négociateurs surjouent la défiance, refusant de poser aux côtés des envoyés de la Maison Blanche.

Trop de fois floué par les engagements non tenus des Américains, Téhéran veut des gages de la partie américaine avant toute concession. « *L'objectif premier de l'Iran, c'est l'argent* », décrit Ali Vaez, directeur du projet Iran à l'International Crisis Group. Au sortir du palace suisse, Abbas Araghchi vantait déjà les milliards de dollars que les Iraniens pouvaient escompter de ces négociations : « *Les exportations de pétrole et de produits pétroliers sont libérées, le blocus est levé, des avoirs sont dégelés et des plans de reconstruction et de développement lancés pour l'Iran* », affirmait-il.

Il y a du vrai dans ces déclarations : lundi, le Trésor américain a émis un premier « waiver », une levée, d'une ampleur jamais vue depuis quatre décennies, des sanctions imposées à la vente de produits pétroliers iraniens, et ce jusqu'à la fin de cette période de négociations prévue au 21 août. Dès samedi, le président iranien, Massoud Pezeshkian, avait affirmé que « *6 milliards de dollars [de fonds iraniens, soit 5,25 milliards d'euros] au Qatar seront dégelés* ».

J. D. Vance a évoqué un mécanisme, imaginé par Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, membre de la délégation américaine, pour que les Etats-Unis débloquent des fonds immobilisés à Doha, qui serviraient exclusivement à l'achat « *de soja, de maïs et de blé amé-*

ricain au bénéfice du peuple iranien ». Ce dispositif acrobatique permettrait à Donald Trump de prétendre qu'aucun centime ne serait versé sous sa garde à l'Iran, puisque la manne finirait dans les poches de fermiers américains. « *Vous vous rendez compte... Acheter américain, ce serait une révolution !* », imagine une source iranienne.

Accrochages à venir

En retour, le vice-président américain s'est enorgueilli d'avoir obtenu un accord de principe censé permettre le retour « *assez rapide* » des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique en Iran, qui, selon un diplomate occidental, pourraient se rendre sur les sites nucléaires sensibles. Une concession iranienne capitale, que les représentants de Téhéran n'ont pas confirmée. Ces inspecteurs sont seuls à même de documenter de manière indépendante l'état du programme nucléaire iranien.

Arrachées au terme de dix-huit heures de discussions, ces avancées réciproques ne sont pourtant que des « *amuse-bouche* », relativise Ali Vaez. Les positions américaine et iranienne restent diamétralement opposées sur le fond. Et contrairement aux précédentes sessions diplomatiques, où l'amateurisme de Steve Witkoff et de Jared Kushner, hommes à tout faire de Donald Trump, avait effrayé les observateurs, l'équipe américaine s'est, cette fois-ci, dotée de techniciens chevronnés, laissant présager des accrochages lorsque sera abordé le cœur du dossier nucléaire.

Aussi, les pourparlers ne progressent qu'à petits pas. Une technique propre au Qatar, souligne Andreas Krieg, maître de conférences au King's College à Londres. Après avoir œuvré durant des semaines en coulisses, le premier ministre qatari, le cheikh Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, assumait, depuis la forteresse alpine de Bürgenstock, propriété de Doha, un rôle public de médiateur. C'est lui qui aurait suggéré de conclure d'abord un protocole d'accord, avant de chercher une seconde étape de soixante jours qui, elle-même, laissera sans doute plusieurs sujets irrésolus. Dimanche et lundi, le premier ministre qatari s'affichait devant les photographes, tour à tour en intermédiaire de confiance auprès de Mohammad Bagher Ghalibaf ou suggérant des tournures de phrase à J. D. Vance, assis avec un ordinateur sur les genoux.

Cette médiation qatarie aura permis d'établir une ligne d'urgence directe entre Téhéran et Washington, un téléphone rouge censé permettre aux hauts échelons sécuritaires de juguler une escalade incontrôlée dans le détroit d'Ormuz. Un second mécanisme, plus politique, a été annoncé pour garantir le cessez-le-feu au Liban, exigé par Téhéran. Cette « *cellule de déconfliction* » rassemble des représentants des Etats-Unis et de l'Iran, des médiateurs qataris et pakistanais et de l'Etat libanais. Israël n'y est pas convié, ni la France, pourtant si proche de l'Etat libanais.

The Iran war's real and only winner

In the aftermath of the U.S.-Israeli war against Iran, much of the postwar commentary has focused on the obvious question of who had won, or lost, the conflict. Analysts passionately debate whether Donald Trump achieved his objectives, whether the Islamic Republic has been weakened or strengthened, and what it all means for Israel's regional standing.

This focus is understandable, but it overlooks the most significant strategic outcome of all. The principal beneficiary of this episode may be neither the United States nor [Iran](#), but instead, a country that didn't directly participate in the fighting, yet nevertheless gained considerably from its outcome: [Turkey](#).

For years, alongside his broader ambition to establish himself as the leading figure of Sunni Islam, President Recep Tayyip Erdoğan has pursued a remarkably consistent objective across the Middle East: preventing the emergence of any political or military dynamic that could strengthen [Kurdish](#) autonomy movements along Turkey's borders. Ankara has viewed Kurdish political consolidation, whether in Syria, Iraq, or Iran, not merely as a regional development but as a direct challenge to its national interests.

From this perspective, the recent confrontation between [Washington and Tehran](#) produced an unexpectedly favorable outcome for Erdoğan's government.

Despite repeated speculation about supporting Kurdish groups inside Iran as a means of exerting pressure on the

Islamic Republic, the Trump administration ultimately showed little appetite for such a strategy. The Iranian Kurdish movements, for their part, also exhibited political maturity. Secular in orientation and generally open to cooperation with Western powers, they nevertheless refused to be reduced to the role of expendable pawns in a geopolitical contest. Having observed Washington's [abandonment](#) of its Kurdish partners in Syria only last year, they had little reason to place blind faith in American promises.

Needless to say, had the United States chosen to activate what regional strategists often describe as the «Kurdish card,» the consequences for Iran could have been significant. Iran's Kurdish regions, home to approximately 10 million people, comprise a vast and mountainous territory which is difficult for central authorities to control. A coordinated effort to empower Kurdish actors could have complicated the Islamic Republic's internal security calculations at a particularly sensitive moment.

Instead, Washington opted for restraint, and not accidentally. Fearing that Kurdish gains in Iran could eventually reinforce Kurdish aspirations within Turkey itself, Ankara worked tirelessly to ensure that the Kurdish issue doesn't become a central theme of the Iran conflict. In this respect, Turkey appears to have achieved one of its principal strategic objectives. The Iranian regime was wounded, but the Kurds played no role and emerged with no gains.

At the same time, Turkey continues to consolidate its

influence in Syria, a country that was once considered part of Iran's orbit, but has changed dramatically since the overthrow of the Assad regime in late 2024. The erosion of Iranian influence there has created new opportunities for Ankara to expand its political and security footprint. Turkish-backed actors now occupy positions of power that would have been difficult to imagine only a few years ago.

Trump's [public embrace](#) of Syrian president Ahmed al-Sharaa has only reinforced this trend. By endorsing a Syrian leadership whose rise was facilitated by Turkish support, the American president has implicitly acknowledged a regional reality that favors Ankara's interests.

Lebanon could become the next arena in which Turkish influence expands, particularly if regional actors continue searching for alternatives to Iran's traditional network of proxies. While such a shift remains speculative, Ankara is unquestionably better positioned today than it was before the crisis began.

Meanwhile, neither Washington nor Tehran can claim an unambiguous victory. The United States secured headlines and diplomatic theatre but left unresolved the central issues that have long defined its confrontation with Iran: ballistic missile capabilities, the future of the nuclear program, and Tehran's network of regional proxy organizations.

Iran, for its part, achieved what has often been its minimum strategic objective: survival. The regime remains in place, its core structures

intact, and its leadership capable of presenting endurance itself as a form of success.

For Erdoğan, this broader regional picture represents the ideal outcome: an Iran weakened but still intact, a Kurdish question kept firmly off the international agenda, an expansion of Turkish influence in Syria, and new opportunities in a [war-torn](#) Lebanon.

The history of the Middle East is filled with conflicts in which the apparent protagonists attract most of the attention while a third actor quietly accumulates the greatest gains. Syria's Hafez al-Assad was a master practitioner of this art for nearly three decades. Emerging from the country's historically marginalized Alawite minority, he succeeded in transforming himself into one of the Middle East's indispensable power brokers by skillfully exploiting the dynamics of regional conflicts rather than attempting to dominate them directly.

The recent U.S.-Iran confrontation may ultimately be remembered as another example of this enduring regional pattern. If so, the real winner will not be found in Washington or Tehran, or, for that matter, Jerusalem. He will be sitting in Ankara, counting others' losses and waiting for his next opportunity.

Akil Marceau studied history and humanitarian law and has worked for French media outlets and the Japanese NHK television network. He is a researcher and former director of the Regional Government of Iraqi Kurdistan in Paris.

The New York Times

Erika Solomon, Sanam Mahoozi
June 24, 2026

Iran's Loyalists Promote a Wider Nationalism, Unveiled Women Included

Government supporters are showing off new ties with alleged former dissidents in a bid to show that they can withstand enemies at home as well as abroad.

Dressed in a pink top and acid-washed jeans, the young woman in [the video](#) hardly looked the part of a pious loyalist to Iran's clerical rulers, standing alongside a crowd of women draped in black from head to toe. That was exactly the point.

Letting her curls spill onto her shoulders, the woman offered an on-camera testimony.

"I was not a supporter of the Islamic Republic, nor the supreme leader," she told a pro-government filmmaker, Hossein Shamaghdari, who posted their exchange online. After the United States and Israel attacked in February, she said, she began to admire Iran's hard-line forces, as they battled two of the world's most powerful militaries.

"If the Revolutionary Guards and Basijis were not fighting, we would not still be here," she said, holding back tears, and praising the very forces that had once cracked down on unveiled women and protesters. "I am remembering the start of the war, and rethinking my views about the Islamic Republic."

The woman is never identified in the video, and it is unclear who she is — let alone whether she has indeed changed her mind on Iran's autocratic government. What is unmistakable about

the video, though, is a new kind of nationalism that Iran's government and its supporters are formulating — one that embraces those who once rebelled against it.

By not only surviving the war, but emerging with a [strong hand](#) in ongoing peace talks, Iran's government [feels emboldened](#). Still, a national reckoning lies ahead, as the country [sinks deeper](#) into economic crisis and its population remains deeply divided after antigovernment protests that swept the country shortly before the war.

To head off those challenges, Iran's government is tapping into popular outrage about the attack on the country by outside powers. The state and its supporters are projecting a sense of unity they believe can reach constituencies far beyond a hard-core base.

Their message is that loyalists and dissenters can find common ground in a fight against foreign aggression. And they aim to present a friendlier, more inclusive face of the regime — even as that regime continues to crack down on critics, [seizing their properties](#) and executing people at the highest rate in decades, [according to human rights activists](#).

For weeks, supporters of the government have been post-

ing videos online that claim to show former protesters arguing that, after the war, there is "no alternative" to the Islamic Republic. Others show [hipsters with piercings](#) — once disparaged by Iran's theocratic government — expressing their admiration for the new supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei.

It is impossible to know how genuine those sentiments are but there is little sign in the videos that their appearances are coerced, and many liberal Iranians have voiced staunch opposition to the U.S.-Israeli war on Iran.

Perhaps most surprising among this genre of videos are those made by Mr. Shamaghdari that feature unveiled women, often portrayed as the epitome of defiance against the regime.

The hijab is still a legal requirement for women in Iran, and women can be arrested or whipped for shirking it. Last week, an Iranian singer, Parastoo Ahmadi, was [sentenced to 74 lashes](#) for performing unveiled at a concert in 2024, according to a [human rights group](#).

Many now openly flout the rule, however, and unveiled women have become a common sight on the streets of Tehran and rural towns. But never in state-backed media, until now.

"For decades, mandatory

hijab has been one of the deepest fault lines between supporters of the Islamic Republic and its opponents," said Omid Memarian, an Iran analyst at DAWN, a Washington-based think tank focused on the Middle East. In the past, Iranians' stance on compulsory hijab often reflected their views on social freedoms, he said, but now loyalists are willing to look past such differences among those standing with them against the war.

"After the war, the country's main political and social fault line changed," Mr. Memarian said.

This messaging stands in stark contrast to imagery of women that was prevalent during the eight-year Iran-Iraq War in the 1980s, Mr. Memarian said, when veiled women were meant to idealize piety and revolutionary sacrifice.

During the most recent war, state television has shown women's military parades, featuring [pink guns and pink jeeps](#).

Even more ubiquitous have been the images of unveiled women at pro-government rallies. Some loyalists have highlighted their presence as a sign of national reconciliation after the bloody crackdown on January's protests [that left thousands dead](#).

“We have been unfair to these very people,” Amir Taha Hussein Khan, a pro-government commentator, wrote in a social media post alongside images of unveiled women at pro-government rallies. “Today, these same people, with all their being, selflessly stand against the enemy.”

Some Iranians interviewed by The Times were skeptical that everyone going to the rallies was there out of genuine conviction, arguing that free meals and money were sometimes offered in exchange for attendance. Those claims could not be independently verified.

Either way, critics say the images smack of government hypocrisy.

“They want to use the lack of hijab to their advantage,” said Maryam, a Tehran resident who asked not to be identified by her full name for fear of retribution. “All of a sudden, in the face of war, the regime says we are all Iranians.”

Some critics have posted images online showing unveiled women at recent rallies alongside photographs of a partly-veiled [Mahsa Amini, the young woman who died in police custody](#) in 2022 over charges of improper dress. Her death kindled the “Women, Life, Freedom” movement, when women ripped off their veils and took to the streets in mass protest.

The government has occasionally promoted images of unveiled women in the past, usually at state rallies after periods of dissent, said Shima Tadriss, who studies Iranian women’s rights movements at the Gerda Henkel



A pro-government demonstration in Tehran last month where some of the women were partially veiled and some dressed more conservatively. Credit...Arash Khamooshi/Polaris for The New York Times

Foundation, a research institute in Germany.

That happened after the January protests, she added, and became widespread during the war because it projected an image of broad-based support for the government.

At the same time, Ms. Tadriss said, the government wants to demoralize the January protesters who plunged Iran’s leadership into one of its most precarious moments since the revolution that brought them to power in 1979. The Islamic republic, she said, wants to signal to protesters: “You are the ones who are alone, more and more people are joining us.”

The attempts at promoting national unity come as Iranian society feels more fragmented than ever.

Before the war, Iranians were largely split into two camps: pro- and anti-government, said Naghmeh Sohrabi, a Middle East historian at Bran-

deis University.

The opposition has since splintered into those who support the United States-led war, in the hopes of toppling the government, and those who are against it, fearing the destruction it causes. Government loyalists are split, too, between those who want to continue the war and those who want to negotiate a deal to end it.

“What’s happening on the ground is this fracturing of society on a very deep level,” she said. “The question for them is how do you bring society back together again?”

Roya Khoshnevis, an academic and cultural analyst based in Tehran, said that although those rifts could not be healed with nationalistic fervor, there was collective pride in surviving the war.

“People do not necessarily feel more united,” she said. “Despite the wrong actions the Islamic Republic has taken toward its people for

ages, like many Iranians, I am proud of how strong they have appeared.”

Some activists worry the state will no longer be as lenient once the threat of war subsides, Ms. Tadriss, the researcher, said.

Last month, Iran’s judiciary summoned the editor of the state news agency, IRNA, over a photo essay that featured images of a woman unveiled in her home. Yet it was Iran’s president, Masoud Pezeshkian, who came out to defend him.

“The same women they say one day should be arrested, you have shown holding up photos of the supreme leader,” Mr. Pezeshkian said during an interview with Iran’s state broadcaster. “We need to accept differences, and not think of these differences as hostile.”

Shirin Hakim contributed reporting.

Guerre au Moyen-Orient : le plan d'évacuation du détroit d'Ormuz suspendu après une attaque dans le golfe d'Oman

LE POINT SUR LA SITUATION - Marco Rubio a évoqué des avancées dans les pourparlers entre Israël et le Liban, assurant être «près d'obtenir un engagement d'intention de la part des deux pays».

Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique d'Iran, ont mis en garde jeudi contre toute traversée du détroit d'Ormuz sans leur autorisation et menacé les navires ne s'y conformant pas de «mesures appropriées». Par ailleurs, Marco Rubio, chef de la diplomatie américaine poursuivant sa tournée au Moyen-Orient destinée à rassurer les pays du Golfe sur la volonté des États-Unis de protéger leurs intérêts dans les discussions avec l'Iran. En début de soirée, le plan d'évacuation du détroit d'Ormuz a été suspendu. *Le Figaro* fait le point sur la situation.

Le plan d'évacuation du détroit d'Ormuz suspendu après une attaque dans le golfe d'Oman

Le plan d'évacuation du détroit d'Ormuz a été suspendu jeudi après une attaque dans le golfe d'Oman visant un navire qui avait franchi le détroit, a annoncé l'Organisation maritime internationale (OMI) dans un communiqué.

«J'ai décidé de suspendre temporairement sa mise en œuvre afin de reconformer que les garanties de sécurité né-

cessaires restent en place pour les navires figurant sur notre liste d'évacuation ainsi que pour tous ceux se trouvant dans la région», a déclaré son secrétaire général Arsenio Dominguez, cité dans ce communiqué.

«Droits de redevance» sur le détroit d'Ormuz

L'avenir du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour le commerce et de facto verrouillé par l'Iran pendant la guerre, reste un contentieux dans les pourparlers entre Téhéran et Washington. L'Iran réfléchit à l'imposition de «droits de redevance», qui n'existaient pas avant la guerre, tandis que les États-Unis s'y opposent arguant qu'il s'agit d'une «voie navigable internationale», bien que les eaux du détroit bordent les côtes iraniennes et celles du sultanat d'Oman. «Le seul itinéraire autorisé pour le passage par le détroit d'Ormuz est celui annoncé par la République islamique d'Iran», ont déclaré les Gardiens de la Révolution.

Toute traversée sans autorisation de l'Iran est «inacceptable et dangereuse» et fera l'objet de «mesures appropriées», ont-ils averti dans un communiqué qui fustige «l'annonce par certaines autorités d'un nouvel itinéraire maritime». Ormuz est une étroite voie navigable d'une trentaine de kilomètres qui sépare l'Iran et Oman. Le seul passage autorisé par l'Iran se fait dans

un couloir qui longe ses côtes.

Le protocole d'accord conclu entre Téhéran et Washington pour mettre fin à la guerre prévoit que le passage des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz se fasse sans frais «pendant 60 jours uniquement». Le texte ajoute que «la République islamique d'Iran prendra des dispositions, en déployant ses meilleurs efforts, pour assurer la sécurité du passage des navires commerciaux».

Rubio poursuit à Bahreïn sa tournée

Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio est jeudi à Bahreïn, poursuivant sa tournée destinée à rassurer les pays du Golfe sur la volonté des États-Unis de protéger leurs intérêts dans les discussions avec l'Iran. Mercredi au Koweït, le secrétaire d'État américain avait assuré que les États-Unis entendaient «discuter avec eux de chaque décision prise concernant» les négociations en cours avec Téhéran.

Les pays du Golfe ont payé un lourd tribut à l'offensive américano-israélienne lancée le 28 février contre l'Iran. Ils accueillent des bases militaires américaines et ont été visés par des missiles et drones iraniens en représailles. Avant son étape au Koweït, Marco Rubio avait assuré depuis Abou Dhabi le président émirati de l'engagement de Washington en faveur de la sécurité

de son pays. Il a ensuite rallié Bahreïn pour une réunion jeudi du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Il a évoqué dans l'après-midi des avancées dans les pourparlers à Washington entre le Liban et Israël. «Je pense que nous sommes très près d'obtenir un engagement d'intention de la part des deux pays», a-t-il déclaré aux journalistes lors d'une visite à Bahreïn.

Oman affirme qu'aucun «frais de passage» n'est prévu dans les futurs arrangements sur Ormuz

Oman a affirmé jeudi qu'aucun «frais de transit» ne sera imposé dans le détroit d'Ormuz, après avoir dit étudier avec l'Iran les «coûts» qui pourraient être facturés pour des services liés à l'administration de ce passage stratégique. Son chef de la diplomatie, Badr al-Busaidi, a déclaré dans un communiqué «que les futures arrangements relatifs au détroit n'impliquent pas l'imposition de frais de transit».

Ces propos ont été tenus lors d'une réunion à Manama des ministres des Affaires étrangères du Golfe avec leur homologue américain, Marco Rubio, qui a réitéré le refus catégorique de Washington pour la mise en place de péages ou de frais, craignant un «chaos total».



June 25, 2026

Erbil says Baghdad deducted, withheld around \$37 billion in its budget share in 7 years

ERBIL, Kurdistan Region - The federal government sent only 42 percent of the Kurdistan Region's total budget allocation – around \$38 billion – between 2019 and 2025, the Kurdistan Regional Government's (KRG) finance ministry said on Thursday, adding that some of the disbursements were classified as loans.

In a report detailing federal budget allocations to the Region and the deductions made against them over the seven-year period, the ministry said the Region's total share, after deducting sovereign and governing expenditures, or federal expenses, came to more than 79 trillion Iraqi dinars, around \$60 billion.

Baghdad withheld more than 48.7 trillion dinars of that share, using the money exclusively to pay the salaries of Kurdistan Region civil servants while «sending no funds for operational and investment expenditures,» the ministry said.



KRG finance ministry headquarters in Erbil. Photo: File/Rudaw

The report's tables also show that the federal government classified most of the budget shares disbursed between 2019 and 2023 as loans, rather than entitlements.

Baghdad has failed to pay the salaries of the Kurdistan Region's civil servants on time and in full since Erbil began independently exporting its oil more than a decade ago. The KRG has at times relied on its own oil and non-oil revenues to cover the shortfall.

According to the KRG's finance ministry statement, Iraq's total budget during the past seven years was

1,155 trillion and 733 billion Iraqi dinars (around \$881 billion).

“Out of this total amount, the Kurdistan Region's designated share - set at 12.67 percent - amounted to 146 trillion and 431 billion [around \$118 billion],” it added, noting that it only disbursed around 33 trillion and 427 billion (around \$25 billion).

However, Erbil and Baghdad are on the crossroads of a historical turning point to resolve their lingering disputes, as they have secured significant progress in various issues - including [oil exports](#) and manage-

ment of [border-crossing](#) points.

Reflecting on his May visit to Baghdad, KRG Prime Minister Masrour Barzani told Rudaw earlier this month that he heard from Iraq's new Prime Minister Ali al-Zaidi and “various political parties” that they “have a shared desire to open a new page and find solutions to outstanding issues.”

“During these meetings, we stressed the absolute necessity of implementing the Kurdistan Region's constitutional rights and financial entitlements,” he added.

The New York Times

Peter Eavis, Farnaz Fassihi,
Jenny Gross, Euan Ward
June 25, 2026

Iran Strikes Ship in Strait of Hormuz, Undermining Efforts to Restore Traffic

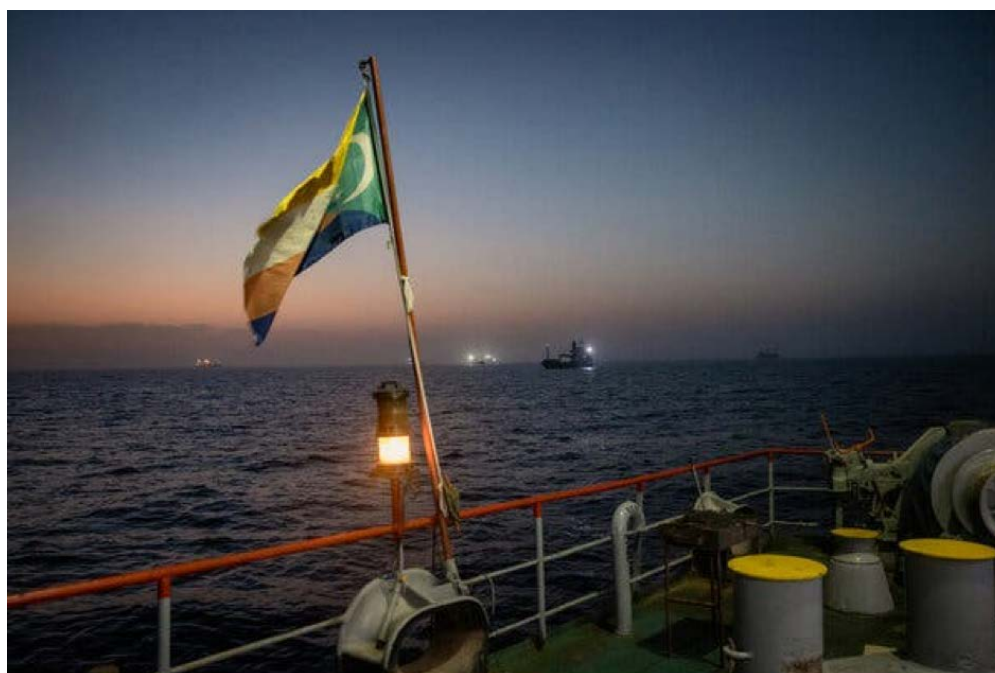
The attack, confirmed by U.S. and Iranian officials, came after Tehran threatened to disrupt shipping in the waterway and as Washington sought regional support for its peace agreement.

Iran's armed forces struck a container ship that was passing through the Strait of Hormuz on Thursday, according to U.S. and Iranian officials, undermining efforts to restore shipping traffic through the crucial waterway.

The attack came hours after Iran, demonstrating its hold over the strait, had warned ships that the only route through the vital pathway for oil and natural gas was through its waters. Many ships had been using a route on the southern side of the strait, hugging the [Omani coast](#).

The strike halted traffic through the crucial waterway, contradicting President Trump's claim that Iran did not control the strait and his assurances that it was open once again to shipping. Oil prices jumped after the attack, with the cost of Brent crude, the global benchmark for oil, rising over 2 percent to about \$75 a barrel. West Texas Intermediate crude, the U.S. benchmark, also rose over 2 percent, to around \$72 a barrel.

A U.S. official, who spoke anonymously in order to share details of the strike, said the vessel had been hit by a drone. The attack prompted the International Maritime Organization, a United Nations agency, to suspend its plan to evacuate seafarers from hundreds of ships that had been stranded in the Persian Gulf.



Oil tankers and cargo vessels off the coast of Oman near the Strait of Hormuz on Tuesday. Credit... Elke Scholiers/Getty Images

It was not clear how the strike would affect the ongoing negotiations between the United States and Iran over control of the strait and over Iran's nuclear program. Secretary of State Marco Rubio met on Thursday with Gulf Arab leaders in Bahrain to try to allay their security concerns.

Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps had warned ships earlier on Thursday that they must coordinate with its navy and that they should not take an alternative route, in an apparent reference to Omani territorial waters. The threats came just as shipping in the waterway [was surging](#)

[this week](#) after months of near-paralysis.

"This route is unacceptable and extremely dangerous," the Revolutionary Guards' Navy said early on Thursday in a statement carried by Tasnim, an Iranian news agency tied to the Guards. "We warn all vessels to strictly refrain from any movement outside the designated routes," it added, warning that action would be taken against vessels that did not heed its instructions.

Secretary of State Marco Rubio and King Hamad bin Isa Al Khalifa in Bahrain on Thursday. Credit... Pool photo by Eric Lee

The United Kingdom Maritime Trade Operations organization, which is administered by Britain's Royal Navy, reported that a cargo vessel had been hit by an "unknown projectile," damaging the bridge. The episode happened 7.5 nautical miles southeast of Dahit, Oman, where vessels were transiting.

The ship struck, the Ever Lovely, is owned by Evergreen Marine, a shipping company based in Taiwan, according to Equasis, a ship database.

Arsenio Dominguez, the secretary general of the International Maritime Organization, did not name

the attacked ship in a news release on Thursday, but said it had not been part of the agency's evacuation operation.

The Wall Street Journal initially [reported](#) the strike on the vessel in the strait.

Jakob Larsen, the chief security officer at BIMCO, the world's largest shipping association, said in a statement on Thursday that the attack underscored the importance of having clear agreements between the United States and Iran on the resumption of shipping through the strait. The current agreement is "not sufficiently clear," he said.

The Iranian official, who asked not to be named because he was not authorized to speak publicly, said Oman's providing an alternative route to vessels for transiting the strait had angered Iran and undermined its control over the passageway, therefore it had decided to act.

The official said Oman was in a difficult position, working with Iran to create a management system over the strait and under pressure from the United States to reject all monetization and open the waterway. He added that Oman did not have the ability to provide security guarantees to vessels without Iran on board, and that Iran, which was insisting on maintaining its control over the area, would not tolerate a second- or third-party intervention.

Though Iran agreed last week to let vessels pass through the strait safely, it is also seeking to gain more influence over shipping traffic in the waterway, said an analyst, Noam Raydan, a senior fellow

at the Washington Institute for Near East Policy.

"Iran wants this navigational order to be according to its own terms," she said.

Traffic through the strait — an energy route that Iran and the United States [blockaded during the war](#) — had jumped this week as vessels stranded for months in the Persian Gulf began leaving. Shipping companies are seeking to take advantage of a temporary two-month window to move Middle East crude oil.

About 70 vessels transited the waterway on Wednesday, including 29 tankers, making it the busiest day since March 1, according to figures offered on Thursday by Kpler, a maritime data company. Before the war, 130 or more ships passed through the strait every day.

Bahrain is the final stop of a three-country tour for Mr. Rubio, which also took him to the [United Arab Emirates](#) and [Kuwait](#). At a meeting with representatives of the six-member Gulf Cooperation Council in the Bahraini capital, Manama, he sought to assuage concerns among regional allies over a [framework peace agreement](#) with Iran that has left some of their central security questions unaddressed.

"We want to ensure that in any decisions that are made throughout this negotiating process, the interest of our partners and our allies in the region are always taken into account," Mr. Rubio told the council's representatives on Thursday.

The deal should not undermine "the security, the stability, or the prosperity of

any of our partners in the Gulf region," he added.

Gulf Arab states have broadly welcomed efforts to end the war but remain uneasy about provisions of the preliminary agreement. The deal [does not address Iran's missile and drone programs](#), which Tehran used to attack Gulf countries — some hosting American military bases — after the conflict with the United States and Israel began in late February.

The crucial question of how shipping will be managed through the Strait of Hormuz also remains unresolved.

The naval arm of the Revolutionary Guards, in its latest threat, repeated that coordination with the guards was "mandatory" for vessels seeking to transit the strait. Iran has insisted on this since the framework U.S.-Iran peace deal was announced last week.

Mr. Rubio met with foreign ministers of Gulf countries in Manama, Bahrain, on Thursday. Credit...Pool photo by Eric Lee

Several container ships, some of which were stranded for more than three months, have been able to leave the Persian Gulf.

The Danish shipping giant Maersk said two of its vessels left the Gulf between late Wednesday and early Thursday after "security assessments" and consultations with regional security partners. Three Maersk vessels remain in the Gulf and are expected to leave later, the company said.

Since early May, the U.S.

military has helped ships sail through the strait on routes close to Oman. More than 500 ships and 250 million barrels of crude have been moved under that effort, according to U.S. Central Command, which is behind the operation.

Mr. Rubio, during his meeting with Gulf Cooperation Council foreign ministers on Thursday, rejected Iran's continued claim to control passage through the strait.

"International waterways do not belong to any nation state," he said. "This is a foundational principle in the world today, without which the world would be in total chaos."

Leily Nikounazar and Rebecca F. Elliott contributed reporting.

Peter Eavis reports on the business of moving stuff around the world.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

Jenny Gross writes about business and economics for The New York Times and is based in London.

Euan Ward is a Times reporter covering Lebanon and Syria. He is based in Beirut.

A version of this article appears in print on , Section A, Page 6 of the New York edition with the headline: Iran Threatens Ships in Strait of Hormuz as Marco Rubio Meets Gulf Leaders. [Order Reprints](#) | [Today's Paper](#) | [Subscribe](#)

L'Iran intensifie la répression interne depuis la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre le régime

Tandis que les discussions diplomatiques entre Téhéran et Washington se concentrent sur le nucléaire et les sanctions, les ONG alertent sur la poursuite des exécutions et des arrestations massives.

La République islamique d'Iran a signé un **protocole d'accord**, le 17 juin, avec son ennemi juré, les Etats-Unis, mais elle refuse de faire la paix avec son propre peuple. En Iran, les exécutions liées à des accusations politiques se poursuivent, tout comme les arrestations sous prétexte de « collaboration avec des pays ennemis », en particulier Israël et les Etats-Unis.

Le 16 juin, Javad Zamani et Abolfazl Saedi, deux manifestants arrêtés lors des manifestations réprimées dans le sang, au mois de janvier, ont été exécutés à Shahroud, dans le nord-est du pays. Ils avaient été accusés de « guerre contre Dieu » (*moharebeh* en persan) et de « corruption sur terre » (*fesad-e fel-arz*), des chefs d'accusation fourre-tout fréquemment utilisés contre des manifestants et des militants politiques. Il s'agissait du premier cas d'exécution de manifestants en Iran depuis l'annonce de l'accord entre Téhéran et Washington, visant à mettre fin à une guerre qui a duré environ cent jours. Et le 1^{er} juin, la République islamique a pendu Mehrdad Mohammadi-Nia et Ashkan Maleki, deux autres manifestants arrêtés en janvier, accusés d'avoir « incendié » une mosquée à Téhéran.

Depuis la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël, le 28 février, les autorités de Té-



Portraits de prisonniers politiques récemment exécutés en Iran, lors d'une manifestation, à Paris, le 11 avril 2026. ERIC BRONCARD/HANS LUCAS VIA AFP

héran ont accéléré les procès et les exécutions de manifestants arrêtés. Le 15 juin, Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a annoncé que l'Iran avait exécuté, depuis le début de l'année, environ 40 personnes accusées d'« atteinte à la sécurité nationale », dont la moitié en lien avec les manifestations de janvier. Selon l'organisation Center for Human Rights in Iran, au moins 75 personnes sont actuellement menacées d'une mort prochaine, dont au moins 40 liées au soulèvement du début de l'année.

En 2025, l'Iran a exécuté

2 159 personnes, soit plus du double par rapport à l'année 2024. C'est aussi un record depuis 1989, l'année où des milliers de prisonniers politiques ont été mis à mort à la suite du cessez-le-feu conclu avec l'Irak.

« Renforcement des peines pour espionnage »

Dans le cas de Javad Zamani et Abolfazl Saedi, tués le 16 juin, le pouvoir judiciaire affirme que les deux hommes auraient « détruit et incendié des biens publics et privés, porté et utilisé des armes blanches et des armes à feu, troublé l'ordre et la sécurité publics, comploté contre la

sécurité nationale et commis d'autres actes criminels ». Les autorités judiciaires iraniennes ont également diffusé des images présentées comme les « aveux » de l'un des deux accusés. Son visage y est flouté, et il déclare avoir « accompagné des personnes armées lors de la destruction d'une banque et l'incendie d'un véhicule de police ».

Les organisations de défense des droits humains soulignent régulièrement que ces aveux seraient obtenus sous la contrainte, sous forte pression psychologique, et qu'ils seraient donc dénués de fiabilité et de valeur probante.

Elles dénoncent également les nombreuses zones d'ombre entourant les procédures judiciaires dans ces dossiers.

Depuis le début de la guerre, les autorités judiciaires iraniennes ont procédé à l'arrestation de milliers de personnes et à la confiscation de leurs biens, en invoquant la loi sur le « renforcement des peines pour espionnage », entrée en vigueur en octobre 2025. Selon ce nouveau texte, toute « activité de renseignement, d'espionnage » ou toute « opération » menée au profit d'« Etats ou de groupes hostiles » est passible de la peine de mort, ainsi que de la confiscation

des biens. En dehors des Etats-Unis et d'Israël, explicitement considérés comme des « Etats hostiles », il revient au Conseil suprême de la sécurité nationale de déterminer quels autres pays ou groupes doivent être qualifiés comme tels. Ce qu'il n'a jamais fait.

Actes de torture

Alors que les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis se poursuivent pour définir les aspects techniques liés à l'ouverture du détroit d'Ormuz, au programme nucléaire iranien et à la levée des sanctions américaines, la question des droits humains est le grand oublié de ces

tractations. « En Iran, la fin des bombardements ne garantira pas à elle seule la sécurité d'une population qui subit une campagne de répression intensifiée par les autorités de la République islamique », s'est inquiétée Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, lundi 22 juin. Elle dénonce une nouvelle vague de répression qui se traduit par des arrestations arbitraires massives, des disparitions forcées, des actes de torture et d'autres mauvais traitements, ainsi que par une accélération de procès d'une iniquité flagrante et d'exécutions pour des motifs politiques.

« Il est indispensable, poursuit-elle, que l'accord entre les Etats-Unis et l'Iran soit accompagné d'une approche diplomatique en deux volets, accordant une place centrale à la population civile et comprenant des mesures concrètes pour empêcher que les autorités iraniennes commettent de nouvelles atrocités, notamment d'autres massacres de manifestants. » Une exigence qui, toutefois, a peu de chance d'être entendue au regard de l'absence totale de ce sujet dans les priorités affichées par l'administration américaine.



juin 26, 2026

Kurdistan trade topped \$173 billion in seven years, customs revenue reached \$6.8 billion

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's border crossings handled more than 227 trillion Iraqi dinars (over \$173 billion) in trade over the past seven years, generating 9.5 trillion dinars (\$6.8 billion) in customs revenue, according to a report by the Kurdistan Region's Ministry of Finance obtained by Rudaw.

The report covers the period from 2019 to 2025 and shows that the Region's 12 land and air border crossings recorded a total trade volume of 227 trillion dinars. Customs revenues during the same period reached approximately 9.5 trillion dinars, with Duhok province accounting for the largest share.

The highest annual trade value was recorded in 2024, when border crossings handled 41.2 trillion dinars in trade. The lowest

figure came in 2020, at 28 trillion dinars.

According to the report, Duhok province collected nearly five trillion dinars in customs revenue over the seven-year period, ranking first among the Kurdistan Region's provinces.

Sulaimani followed with customs revenue totaling nearly three trillion dinars, while Erbil collected over 1.6 billion dinars.

The report said the Ibrahim Khalil border crossing on the Turkey border in Duhok province, Haji Omeran on the Iran border in Erbil province, and Bashmakh on the Iran border in Sulaimani province accounted for the highest share of customs revenues among all Kurdistan Region border crossings.

The figures come as the Kurdistan Regional Government

(KRG) moves forward with plans to integrate its customs procedures with Iraq's federal system through the Automated System for Customs Data (ASYCUDA).

The Kurdish cabinet on Wednesday approved a joint agreement with Baghdad to implement the nationwide electronic customs platform, saying the initiative «aims to unify customs procedures across Iraq, digitalize these processes, and enhance clarity and transparency in border customs revenues.»

The Council of Ministers added that «ultimately, this will lead to an increase in public revenues, a reduction in bureaucracy, and the promotion of commercial movement at border crossings.»

ASYCUDA, developed by the United Nations Conference on Trade and Development (UNC-

TAD), is already in use at all 22 federal border crossings in Iraq. To facilitate its rollout in the Kurdistan Region, officials from the KRG and Iraq's General Commission of Customs recently signed a 16-point Letter of Agreement in Baghdad, resolving months of negotiations over the management of international trade through the Region's border crossings.

A high-level KRG delegation is expected to visit Baghdad next week to discuss implementation of the system, which regional officials say is intended to modernize customs administration while increasing transparency and public revenue. However, some Kurdish authorities have expressed concerns that the new mechanism could expand Baghdad's oversight of commercial imports through the Kurdistan Region.

Accord entre les Etats-Unis et l'Iran : « L'Iran a appris à exploiter la lassitude que suscitent aux Etats-Unis les guerres au Moyen-Orient »

Dans une tribune au « Monde », le chercheur et enseignant à l'université de Floride du Sud Arman Mahmoudian dresse le bilan des atouts et des faiblesses stratégiques iraniens mis en lumière par le conflit avec Washington.

Le [protocole d'accord entre l'Iran et les Etats-Unis](#), dévoilé mercredi 17 juin, fait couler de l'encre. Pour certains, le document, en s'alignant sur les revendications iraniennes, signe la victoire de Téhéran. Au sortir de la guerre, le bilan iranien est pourtant lourd : infrastructures gravement endommagées, disparition de chefs militaires et politiques et, selon les estimations officielles, pertes de près de 270 milliards de dollars (236,7 milliards d'euros).

Malgré tout, la République islamique a survécu au conflit. Avec le blocage du détroit d'Ormuz, elle a trouvé un nouveau moyen de pression. Par ailleurs, elle est jusqu'ici parvenue à limiter les négociations sur le dossier du nucléaire – son programme balistique et son réseau de proxys [*groupes armés alliés comprenant le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban, les houthistes au Yémen et diverses milices en Irak et en Syrie*] restent largement en dehors des discussions. Cela ne signifie pas que l'Iran a gagné, mais qu'en dépit de lourdes pertes le régime avait encore des cartes en main pour négocier. Mais s'il ne s'est pas effondré, quelles sont les conséquences de cette guerre sur le régime des ayatollahs ?

L'Iran a survécu à la guerre, certes, mais il doit revoir sa

stratégie, dont les piliers ont été ébranlés par le conflit. Avant la « guerre de douze jours » de juin 2025 et la guerre de plus de trois mois qui vient de s'achever, Téhéran pensait que sa sécurité était assurée par quatre piliers : son réseau de proxys, son programme nucléaire, son arsenal de missiles et de drones, ainsi que ses liens avec la Russie et la Chine. Ces points constituaient à ses yeux un bouclier contre toute attaque directe. Mais la guerre a révélé les limites de ces quatre piliers.

Guerre directe

Les proxys ont permis à l'Iran d'étendre son influence au Moyen-Orient, de faire pression indirectement sur ses adversaires, et de maintenir les conflits armés à distance de son territoire. Mais les événements qui se succèdent depuis le 7 octobre 2023 mettent en évidence la fragilité de ce système. Avec l'affaiblissement du Hamas et du Hezbollah, et [la chute de Bachar Al-Assad](#) en Syrie [*en décembre 2024*], le réseau iranien dans la région apparaît moins durable que ne le présuait Téhéran. Force est de constater qu'il n'a pas dissuadé les Etats-Unis ni Israël de le frapper directement. En fin de compte, son réseau de proxys a même fragilisé l'Iran. [Les frappes iraniennes](#)

[contre Israël, le 6 juin, en représailles à l'attaque israélienne dans le sud de Beyrouth](#), ont compromis les négociations et précipité l'Iran dans une guerre directe. Ainsi, ses proxys l'ont entraîné vers l'escalade qu'il cherchait précisément à l'éviter.

Concernant le programme nucléaire iranien, le fait que Téhéran soit arrivé, depuis des années, « au seuil nucléaire » renforce son pouvoir de négociation et augmente le coût d'une éventuelle intervention militaire à son encontre. Dans cette guerre cependant, cet atout s'est transformé en handicap. Loin de dissuader une attaque, le nucléaire a fait de l'Iran une cible.

Vient ensuite la question des missiles et des drones, dans lesquels l'Iran investit, partant du principe que des tirs massifs suffiraient à submerger les défenses adverses et donc à dissuader toute offensive. Les attaques israéliennes et américaines ont cependant prouvé les limites de cette logique. Les missiles iraniens peuvent infliger un coût important à ses adversaires, soit, mais ils ne les empêchent pas d'attaquer le territoire iranien et ne compensent pas la fragilité de sa défense aérienne.

Enfin, rappelons que Téhéran

cherche à améliorer ses liens avec la Chine et la Russie depuis la chute de l'URSS. Or, ni l'une ni l'autre ne lui ont apporté un soutien militaire significatif. La Russie lui a peut-être fourni une aide limitée en matière de renseignement ou de drones, mais ni Moscou ni Pékin n'ont changé la donne militaire.

Cette guerre a cependant montré que l'Iran dispose d'autres atouts. D'abord le détroit d'Ormuz, qui s'est révélé un éminent moyen de pression. La guerre a prouvé qu'il n'est pas nécessaire que la marine iranienne contrôle tout le détroit pour le bloquer. Des perturbations limitées et des menaces crédibles ont suffi à déstabiliser le transport maritime et les marchés énergétiques. Un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié transitant par Ormuz, des perturbations même partielles confèrent à l'Iran un très fort pouvoir de négociation.

Ensuite, l'Iran s'est fait une idée plus précise des points faibles des Etats-Unis et de la manière de faire pression sur eux. Il s'est avéré que le détroit d'Ormuz et les infrastructures énergétiques du golfe Persique forment deux leviers dont les effets se complètent : l'un agit sur les flux, l'autre sur la production énergétique. En menaçant les deux, Téhéran est

parvenu à exercer une très forte pression, à la fois économique et politique, sur Washington.

Enfin, l'Iran a appris à exploiter la lassitude que suscitent aux Etats-Unis les guerres au Moyen-Orient. Pendant la guerre, le président américain, Donald Trump, et le vice-président, J. D. Vance, ont critiqué les opérations israéliennes au Liban, en particulier lorsqu'elles compromettaient la diplomatie entre les Etats-Unis et

l'Iran. Ces critiques ont sans doute modifié la façon dont l'Iran perçoit la position américaine. Bien sûr, l'Iran ne s'attend pas à ce que Washington se retourne contre Israël. En revanche, il pourrait se dire que les Etats-Unis tolèrent de moins en moins les escalades israéliennes lorsqu'elles menacent leur diplomatie.

Rien de tout cela ne change néanmoins la réalité dans laquelle se trouve la République islamique. L'époque de

l'escalade contrôlée est révolue. En l'espace de quelques mois, l'Iran a été attaqué à deux reprises par Israël et les Etats-Unis. Le tabou d'une guerre directe avec l'Iran, sur son territoire, a volé en éclats. De nouvelles guerres seraient aussi coûteuses que périlleuses pour les dirigeants iraniens. Israël a clairement montré que les « frappes de décapitation » figurent en bonne place dans sa logique. La vieille stratégie iranienne de « ni guerre ni paix » ne tient plus. Téhéran a dés-

ormais le choix entre chercher un accord durable avec Washington, ou se préparer à un dangereux cycle de conflits. L'Iran a survécu à la guerre, certes, mais pour assurer son avenir il doit imaginer une nouvelle stratégie.

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot.

Arman Mahmoudian est chercheur au Global and National Security Institute et enseignant à l'université de Floride du Sud.

The New York Times

Yeganeh Torbati
June 27, 2026

U.S.-Iran Deal's Vague Language Comes Back to Haunt Peace Efforts

The deal called for Iran to “make arrangements” for the passage of ships through the Strait of Hormuz. Iran has interpreted that to mean it can designate which routes ships take.

The ambiguities in the language that U.S. negotiators agreed to in their interim cease-fire agreement with Iran appear to be coming back to haunt them, less than two weeks after the two sides signed the deal.

That much is clear from the surge in violence over the last 72 hours, which began on Thursday when Iranian forces **struck** a container ship passing through the Strait of Hormuz, a vital waterway for shipping oil and natural gas.

The memorandum that the two sides agreed to **calls** for Iran to “make arrangements using its best efforts for the safe passage of commercial vessels” through the Strait of Hormuz for 60 days. Crucially, it leaves “arrangements” and “best efforts” undefined. Iran appears to have interpreted that language to mean that it can determine which route ships must take. Hours

before its attack on the container ship, Iran had warned ships that the only route through the strait was through its waters, trying to stop vessels from using an alternate, U.S.-backed route on the southern side of the strait that hugs the coastline of Oman.

The interim deal “leaned on deliberately flexible language because that was probably the only way to get it over the line,” said Nicole Grajewski, an assistant professor at the Center for International Studies at Sciences Po in Paris. “But flexibility only holds while both sides attach similar meanings to the same vague provisions.”

The vagueness of the interim agreement has led both sides to try to define facts on the ground to their advantage, before any uncertainties are resolved in a final deal, she added.

Gregory Brew, a senior analyst

at Eurasia Group, said Iran was trying to see how far it could push its influence over the strait.

“If some minimal military action is enough to close the Omani route and move shipping into routes Iran can control, why not give it a shot?” Mr. Brew **wrote** on social media on Saturday. “The risks are low so long as Iran can be confident that the U.S. won't return to more aggressive action.”

The United States **retaliated** late Friday for the cargo ship attack, striking Iranian missile and drone storage sites and coastal radar facilities. Hours later, Bahrain reported that it had come under attack from Iranian drones.

The back-and-forth threatens to derail an already fragile pause in the fighting between the two sides, even as they are supposed to be settling many of their differences —

and fleshing out the uncertainties of the initial agreement — at the negotiating table.

It also raises questions about claims made this week by Vice President JD Vance in an **interview** with UnHerd, in which he said a channel had been set up between the Iranian and U.S. militaries aimed at de-escalating the conflict.

Multiple Iranian news outlets quoted a spokesman of the Islamic Revolutionary Guards Corps, Hossein Mohebbi, as denying that any hotline had been established regarding the strait.

Mohsen Rezaei, a former Iranian military commander who is an adviser to Ayatollah Mojtaba Khamenei, the Iranian supreme leader, accused the United States on Saturday of “continuing to create tensions” in the Strait of Hormuz and violating the interim peace agreement with Tehran. “The

response to the violation of any article of the memorandum of understanding will be swift and decisive,” he said in a [post](#) on social media.

Iranian officials in both the civilian government and the military have asserted that, postwar, the country will man-

age traffic in the Strait of Hormuz, though some officials have said they will do so in conjunction with Oman, which sits across the strait. Iran has asserted a right to charge ships for passage through the waterway, saying the levies would not be tolls, but fees for unspecified services.

That is opposite from the position taken by the United States. Secretary of State Marco Rubio [said](#) this week that “no country” could charge ships for passage through the strait. The language of the interim deal, however, only guarantees free transit through the strait for 60 days.

“Washington treats ‘toll-free transit’ as a permanent principle, while Tehran reads the 60-day waiver as a tactical pause it accepted only to reach a deal,” Ms. Grajewski said.



28 juin 2026

opposition group killed in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - The body of a fighter associated with a Kurdish Iranian opposition group was found in Erbil stabbed and shot with a pistol amidst increasing threats by the Islamic Republic of Iran against Kurdish groups based in the Kurdistan Region.

The killing of the member of Kurdistan Freedom Party (PAK) comes one day after a unit of Kurdish opposition group clashed with the Iranian security forces in Baneh city in western Iran (Rojhelat), killing two members of the latter and wounding at least two others.

Adib Khaldyan, a leadership member of the PAK, identified the member to Rudaw as Soran Mohammadzadeh and stated that he was a member of the secret committees of the party inside Iran. The official refused to divulge any more information about the incident.

The IRGC Intelligence and Iran’s Ministry of Intelligence have in the past carried out a number of assassinations in Erbil and Sulaimania province.

«We are waiting for the se-



Soran Mohammadzadeh, member of Iranian Kurdish opposition group PAK, found dead in Erbil on June 27, 2026. Photo: PAK

curity forces’ investigation to determine how the incident occurred,» Khaldyan said.

He also said “they are certain” that Iran is behind the killing of their member “as they have carried out similar operations in the past.”

Iran labels the Kurdish dissent groups as «separatists» and “terrorist,” justifying targeted assassinations by on-

the-ground operations as well as drone and missile attacks against them in the Kurdistan Region and abroad.

One of the most visible operations in Erbil attributed to Iran include murdering Siyand Shaboi in 2023 and Mousa Babakhani in 2021.

Both being members of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), their bodies suffered injuries associated

with torture being shot, according to separate reports on their death by the Oslo-based Hengaw Organization for monitoring the status of human rights in Iran.

Hengaw has also reported murdering other members of the Iranian Kurdish opposition groups in Sulaimani, including Behruz Rahimi in 2022, who was linked to the Free Life Party of Kurdistan (PJAK) and was shot by unidentified gunmen in his car on the outskirts of the city.

Furthermore, Tehran is also accused of assassinating high-tier Kurdish politicians in Europe. Most prominent examples are the killing of KDPI’s leader Abdul Rahman Ghassemlou in Vienna in 1989 and his successor Sadegh Sharafkani in Berlin in 1992.

Following the assassinations of Sharafkandi and his aides, a German federal court explicitly ruled that the assassinations were ordered directly by the highest echelons of the Iranian state.

This resulted in a major international diplomatic crisis, leading European Union nations to temporarily recall their ambassadors from Tehran.

Détroit d'Ormuz : l'Iran menace les navires tentés de contourner son itinéraire

« La gestion et le rétablissement complet du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz relèvent de la responsabilité de l'Iran », a rappelé dimanche le chef de la diplomatie iranienne

Après de nouveaux **bombardements américains contre l'Iran samedi** – Washington et Téhéran s'accusant mutuellement de violer un fragile cessez-le-feu –, l'Iran a mis en garde, dimanche 28 juin, contre toute tentative de contourner la route longeant ses côtes dans le détroit d'Ormuz, voie maritime d'une trentaine de kilomètres de large qui sépare l'Iran et Oman.

Verrouillé par la République islamique après la guerre lancée le 28 février par Israël et les Etats-Unis, le détroit a rouvert la semaine dernière. Mais Téhéran n'autorise qu'un seul couloir de passage, le long de ses côtes, et menace de s'en prendre à tout navire contrevenant. « La gestion et le

rétablissement complet du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz relèvent de la responsabilité de l'Iran », a répété dimanche le chef de la diplomatie Abbas Araghtchi, à l'occasion d'une visite officielle à Bagdad. « Aucun autre pays ni aucune autre entité n'ont de responsabilité ou d'autorité en la matière », a averti M. Araghtchi.

« Toute intervention ou tentative d'établir des arrangements contraires aux accords existants ne ferait que compliquer la situation, retarder le retour à la normale dans le détroit d'Ormuz et augmenter les tensions ; comme nous l'avons constaté lors des deux dernières nuits avec certaines actions provocatrices dans cette région », a ajouté le ministre des affaires étrangères iranien.

Les gardiens de la révolution, armée idéologique de la République islamique, ont souligné que « des dispositions avaient été prises » pour contrôler le trafic dans le détroit, par où transitait avant-guerre 20 % du commerce mondial d'hydrocarbures. « Désormais, les navires contrevenants seront traités avec une fermeté accrue », ont-ils prévenu.

Ouverture d'une autre voie de navigation

L'Iran a vu d'un mauvais œil l'annonce par Oman de l'ouverture d'une autre voie de navigation temporaire, présentée comme une initiative concertée avec l'ONU pour évacuer les marins et navires bloqués. Des dizaines de bateaux l'ont empruntée cette semaine.

Jeudi, un cargo a été touché par un « *projectile d'origine inconnue* », Téhéran avertissant ensuite que tous les navires dans la zone devaient obtenir son autorisation préalable. Le même schéma s'est répété après qu'un pétrolier a été touché samedi par un projectile non identifié. A chaque fois, l'aviation américaine a frappé dans la foulée des infrastructures militaires iraniennes et Donald Trump a menacé d'anéantir l'Iran.

Pour H. A. Hellyer, du Royal United Services Institute de Londres, « *l'Iran devrait poursuivre des actions coercitives calibrées (...)* dans et autour du détroit », pour « *maintenir une pression constante* », mais « *sans déclencher un conflit plus large* ».

Le Monde

28 juin 2026

Israël reconnaît le génocide arménien ; une décision historique qui ravive les tensions avec la Turquie

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est imposé comme l'un des plus virulents critiques de la guerre à Gaza, déclenchée e représailles à l'attaque du Hamas sur le sol israélien, le 7 octobre 2023.

Le gouvernement israélien a approuvé, dimanche 28 juin, à l'unanimité, la reconnaissance du génocide arménien, un terme réfuté par Ankara, dans un contexte de vive tension avec la Turquie, a annoncé dans un communiqué le ministère des affaires étrangères.

« *Décision historique : le gouvernement israélien a approuvé à l'unanimité la proposition du ministre Gideon Saar de reconnaître le génocide arménien* », annonce le communiqué. Cette décision doit encore être approuvée par le Parlement.

Les gouvernements israéliens successifs avaient jusqu'à présent évité de reconnaître officiellement le génocide arménien, notamment afin de préserver leurs relations avec la Turquie, autrefois parmi les plus proches partenaires stratégiques du pays dans la région. « *Il n'est jamais trop tard*

pour faire ce qui est juste (...), c'est à la fois un devoir moral et un devoir historique », a déclaré M. Saar, selon un communiqué.

« *Le gouvernement israélien, qui a systématiquement persécuté le peuple palestinien sous les yeux du monde entier et qui est actuellement jugé devant la Cour internationale de justice pour génocide à l'encontre de la population de Gaza, cherche à dissimuler ses propres crimes avec la décision politique qu'il a adoptée concernant les événements de 1915* », a réagi le ministère des affaires étrangères turc dans un communiqué. « *La Turquie continuera à œuvrer avec détermination pour mettre fin aux politiques expansionnistes et déstabilisatrices d'Israël dans la région* », a ajouté la diplomatie turque dans son communiqué.

La Turquie, qui accuse régulièrement Israël de perpétrer un génocide

dans la bande de Gaza – ce qu'il réfute –, rejette catégoriquement ce terme pour qualifier les massacres des Arméniens sous l'Empire ottoman pendant la première guerre mondiale. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, fervent défenseur de la cause palestinienne, a souvent dénoncé le « *terrorisme* » israélien à Gaza.

Suspension des relations commerciales

Ce génocide est toutefois reconnu par les gouvernements ou les Parlements de nombreux pays, dont les Etats-Unis, la France et l'Allemagne. Le nombre des Arméniens ayant trouvé la mort est évalué entre 600 000 et 1,5 million.

M. Erdogan s'est imposé comme l'un des plus virulents critiques de la guerre à Gaza, déclenchée en représailles à l'attaque du Hamas sur le sol israélien, le 7 octobre 2023, compa-

rant à plusieurs reprises les dirigeants israéliens à des responsables nazis.

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a régulièrement riposté aux attaques de M. Erdogan, le qualifiant de « *dictateur antisémite qui commet un génocide contre les Kurdes* ». La Turquie a suspendu l'essentiel de ses relations commerciales avec Israël, se faisant l'un des plus fervents soutiens diplomatiques du mouvement islamiste palestinien.

Les relations entre Israël et l'Arménie s'étaient dégradées quand le ministère des affaires étrangères arménien avait annoncé en juin 2024 [la reconnaissance de l'Etat de Palestine](#). Le ministère des affaires étrangères israélien avait vivement réagi, annonçant « *convoquer l'ambassadeur d'Arménie pour une réprimande sévère* », sans donner plus de précisions.

The New York Times

Erika Solomon
June 28, 2026

Iran Risks Peace Talks With U.S. to Maintain Leverage Over Strait

Iran sees its control over the Strait of Hormuz as critical leverage in peace talks with the United States. It seems willing to risk the cease-fire to maintain that power.

The four-day cycle of attacks that Iran set off with the United States over the Strait of Hormuz has risked derailing the newly reached cease-fire in a war both sides are eager to end.

Yet for Iran, analysts say, it was a necessary gambit.

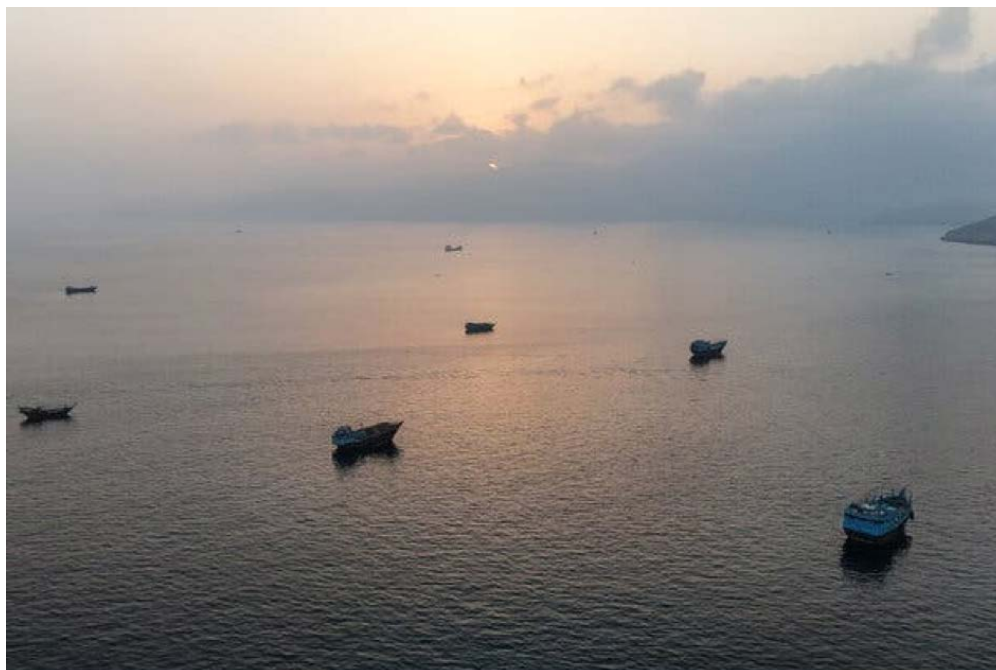
Iran's newfound power to disrupt traffic through a waterway that is pivotal to the global economy is critical leverage it cannot afford to lose — either at the negotiating table or back at war with the United States.

Last week, Oman and the U.N. International Maritime Organization designated a new route through the waterway that passed only through Omani territorial waters. That could have threatened the linchpin of Iran's entire strategy — to make sure it alone controlled the strait.

"Best-case or worst-case scenario, they need this leverage," said Ali Vaez, a senior Iran analyst at the International Crisis Group.

It is not clear yet when or where Iran and the United States might meet again for talks. But should that happen, Mr. Vaez said, Iranian officials see their control over the strait as their best tool for extracting U.S. concessions.

The Iranians are seeking relief from years of punishing sanctions if the two sides move forward on a nuclear deal. Such an agreement



Boats anchored off Oman's northern Musandam Peninsula near the Strait of Hormuz on Saturday. Credit... Agence France-Presse — Getty Images

would most likely entail Iran handing over or diluting its stockpile of highly enriched uranium — material that could have been used to construct a nuclear weapon.

Iran's potential weaponization of nuclear power, despite its insistence that the program is peaceful, was long seen as its main strategic deterrence. That was until the current war, when Iran demonstrated through limited attacks on the Strait of Hormuz that it could close the waterway and send the global economy into a tailspin.

For Iran's worst-case scenarios, the strait is central. Some Iranian officials suspect the Trump administration may have signed a preliminary deal with Iran only to buy time —

easing economic pressures ahead of U.S. midterm elections before returning to war after.

If that happened, Iran would again need its ability to wreak havoc in the strait.

Secretary of State Marco Rubio in Manama, Bahrain, last week. Credit... Pool photo by Eric Lee

"This is really critical. This is their main leverage," Mr. Vaez said. "It doesn't make any sense for them to allow it to erode before they have a final deal."

Tehran feared this erosion was exactly the situation Washington may have been trying to engineer last week, regional experts said.

During a visit to several Gulf Arab states last week, Marco Rubio, the U.S. secretary of state, repeatedly asserted that free navigation would return to the strait.

Then came the move by Oman and the International Maritime Organization to establish a new route that bypasses Iranian waters.

"The Iranians understood they're losing control," said Farzan Sabet, an Iran analyst at the Geneva Graduate Institute in Switzerland. They probably began to realize their influence works only "during wartime and during a hostile cease-fire, with regular hostilities."

That is why Iran's response to the newly announced route

was so swift, experts say, in the shape of a strike on Thursday against a Singapore-flagged container ship that used it.

Tehran never claimed responsibility for that attack, nor for a second strike on a vessel on Saturday, both of which elicited U.S. military strikes in return and subsequent Iranian retaliation on U.S. military targets in the Gulf.

On Sunday, Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, appeared to deliver a veiled warning to expect more instability if attempts to bypass Iranian control over the waterway persisted.

"Any attempt to adopt new or separate arrangements from those currently being pursued by the Islamic Republic will only lead to further complications, delays in reopening the Strait of Hormuz, and an increase in tensions," he said at a news conference during a visit to Iraq's capital, Baghdad.

Iran's rulers see the newly devised routes through Omani waters as directly contradicting the fifth article of what Washington signed onto in its memorandum of

understanding with Tehran, which laid the foundation for a cease-fire.

In their reading of the [vaguely worded document](#), this article granted Iran oversight of the waterway because it charges Iran with ensuring safe passage through the strait.

It also says that Iran is to conduct dialogue with Oman, the other nation bordering the strait, "to define the future administration and maritime services in the Strait of Hormuz."

From Iran's perspective, analysts said, the route Oman organized with the U.N. maritime organization — and without consulting Tehran — violated that, and had to be challenged.

Iran's willingness to provoke conflict amid the peace process aligns with the approach of the country's new rulers, who want to show they are as willing to strike a deal with Washington as they are to go to war with it, said Ellie Geranmayeh, an Iran analyst who oversees the European Council of Foreign Relations' [Iran Nuclear Monitor](#).

Iran's former supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who was killed in the opening

salvos of the U.S.-Israeli war with Iran in February, had a "no war, no peace" strategy, she said. He long avoided direct confrontation with Washington, but also barred direct high-level talks.

The political elites around his son and successor, Mojtaba Khamenei, "have a different risk appetite," she said. "The regime is prepared to escalate in bold ways, for example, the recent hits in the strait that could derail the M.O.U. But it is also prepared to unlock peace with America through a new direct, high-level negotiation track."

Iran's leaders may also believe this is the right moment to take risks, said Mr. Sabet, because they believe Mr. Trump will be reluctant to restart the war until after the U.S. midterm elections. Iran and the United States both have good reason to keep negotiating in the face of a frequently violated cease-fire.

For the Trump administration, [the war is domestically unpopular](#), and there is most likely little appetite to return to a conflict that [set off a global energy crisis](#). For Iran, facing [economic disaster](#), oil sanctions waivers and the

possibility of unlocking billions of dollars in frozen Iranian assets [are major attractions](#).

"The economic and military costs of a return to conflict produce enough incentives for both sides to try to keep the memorandum alive," said Mr. Vaez of the International Crisis Group.

Most political analysts expect Washington and Tehran to continue to extend their initial 60-day negotiating period for many months.

But the repeated flare-ups in violence may mean that the already fragile peace process drags on with little progress.

The more negotiators have to focus on addressing threats to the interim agreement, the less time they have to hammer out an agreement to comprehensively end the conflict and reach a nuclear deal.

"They will have to keep moving to figure out, 'what do we do about this, what do we do about that?'" said Mr. Sabet of the Geneva Institute. "That doesn't bode well for progress on the substantive issues that were supposed to come in this second round of talks."

Erika Solomon is The Times's bureau chief for Iran and Iraq.



29 juin 2026

La Turquie demande d'intégrer les structures européennes de défense, malgré les réticences de l'UE

A une semaine du sommet de l'Otan qui aura lieu à Ankara les 7 et 8 juillet, le président turc Recep Tayyip Erdogan demande à ses alliés européens la levée

des restrictions sur l'industrie de défense turque et une intégration institutionnelle dans l'architecture européenne de défense. Il s'agit d'une requête récurrente de la Turquie ces

dernières années, mais elle se heurte à la réticence de ses alliés.

[Recep Tayyip Erdogan](#) profite d'accueillir bientôt le sommet de l'[Otan](#) pour rappeler

à ses partenaires européens ses attentes et ses insatisfactions. Il demande non seulement la levée des restrictions qu'imposent encore certains États à l'industrie de défense

turque, mais aussi l'intégration de son pays aux structures de défense européennes.

Ankara cible notamment le programme SAFE, un instrument qui vise à renforcer les défenses de l'Europe en finançant des achats communs. La Turquie en est exclue, en raison des réticences de certains États membres comme la France et l'Allemagne, et parce que l'Union européenne conditionne l'inclusion d'un pays tiers dans ce programme à son alignement sur sa politique étrangère et de sécurité. Dans le cas turc, cet alignement était estimé à 4 % en 2025, un niveau historiquement bas.

Dorothee Schmidt, spécialiste de la Turquie à l'Institut français des relations internationales: «Erdogan se considère

comme en position de force» Daniel Vallot

La Turquie fait valoir ses arguments : son armée (la deuxième de l'Otan), son industrie de défense en plein essor, sa position stratégique entre Europe, Russie, Caucase et Moyen-Orient, ou encore sa capacité de dialogue avec des acteurs opposés tels que la Russie et l'Ukraine.

L'Europe peine à parler d'une seule voix sur la Turquie

La Turquie entretient déjà des coopérations avec plusieurs pays de l'Union européenne dans le domaine de l'armement, souligne Dorothee Schmidt, spécialiste de la Turquie à l'Institut français des relations internationales (Ifri),

jointe par Daniel Vallot pour RFI. « L'Espagne et l'Italie exportent beaucoup en Turquie. Les Turcs ont acheté plusieurs entreprises de défense italiennes récemment, dont Piaggio Aerospace », rappelle-t-elle. Selon la chercheuse, cette acquisition constituait aussi « une dépense un peu de prestige » destinée à montrer que la Turquie voulait « vraiment mettre un pied dans la défense européenne ».

Mais ces relations bilatérales ne se traduisent pas par une position commune des Européens. « Du point de vue collectif, on a du mal à se mettre d'accord sur une attitude commune à tenir vis-à-vis de la Turquie », observe Dorothee Schmidt. Pour elle, Ankara continue de susciter « la méfiance d'un certain nombre de pays

», qui la jugent « ambiguë sur des dossiers touchant à la sécurité européenne ». La spécialiste cite également « le conflit gréco-turc » et « le conflit de Chypre », qui « empoisonnent les relations entre l'Union européenne et la Turquie ».

Elle rappelle enfin que la France, qui a récemment renouvelé son accord de défense avec Athènes, avec des clauses de défense mutuelle et d'importantes ventes d'armement à la Grèce, « s'est ralliée à la Grèce et à Chypre pour bloquer l'avancée des coopérations en matière de défense avec la Turquie ».

Faute de consensus entre les États membres, Ankara se contente pour l'instant de coopérations bilatérales avec certains États, comme l'Espagne ou l'Italie.



29 juin 2026

Turquie: des milliers de Kurdes demandent le libération du chef du PKK

Les manifestants se sont rassemblés sur une place dans le centre de Diyarbakir, scandant des slogans en kurde comme «Serok Apo» (chef Apo), pour manifester leur soutien au chef de la guérilla du PKK, 76 ans, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), en mer de Marmara.

En 2025, le PKK a annoncé qu'il renonçait à sa lutte armée contre l'Etat turc, mettant fin à un conflit qui

en quatre décennies a fait au moins 50.000 morts.

A l'appel d'Ocalan, le PKK a annoncé sa dissolution, commencé à déposer les armes lors d'une cérémonie symbolique dans le nord de l'Irak où sont retranchés la plupart de ses combattants et procédé au retrait de ses derniers combattants présents sur le sol turc.

S'adressant à la foule lors de la manifestation, Veysi

Aktas, ancien camarade de détention d'Ocalan sur l'île d'Imrali, a déclaré qu'une paix durable ne serait pas possible tant qu'Ocalan resterait détenu à l'isolement.

«Il ne peut pas y avoir de paix par l'isolement», a-t-il déclaré.

«La paix signifie le reconnaissance du peuple, le respect de l'identité, et le respect de la volonté du peuple», a-t-il ajouté.

En dépit d'appels répétés de responsables politiques demandant l'allègement des conditions de détention d'Ocalan, sa situation demeure largement inchangée.

Cependant, il a récemment obtenu un accès aux membres de sa famille, à ses avocats et quelques députés du parti-pro-kurde DEM engagé dans les efforts en vue du règlement du conflit.



29 juin 2026

IRGC, Kurdish opposition group PJAK clash near Mahabad in western Iran

ERBIL, Kurdistan Region - The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and units of the Kurdish opposition group Kurdistan Free Life Party (PJAK) clashed near Mahabad in western Iran on Sunday, two days after another clash in the area left two members of the Iranian security forces dead and two others wounded.

In a short [statement](#) late Sunday, PJAK said the IRGC had launched an operation in the Gagosh area, south of Mahabad in West Azerbaijan province, triggering clashes between PJAK fighters and IRGC forces.

“The IRGC has started an operation in the village of Gagosh in the Mahabad region and, based on our information, the clashes have continued until now,” PJAK said, adding that it had no further accurate information about the fighting.

The IRGC has not released any information regarding the reported clashes in Mahabad. The incident marks the second such confrontation within a week between Kurdish opposition groups and Iranian security forces.

The IRGC has been on high alert in Kurdish areas



Rebwar Gholizadeh, nom de guerre Arivan Shoresghir, looks out over the mountains of Sulaimani province in the summer of 2018. File photo: Fazel Hawramy / Rudaw

since late February, when the US and Israel carried out an extensive aerial bombing campaign targeting thousands of locations across Iran. IRGC bases in Kurdish areas were heavily bombed, mostly by Israeli warplanes and drones, weakening the force’s grip on the region.

The IRGC mobilized thousands of its Kurdish militia members and deployed them to border areas to stop an imminent attack by Kurdish opposition groups, which were poised to enter western Iran in the early days of the war before President Donald Trump halted the operation.

The clashes in Mahabad came two days after a checkpoint at the entrance of Baneh city in Kurdistan province was [attacked](#) by a unit of a Kurdish opposi-

tion group, killing two members of the security forces and wounding two others. No group has claimed responsibility for the attack.

Since the beginning of the US-Iran war, the bases of Iranian Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region of Iraq have come under hundreds of missile and drone attacks by the IRGC and its affiliated Iraqi militias. Despite a fragile ceasefire, the attacks have continued.

The IRGC maintains that Iraq and the Kurdistan Region must disarm or expel Iranian Kurdish opposition groups from their territory, and has reserved the right to attack them at will.

On Saturday, the body of a member of one of the Iranian Kurdish opposition groups was [found](#) stabbed

to death in Erbil, prompting the party to accuse Tehran of being behind the killing.

Iran has carried out a series of assassinations in the Kurdistan Region over the past decade, killing several officials and members of opposition groups. The IRGC’s Ramadan Headquarters, responsible for the Kurdistan Region, and Iran’s Ministry of Intelligence carried out an assassination campaign in the early 1990s that killed nearly 300 members of various Iranian Kurdish opposition groups, mostly in Sulaimani and Erbil provinces.

[Gagosh](#), where the recent clashes have occurred, is a village in the Mangur-e Sharqi rural district of Khalifan in Mahabad county, West Azerbaijan province.

En Iran, les gardiens de la révolution ont les mains libres depuis la mort d'Ali Khamenei

Hostile à tout compromis avec les Etats-Unis, le Guide suprême Ali Khamenei incarnait le principal frein à des négociations avec Washington.

Sa disparition, le 28 février, a fait émerger un pouvoir plus cohérent, dans lequel les gardiens de la révolution participent désormais directement aux décisions qu'ils combattaient autrefois.

Jusqu'au bout, le Guide suprême iranien Ali Khamenei est demeuré constant dans sa méfiance envers les Etats-Unis et dans son rejet profond de Donald Trump. Mais sa mort, survenue le 28 février sous les bombardements israélo-américains, a depuis laissé le champ libre à l'appareil sécuritaire, les gardiens de la révolution, pour discuter avec l'ennemi héréditaire de la République islamique.

Son fils Mojtaba Khamenei, souvent présenté comme un successeur potentiel, n'a jamais occupé de poste élu – contrairement à son père, président de la République islamique de 1981 à 1989 –, et il ne dispose pas d'une base politique propre.

Blessé lors des bombardements, cet homme de 56 ans, proche des gardiens de la révolution et des appareils sécuritaires – ce qui renforce leur poids dans l'architecture du pouvoir iranien –, n'est toutefois pas apparu en public, et il ne s'est exprimé jusqu'à présent que par des communiqués écrits. « On ne sait ni où il se trouve ni quel rôle il jouera à l'avenir. Tout cela relève encore largement de la spéculation », explique Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Il paraît toutefois évident qu'il ne possède ni la stature ni l'influence de son père. Dans l'ensemble, le sys-



Le fauteuil symbolique et un portrait du défunt Guide suprême de l'Iran l'ayatollah Ali Khamenei, lors du 37^e anniversaire de la mort de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni (en haut), chef de la révolution islamique iranienne de 1979, au mausolée de Khomeyni, à Téhéran, le 4 juin 2026. MAJID ASGARIPOUR/WANA VIA REUTERS

tème politique iranien semble avoir pris une dimension plus collégiale, avec un rôle central dévolu au Conseil suprême de sécurité nationale. »

Ce conseil, principal organe de coordination des politiques de sécurité et de politique étrangère, réunit des responsables civils, militaires et sécuritaires de haut rang. Son secrétariat est assuré par Mohammad-Bagher Zolghadr, ancien commandant des gardiens de la révolution et des bassidji (milices). C'est l'approbation par cette instance, au cours d'une réunion tenue le 14 juin à huis clos, de l'accord irano-américain, ensuite paraphé par le président ira-

nien, Massoud Pezeshkian, qui a entériné ce protocole. Le rôle du Conseil suprême de sécurité nationale dans une décision d'une telle importance apparaît comme l'un des changements les plus significatifs du fonctionnement du pouvoir iranien.

Les assassinats de responsables militaires et politiques iraniens pendant la guerre israélo-américaine ont favorisé la montée en puissance, au sein du système décisionnel, de profils issus de l'appareil sécuritaire, notamment d'anciens et d'actuels membres des gardiens de la révolution. « Dans cette nouvelle confi-

guration, une logique de pragmatisme domine, poursuit M. Azizi. *Mais il ne s'agit pas d'un pragmatisme au sens européen : il renvoie à une évaluation des coûts et des bénéfices à l'intérieur du cadre idéologique de la République islamique, où les intérêts restent définis par cette même grille. Etre pragmatique ne signifie donc pas être modéré, c'est même parfois recourir de manière radicale aux instruments disponibles »,* comme l'ont montré des tirs de missiles menés par l'Iran contre des pays du Golfe, dans une logique de rapport de force.

Alors que les gardiens de la révolution avaient été tenus à distance des négociations de l'accord nucléaire de 2015, à Vienne, conclu sous la présidence du modéré Hassan Rohani, ils occupent désormais une position centrale dans un système plus collégial qui a négocié, validé et porté le nouvel accord avec Washington. Ali Khamenei dénonçait régulièrement la « naïveté » de l'exécutif et de la diplomatie face à l'Occident, tandis que

les gardiens de la révolution critiquaient et parfois sabotaient eux aussi un processus perçu comme contraire à leurs intérêts stratégiques.

Aujourd'hui, ils sont au cœur de l'appareil d'Etat. Là où les chancelleries occidentales se plaignaient autrefois de ne pas pouvoir négocier avec les véritables centres de décision iraniens (le Guide suprême et les gardiens de la révolution), la configuration actuelle

lève en grande partie cet obstacle. « *Le point positif, du point de vue de la politique étrangère, est que le système est aujourd'hui plus cohérent, analyse M. Azizi. Une décision a été prise en faveur des négociations avec les Etats-Unis, et cette ligne est désormais suivie sans remise en question.* »

Mardi 30 juin, des équipes techniques américaines et iraniennes devaient se rencontrer

au Qatar pour évoquer de nouveau la mise en œuvre du protocole d'accord conclu entre les deux pays, le 17 juin. Si la signature du pacte entre Washington et Téhéran a permis de réduire l'intensité du conflit, d'importantes tensions existent autour de la gestion du stratégique détroit d'Ormuz.

The New York Times

John Yoon
30 juin 2026

The 1968 Pact on Shipping Routes in the Strait of Hormuz That Iran Is Rejecting

One of Iran's negotiators in talks with the United States, Kazem Gharibabadi, reasserted claims this week of permanent Iranian control over shipping in the Strait of Hormuz and [rejected](#) internationally recognized shipping routes established in 1968.

Tensions over the strait, a crucial path for oil and gas shipments, have threatened a fragile cease-fire between the United States and Iran. Iran has insisted it has authority over the strait and threatened ships that don't travel on its mandated routes.

Here's a closer look at the decades-old agreement that established the shipping routes and why Iran is opposed to it.

What was the agreement?

Nearly six decades ago, Omani and Iranian officials

negotiated an agreement, ratified by the U.N. International Maritime Organization, that established the official way to transit the Strait of Hormuz, a crucial waterway for global energy supplies.

The framework, called the Traffic Separation Scheme, was largely a technical solution to prevent collisions between supertankers passing through the waterway, which is just 24 miles wide. It was also a legal solution to the fact that there are no neutral international waters in the middle of the strait where ships transit because the sovereign waters of Iran and Oman overlap.

Why is Iran rejecting it?

At the time, Iran was a dominant military power in the region and did not need to use its geography as leverage, Ali Vaez, the Iran project director at the

International Crisis Group, said.

Today, in Iranian officials' view, the traditional transit routes have allowed warships to pass through the strait, threatening Iran's security, Mr. Vaez said.

Mr. Gharibabadi, the deputy foreign minister, noted on Monday that the agreement predated the 1979 Islamic Revolution, which [overthrew the shah](#) and brought an authoritarian clerical regime to power.

"Today we told the Omani side that those routes must definitely change," he said. "We decided that we would also begin expert and technical talks on changing the routes."

What does Iran want?

Mr. Gharibabadi's remarks solidified Iran's intention to move away from that framework in favor of

negotiating a new system that gives them more control over the waters. Iran has already [placed naval mines](#) in the strait, effectively blocking those established 1968 routes.

"They are refining their argument to sound more legalistic," said Jennifer Parker, a former naval officer now at the University of Western Australia's Defense and Security Institute. She said the argument was designed to maximize Tehran's [leverage](#) at the negotiating table.

To bypass Iran's territorial waters, the United States and Oman recently attempted to establish an alternative corridor along the strait's southern side in Omani waters under a U.S. military escort mission. Mr. Gharibabadi reiterated on Monday that Iran would refuse to recognize any such parallel routes.



June 30, 2026

Peshmerga launch first joint training course for unified commands

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government's (KRG) Ministry of Peshmerga on Tuesday launched the first joint training course for their Area Command 1 and Area Command 2 units. The Peshmerga Minister hailed the achievement as a major milestone in the force's long-running reform and unification process under a single government formation, expressing hopes for renewed US cooperation.



The inauguration ceremony of the first joint training course for Peshmerga forces' Area Command 1 and 2, Erbil, June 30, 2026. Photo: Ministry of Peshmerga

The course on «Military Decision-Making Processes» commenced at the Area Command 1 headquarters in Erbil, bringing together senior commanders from both forces, Ministry of Peshmerga officials, and representatives of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS).

«This military training organized for the senior officers of both Area Command 1 and Area Command 2 is a historic turning point and a strategic step toward the unification and reorganization of the Peshmerga forces and the building of a unified national army,» Peshmerga Minister Shoresh Ismail said in a press conference.

Peshmerga forces played a monumental role in securing the defeat of the Islamic State (ISIS) from 2014 to 2017. The US, UK, Germany, and France established a multinational advisory group to aid in the integration and unification of the forces into a single security apparatus.

The joint course marks the beginning of closer military cooperation between the two newly

established commands toward building a unified national force, an effort that the US-led Coalition has long supported.

The ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have historically maintained separate partisan military formations - Unit 80 and Unit 70, respectively. Around 100,000 troops have served under the two forces, receiving salaries and administrative orders through separate party chains of command rather than a unified structure under the ministry, despite occasional tensions between the rival leaderships.

In February, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani signed a decree authorizing the formation of the authority of Area Command 1 and Area Command 2, under which Units 70 and 80 are to be reorganized into 10 divisions. Prime Minister Masrour Barzani later issued an executive order outlining the commands' legal authority and budget responsibilities.

Ismail described the exercise as a historic step toward creating a unified force.

He added that the Peshmerga force «is the national and ethnic identity of the people of Kurdistan,» and that a unified Peshmerga «directly translates to peace and security stability in the entire region.»

Generals from the US military affirmed that the exercise reflects Washington's continued support for Peshmerga reform.

«This step expresses our full commitment to the reform process we started together with the Ministry of Peshmerga; our main goal is the success of the reforms and the unification of the Peshmerga forces, which we hope to see the fruits of in the very near future,» Colonel Pongpat Piluek, the senior US military advisor in the Kurdistan Region, said during the ceremony.

Ismail said the Peshmerga reform process has now completed more than 95 percent of its planned steps, in a statement to the press. He added that while reform would continue, the force has entered its final stage of reorganization.

Ismail clarified that although the four-year agreement be-

tween the Ministry of Peshmerga and the US Department of Defense was due to expire in September, cooperation with the US-led Coalition would continue, stressing that its expiration «is not related to a new decision by the US to withdraw or cut aid.»

«We are working to ensure that this cooperation and support from the Coalition continues in a different form, and it will continue,» Ismail added.

In an interview with Rudaw on June 7, Ismail expressed hope that a security agreement with the US aimed at unifying and enhancing the capabilities of the Kurdish forces «would be renewed» before its expiration, voicing concern that the ongoing political deadlock in the Region could jeopardize efforts to secure continued support.

«We continue to hold that hope while pursuing every possible avenue to secure its extension,» stressing that renewing the deal requires broader «diplomatic efforts.»



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kurdistan Digest | June 2026 | Washington Kurdish Institute

Kurdistan Region of Iran (Rojhelat)

June 2026 brought another sustained campaign of political and security pressure across the Kurdistan Region of Iran, with Kurdish human-rights monitors documenting warrantless arrests, incommunicado detention, forced confessions, prison abuse, executions, restrictions on Kurdish cultural activity, and continued shootings of kolbars along the border.

A case-by-case review of June reporting by several human rights organizations identified at least 26 named Kurdish citizens who were arrested or detained between June 1 and June 28. The figure rises to 27 when one additional probable June arrest without a precisely published date is included. At least 18 of the confirmed detainees were initially held at undisclosed locations or without reliable information being provided to their families about their whereabouts.

Kurdish Alliance Expands Its International Political Campaign

The Alliance of Political Parties of Iranian Kurdistan continued efforts to establish a more coordinated Kurdish position on Iran's political future. The alliance includes the Democratic Party of Iranian Kurdistan, Komala Party of Kurdistan, Komala Party of Iranian Kurdistan, Kurdistan Free Life Party, and Kurdistan Freedom Party.

On June 22, representatives participated in a meeting at the United Kingdom Parlia-

ment organized with the All-Party Parliamentary Group for Iranian Kurdistan. The delegation presented common positions on Kurdish national rights, political transition in Iran, and the need for a democratic and decentralized system that recognizes the political status of Kurdistan.

Kurdish representatives also participated in a European Parliament discussion concerning the future of Kurdistan and the role of women in political change. The alliance's June activity showed that Kurdish parties were attempting to move beyond separate party diplomacy and present European institutions with a more unified position on the Iranian regime, Kurdish rights, and any future political transition.

Recently, in an interview on the Persian-language Voice of America program, Mustafa Hijri, the leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) argued that Iran is entering a period of profound political uncertainty and that the Islamic Republic has lost much of its domestic legitimacy. He said the Kurdish opposition is seeking a democratic, federal future for Iran rather than separation, emphasizing that Kurdish parties are coordinating their political efforts with other opposition groups while remaining prepared to defend Kurdish areas if instability increases. Hijri rejected reports that Tehran had approached the KDPI for negotiations, stating that no such contact had occurred.

At Least 26 Kurdish Citizens Arrested or Detained

The June arrests extended across Kurdistan, West Azerbaijan, Ilam, and Kermanshah provinces and affected activists, teachers, children, cultural figures, former political prisoners, justice-seeking families, and citizens who had criticized government officials.

In Kamyaran, intelligence agents raided the Rahmani family home without a warrant and arrested Kajal Rahmani and her brother Danyal Rahmani. Their relative Isa Feyzi was detained after visiting the Intelligence Ministry office to ask about them. Kajal Rahmani was later transferred to Senna Women's Prison, where she began a hunger strike that lasted 18 days. She reportedly suffered serious weight loss, low blood pressure, hand tremors, reduced mobility, and a dangerously low heart rate before ending the strike following a family visit. Her case illustrated the use of detention and isolation against entire justice-seeking families.

Children were also among those detained. Heresh Sharifian, a 17-year-old from Palangan village near Kamyaran, was arrested after reporting to the Intelligence Ministry with his father following a raid on the family home. He was denied access to a lawyer and family visits, while authorities refused to disclose where he was being held. In Ilam Province, Arvin Hosseini, a 16-year-old from Sarableh, was arrested without a judicial warrant and transferred to an unknown location, with no charges publicly announced. Violence during arrests was another recurring feature. Pou-

ria Valizadeh, a 22-year-old resident of Bijar, was confronted by armed forces in the street, severely beaten, and forced into a vehicle without a warrant. His detention was reportedly connected to accusations that he had participated in the January 2026 protests. Authorities did not disclose his location or physical condition after the arrest.

In Bukan, retired teacher and labor activist Yousef Amini was arrested during a late-night raid on his home. Intelligence agents entered without presenting a warrant and transferred him to an undisclosed location. His family received no clear information about his legal status or the charges against him.

In Mahabad, Saman Zendepeil, a 40-year-old graduate in philosophy and sociology, was arrested without a warrant and taken to an unknown location. More than a week later, he remained without access to a lawyer, family visits, or telephone contact. His family's attempts to obtain information about his condition did not produce a clear response.

Forced Confessions and Security Charges

Some June cases went beyond detention and included public accusations and alleged forced confessions before trial. Mehdi Karimi, a young Kurdish man from Malekshahi in Ilam Province, was violently arrested on June 18. State media later broadcast statements attributed to him while he remained without access to a lawyer or an independent court hearing.

Human-rights monitors described the statements as coerced and raised concerns that Karimi had been tortured during interrogation. Authorities also claimed that 17 people had been arrested in the wider case, although only Karimi was independently identified. The remaining unnamed detainees were not included in the confirmed total of 26.

In Dehloran, Mostafa Mohammadi was arrested after publicly raising allegations of corruption and land seizure involving local officials. Mojtaba Yavar was later detained inside a courthouse when he attempted to follow the case and support Mohammadi's family. Mohammadi reportedly faced accusations of connections to hostile governments, while Yavar was accused over critical social-media posts. Both were transferred to Ilam Central Prison.

Prison Sentences and Pressure on Kurdish Culture

The crackdown also extended to Kurdish cultural and language activity. Mohammad Rezaei, a member of the Nozhin Socio-Cultural Association, was summoned and transferred to Senna Central Prison to serve a one-year sentence for "propaganda against the state." His activities included Kurdish-language education and cultural work.

Kurdish artist and singer Mehdi Pakmehr was sentenced to six years in prison and flogging. Pakmehr had been wounded during the December 2025 and January 2026 protests and had previously faced pressure over his music, including the Kurdish song "Biji Kurdistan." His prosecution showed how Kurdish cultural expression and protest participation continued to be treated as security offenses.

In Bukan, local security and municipal institutions reportedly began a campaign

to remove Kurdish names from shops and public signs. Names such as Kurdistan, Nishtiman, Peshwa, Qandil, and Rasan were reportedly identified for replacement, reflecting continued pressure on the public expression of Kurdish language and identity.

Executions and Prisoners Facing Death Sentences

Executions continued throughout June. Zakariya Khezernezhad, a Kurdish prisoner from Maku, was executed on June 10. Aram Zarei was executed in Senna on June 15, followed by 23-year-old Mohammad Ahmadi on June 16. Other Kurdish prisoners, including Karim Karami from Kermanshah, were also executed during the month.

Two politically significant cases involved Ashkan Maleki and Mehrdad Mohammadinia, Kurdish prisoners from Qorveh who were secretly executed at the beginning of June. Both had been arrested during the December 2025 and January 2026 protests. Their cases included allegations of torture, forced confessions, accelerated court proceedings, and denial of effective access to independent lawyers.

Concerns also increased for Ali Fattah and Mohammad Naghizadeh, two prisoners sentenced to death in connection with the winter protests. Their transfer to Ghezel Hesar Prison was interpreted as preparation for implementation of their sentences.

Kolbars Killed and Wounded by Border Forces

Kolbars remained exposed to lethal force along the borders of Baneh and Marivan. On June 11, Matlab Kheyberi, a married father of two from Baneh, was shot in the head and killed by Iranian forces near the Choman border. Reports stated that he was not carrying contraband when he

was shot.

On the same day, Naseh Khodaei, a young married kolbar with one child, was severely wounded in the leg when forces opened fire without warning near the Surkeo border.

Later in the month, Mohammad Naderi and Ako Salehi were wounded in separate shootings near Marivan and Baneh. Naderi was shot in the leg, while Salehi, a father of two, suffered a gunshot wound to his hand.

Kurdistan Region of Iraq (Bashur)

June 2026 brought a mixed political and economic picture across the Kurdistan Region of Iraq. Erbil and Baghdad reported progress on oil exports, customs administration, financial auditing, and security coordination, but the salary dispute remained unresolved and vulnerable to renewed political pressure. Inside the Region, efforts to form the tenth Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet made little visible progress as the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and the New Generation Movement continued to disagree over the meaning of the 2024 election result, the distribution of senior posts, and the structure of future negotiations. Iranian attacks against Iranian Kurdish opposition groups also continued, despite ceasefire arrangements intended to reduce regional hostilities.

Iranian Attacks Against Kurdish Opposition Groups Continue

Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region continued to face cross-border attacks during June. On June 7, the Kurdistan Freedom Party said one of its bases in Erbil province was targeted by a drone. Two other drones were intercepted

over the Akre area of Duhok province without casualties. Earlier that week, the Komala Toilers of Kurdistan reported that two Iranian missiles had struck its headquarters north-east of Erbil.

On June 16, the Democratic Party of Iranian Kurdistan reported another drone attack on its Zewiya Sipi camp near Koya. The party described the site as a residential camp housing members and their families. It said its camps, medical facilities, and educational centers had been targeted with more than 138 missiles and drones since the regional war began in late February.

The Kurdish parties maintain that Iran has repeatedly struck residential areas and camps containing families. The attacks have continued despite security arrangements among Iran, Baghdad, and the KRG concerning the relocation and disarmament of opposition groups.

The month ended with a separate and more uncertain security case. On June 28, Kurdistan Freedom Party member Soran Mohammadzadeh was found dead in an Erbil hotel. Party officials alleged that he had been assassinated by an Iranian-linked two-person team, pointing to reported gunshot and stab wounds. The allegation had not been independently established, and an investigation was continuing.

Salary Dispute Returns to the Center of Erbil-Baghdad Relations

Public-sector salaries remained the most immediate issue affecting families across the Kurdistan Region. The dispute intensified on June 8 when Iraqi parliament First Deputy Speaker Adnan Faihan al-Dulaimi called for federal transfers to Erbil to be suspended until outstanding non-oil revenue obligations were settled.

Dulaimi argued that the KRG had not transferred the full amount required under previous agreements. Kurdish representatives rejected the proposal to stop salary funding. Iraqi parliament Second Deputy Speaker Farhad Atrushi described the salaries of Kurdistan Region employees as a “red line” that could not be used as a bargaining tool. He argued that a Federal Supreme Court ruling had separated employee salaries from political and financial disputes between the two governments and said the KRG had consistently transferred the previously agreed 120 billion dinars.

The KRG Finance Ministry issued a separate response, saying the Region had fulfilled its legal obligations and transferred Baghdad’s share of non-oil revenue from January through May. It acknowledged that revenue declined during March and April but attributed the reduction to regional instability, disrupted trade, and delays in implementing the federal customs system.

The two sides therefore continued to disagree not only over how much money had been transferred, but also over how the Region’s actual revenue should be calculated during periods of economic disruption.

A Permanent Mechanism Proposed for Erbil–Baghdad Disputes

Despite the public salary dispute, June also brought an attempt to place Erbil–Baghdad negotiations on a more permanent institutional foundation. During a June 10 cabinet meeting, Prime Minister Masrour Barzani proposed creating a high-level permanent coordination committee composed of ministers and senior officials from both governments. Deputy Prime Minister Qubad Talabani supported the proposal, describing it as a way

to institutionalize dispute resolution rather than allowing every disagreement to become a political crisis. The KRG Council of Ministers approved the plan and submitted it to the federal government for consideration.

KRG officials subsequently said negotiations were approaching agreement on three major files: oil exports, financial auditing, and non-oil revenues. The stated objective was to establish predictable mechanisms for calculating revenue and paying salaries, reducing the repeated public disputes that have affected relations between Baghdad and Erbil for years.

Progress remained preliminary, however. Announcing that the issues were close to resolution did not itself produce a permanent salary agreement, and implementation continued to depend on federal approval, joint auditing, and compliance by both governments.

Customs Agreement and Oil-Sector Security

One of the clearest technical developments came on June 18, when officials from Erbil and Baghdad signed a 16-point agreement on the ASYCUDA customs system. The system is designed to digitize and standardize customs procedures across Iraq’s border crossings.

The agreement included unified customs tariffs, authority for the Kurdistan Region to register companies in the system, the addition of the Kurdish language, and the formation of a joint committee to address border crossings that Baghdad has not formally recognized. It would also give businesses in the Kurdistan Region access to foreign currency at the Central Bank of Iraq’s official exchange rate after completing the required customs procedures.

Kurdish officials had previously raised concerns that implementing the measure could diminish the Kurdistan Region’s administrative control over its border crossings. The June agreement attempted to address both concerns by integrating the Region into the federal system while preserving a role for Kurdish institutions.

Oil discussions also advanced. KRG Interior Minister Reber Ahmed said Erbil and Baghdad had reached an understanding on security guarantees for oil fields, one of the conditions demanded by international energy companies before expanding production and resuming exports.

The Iraqi prime minister established a federal security, military, and intelligence delegation that visited the Kurdistan Region and inspected oil facilities. Energy companies were seeking guarantees for both the physical security of their operations and the protection of their contractual financial rights. While the agreement represented progress, the companies were still waiting for a detailed federal protection plan. Since April 2022, Iranian-backed militias have repeatedly targeted oil facilities in the Kurdistan Region.

PUK and New Generation Present a Joint Negotiating Position

The formation of the next KRG cabinet remained stalled throughout June. The KDP holds 39 seats in the 100-seat Kurdistan parliament, the PUK holds 23, and New Generation holds 15. The PUK and New Generation together control 38 seats, leaving their combined strength one seat behind the KDP but giving neither side the 51 seats required for a parliamentary majority.

At the beginning of June, PUK spokesperson Karwan Gaznay said the PUK and New

Generation would enter government-formation negotiations as “one package”. He said the two parties had developed a similar political vision and intended to formalize their agreement.

The PUK’s argument is that the combined 38-seat bloc represents a legitimate parliamentary balance that should be reflected in negotiations over the cabinet, parliament leadership, and senior government positions. PUK leaders have called for what they describe as genuine partnership, institutional balance, governance reform, and equal implementation of government decisions across the Region.

The PUK also said its planned agreement with New Generation was part of an effort to produce political and economic change. Later in June, Gaznay said the parties expected to sign their formal agreement in early July.

The KDP has reportedly declined to recognize the PUK and New Generation as a single negotiating package, preferring separate discussions with each party. From the KDP’s perspective, coalition-building after the election should not override the fact that it received the highest number of votes and won the largest number of parliamentary seats.

KDP and PUK Exchange Accusations Over the Delay

The political disagreement became more public during the second half of June. The KDP accused the PUK of delaying the tenth cabinet and blocking parliament’s activation. KDP spokesperson Mahmoud Mohammed said government positions and political entitlements should reflect the election result and the level of public support received by each party.

The KDP maintains that its 39 seats give it the clearest electoral mandate to lead the

government. It argues that the PUK's alliance with New Generation cannot be used to disregard the KDP's first-place result or impose demands unsupported by the distribution of seats.

The PUK responded that the dispute was not simply about dividing posts. Its representatives accused the KDP of attempting to dominate the next administration and said policies based on exclusion or unilateral control would weaken the Region. The PUK said it wanted the government formed quickly but would not surrender its demands for institutional reform, political balance, and meaningful participation in decision-making.

Disagreement reportedly continued over senior positions and powerful ministries, particularly the Interior Ministry. The PUK has sought greater authority in security and administrative institutions, while the KDP has argued that control of major posts must remain connected to electoral weight.

The KDP renewed its call on June 27 for parties to reactivate the Kurdistan parliament. Although lawmakers were sworn in after the October 2024 election, repeated attempts to hold effective sessions have failed because the required quorum was not reached. Parliament has therefore remained unable to elect its permanent leadership, pass legislation, or provide normal oversight of the caretaker government.

Kurdistan Region of Syria (Rojava)

June 2026 brought progress in integrating the Syrian Democratic Forces (SDF) into Syrian state institutions, with thousands of fighters joining state structures, displaced families returning to Afrin, and citizenship applications from stateless Kurds under review. However, major issues remained unresolved, including the fu-

ture of the YPJ, SDF command arrangements, Kurdish political rights, detainees, and local governance. SDF leaders also sought international support in Europe, while the United States continued operations against ISIS and Kurdish communities in Afrin reported ongoing property seizures, extortion, and limited accountability.

Afrin Families Return, but Abuses and Property Disputes Continue

June brought a major development for displaced Kurds from Afrin. On June 10, the eighth and final organized convoy left Hasakah, completing the return process for approximately 8,720 displaced families. The final convoy reportedly included around 1,700 families.

The return was one of the clearest positive outcomes connected to the January agreement. Many Afrin families had been displaced since Turkey and Turkish-backed armed groups captured the area in 2018, while others experienced repeated displacement during later fighting.

However, returning home did not mean that all property and security problems had been resolved. A June report by the Afrin Human Rights Organization documented continuing property seizures, illegal levies, theft, armed disputes, and agricultural land confiscation.

The organization accused members of Turkish-backed factions that were later incorporated into the Syrian Defense Ministry of continuing to occupy Kurdish-owned homes and exploit privately owned land. It also said local security authorities failed to investigate complaints or recover stolen property in several cases. Afrin therefore reflected both sides of the June integration process. Thousands of Kurdish families were able to return,

but the Syrian government had not yet established a reliable property-restitution process, effective accountability, or full protection from armed groups operating under official state structures.

Military and Security Integration

A new development was the continued incorporation of SDF and Internal Security Forces, known as the Asayish, into Syrian government structures. A senior SDF official told Rudaw that approximately 5,000 fighters had joined newly formed military brigades in Rojava, while another 4,000 had entered internal security institutions under the Syrian Interior Ministry.

Another 1,000 fighters reportedly returned to Afrin, with plans for around 2,000 additional fighters to return and join a military formation there. However, the same official said approximately 8,000 SDF fighters had not yet been integrated, largely because the number of available positions in the new brigades was smaller than the total number of SDF members.

The unresolved fighters remained one of the most important obstacles facing the agreement. Discussions continued over where they would serve, how their ranks would be recognized, who would command the new formations, and whether the integrated units would retain a distinct regional character or be dispersed through the Syrian military.

Progress was also reported in Kobani. Amin Saleh, a senior Asayish commander, said applications for approximately 1,000 members of the Kobani internal security forces had been submitted to a joint integration committee. That represented around 60 to 70 percent of the city's estimated 1,500 to 1,600 Asayish members.

Saleh said the remaining applications were being processed, but he identified the failure to integrate Kobani's courts into Syria's judicial structure as a continuing problem. Security institutions cannot operate normally without functioning courts, prosecutors, and agreed legal procedures. This showed that administrative integration was moving at different speeds, with security files advancing faster than judicial and political arrangements.

Hasakah Governor Nour Eddin Ahmed said meetings with Damascus had resolved several practical obstacles affecting public institutions and the integration process. He presented the talks positively and said new steps would follow. However, the reopening of the Nusaybin border crossing between Qamishlo and Turkey remained postponed, and major questions concerning local authority and constitutional recognition were still under negotiation.

Detainees and Missing Fighters Continue to Undermine Trust

The detention file remained one of the deepest sources of mistrust between the Kurdish-led administration and Damascus. On June 26, the Syrian interim government released another group of SDF detainees under the prisoner-release provisions of the January agreement. Diyar Hussein Mahmoud and Hassan Nawaf were among those who arrived in Qamishlo and were welcomed by their families.

The releases represented partial implementation of the agreement, but they did not resolve the wider issue. Families continued to demand information about people who disappeared during the January fighting and subsequent SDF withdrawals from areas taken by Damascus-aligned forces.

Hundreds of people demonstrated in Qamishlo over the fate of missing relatives. Kurdish officials and family representatives said nearly 2,000 civilians and fighters remained unaccounted for, although that figure has not been independently confirmed. Many were reportedly SDF members who surrendered or disappeared while withdrawing under ceasefire arrangements.

The families accused armed factions aligned with Damascus of violating withdrawal guarantees. The Syrian government has released several batches of detainees, but it has not provided a complete, publicly verified list accounting for everyone captured, missing, released, transferred, or killed during the fighting. Until that information is produced, the detainee issue will continue to weaken confidence in the integration process.

Mazloum Abdi Takes the Kurdish File to Europe

Mazloum Abdi began his international activity in June with a meeting in Erbil involving Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and United States envoy Tom Barrack. The meeting addressed SDF–Damascus cooperation, Kurdish rights, regional stability, and counterterrorism coordination.

Barzani stressed the need to protect the rights of Kurds and other Syrian communities, while Barrack reaffirmed American support for dialogue and stability. The meeting again showed the Kurdistan Region's role as a political channel between Rojava, Damascus, and international mediators.

Abdi then traveled to Italy before continuing to France with Ilham Ahmed, co-chair of the Autonomous Administration's Department of Foreign Relations. According to a Syrian Democratic Council official, the purpose of the European

diplomatic tour was to ask European governments to press Damascus to implement the January 29 agreement and include Kurdish political rights in the emerging settlement.

In Paris, Abdi and Ahmed met French foreign affairs officials to discuss the Syrian political process, security developments, and Europe's role in supporting implementation.

The visit was important because the disagreement is no longer limited to military integration. Kurdish officials want guarantees covering language rights, political participation, decentralized administration, women's institutions, local policing, constitutional protections, and representation in state institutions. Damascus has taken some steps, but the Kurdish leadership argues that formal state control cannot substitute for a negotiated political settlement.

YPJ Status Remains Unresolved

The future of the Women's Protection Units remains one of the most sensitive unresolved issues. YPJ General Commander Rohilat Afrin said the all-women force must be formally recognized within Syria's military structure, arguing that women's rights would lack institutional protection if the YPJ were dissolved or reduced to a policing role.

The YPJ played a central role in the war against ISIS and became one of the most visible symbols of Rojava's political and social system. Kurdish women's organizations argue that its military status represents more than battlefield organization. They view it as a guarantee protecting women's participation in political, security, and public institutions.

Damascus has taken a different position. Syrian officials have said the national army does not have a separate fe-

male combat component and have proposed that women enter specialized police or internal security formations under the Interior Ministry.

The disagreement therefore concerns both military organization and the future of the women-led institutions created in Rojava. The January agreement provided for several SDF brigades to enter the Syrian military, but it did not clearly define the YPJ's position. Negotiations continued without a final arrangement guaranteeing either a separate women's formation or a dedicated YPJ regiment within the new brigades.

Anti-ISIS Cooperation Continues During the Transition

The anti-ISIS mission remained a central security concern even as responsibility shifted among the SDF, Damascus, the United States, and Iraq. Abdi's June meeting with Barrack and Barzani included discussions about continuing counterterrorism coordination and addressing the threat posed by sleeper cells.

The most prominent publicly confirmed American operation during June was a June 19 airstrike in northwestern Syria that killed senior ISIS leader Ali Husayn al-Ulaywi. United States Central Command (CENTCOM) said the strike was part of continued efforts to disrupt ISIS networks capable of threatening American forces, allies, and interests.

In its June posture statement, CENTCOM also said it had transferred 5,704 ISIS detainees from Syria to Iraqi custody after the security situation around detention facilities became unstable during the January fighting. The United States said the transfer was necessary to reduce the danger of a mass prison escape and a large-scale ISIS reconstitution.

The movement of detainees illustrates how the anti-ISIS mission is changing. The SDF remains an important security actor with years of intelligence and operational experience, but Damascus is seeking national control over prisons, borders, and military forces. The success of the transition will depend on whether integration preserves experienced counterterrorism units and prevents political disputes from creating security gaps that ISIS cells could exploit.

Citizenship Process Advances but Is Not Yet Complete

Damascus also reported progress on the long-standing issue of stateless Kurds. The Interior Ministry announced that it had completed receiving applications and begun reviewing citizenship claims under Decree No. 13.

The measure is intended to address the consequences of the 1962 Hasakah census, which deprived an estimated 200,000 Kurds of Syrian nationality and left many of their descendants without full civil rights. Citizenship would provide access to education, formal employment, property ownership, inheritance, health care, and official identity documents.

The review represented an important administrative step, but the process had not yet resulted in completed naturalization for all applicants. Kurdish political actors therefore continued to seek guarantees that the measure would be fully implemented and would not remain limited to applications and administrative review.

Economic Pressure Produces Public Protests

Political negotiations unfolded alongside deteriorating living conditions. Residents in Hasakah protested fuel-price increases and electricity cuts,

saying the shortages had affected households, shops, transportation, and access to basic services.

Similar demonstrations took place in Zerkan, where residents demanded the reversal of higher fuel prices and called for measures to reduce service costs. Protests were also reported in Qamishlo over prices, electricity, fuel availability, and declining public services.

These demonstrations showed that Rojava's population is judging the integration process not only through political agreements and official appointments, but through salaries, electricity, fuel, security, education, and the daily functioning of public institutions.

Kurdistan Region of Turkey (Bakur)

June 2026 marked a pivotal but unresolved stage in Turkey's Kurdish peace process. Discussions shifted toward the legal framework needed to transform the end of armed conflict into a political settlement. While Ankara announced that legislation was being prepared, Kurdish leaders questioned whether it would address the broader Kurdish issue or simply oversee the Kurdistan Workers' Party's (PKK) dissolution. Meanwhile, continued prosecutions, mass arrests, trustee appointments, torture allegations, and restrictions on Kurdish political and cultural rights undermined confidence in the process despite progress in negotiations.

Öcalan Presents a Three-Part Roadmap

The most important peace-process development came through details released in June from the DEM Party İmralı Delegation's May 24 meeting with Abdullah Öcalan. Delegation member Mithat Sancar said Öcalan had presented a three-part roadmap

focused on the nature of the required legislation, the institutionalization of the process, and the definition of the roles and positions of the participating actors.

Öcalan reportedly argued that parliament should adopt a framework law before entering its summer recess and warned that there was no time to lose. He described the proposed law as resembling a "stem cell," capable of both repairing the damage caused by decades of conflict and opening the way for political and democratic renewal.

The proposal was not limited to regulating disarmament. It called for a transition from armed conflict to democratic politics, legal guarantees for those affected by the process, and institutions capable of preventing negotiations from depending entirely on temporary political decisions. From the Kurdish perspective, the difference is fundamental: ending the PKK's armed structure cannot by itself resolve the Kurdish question if the political, linguistic, legal, and administrative conditions that produced the conflict remain unchanged.

DEM Party Co-Chair Tülay Hatimoğulları said on June 9 that Öcalan was making an intensive effort to establish the legal foundation of the process. She said the İmralı delegation had discussed a special law with representatives of the ruling Justice and Development Party (AKP) and stressed that legislation should be adopted before parliament recessed.

Hatimoğulları argued that the framework must be broad and inclusive rather than designed only as a technical mechanism for dissolving the PKK. She said it should move the Kurdish issue away from a security-centered approach and place it on the grounds of peace, equality, democratic participation, and law.

DEM officials also worked on their own legal proposal and continued consultations with political parties. The party's position was that the law should address reintegration, political participation, prisoners, legal protections, and the transition from conflict to civilian politics. This contrasted with the narrower language frequently used by government officials, who continued to describe the next stage mainly as the liquidation of the PKK's remaining organizational structure.

Government Promises Legislation but Doubts Remain

On June 24, President Recep Tayyip Erdoğan said the government was preparing a legal framework to be submitted to parliament. He said the regulation would accelerate the PKK's dissolution and would be presented after consultations were completed.

The announcement represented the clearest government commitment of the month, but no final draft had been made public by June 28. Erdoğan also said regional developments, including the war involving Iran and the integration of Syrian Kurdish forces into Syrian state institutions, had slowed progress.

Kurdish political actors welcomed the recognition that legislation was necessary but remained cautious about its content. Their concern was that Ankara could produce a limited law focused on disarmament and individual returns while postponing demands involving Kurdish identity, local democracy, political prisoners, anti-terror legislation, the trustee system, and mother-tongue rights.

DEM Party Expands Öcalan Campaign and International Advocacy

The DEM Party continued to treat Öcalan as the central

political interlocutor in the process. On June 5, Co-Chairs Hatimoğulları and Tuncer Bakırhan sent a letter to the Council of Europe concerning the European Court of Human Rights ruling on Öcalan's "right to hope."

The letter called for the principle to be implemented in accordance with European human-rights standards and argued that Öcalan's legal position was directly connected to the success of the peace process. Kurdish parties and rights organizations maintain that Öcalan cannot be expected to direct a historic transition while remaining under exceptional imprisonment conditions and without regular access to political actors, lawyers, and wider communication.

Public pressure increased during the final weekend of June. DEM, the Democratic Regions Party (DBP), the Free Women's Movement (TJA), and other Kurdish organizations held freedom rallies in Amed, Istanbul, Wan, and Mersin. Speakers called for Öcalan's conditions to be improved, his legal status to be clarified, and the peace process to receive binding legal guarantees.

DEM spokesperson Ayşegül Doğan argued that the public should not fear Öcalan's freedom and said improving his conditions was one of the most important requirements for a lasting peace. The rallies showed that Kurdish organizations were attempting to turn the process from an elite political dialogue into a wider public campaign.

Heavy Sentence Against Kurdish Woman Politician

The language of peace continued alongside severe judicial pressure on Kurdish politicians. On June 19, a Diyarbakır (Amed) court sentenced Kurdish politician and women's-rights defender Ayşe Gökkan to 19 years and six

months in prison in a retrial involving terrorism-related charges.

Gökkan, a former Nusaybin mayor and former spokesperson for TJA, delivered her defense in Kurdish. She said the proceedings targeted her identity as a Kurdish woman and her commitment to the “Jin, Jiyan, Azadi” philosophy. Her lawyers argued that the evidence consisted mainly of police reports, that earlier verdicts had repeatedly been overturned, and that defense requests had been ignored.

The sentence reinforced Kurdish criticism that the state was discussing peace while continuing to treat years of legal political and women’s activism as evidence of criminal organization membership.

Torture Allegations and Continuing Impunity

June also brought renewed documentation of alleged torture. A Kurdish university student identified as Diyar Koç was released at his first hearing after being held since January over protests near the Nusaybin–Qamishlo border.

Koç said he had been tortured

after detention. Although he had initially been publicly accused of lowering a Turkish flag, his lawyer said no such charge appeared in the indictment and no evidence linking him to the act was presented. He had previously been hospitalized in intensive care because of the risk of a brain hemorrhage.

The DEM Party’s Legal Commission also highlighted the case of two Kurdish men detained near the Rojhelat border in Şemdinli, who reported severe abuse and sexual violence. The party said the officials accused in the case had not been suspended or placed in pretrial detention and argued that continuing impunity encouraged further torture.

Mass Arrests Deepen Concerns Over the Political Climate

Ahead of the July NATO summit in Ankara, security forces detained 209 people in large-scale operations targeting journalists, lawyers, academics, unionists, environmental activists, and other opposition figures. By June 27, courts had placed 181 people in pretrial detention.

These operations were not directed exclusively at Kurds, but DEM strongly condemned them as part of the wider authoritarian environment surrounding the peace process. The party argued that criticism of NATO, opposition activity, journalism, and public protest should not be transformed into terrorism charges.

For Kurdish political actors, such operations raise a basic credibility problem. A durable settlement requires an expansion of democratic politics, while mass arrests and broad terrorism prosecutions continue to narrow the same political space into which former armed actors are expected to integrate.

Kurdish Language Rights Remain Unresolved

A Kurdish-language conference held in Amed on June 27–28 brought language rights into the center of the peace debate. Politicians, lawyers, academics, and cultural figures called for constitutional protection for Kurdish, education in the mother tongue, and the removal of legal barriers restricting Kurdish in public institutions.

Speakers argued that the

Kurdish question cannot be resolved while Kurdish remains outside formal education and lacks protected legal status. They also called for municipalities to receive greater authority to provide public services and cultural programs in Kurdish.

The June debate followed a continuing pattern in which Kurdish cultural expression has faced prosecution. Duvar previously documented the 30-month sentence imposed on musician Kasım Taşdoğan for performing three Kurdish songs, illustrating the wider legal environment surrounding demands for linguistic recognition.

Veteran Kurdish politician Ahmet Türk connected language rights to the trustee system. Speaking in Istanbul, he noted that he had been elected mayor of Mardin three times and replaced by a government-appointed trustee each time. He said the absence of recognized identity and language was itself at the center of the Kurdish question.



30 June, 2026

UNDP estimates 20% of Iraq’s public funds lost to corruption

ERBIL, Kurdistan Region - Up to 20 percent of Iraq’s public funds have been lost to corruption, a United Nations Development Programme (UNDP) official in Iraq told Rudaw on Monday, as the Baghdad government intensified a sweeping anti-corruption crackdown that has led

to the arrest of tens of suspects, including senior officials and political figures, since Sunday.

“International experts and even Iraqi government officials estimate that around 20 percent of the country’s public funds have been lost to cor-

ruption,” UNDP Resident Representative for Iraq Titon Mitra said, further detailing that “between \$150 billion and \$450 billion in assets may have been moved overseas or hidden within Iraq,” making them difficult or even impossible to recover.

The remarks come as Iraqi authorities continue to make headway with Operation Dawn, a large-scale anti-corruption campaign that was launched on Sunday under the direction of Prime Minister Ali al-Zaidi in coordination with Iraq’s Federal Commission of Integrity. The operation has

so far resulted in the detention of around 21 suspects, including lawmakers, former officials, and senior government employees.

For his part, Mitra noted that the UNDP is supporting Iraqi government efforts to strengthen “the investigation and prosecution of corruption cases,” noting that corruption remains “an incredibly critical issue for Iraq,” which “ranks among the bottom third globally on international corruption indices.”

The UNDP is also working with Iraqi authorities to strengthen law enforcement and judicial institutions, with a focus on promoting transparency, accountability, judicial independence, and the rule of law, the resident representative added, pointing to “the independence of the judiciary” and “the application of the rule of law” as fundamental pillars for combating corruption.



Titon Mitra United Nations Development Programme (UNDP) Credit: Rudaw

Additionally, Mitra stressed the need to recover lost assets through an “expeditious process,” warning that delays could result in permanent losses for the country. Commending the prime minister for prioritizing the “challenging” fight against corruption, the UNDP official reaffirmed the entity’s readiness to support

the government’s efforts, describing them as “long overdue.”

In its 2025 Iraq Annual Report, the UNDP said it had helped advance Iraq’s anti-corruption framework by supporting ten aligned laws, drafting asset recovery legislation, and contributing to the development

of the 2025 - 2030 National Anti-Corruption Strategy.

The Programme further enhanced investigative capacity by training 1,192 officials, establishing two digital forensic laboratories, and launching a Trial Monitoring Programme covering 896 corruption cases, the report said.

Les dépêches de l'afp Juin 2026

06 juin 2026

Turquie: enquête sur un milliardaire après des propos sexistes contre une femme Kurde

Istanbul, 6 juin 2026 (AFP)

— Le parquet turc a ouvert samedi une enquête sur un milliardaire de 95 ans, président d'honneur de Koc Holding, le plus grand conglomérat de Turquie, à la suite d'une plaisanterie sur une femme kurde largement dénoncée comme sexiste et raciste.

La gaffe a été commise par Rahmi Koc lors de l'inauguration d'un hôpital à Izmir, dans l'ouest du pays, tard vendredi. Quand les images ont commencé à circuler en ligne, elles ont suscité un tollé.

La blague, qui tournait autour d'un malentendu entre une femme kurde et un médecin, a également provoqué la co-

lère du parti d'opposition pro-kurde DEM, qui a indiqué avoir porté plainte contre l'homme d'affaires.

L'ouverture de l'enquête a été annoncée par le ministre de la Justice, Akin Gurlek, sur X, qui a indiqué qu'elle portait sur "des propos jugés visant les femmes et les citoyens d'une identité ethnique particulière", même s'il n'a pas cité publiquement M. Koc.

"Prononcer de tels mots sous couvert de +blague+ ou d'humour n'atténue en rien l'impolitesse manifestée à l'égard de nos femmes et d'une partie spécifique de notre société", a-t-il écrit.

Toujours sur X, le DEM a déclaré avoir déposé une

plainte pénale contre M. Koc "pour avoir tenu des propos sexistes à l'égard des femmes kurdes, sur les motifs +d'incitation publique à la haine et à l'hostilité+, +d'insulte+ et de +haine et discrimination+".

Rahmi Koc a présenté de brèves excuses publiées par Koc Holding sur X, affirmant que ses propos "n'avaient pas pour but de viser un groupe particulier".

"Je souhaite exprimer sincèrement mes regrets", a-t-il écrit.

Koc Holding est un conglomérat familial fondé dans les années 1920, principalement actif dans l'énergie, l'automobile, les biens de consomma-

tion durables et la finance, mais aussi la technologie, l'alimentation, la distribution, le tourisme, l'agriculture et la construction navale.

Koc Holding représente environ 7% du PIB de la Turquie et participe à environ 8% des exportations du pays, selon son site internet.

Le magazine Forbes a estimé cette année la fortune de Rahmi Koc à 2,4 milliards de dollars.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

07 juin 2026

Iran: la justice confirme la peine de prison du cinéaste dissident Jafar Panahi

Paris (France), 7 juin 2026 (AFP)

— La justice iranienne a rejeté l'appel du cinéaste dissident Jafar Panahi, condamné par contumace en décembre à un an de prison pour "propagande" contre l'Etat, a annoncé dimanche son avocat.

Un tribunal révolutionnaire de Téhéran, présidé par le magistrat Iman Afshari, a confirmé la peine initiale prononcée à son encontre, a déclaré Me Mostafa Nilli, cité par le journal Etemad.

Ce juge est connu pour avoir

lourdement condamné des dissidents et fait l'objet de sanctions de l'Union européenne.

Le réalisateur avait été condamné en décembre à un an de prison pour "activités de propagande" contre l'Etat, quelques mois après avoir remporté la Palme d'or au festival de Cannes pour "Un simple accident".

Il est également interdit de sortie du territoire pendant deux ans, a détaillé son avocat.

Selon l'acte d'accusation, la condamnation repose sur plusieurs motifs, notamment la "réalisation d'un film clandestin" critique du pouvoir, son soutien à plusieurs dissidents et prisonniers politiques et son appui au mouvement de contestation "Femme, Vie, Liberté", qui a émergé en 2022 après la mort en détention de la jeune Kurde Mahsa Amini.

Le réalisateur de 65 ans était rentré dans son pays le 30 mars malgré sa condamnation, en pleine guerre déclenchée par les Etats-Unis et

Israël contre la République islamique, selon l'agence Isna.

Il a déjà été emprisonné deux fois par le passé. La première fois en 2010 pendant 86 jours, puis à nouveau sept mois entre 2022 et 2023. Il avait été libéré après une grève de la faim.

Jafar Panahi s'était élevé en janvier contre la répression des manifestations antigouvernementales dans son pays, qui a fait des milliers de morts selon des ONG.

Figure de la Nouvelle vague

du cinéma iranien, Ours d'or à Berlin en 2015 pour "Taxi Téhéran", le cinéaste a décroché l'an dernier la Palme d'or pour "Un simple acci-

dent", tourné clandestinement en Iran.

Le film raconte l'histoire de cinq Iraniens victimes de la

brutalité et de l'arbitraire de la République islamique, persuadés d'avoir mis la main sur l'un de leurs anciens géoliers.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 juin 2026

Israël et l'Iran reprennent leurs attaques réciproques, la trêve plus que jamais menacée

Téhéran, 8 juin 2026 (AFP) — Israël et l'Iran ont lancé lundi des attaques réciproques après le tir de missiles par la République islamique en direction du territoire israélien, menaçant la trêve en vigueur et les espoirs de Donald Trump d'arriver à un accord pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient.

Après 100 jours de guerre et deux mois après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu déjà très fragilisé, la région menace de s'embraser une nouvelle fois, malgré les appels du président américain à la retenue adressés à Israël.

Jérusalem s'est réveillé au son des explosions et des alertes, ont constaté des journalistes AFP alors que l'armée faisait état de deux nouveaux barrages de missiles iraniens visant le pays, après deux premières salves la veille.

Quelques heures plus tôt, la télévision d'Etat iranienne avait fait état d'explosions à Téhéran et les villes de Tabriz (nord-ouest) et Ispahan (centre), au moment où l'armée israélienne annonçait que son aviation avait bombardé "des cibles militaires appartenant au régime terroriste iranien dans l'ouest et le centre de l'Iran".

L'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Yechiel Leiter, a précisé que des sites de lancement de missiles sol-sol ainsi que "des infrastructures non liées au secteur énergétiques" avaient été visés, accusant l'Iran d'avoir tiré 11 missiles balistiques vers son pays lors des deux premières vagues de missiles - tous interceptés selon l'armée.

"Aucun pays qui se respecte ne tolérerait une telle attaque", a martelé le diplomate sur X.

Téhéran a de son côté présenté ces attaques comme un "avertissement", en représailles à un bombardement israélien sur la banlieue sud de Beyrouth, bastion du mouvement islamiste pro-iranien Hezbollah, faisant deux morts et 20 blessés, en dépit d'une trêve théoriquement conclue entre le Liban et Israël mais largement bafouée.

- Pétrole en hausse -

C'est la première fois que l'Iran tire des missiles contre Israël depuis le cessez-le-feu du 8 avril. Mais les négociations entre Washington et Téhéran n'ont depuis pas abouti et les deux pays se sont déjà attaqués mutuellement plusieurs fois ces derniers jours autour du détroit d'Ormuz, sans issue en vue pour une guerre qui a embrasé le Moyen-Orient et fait vaciller l'économie mondiale.

Selon le média Axios, Donald Trump s'est entretenu dimanche soir avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu afin qu'Israël ne riposte pas et que toute signature d'un accord avec Téhéran ne soit pas mise en péril. Aucun compte-rendu officiel n'a été diffusé.

"Nous sommes sur le point de conclure un accord définitif avec l'Iran. Ce sera un bon accord. Je ne veux pas qu'il tombe à l'eau à cause de ce qui se passe actuellement", a-t-il affirmé selon le journaliste d'Axios Barak Ravid, qui dit l'avoir eu au téléphone.

Les deux dirigeants ont déjà eu un échange musclé il y a quelques jours, selon M. Trump, qui s'est dit mécontent de l'offensive israélienne au Liban au moment où il cherche une sortie à un conflit très impopulaire aux Etats-Unis à l'approche des élections de mi-mandat.

Les prix du pétrole, qui ont déjà flambé ces dernières semaines en raison du blocage du détroit d'Ormuz, ont démarré la semaine en forte hausse, le baril de Brent bondissant de plus de 4% et dépassant 97 dollars, à portée des 100 dollars.

- Ecoles fermées -

Alimentant les craintes d'embrassement régional, Israël a dit avoir identifié un tir de missile visant son territoire depuis le Yémen, où les rebelles houthis s'étaient déjà joints au conflit en soutien à l'Iran avant le cessez-le-feu.

Les Gardiens de la Révolution iraniens ont annoncé avoir ciblé des "groupes terroristes" à Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien. Et en Arabie saoudite, les secours ont émis une brève alerte à la population dans la province d'Al-Kharj où se situe la base américaine de Prince Sultan.

Après ses frappes en Iran, l'armée israélienne a dit "rester en état d'alerte élevé et pleinement prête à continuer ses opérations sur tous les fronts contre ceux qui menacent" le pays.

Israël a annoncé la fermeture de toutes les écoles du pays, tandis que l'Irak a fait état dimanche soir de la fermeture temporaire

de son espace aérien, tout comme la Syrie - partiellement.

L'Iran a également fermé dimanche soir jusqu'à nouvel ordre son espace aérien dans la partie ouest du pays. Les vols à l'aéroport Imam Khomeini de Téhéran, l'un des deux principaux de la capitale, ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre, a rapporté dimanche soir l'agence iranienne Mehr.

"Une reprise du conflit entre Iran et Israël n'est dans l'intérêt de personne", a insisté la cheffe de la diplomatie britannique Yvette Cooper sur X, appelant "les deux parties à la retenue et à une désescalade immédiate".

- Nucléaire -

Ces attaques éloignent encore un éventuel accord pour mettre fin à la guerre déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines.

Dans une interview accordée à un journaliste de Fox News, Donald Trump a regretté les frappes iraniennes sur Israël, qui "ne vont pas aider les négociations", assurant, comme déjà plusieurs fois ces dernières semaines, qu'un accord était "très proche".

Les points d'achoppement restent cependant nombreux en vue d'un possible compromis: le contrôle du détroit d'Ormuz (essentiel pour le commerce d'hydrocarbures), le programme nucléaire iranien et son stock d'uranium hautement enrichi ainsi que le sort des avoies iraniens gelés à l'étranger sous l'effet des sanctions.

Autre difficulté: la question d'inclure ou non le Liban dans un éventuel accord entre Washington et Téhéran. Alors que les Etats-Unis s'efforcent de dissocier les deux fronts, pour l'Iran, ils sont de fait indissociables.

Cité par l'agence Mehr, le conseil-

ler de la diplomatie iranienne Ali Safari a affirmé que les tirs de missiles avaient eu lieu "après plus d'un mois de retenue face à des violations répétées du cessez-le-feu" de la part d'Israël qui a ces derniers jours étendu son offensive contre le Hezbollah.

L'agence officielle libanaise ANI a fait état dans lundi matin de frappes aériennes israéliennes dans la région de Tyr, ville millénaire dans le sud.

Les frappes israéliennes sur le Liban ont fait 3.613 morts depuis le début de la guerre le 2 mars,

selon le dernier bilan des autorités dimanche. Côté israélien, 29 soldats et un contractuel civil ont été tués au Liban, d'après l'armée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 juin 2026

Turquie: série d'attaques contre des entreprises d'un milliardaire accusé de propos antikurdes

Ankara, 8 juin 2026 (AFP) — Trois attaques ont visé dimanche et lundi des entreprises appartenant au principal conglomérat turc, dont l'un des dirigeants est accusé d'avoir tenu des propos sexistes et antikurdes, ont rapporté les médias turcs.

Dans la nuit de dimanche à lundi, à Diyarbakir (sud-est), la plus grande ville à majorité kurde de Turquie, plusieurs coups de feu ont été tirés contre une agence de la banque Yapi Kredi, qui appartient à la holding Koç, a rapporté l'agence de presse privée Anka.

Dimanche, des individus masqués

avaient déjà ouvert le feu sur le siège de l'entreprise automobile Otokoç, à Istanbul, et sur l'une de ses concessions à Antalya (sud), sans faire de victimes. Cinq suspects ont été interpellés.

La justice turque a ouvert samedi une enquête contre Rahmi Koç, milliardaire de 95 ans et président d'honneur de la holding Koç, à la suite d'une plaisanterie dénoncée comme sexiste et raciste.

La blague à connotation sexuelle, reposant sur un prétendu malentendu entre une femme kurde et un médecin lui demandant de se

déshabiller, a provoqué la colère du parti d'opposition prokurde DEM, qui a affirmé avoir porté plainte contre l'homme d'affaires.

Rahmi Koç a présenté des excuses dans un communiqué, affirmant que ses propos "n'avaient pas pour but de viser un groupe particulier".

Une entreprise dirigée par un membre du conseil d'administration d'Amedspor, le principal club de foot de Diyarbakir, a annoncé avoir résilié son contrat avec les stations essence appartenant à la holding Koç "à la lumière des événements récents".

La Koç Holding est un conglomérat familial dont les origines remontent aux années 1920, principalement actif dans l'énergie, l'automobile, l'électroménager et la finance, mais aussi la technologie, l'alimentation, la distribution, le tourisme, l'agriculture et la construction navale.

Le magazine Forbes a estimé cette année la fortune de Rahmi Koç à 2,4 milliards de dollars.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 juin 2026

Génocide toi-même! Erdogan et Netanyahu s'écharpent sur le Proche-Orient

Istanbul, 11 juin 2026 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé jeudi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de "marcher sur les pas d'Hitler", les deux dirigeants se renvoyant le qualificatif de "génocidaire" par discours et communiqués interposés.

Affirmant qu'Israël s'est mué en une "usine à créer de la souffrance" se nourrissant "de sang et de larmes", le chef de l'Etat turc a à nouveau comparé M. Netanyahu à Adolf Hitler, lui prédisant "le même sort que celui

des autres tyrans de l'histoire".

Mercredi, le président Erdogan, à couteaux tirés avec Benjamin Netanyahu depuis le déclenchement de la guerre à Gaza fin 2023, avait déjà déclaré que "la sécurité de la Turquie commence (...) à Alep, Damas et Beyrouth", estimant que le Premier ministre israélien et "sa clique criminelle" menacent également la Turquie.

"Nous ne tolérerons aucun fait accompli dans les pays frères et ne resterons pas les bras croisés face aux attaques", a-t-il ajouté

face aux députés de son parti. En soulignant que l'armée israélienne "refuse de se retirer du Liban", où ses frappes ont fait quelque 3.700 morts depuis le déclenchement le 2 mars de sa nouvelle guerre contre le Hezbollah, selon les autorités locales.

Le bureau de Benjamin Netanyahu a rétorqué mercredi soir dans un communiqué en accusant "le dictateur antisémite Erdogan, auteur d'un génocide contre les Kurdes", de soutenir le Hamas et d'emprisonner ses opposants, jugeant qu'"il est bien

le dernier à pouvoir donner des leçons de morale à Israël".

Revenant à la charge, Recep Tayyip Erdogan a dénoncé jeudi les méfaits à Gaza du "réseau génocidaire sioniste dirigé par Netanyahu".

"Ceux qui s'attaquent à notre région comme des requins assoiffés de sang devront un jour répondre de leurs actes", a-t-il conclu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 juin 2026

Détenue en Syrie, une journaliste allemande en contact avec son ambassade

Berlin, 12 juin 2026 (AFP) — Une journaliste allemande, détenue en Syrie, a reçu récemment des visites en prison de l'ambassade allemande à Damas, a indiqué vendredi le ministère allemand des Affaires étrangères.

Eva Maria Michelmann avait disparu en janvier lors d'une offensive menée par les forces gouvernementales syriennes dans le nord-est du pays, une région auparavant contrôlée par les forces kurdes.

Des témoins avaient rapporté à l'époque qu'elle avait été emme-

née dans un véhicule appartenant aux forces gouvernementales dans la ville de Raqqa, en compagnie du journaliste turco-kurde Ahmed Polad.

Tous deux travaillaient pour une petite agence de presse Etkin Haber Ajansi(ETHA) et la chaîne Özgür TV, deux médias turcs de gauche, selon le Comité de protection des journalistes (CPJ).

"Des employés de l'ambassade allemande à Damas ont pu rendre visite récemment" à Mme Michelmann, a déclaré une porte-parole du ministère allemand des Affaires

étrangères, lors d'un point presse régulier du gouvernement allemand à Berlin.

Elle n'était pas en mesure de dire pourquoi la journaliste avait été emprisonnée et quelles charges avaient été retenues contre elle.

Il y a une dizaine de jours, l'avocat allemand de Mme Michelmann, Roland Meister, avait alerté sur son mauvais état de santé.

Il avait déclaré à l'AFP avoir reçu des informations selon lesquelles Mme Michelmann aurait été "tor-

turée et soumise à des interrogatoires incessants, y compris la nuit", et qu'elle aurait "perdu beaucoup de poids".

Le Comité de protection des journalistes avait qualifié d'"inacceptable" le "manque de transparence du gouvernement syrien concernant la détention et le sort" des deux journalistes et fait part de son inquiétude "quant à la liberté de la presse en Syrie".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 juin 2026

Trump convie le nouveau Premier ministre irakien mi-juillet à la Maison Blanche

Bagdad, 16 juin 2026 (AFP) — Le président américain Donald Trump "se réjouit d'accueillir" le nouveau Premier ministre irakien Ali Al-Zaidi à la Maison Blanche à la mi-juillet, ont annoncé mardi le gouvernement irakien et l'ambassade américaine à Bagdad dans un communiqué conjoint.

Cette annonce intervient à l'occasion d'une visite de l'envoyé spécial américain pour la Syrie et l'Irak, Tom Barrack, qui a évoqué avec le dirigeant irakien la question du "désarmement" des groupes armés pro-iraniens.

Les Etats-Unis, qui conservent une forte influence sur la politique irakienne, font pression depuis des mois sur Bagdad pour que soient désarmées ces factions, qu'ils ont désignées comme organisations terroristes.

Début mai, ils avaient assuré qu'ils reprendrait les transferts

financiers en Irak et leur assistance en matière de sécurité lorsque des "mesures concrètes" seraient prises sur le sujet.

Des groupes armés ont mené des frappes contre des installations américaines en Irak après le début de la guerre au Moyen-Orient fin février, avant qu'une trêve n'entre en vigueur le 8 avril. Un protocole d'accord pour mettre fin à ce conflit a été annoncé lundi par l'Irak et les Etats-Unis. Entré en fonction mi-mai, Ali Al-Zaidi a promis de faire en sorte que l'Etat ait le monopole des armes. Sa visite à Washington constituera son premier voyage officiel à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir.

L'Irak a longtemps été un terrain d'affrontement par procuration entre les Etats-Unis et l'Irak, les gouvernements successifs négociant un équilibre délicat entre ses deux partenaires, eux-

mêmes ennemis.

Le dirigeant irakien a également réaffirmé auprès de Tom Barrack l'engagement son pays "à approfondir les relations commerciales et d'investissement" avec Washington. Après des conflits qui ont dévasté ses infrastructures, l'Irak cherche à attirer les investisseurs, en particulier dans le secteur énergétique.

Bagdad a décidé en février d'entamer des négociations avec le groupe américain Chevron pour développer les champs pétroliers de West Qurna 2 et de Nasiriyah. Le projet de construction d'un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) sur le port irakien de Khor Al-Zubair a également été discuté.

Arrivé à Bagdad lundi pour sa première visite en Irak depuis sa nomination, Tom Barrack doit poursuivre sa visite dans la région du Kurdistan, au nord du pays.

Il rencontrera des représentants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ainsi que Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), ont indiqué deux responsables kurdes à l'AFP.

Depuis le début de la guerre, Trump a accusé à plusieurs reprises les Kurdes de s'être appropriés des armes que Washington aurait selon lui tenté d'envoyer, à une date indéterminée, à des manifestants en Iran.

Les responsables kurdes ont confirmé à l'AFP vouloir "soulever cette question" lors de la rencontre avec Tom Barrack, "car les Kurdes nient avoir reçu ces armes".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 juin 2026

L'Australie va indemniser des demandeurs d'asile détenus dans le désert

Sydney, 19 juin 2026 (AFP)

— L'Australie va verser l'équivalent de 17 millions d'euros à des dizaines de demandeurs d'asile qui ont été détenus dans un centre de rétention isolé, sous un gouvernement conservateur qui cherchait à dissuader les arrivées par bateau.

Fermé en 2003, le centre de rétention de Woomera avait été ouvert dans le désert du sud de l'Australie en 1999. Six mois plus tard, il comptait près de 1.500 personnes, pour la plupart originaires d'Irak et d'Afghanistan. Un tiers des détenus étaient des enfants.

Le centre a suscité les condamnations des organisations de défense des droits humains à l'encontre de la politique jugée punitive de

l'Australie en matière de demandeurs d'asile, alors que certains détenus se couaient les lèvres lors de grèves de la faim et tentaient des évasions de masse.

Début juin la Haute Cour d'Australie a jugé que le gouvernement ne bénéficiait pas d'une immunité face aux demandes d'indemnisation liées à une rétention jugée illégale.

Le cabinet d'avocats Shine Lawyers a indiqué vendredi que le gouvernement australien avait accepté de conclure un accord dans le cadre d'une action collective intentée par 38 anciens détenus qui affirment avoir subi un grave préjudice.

"Aujourd'hui est un moment important, mais c'est aussi un moment marqué par le deuil.

Certains membres du groupe n'ont pas vécu assez longtemps pour voir ce jour", a déclaré Nicholas Kitchin, de Shine Lawyers.

"Pour de nombreux membres du groupe, l'Australie est désormais leur foyer. Ils y ont construit des vies, des familles et des communautés, tout en continuant de vivre avec les conséquences d'un chapitre extraordinairement éprouvant de leur existence."

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a indiqué que l'affaire avait été réglée "conformément aux principes et aux pratiques juridiques".

Après la fermeture de ces camps dans le désert, l'Australie s'est tournée vers le transfert des demandeurs d'asile arrivés par bateau

vers des camps situés dans des îles isolées du Pacifique, à Nauru et sur l'île de Manus, pendant l'examen de leurs demandes de statut de réfugié.

L'organisation de défense des droits humains Refugee Action Coalition a par ailleurs exhorté vendredi le gouvernement à évacuer médicalement un réfugié kurde iranien de 36 ans envoyé sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en 2013, affirmant que son état de santé mentale et physique s'était fortement détérioré.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 juin 2026

Une journaliste allemande détenue en Syrie de retour en Allemagne

Berlin, 19 juin 2026 (AFP)

— La journaliste allemande Eva Maria Michelmann, détenue en Syrie, est rentrée en Allemagne vendredi, a annoncé son avocat à l'AFP.

Eva Maria Michelmann avait disparu en janvier lors d'une offensive menée par les forces gouvernementales syriennes dans le nord-est du pays, une région auparavant contrôlée par les forces kurdes. Sa détention avait ensuite été annoncée par les autorités.

"Je peux confirmer que Eva M. Michelmann a été remise en liberté ce matin et qu'elle est rentrée en Allemagne cet après-midi", a affirmé Roland Meister.

Des témoins avaient rapporté à l'époque qu'elle avait été emmenée dans un véhicule appartenant aux forces gouvernementales dans la ville de Raqqa, en compagnie du journaliste turco-kurde Ahmed Polad. Tous deux travaillaient pour une petite agence de presse Etkin

Haber Ajansi(ETHA) et la chaîne Özgür TV, deux médias turcs de gauche, selon le Comité de protection des journalistes (CPJ).

Il y a une dizaine de jours, son avocat avait alerté sur son mauvais état de santé.

Il avait déclaré à l'AFP avoir reçu des informations selon lesquelles Mme Michelmann aurait été "torturée et soumise à des interrogatoires incessants, y compris la nuit", et qu'elle aurait "perdu beau-

coup de poids". Le Comité de protection des journalistes avait qualifié d'"inacceptable" le "manque de transparence du gouvernement syrien concernant la détention et le sort" des deux journalistes et fait part de son inquiétude "quant à la liberté de la presse en Syrie".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 juin 2026

Turquie: un monde sur papier dans le viseur des enfants

Mardin (Turquie), 22 juin 2026 (AFP) — Sous la lampe rouge de la chambre noire, Zeynep, huit ans, attend de découvrir ses images qui émergent à peine, ombres et silhouettes capturées sur pellicule.

“Jusqu’où va ta curiosité?” demande le photographe Amar Kiliç en agitant les négatifs sous l’eau. “Jusqu’au bout du monde”, répond l’enfant.

Originaire de Mardin, dans le sud-est de la Turquie, Zeynep est l’une des huit élèves de cet atelier de photographie argentique réservé aux enfants turcs et réfugiés de la province, aux frontières de l’Irak et de la Syrie.

Le projet “Fotohane Darkroom” a été créé par Amar Kiliç, 40 ans, et le photographe et éducateur syrien Serbest Salih en 2024 à Mardin. Le nom, Fotohane, choisi par les enfants, signifie “maison de la photo” en turc comme en arabe, en kurde et en persan.

Amar Kiliç insiste sur le fait que les enfants sont à la tête du processus: “Ils chargent la pellicule, la développent et impriment leurs photos. Ils vont sur le terrain et définissent leurs

propres règles.”

- Fuir l’EI -

En surplomb de la grande plaine de Mésopotamie, les murs dorés de la vieille ville de Mardin, traversée de rues étroites et témoins de millénaires d’histoire, attirent des touristes du monde entier.

Mais loin des boutiques souvenirs et des cafés du centre, la ville abrite des familles défavorisées ou réfugiées.

Parmi ces dernières, celles de Yahya, Sam, Yusuf et Nihal, âgés de 11 à 13 ans, ont fui Damas pendant la guerre en Syrie en 2014 et 2015, et l’avancée des djihadistes du groupe Etat Islamique (EI).

“Je suis très heureuse quand je prends des photos”, sourit Nihal en balançant sa caméra noire attachée à son poignet, à la recherche d’une scène à figer.

Serbest Salih, 32 ans et le regard vif, piqué de curiosité, a fui la ville kurde de Kobane dans le nord de la Syrie quand l’EI en a pris le contrôle en 2014.

Des milliers de réfugiés syriens ont alors franchi la frontière turque pour s’ins-

taller dans des villes turques proches comme Mardin, sans forcément rentrer après la chute du président Bachar al-Assad.

Salih évite de s’épancher sur ses propres difficultés. Toute l’attention selon lui devrait se porter sur les enfants qu’il forme avec patience, passant sans problème du turc au kurde ou à l’arabe et l’anglais.

Depuis son arrivée en Turquie, il essaye d’établir un pont entre communautés et de favoriser la tolérance et l’intégration.

Il a organisé ses premiers ateliers de photo argentique en 2015, se rendant avec sa vieille caravane dans les villages le long de la frontière pour rencontrer des enfants réfugiés.

“L’argentique leur donne confiance en eux. La photo digitale, tu peux la supprimer instantanément. Mais avec une pellicule, ils passent tout le temps de l’atelier à penser aux 36 images qu’ils ne découvriront qu’à la fin”, explique-t-il. “Et leurs photos sont magnifiques”.

- “La chambre magique” -

A la question: “quelle est ton étape préférée du pro-

cessus?”, tous les enfants sont unanimes: la chambre noire.

C’est là que les images saisies dans le viseur prennent vie.

“Ils l’appellent la chambre magique”, indique Murat Kiliç qui pilote en souriant les phases de développement et d’impression des photos.

“C’est un sentiment très spécial pour les enfants de voir l’image se former sur le papier blanc. Ils se disent: +J’ai réussi à créer ça+”.

Le projet est principalement financé par des expositions organisées à l’étranger et par des dons - les travaux des enfants seront exposés cet été en Italie, en Belgique, au Royaume-Uni et en Indonésie.

Serbest Salih et Amar Kiliç songent à reprendre la route avec la chambre noire dans une caravane.

“Pour aller dans d’autres régions offrir notre savoir-faire et former (d’autres enfants)”, justifie Kiliç.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

24 juin 2026

Les Etats-Unis annoncent avoir tué un des chefs de l'Etat islamique en Syrie

Washington (États-Unis), 24 juin 2026 (AFP) — L'armée américaine a annoncé mercredi avoir tué dans une frappe aérienne l'un des chefs du groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans le nord-ouest de la Syrie la semaine dernière.

La frappe, datée du 19 juin, a "tué Ali Husayn al-Ulaywi et s'inscrit dans le cadre des ef-

forts continus des Etats-Unis pour déstabiliser et éliminer les terroristes qui cherchent à attaquer des Américains à l'étranger ou sur le territoire national", a détaillé le commandement américain pour le Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué.

Les Etats-Unis sont intervenus en Syrie il y a plus de dix ans pour soutenir les

forces kurdes combattant l'EI, qui avait pris le contrôle de plusieurs zones dans ce pays et en Irak.

La coalition internationale antijihadiste s'est depuis retirée, après la défaite de l'EI en 2019 en Syrie, deux ans après celle en Irak.

L'armée américaine continue de mener des frappes aé-

riennes visant les dernières cellules dormantes du groupe jihadiste dans les zones désertiques du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 juin 2026

Irak: reprise progressive des opérations pétrolières étrangères au Kurdistan

Bagdad, 24 juin 2026 (AFP) — Les compagnies pétrolières étrangères reprennent progressivement leurs activités au Kurdistan autonome d'Irak, après les avoir suspendues en raison de la guerre au Moyen-Orient, a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement régional.

Pendant les hostilités déclenchées fin février, la région du Kurdistan, où opèrent de nombreuses compagnies pétrolières étrangères et où sont stationnées des troupes américaines, a été une cible de nombreuses attaques de drones, menées principalement par des groupes armés irakiens soutenus par Téhéran.

Plusieurs champs pétroliers avaient été touchés.

La filiale de la société britannique Gulf Keystone (Gulf Keystone Petroleum) a "commencé la production aujourd'hui sur le champ de Shaikan", l'un des plus grands du Kurdistan, a indiqué dans un communiqué le porte-parole du gouvernement régional, Peshawa Hawramani.

Le groupe norvégien DNO devrait relancer ses activités sur les champs pétroliers de Tawke et de Pechkabir vendredi et la société américaine HKN devrait elle reprendre dimanche la production sur le champ d'Atrush, selon le porte-parole.

La société américaine Hunt Oil reprendra ses opérations le 8 juillet, a-t-il ajouté.

D'après M. Hawramani, le retard dans la reprise de la production est dû aux "dégâts considérables causés par les attaques contre les installations".

L'Irak, membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), est fortement dépendant des exportations de brut, qui représentent en temps normal environ 90% de ses revenus.

Avant le déclenchement de la guerre par une offensive israélo-américaine contre Téhéran, l'Irak exportait environ 3,5 millions de barils

de pétrole par jour, dont la majeure partie transitait par le détroit d'Ormuz.

Mais son blocage par l'Iran a fortement perturbé les exportations et entraîné des réductions de production.

Le ministère du Pétrole avait indiqué la semaine dernière qu'il prévoyait un retour de la production pétrolière à son niveau d'avant-guerre "d'ici un à deux mois".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 juin 2026

Turquie: l'opposant kurde Demirtas appelle à des "mesures concrètes" pour la paix

Ankara, 24 juin 2026 (AFP) — L'opposant kurde Selahattin Demirtas, détenu depuis 2016, a appelé mercredi à "des mesures concrètes" pour l'avancée du processus de paix du groupe armé Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avec Ankara, alors que le président turc a annoncé un cadre juridique pour le règlement du conflit.

"Le processus exige désormais des mesures concrètes, tangibles et visibles. Ce ne sont pas des compromis, mais mesures qui nous appartiennent de droit", a affirmé M. Demirtas dans un article publié sur le site de l'Association Qad pour la recherche sur la paix, dont il fait partie du conseil d'administration.

M. Demirtas s'exprime pour la première fois depuis plusieurs mois sur le processus de paix en cours.

Détenu à la prison d'Edirne malgré une décision définitive de la Cour européenne des droits de l'homme en sa faveur, M. Demirtas a appelé à "une approche plus inclusive", concernant les Kurdes de Syrie et d'Irak.

Il a également critiqué l'incertitude qui pèse sur "les libertés, la vie démocratique et les droits fondamentaux de 90 millions de citoyens et des Kurdes".

Appelant à la fin des restrictions sur la langue kurde, M.

Demirtas a souligné que "le facteur décisif sera la position et les décisions futures du président" turc Recep Tayyip Erdogan.

A l'appel de son chef Abdullah Öcalan, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali, le PKK a annoncé en mai 2025 sa dissolution et commencé en juillet 2025 à déposer les armes.

Le processus de paix entamé en octobre 2024 à l'initiative du gouvernement turc vise à mettre un terme à plus de quatre décennies de combats qui ont fait au moins 50.000 morts.

Une commission parlemen-

taire ad hoc a rendu son rapport préconisant un cadre légal pour faciliter le désarmement en février, sans avancée depuis.

"Nous travaillons à l'élaboration d'un cadre juridique qui accélérera la dissolution de l'organisation. Après avoir mené les consultations nécessaires, nous soumettrons sans délai ce règlement au Parlement", a de son côté affirmé mercredi le président turc.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 juin 2026

Le gouvernement israélien reconnaît le génocide arménien, défiant Ankara

Jérusalem, 28 juin 2026 (AFP) — Le gouvernement israélien a approuvé dimanche à l'unanimité la reconnaissance du génocide arménien, un terme réfuté par Ankara, dans un contexte de vives tensions avec la Turquie.

"Décision historique: le gouvernement israélien a approuvé à l'unanimité la proposition du ministre Gideon Saar de reconnaître le génocide arménien", a annoncé dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères.

La mesure doit encore être entérinée par le Parlement.

Les gouvernements israéliens successifs avaient jusqu'à présent évité de reconnaître officiellement le génocide arménien, notamment afin de préserver leurs relations avec la Turquie, autrefois l'un des plus proches partenaires stratégiques du pays dans la région.

"Il n'est jamais trop tard pour faire ce qui est juste (...), c'est à la fois un devoir moral et un devoir historique", a justifié M. Saar.

"Le génocide arménien reste à ce jour l'objet d'une campagne institutionnalisée de négation et de minimisation, incluant une réécriture manipulatrice de l'histoire, princi-

palement menée par le gouvernement turc", a-t-il accusé.

La Turquie, qui accuse régulièrement Israël de perpétrer un génocide dans la bande de Gaza - ce qu'il réfute -, rejette catégoriquement ce terme pour qualifier les massacres des Arméniens sous l'Empire ottoman pendant la Première guerre mondiale.

Ce génocide est toutefois reconnu par les gouvernements ou les parlements de nombreux pays, dont les États-Unis, la France et l'Allemagne. Le nombre des Arméniens ayant trouvé la mort est évalué à entre 600.000 et 1,5 million.

- "Pas d'immunité" -

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est imposé comme l'un des plus virulents critiques de la guerre à Gaza, déclenchée en représailles de l'attaque du Hamas sur le sol israélien du 7 octobre 2023, comparant à plusieurs reprises les dirigeants israéliens à des responsables nazis.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a régulièrement riposté à ses attaques, le qualifiant de "dictateur antisémite qui commet un génocide contre les Kurdes".

La Turquie a suspendu le

plus gros de ses relations commerciales avec Israël, se faisant l'un des plus fervents soutiens diplomatiques du mouvement islamiste palestinien.

“Il ne s'agit pas d'un acte de représailles face à l'hostilité

ouverte, ainsi qu'à la terrible rhétorique et aux actes hostiles de la Turquie, sous la direction d'Erdogan, à l'encontre d'Israël”, a encore ajouté Gideon Saar, en référence à cette reconnaissance.

“Le fait que la Turquie fasse la promotion de mensonges sur Israël ne lui accorde pas une immunité face aux vérités historiques”.

Les relations entre Israël et l'Arménie s'étaient elles dégradées quand le ministère

arménien des Affaires étrangères avait annoncé en juin 2024 la reconnaissance de l'Etat de Palestine.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 juin 2026

Turquie: des milliers de Kurdes demandent la libération du chef du PKK

Diyarbakir (Turquie), 28 juin 2026 (AFP) — Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées dimanche à Diyarbakir, ville à majorité kurde dans le sud-est de la Turquie, pour demander la libération du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan, détenu à l'isolement au large d'Istanbul, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants se sont rassemblés sur une place dans le centre de Diyarbakir, scandant des slogans en kurde comme “Serok Apo” (chef Apo), pour manifester leur soutien au chef de la guérilla

du PKK, 76 ans, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), en mer de Marmara.

En 2025, le PKK a annoncé qu'il renonçait à sa lutte armée contre l'Etat turc, mettant fin à un conflit qui en quatre décennies a fait au moins 50.000 morts.

A l'appel d'Ocalan, le PKK a annoncé sa dissolution, commencé à déposer les armes lors d'une cérémonie symbolique dans le nord de l'Irak où sont retranchés la plupart de ses combattants et procédé au retrait de ses

derniers combattants présents sur le sol turc.

S'adressant à la foule lors de la manifestation, Veysi Aktas, ancien camarade de détention d'Ocalan sur l'île d'Imrali, a déclaré qu'une paix durable ne serait pas possible tant qu'Ocalan resterait détenu à l'isolement.

“Il ne peut pas y avoir de paix par l'isolement”, a-t-il déclaré.

“La paix signifie la reconnaissance du peuple, le respect de l'identité, et le respect de la volonté du peuple”, a-t-il ajouté.

En dépit d'appels répétés de responsables politiques demandant l'allègement des conditions de détention d'Ocalan, sa situation demeure largement inchangée.

Cependant, il a récemment obtenu un accès aux membres de sa famille, à ses avocats et quelques députés du parti-pro-kurde DEM engagé dans les efforts en vue du règlement du conflit.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 juin 2026

Quatre hommes jugés pour leur appartenance à une filière jihadiste à La Réunion

Paris (France), 29 juin 2026 (AFP) — Le procès de quatre hommes accusés d'avoir appartenu à une filière jihadiste depuis la Réunion vers la Syrie, entre 2014 et 2019, s'est ouvert lundi devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Seul un des accusés comparait dans le box, les trois autres étant présumés morts, selon la cour. Agés de 30 à 41 ans, ils sont nés à Madagascar ou à Mayotte avant de se radicaliser à La Réunion.

Le groupe est jugé pour avoir fait partie de plusieurs groupes jihadistes, notamment l'Etat Islamique (EI) et Jabhat al-Nosra, filiale d'Al-Qaïda jusqu'en 2016 et dissous début 2017.

Anthony De Monjoie Maurice, 40 ans, est soupçonné d'avoir posé des explosifs afin d'empêcher l'avancée des troupes kurdes des Forces démocratiques syriennes, qui combattaient l'EI dans le nord-est syrien.

Il est aussi accusé d'avoir effectué des “surveillances” pour le compte du Jabhat Al-Nosra entre 2014 et 2016.

Lui et les trois autres accusés sont soupçonnés de s'être radicalisés à La Réunion où ils ont suivi des cours faisant la promotion du “jihad armé” et un entraînement physique, jusqu'à leur départ pour la Syrie en 2014, a rappelé la cour.

Démantelée en 2015, cette filière était la première de ce

type découverte par les services spécialisés dans un département d'outre-mer.

Maurice Anthony De Monjoie est aussi accusé d'avoir joué un rôle de recruteur en tentant de faire venir d'autres ressortissants français en Syrie. Il avait été arrêté en 2019 en Turquie avant d'être remis aux autorités françaises en 2020.

“J'entends les faits qui me sont reprochés mais c'est très exagéré (...) J'ai été qua-

lifié de jihadiste mais mon voyage en Syrie, c'était pour autre chose", a déclaré lacoiniquement Maurice Anthony De Monjoie, tee-shirt vert, cheveux courts noirs laqués, en début d'audience.

Quand la psychologue l'avait interrogé sur ses motivations

pour rejoindre la Syrie, alors en pleine guerre civile, il lui avait répondu "ce qui m'a amené en Syrie ce sont beaucoup de facteurs, mais ce qu'il y avait dans ma tête, c'était la fin du monde", a-t-elle raconté à la barre lundi matin.

Elle note chez ce père de quatre enfants tous nés en Syrie, d'abord élevé dans la religion catholique puis converti seul à l'islam à 27 ans, selon lui, "un rapport au langage qui n'a pas de bases solides ainsi qu'une difficulté à exercer un esprit critique".

Le verdict est attendu le 7 juillet.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 juin 2026

Iran: deux membres des Gardiens tués dans une "attaque terroriste", selon les médias d'Etat

Téhéran, 30 juin 2026 (AFP) — Deux membres du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, l'armée idéologique de l'Iran, ont été tués par balles dans la ville de Paveh (ouest), près de la frontière avec la région autonome du Kurdistan irakien, ont rapporté mardi les médias d'Etat.

Selon la télévision publique, les deux hommes ont été victimes d'un "acte terroriste et lâche". Deux autres membres des Gardiens ont également été blessés.

L'identité des auteurs n'était pas connue dans l'immédiat.

Selon la télévision iranienne, "les circonstances exactes de l'incident ainsi que les me-

sures visant à identifier les responsables font l'objet d'un examen par les autorités compétentes".

Téhéran accuse régulièrement des groupes séparatistes kurdes opérant près de la frontière d'être impliqués dans des attaques dans cette région, les soupçonnant d'entretenir des liens avec les Etats-Unis et Israël, ses ennemis déclarés.

Sepah News, l'organe officiel des Gardiens, a indiqué mardi que ces derniers avaient démantelé une cellule de "groupes anti-gouvernementaux et séparatistes" entrée en Iran par les frontières du nord-ouest. Le texte est accompagné de photos floutées de quatre corps, pré-

sentés comme ceux de personnes tuées lors de l'opération.

Par ailleurs, lundi, dans la ville de Saravan, au sein de la province du Sistan-Baloutchistan (sud-est), "le véhicule d'une famille a été pris pour cible par des tirs", a indiqué la télévision d'Etat, ajoutant que le père avait été tué. La mère a succombé par la suite à ses blessures.

Les autorités n'ont pas, dans l'immédiat, identifié les responsables de cette attaque ni donné davantage de précisions sur les victimes.

D'après la télévision, l'attaque a été menée par des "mercenaires sionistes-américains", formule employée

par les responsables iraniens pour désigner des groupes séparatistes ou armés.

Le Sistan-Baloutchistan, frontalier du Pakistan et de l'Afghanistan, est depuis longtemps le théâtre d'affrontements entre forces de sécurité, groupes insurgés et trafiquants de drogue.

Cette province, qui compte parmi les plus pauvres d'Iran, abrite une importante population baloutche, majoritairement musulmane sunnite.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

